

GLAAS 2012

Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau
sur l'assainissement et l'eau potable

LE DÉFI : L'EXTENSION ET
LE MAINTIEN DES SERVICES



INCLUT UNE
ANNEXE SUR
LE SUIVI DES FLUX
NATIONAUX FINANÇANT
L'ASSAINISSEMENT,
L'HYGIÈNE ET L'EAU
POTABLE

Catalogage à la source: Bibliothèque de l'OMS:

GLAAS 2012 : analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable, le défi : l'extension et le maintien des services.

1.Assainissement - économie. 2.Alimentation eau. 3.Eau potable. 4.Coopération internationale. 5.Programme national santé. 6.Évaluation de programme. I.Organisation mondiale de la Santé. II.UN-Water.

ISBN 978 92 4 250336 4

(classification NLM: WA 675)

© Organisation mondiale de la Santé 2013

Tous droits réservés. Les publications de l'Organisation mondiale de la Santé sont disponibles sur le site Web de l'OMS (www.who.int) ou peuvent être achetées auprès des Éditions de l'OMS, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27 (Suisse) (téléphone : +41 22 791 3264 ; télécopie : +41 22 791 4857 ; courriel : bookorders@who.int). Les demandes relatives à la permission de reproduire ou de traduire des publications de l'OMS – que ce soit pour la vente ou une diffusion non commerciale – doivent être envoyées aux Éditions de l'OMS via le site Web de l'OMS à l'adresse http://www.who.int/about/licensing/copyright_form/en/index.html

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillé sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'Organisation mondiale de la Santé, de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'Organisation mondiale de la Santé ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Imprimé par les services de production de documents de l'OMS, Genève, Suisse

Conception et mise en page : www.paprika-annecy.com



Organisation
mondiale de la Santé

UN WATER
Report

GLAAS 2012

Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau
sur l'assainissement et l'eau potable

LE DÉFI : L'EXTENSION ET
LE MAINTIEN DES SERVICES



L'ONU-Eau est le mécanisme de coordination entre les agences des Nations Unies pour toutes les questions liées à l'eau douce. Créé en 2003, il favorise une coopération et un échange d'informations plus poussés entre les entités des Nations Unies et les acteurs concernés.

L'ONU-Eau suit et rend compte de l'état, de l'utilisation et de la gestion des ressources mondiales en eau douce, ainsi que de l'assainissement, via un ensemble de publications interdépendantes et complémentaires qui, combinées, dressent un tableau complet et qui, individuellement, proposent une analyse plus approfondie de certaines problématiques ou zones géographiques.

RAPPORTS PÉRIODIQUES :

Le **Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR)** est coordonné par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) à la demande de l'ONU-Eau, et publié tous les trois ans. Il présente les perspectives stratégiques mondiales concernant l'état des ressources en eau douce, les tendances de l'utilisation de ces ressources dans les différents secteurs (agriculture, industrie et énergie, entre autres) et les options de gestion qui s'offrent en fonction du contexte et de la situation (urbanisation, catastrophes naturelles et effets du changement climatique planétaire, notamment). Ce rapport comporte également des évaluations régionales.

- ✓ Perspectives stratégiques
- ✓ État, utilisations et gestion des ressources en eau
- ✓ Dimension mondiale
- ✓ Évaluations régionales
- ✓ Publication triennale (4^e édition)

L'**Analyse et l'évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS)** est produite tous les deux ans par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à la demande de l'ONU-Eau. Elle dresse un état des lieux mondial des cadres d'action publique, des dispositifs institutionnels, des ressources humaines, ainsi que des flux internationaux et nationaux qui financent l'assainissement et l'eau potable. Cette évaluation contribue largement aux activités de l'initiative Assainissement et eau potable pour tous.

- ✓ Perspectives stratégiques
- ✓ Approvisionnement en eau et assainissement
- ✓ Dimension mondiale
- ✓ Évaluations régionales
- ✓ Publication biennale (depuis 2008)

Le **Rapport du Programme commun de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour le suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP)** est élaboré tous les deux ans. Le JMP relève de l'ONU-Eau et présente les résultats du suivi mondial des avancées en direction de la cible 7c des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) : réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population n'ayant pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement de base. Le suivi s'appuie sur les constats des enquêtes menées auprès des ménages et sur les résultats des recensements auxquels les bureaux de statistiques nationaux apportent habituellement leur concours, conformément aux critères internationaux.

- ✓ État des lieux et tendances
- ✓ Approvisionnement en eau et assainissement
- ✓ Dimension mondiale
- ✓ Évaluations régionales et nationales
- ✓ Publication biennale (depuis 1990)

EN 2012-2013, L'ONU-EAU PUBLIERA ÉGALEMENT :

2012

Le **Status Report on the Application of Integrated Approaches to the Development, Management and Use of Water Resources**. Ce rapport d'avancement de l'ONU-Eau sur l'application des approches intégrées au développement, à la gestion et à l'utilisation des ressources en eau est élaboré (en anglais) par l'ONU-Eau pour le Sommet Rio+20. Un rapport d'avancement analogue a été produit en 2008 à l'intention de la Conférence des Nations Unies pour le développement durable. Ce rapport évalue la situation et les progrès de la gestion des ressources en eau dans les États membres des Nations Unies et rend compte des résultats et des effets d'une gestion améliorée.

2013

Le projet pilote des **Water Country Briefs** de l'ONU-Eau. Ces fiches thématiques nationales présentent un point de vue stratégique sur l'importance cruciale des investissements dans l'eau pour le développement humain et économique au niveau d'un pays.

Pour des informations supplémentaires sur les rapports de l'ONU-Eau, veuillez consulter le site www.unwater.org/documents.html

Préambule

L'échéance de 2015 à laquelle les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) doivent être réalisés étant proche, cette édition 2012 du *Rapport GLAAS (Analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable)* apporte une contribution essentielle à la mise en œuvre de la stratégie de l'ONU-Eau. Il s'agit en effet de diffuser à propos de l'eau des messages forts qui aideront à façonner le visage du développement durable après 2015. La publication en anglais du présent rapport arrive à point nommé pour la préparation d'un événement phare pour ce processus : la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20.

L'eau potable et l'assainissement font partie des sphères de compétence de l'ONU-Eau, le mécanisme de coordination entre les agences des Nations Unies pour tous les aspects liés à l'eau douce. C'est le Programme commun de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) pour le suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (Joint Monitoring Programme, JMP) qui rend régulièrement compte des avancées en direction de la cible 7c des OMD. Le *Rapport GLAAS* de l'ONU-Eau s'appuie sur ces résultats et analyse les raisons sous-jacentes des progrès... ou d'une stagnation.

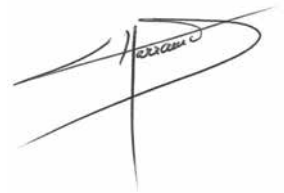
Le *Rapport GLAAS* est rapidement devenu incontournable dans le secteur de l'eau ; il est de plus en plus utilisé pour éclairer la prise de décisions. De fait, il est apparu que le manque d'informations sur les politiques nationales et les ressources financières et humaines consacrées à l'assainissement et à l'eau potable freinait les avancées. Si ce rapport a vu le jour, c'est également parce que l'on a pris conscience du manque de données exactes sur la situation et l'évolution de l'aide au développement.

Début mars 2012, le JMP a annoncé que l'accès à l'eau potable s'était sensiblement amélioré. Ce constat encourageant doit toutefois être nuancé : une forte proportion de la population mondiale continue d'être privée de cet accès, les disparités restent considérables et le suivi des indicateurs clés, tels que la qualité de l'eau,

demeure épineux. De surcroît, la population non encore desservie (780 millions d'individus, d'après les estimations) est de plus en plus difficile à atteindre, et la cible fixée pour les OMD en ce qui concerne l'assainissement est toujours très éloignée : actuellement, 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement amélioré.

Cette édition 2012 du *Rapport GLAAS* de l'ONU-Eau donne une raison supplémentaire de faire montre de vigilance : les ressources ne sont ni ciblées ni apparemment suffisantes pour couvrir les besoins d'exploitation et de maintenance courants. Il existe donc un important risque de retours en arrière. L'analyse qui se dégage de ce rapport permet aussi de déceler les causes des disparités dans l'accès à l'assainissement et à l'eau potable entre les différentes régions, populations et catégories de revenu définies par le JMP.

Au vu des données factuelles issues du *Rapport GLAAS*, les pays, les agences d'aide extérieure et les autres parties prenantes peuvent prendre plusieurs mesures immédiates et réalisables pour continuer d'élargir l'accès à l'assainissement et à l'eau potable, tout en pérennisant les services déjà en place. Le présent *Rapport GLAAS* de l'ONU-Eau décrit ces mesures immédiates, ainsi que divers aspects qui méritent d'être analysés en profondeur, et il est prêt à relever le défi.



Michel Jarraud
Président
ONU-Eau

Remerciements

L'ONU-Eau et l'OMS remercient chaleureusement pour leur aide financière le ministère britannique du Développement international (DFID), l'Agence suisse pour le développement et la coopération, la Direction générale pour la coopération internationale des Pays-Bas et le gouvernement du Koweït.

L'élaboration du présent rapport a nécessité la contribution de centaines de personnes de toutes les régions du monde. L'ONU-Eau et l'OMS souhaiteraient également remercier tous les personnes et toutes les organisations qui ont contribué à l'élaboration de ce rapport, en particulier celles qui ont fourni des informations émanant des pays et des agences d'aide extérieure. L'annexe G donne la liste complète des contributeurs à ce rapport ainsi que des organismes auxquels ils sont rattachés.

Acronymes et abréviations

3T	tarifs, taxes et transferts
APD	Aide publique au développement
AFD	Agence française de développement
AMCOW	Conseil des ministres africains chargés de l'eau
BAfD	Banque africaine de développement
BAfD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CITI	Classification internationale type par industrie
CSO	<i>Country Status Overview</i> (état des lieux par pays) (Programme eau et assainissement de la Banque mondiale)
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EAA	Eau et assainissement pour l'Afrique
FADES	Fonds arabe pour le développement économique et social
FAfD	Fonds africain de développement (Banque africaine de développement)
FAsD	Fonds asiatique de développement (Banque asiatique de développement)
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GLAAS	Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (anciennement Évaluation annuelle mondiale de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable)
GoAL WaSH	Governance, Advocacy and Leadership for Water, Sanitation and Hygiene (gouvernance, plaidoyer et leadership en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène)(Programme des Nations Unies pour le développement)
IDA	Association internationale de développement (Banque mondiale)
IEE	Initiative européenne pour l'eau
JMP	<i>WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation</i> (programme commun OMS/UNICEF pour le suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFID	Fonds OPEP pour le développement international
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PGSSE	Plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau
PIB	Produit intérieur brut
PMA	pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RH	ressources humaines
SEEA-Water	System of Environmental Economic Accounting for Water
SNPC	Système de notification des pays créanciers (OCDE)
SWA	Sanitation and Water for All – Assainissement et eau pour tous
TICAD IV	Quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
WASH	Water, sanitation and hygiene (eau, assainissement et hygiène)
WSP-Africa	Programme eau et assainissement en Afrique (Banque mondiale)

Index

Préambule	III
Remerciements	IV
Acronymes et abréviations	IV
Résumé d'orientation	3
Contexte	6
1 Volonté politique et redevabilité	9
2 Politiques, planification et coordination	13
2.1 Adoption d'une politique publique	14
2.2 Planification et coordination	17
2.3 Revues, suivi et rapports	19
2.4 Décentralisation	21
2.5 Participation des acteurs locaux	22
2.6 Prochaines étapes	23
3 Financement	25
3.1 Sources de financement et niveau des dépenses	26
3.2 Allocation du financement : à quoi sert l'argent ?	28
3.3 Utilisation des fonds engagés	30
3.4 Suivi et transparence financiers : comment suivre ce qui est réellement dépensé ?	33
3.5 Programmes d'investissement dans l'eau, l'hygiène et l'assainissement : les pays savent-ils combien ils auront besoin de dépenser demain ?	34
3.6 Adéquation du financement	35
3.7 Adéquation des revenus finançant les opérations d'approvisionnement en eau en milieu urbain	36
3.8 Prochaines étapes	36
4 Ressources humaines	37
4.1 Adéquation des données relatives aux ressources humaines	38
4.2 Caractère suffisant de la dotation en personnel	39
4.3 Incitations et formation continue à l'intention du personnel	40
4.4 Disparités hommes-femmes	40
4.5 Obstacles au développement des ressources humaines	40
4.6 Planification des ressources humaines	41
4.7 Prochaines étapes	42
5 Équité	43
5.1 Le droit à l'eau et à l'assainissement	44
5.2 Utilisation de critères d'équité pour la répartition des ressources	47
5.3 Évaluation périodique des politiques axées sur l'équité	48
5.4 Prochaines étapes	48

6	Aide extérieure	49
6.1	Ciblage des secteurs aidés.....	50
6.2	Flux financiers extérieurs	51
6.3	Hiérarchiser les pays et les régions	54
6.4	Ventilation de l'allocation de l'aide.....	56
6.5	Alignement et coordination	59
6.6	Cibles pour demain	61
6.7	Voies de financement.....	61
6.8	Prochaines étapes.....	62
7	L'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles et les établissements de santé	63
7.1	Assainissement et hygiène dans les écoles	64
7.2	Eau, hygiène et assainissement dans les établissements de santé.....	66
7.3	Prochaines étapes.....	67
	Références	68
	Annexe A : Méthodologie	71
	Annexe B : Suivi des flux financiers nationaux vers le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.....	74
	Annexe C : Glossaire	82
	Annexe D : Synthèse des réponses aux enquêtes GLAAS 2011 par pays	85
	Annexe E : Synthèse des réponses des agences d'aide extérieure à l'enquête GLAAS 2011	95
	Annexe F : Informations supplémentaires sur la coordination donateurs/pays	97
	Annexe G : Liste des contributeurs	99

Résumé d'orientation

L'Analyse et l'évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS) a pour objectif le suivi des éléments nécessaires pour étendre et rendre durablement accessibles des dispositifs et services dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Le suivi doit porter sur les composantes de « l'environnement favorable » : cadres de politique publique et institutionnels, volume, sources et ciblage de l'investissement, effectif suffisant dans les ressources humaines, priorités et lacunes de l'aide extérieure, et influence de ces facteurs sur les performances. L'analyse des facteurs de progrès, ou d'absence de progrès, constitue un objectif secondaire plus délicat, permettant d'identifier les moteurs et les obstacles, de localiser les lacunes dans les connaissances, d'évaluer les forces et les faiblesses, de repérer les défis, les priorités et les réussites, ainsi que de faciliter la comparaison entre les pays.

Ce deuxième¹ *Rapport GLAAS* de l'ONU-Eau présente les données reçues de 74 pays en développement, couvrant tous les groupements régionaux officiels des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et de 24 agences d'aide extérieure, représentant environ 90 % de l'aide publique au développement (APD) consacrée à l'assainissement et à l'eau potable.

Le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement a enregistré des progrès remarquables. Selon le rapport d'avancement 2012 du Programme commun pour le suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS)/ du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la cible des OMD pour l'eau potable a été atteinte en 2010 : la proportion de personnes n'ayant pas accès à une source d'eau potable améliorée a été divisée par plus de deux (passant de 24 % à 11 %) depuis 1990. Cependant, le rapport d'avancement a également signalé que les progrès sont très irrégulièrement répartis.

Des avancées majeures ont été réalisées, la cible OMD relative à l'eau potable ayant été atteinte en 2010, mais il reste à réduire les disparités et à améliorer la couverture de l'assainissement.

Ainsi, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud enregistrent des progrès très limités respectivement dans l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les plus démunis. Plus des trois quarts de ceux qui n'ont pas accès à de l'eau potable et à des services d'assainissement de base vivent dans les zones rurales.

Entre 1990 et 2010, plus de 2 milliards d'individus ont obtenu accès à des sources d'eau améliorées et 1,8 milliard à des réseaux d'assainissement améliorés, ce qui montre ce que les pays peuvent réaliser avec un engagement de long terme, des ressources suffisantes et des solutions de mise en œuvre efficaces. Ces chiffres témoignent également des réussites enregistrées par les partenaires au développement qui ont apporté un appui extérieur. En ces temps de crise financière, l'affectation spécifique de l'aide bilatérale à l'eau et à l'assainissement est le fruit des engagements de haut niveau pris dans la Déclaration du Millénaire. La volonté politique et l'engagement envers l'action, la planification et la définition de politiques reposant sur des données factuelles, ainsi que des

ressources humaines et financières suffisantes, sont toutefois indispensables à la réussite durable.

Comme le montre le présent rapport, dans de nombreux pays, les politiques publiques et les programmes ne veillent pas suffisamment à garantir des ressources financières et humaines adéquates pour à la fois pérenniser l'infrastructure existante et étendre l'accès aux services dans le secteur de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement. On risque donc fort de manquer l'objectif des OMD.

Accorder la priorité à une bonne gestion des actifs pour soutenir les services peut se révéler aussi important que d'accorder la priorité aux infrastructures nouvelles.

Le *Rapport GLAAS 2012* s'appuie sur les dernières informations disponibles, notamment sur les données du Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et sur les données recueillies grâce à deux questionnaires : le premier pour les pays à revenu faible ou intermédiaire et le second pour les agences d'aide extérieure. Ces questionnaires permettent aux pays et aux donateurs d'attribuer une note, en fonction de critères objectifs, à leurs progrès et aux moyens qu'ils ont mis en œuvre dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Même si les réponses se fondent sur un consensus entre de multiples acteurs et doivent être validées, force est de constater que la précision des réponses est variable. Par conséquent, il convient, dans une certaine mesure, d'interpréter les réponses comme une auto-évaluation des priorités des pays et des donateurs, et les données doivent être utilisées avec prudence lors des comparaisons entre pays et entre donateurs. L'annexe A présente la méthodologie GLAAS.

L'absence de données robustes, en particulier sur les flux financiers, constitue un obstacle majeur au progrès.

Le rapport :

- met en garde contre le risque significatif que certaines avancées réalisées au niveau de l'extension des services dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement soient mises en péril si l'on n'accorde pas davantage d'attention à l'entretien de ces services et de ces installations ;
- reconnaît que, malgré la grave crise financière subie par de nombreux pays à revenu élevé, l'aide destinée à l'assainissement et à l'eau potable continue d'augmenter, tandis que le ciblage des services de base conformes aux OMD s'améliore ;
- montre que certains pays font état d'avancées non négligeables sur la voie des cibles nationales définies pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement, mais souligne que, dans la majorité des pays, les problèmes de ressources humaines et de moyens financiers freinent fortement les progrès, en particulier pour l'assainissement.

On met de plus en plus l'accent sur l'amélioration de la reddition de comptes, qui forme une composante essentielle du partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous), auquel adhèrent nombre des pays qui ont répondu à l'enquête GLAAS. Depuis que le droit humain à l'eau et à l'assainissement a été

¹ Le premier *Rapport GLAAS* a été publié en 2010 après la réalisation, en 2008, d'un projet pilote de validation du concept.

reconnu par les Nations Unies, l'attention croissante que l'on lui porte renforce encore l'obligation redditionnelle.

Les **sections 1 et 2** du rapport décrivent la volonté politique croissante des pays à mettre en œuvre des stratégies relatives à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les efforts de plus en plus importants qu'ils déploient pour rendre compte de leurs actions, ainsi que pour permettre une planification et une coordination efficaces. Voici les principaux constats :

- Les pays font état de leurs engagements politiques récents et de grande ampleur au profit de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement. En témoignent le relèvement des financements dans ce secteur, l'accroissement du leadership et le renforcement de la coordination entre agences d'exécution.
- Une majorité de pays ont défini des cibles transparentes pour la prestation des services liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, et instauré des politiques de soutien. Nombre d'entre eux assurent un suivi des efforts visant à atteindre ces cibles. Il faut améliorer l'information : la plupart ne font toujours pas participer les consommateurs à la planification et la moitié seulement ont mis en place des processus de revue à intervalles réguliers.
- Malgré des progrès impressionnants au niveau mondial, la plupart des pays ne parviennent pas à tenir leurs propres engagements nationaux en faveur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement : ils seraient 83 % et 70 % à rester en deçà des tendances nécessaires pour atteindre les cibles nationales qu'ils ont définies respectivement en termes d'accès à l'assainissement et à l'eau potable.
- Bien qu'il soit manifestement admis que l'hygiène contribue largement à la santé, les programmes de sensibilisation à l'hygiène ne s'accompagnent pas, le plus souvent, de cibles nationales.

La Section 3 présente des données sur les flux financiers. Si les données limitées communiquées interdisent de tirer des conclusions définitives sur les dotations financières à l'échelle mondiale, les pays font état dans l'ensemble d'une insuffisance du financement pour le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en général, et en particulier de graves carences pour l'assainissement. Voici les principaux constats :

- Bon nombre des pays qui déplorent l'insuffisance des dotations au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement font également état d'une piètre capacité d'absorption, c'est-à-dire des difficultés à dépenser les fonds peu abondants qu'ils reçoivent.
- L'eau potable continue d'absorber la majorité des budgets consacrés à ce secteur, même dans les pays où l'alimentation en eau potable présente une couverture relativement élevée et l'assainissement une couverture relativement faible.
- L'insuffisance du financement alloué au fonctionnement et à la maintenance compromet considérablement la pérennité des services.
- Les fonds ciblent de manière disproportionnée l'extension des services dans les zones urbaines, même dans les pays où ces dernières sont relativement bien desservies alors que les zones rurales restent à la traîne.

- Bien que les données sur la contribution financière des ménages soient limitées, il ressort de l'information disponible que cette participation est significative et qu'elle peut largement contribuer à pérenniser les services.
- Si l'on veut renforcer le recueil des informations financières relatives au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, il convient d'adopter une méthode harmonisée de suivi des données (une méthode de ce type est présentée à l'annexe A).

Ce rapport comporte des graphiques et des tableaux descriptifs synthétisant de nombreux indicateurs et valeurs de référence utilisés dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement. Les données financières présentées dans ces tableaux ou graphiques concernent dans la majorité des cas l'année 2010. Pour certains indicateurs clés, un ensemble de cartes et de chiffres fournit une synthèse géographique ainsi que des statistiques synthétiques et des tendances au niveau mondial. Les graphiques et les tableaux synthétiques indiquent aussi en général le nombre de réponses qui ont été prises en compte dans l'analyse pour telle ou telle question. Ce nombre n'est pas forcément égal au nombre total de pays qui ont répondu à l'enquête, car tous les pays et toutes les agences d'aide extérieure n'ont pas répondu à l'intégralité des questions, et dans de nombreux cas, les données ont été recueillies auprès d'une source existante (par exemple le SNPC de l'OCDE).

La section 4 étudie le caractère adéquat des ressources humaines pour mettre en œuvre les interventions dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Elle souligne les lacunes des données. Voici les principaux constats :

- La moitié des pays n'ont pas communiqué le nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, signe que les informations sur les ressources humaines sont nettement insuffisantes.
- Le personnel n'est pas assez nombreux pour faire fonctionner et entretenir les infrastructures d'assainissement et d'eau potable.
- Dans la moitié des pays qui ont répondu à l'enquête, moins de 10 % des spécialistes et du personnel d'encadrement du secteur de l'eau et de l'assainissement sont des femmes.
- Le manque de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée constitue de fréquents obstacles à la durabilité des services.

La section 5 confirme que le droit à l'eau et à l'assainissement commence à être reconnu par les États et décrit les réussites et les obstacles à une couverture équitable dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Voici les principaux constats :

- Près de 80 % des pays reconnaissent le droit à l'eau, et plus de 50 % le droit à l'assainissement.
- La plupart des pays n'ont pas défini de critères d'équité pour allouer des financements à l'eau et à l'assainissement.

La **section 6** décrit la définition des priorités, le ciblage de l'aide au développement ainsi que l'alignement et la coordination de l'aide fournie par les agences d'aide extérieure avec les programmes des pays. Voici les principaux constats :

- Malgré la crise économique, l'aide consacrée à l'assainissement et à l'eau potable continue de progresser. Le volume total d'aide au développement pour l'assainissement et l'eau a augmenté de 3 % entre 2008 et 2010, pour atteindre US \$7,8 milliards. Les prêts non concessionnels alloués à l'assainissement et à l'eau sont passés d'US \$2,5 milliards en 2008 à US \$4,4 milliards en 2010.
- L'aide aux services de base représentait 26 % de l'aide consacrée à l'eau et à l'assainissement en 2010, contre 16 % en 2008.
- Seulement 7 % de l'aide est affectée à la maintenance des services.
- L'aide au développement pour l'eau et l'assainissement destinée aux États fragiles et affectés par un conflit a augmenté de 50 % entre 2007 et 2010, passant d'US \$560 millions à US \$840 millions.
- Seulement la moitié de l'aide au développement consacrée à l'assainissement et à l'eau potable cible l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est, selon les groupements régionaux des OMD, alors que 70 % de la population mondiale non desservie vit dans ces trois régions.
- L'appui budgétaire sectoriel que les donateurs consacrent à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement représente 3 % du total de l'aide accordée à ce secteur. Or, lorsque des mécanismes de transparence et d'obligation redditionnelle sont en place, ce type d'aide permet d'améliorer l'alignement sur les priorités nationales et de renforcer les services nationaux en eau, hygiène et l'assainissement.

La **section 7** est axée sur l'assainissement, l'hygiène et l'eau potable dans les écoles et les établissements de santé. Elle traite de l'accès à ce type de services dans ces lieux publics. Voici les principaux constats :

- La moitié des pays n'ont pas donné d'informations sur l'accès à un assainissement adéquat dans les écoles ou les établissements de santé. C'est le signe d'un manque de systèmes et de capacités de suivi.
- En moyenne, 34 % des écoles primaires et 25 % des centres de santé ruraux ne disposent pas d'installations d'assainissement améliorées.

Face au manque de données solides sur les flux financiers intérieurs destinés à l'assainissement et à l'eau potable, l'annexe B traite plus en profondeur des solutions envisageables. Elle décrit le travail accompli jusqu'ici pour élaborer une méthode de suivi des flux financiers. Les autres annexes présentent la méthode d'enquête (annexe A), un glossaire (annexe C) et des données émanant des pays et des agences d'aide extérieure (respectivement annexes D et E), ainsi que des informations supplémentaires sur la coordination entre donateurs/pays (annexe F).

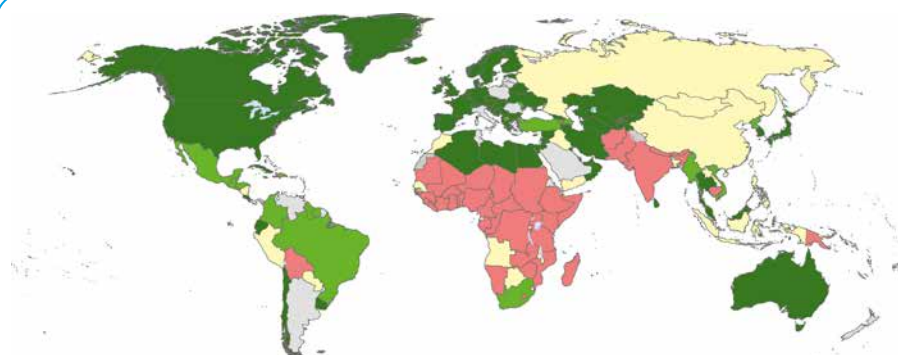
Les faits présentés dans ce rapport mettent en évidence les problèmes qui requièrent une attention et une intervention urgentes de la part :

- des pouvoirs publics des différents pays et des acteurs nationaux du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, qui doivent :
 - ▶ améliorer encore la vigueur et la clarté du leadership dans ce secteur ;
 - ▶ encourager l'élaboration de plans nationaux solides pour la prestation de services dans ce secteur ;
 - ▶ renforcer le soutien systémique à la prestation de services dans ce secteur et rattacher ces services aux grands dispositifs publics de planification et d'allocation des ressources ;
 - ▶ s'attacher à renforcer les capacités institutionnelles et les ressources humaines afin de rendre les services accessibles aux populations non desservies et préserver les services existants en orientant davantage de ressources sur leur fonctionnement et leur entretien ;
 - ▶ envisager d'adopter une approche fondée sur les droits de l'homme afin d'attirer l'attention sur les populations vulnérables et veiller à ce qu'elles ne soient pas exclues des services d'eau potable et d'assainissement ;
 - ▶ mieux cibler les investissements sur les populations pauvres et vulnérables ;
 - ▶ développer ou renforcer le suivi et créer des systèmes d'information nationaux pour la gestion des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ;
 - ▶ définir des budgets spécifiques pour ce secteur et en réaliser un suivi ;
 - ▶ encourager la participation d'acteurs multiples à la prise de décisions relatives à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, via la consultation des usagers et des vérifications régulières.
- des agences d'aide extérieure, qui doivent :
 - ▶ axer davantage l'aide sur les populations pauvres et vulnérables, notamment sur les pays les moins susceptibles d'atteindre les OMD ;
 - ▶ envisager d'accroître le soutien budgétaire accordé à ce secteur lorsque la prestation des services pourrait être améliorée et la couverture étendue ;
 - ▶ envisager d'accorder davantage de financements extérieurs au fonctionnement et à l'entretien des services existants.
- de l'ensemble des parties prenantes, qui doivent :
 - ▶ renforcer l'harmonisation et la collaboration entre les organismes publics nationaux, les donateurs et les ONG.

Contexte

Des progrès remarquables ont été accomplis, plus particulièrement par certains pays, dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Selon le rapport d'avancement 2012 du JMP (OMS/UNICEF), 63 % de la population mondiale bénéficie d'un accès à un assainissement amélioré (figure 1) et 89 % utilisent désormais des sources d'eau potable améliorées (figure 2).

L'assainissement et l'eau potable sont universellement reconnus comme essentiels à la vie, à la dignité et au développement humain. Cependant, par le passé, ces thématiques n'ont pas reçu l'attention qu'elles méritent de la part des pouvoirs publics. C'est pourquoi des donateurs, des organisations non gouvernementales (ONG) internationales et des agences des Nations Unies ont uni leurs efforts pour renforcer la sensibilisation des autorités nationales à ces problèmes, dans le sillage du *Rapport mondial sur le développement humain* des Nations Unies (PNUD, 2006). Ce rapport a souligné certaines des principales lacunes de l'architecture internationale, notamment l'absence d'organisme international unique pour mener une action de plaidoyer en faveur de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

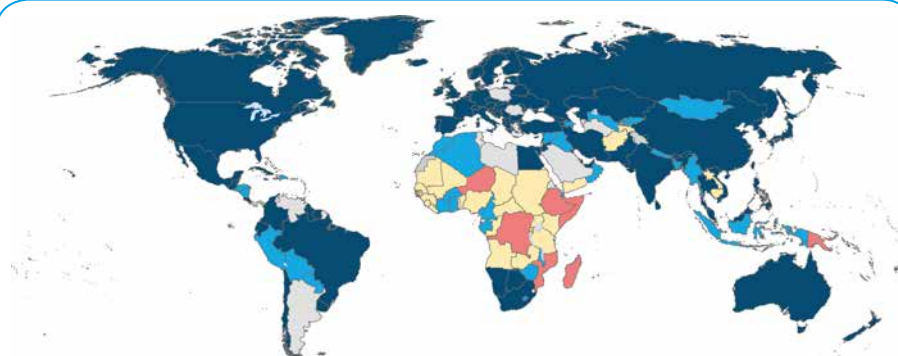


Utilisation d'installations d'assainissement améliorées, 2010

■ 91–100 % ■ < 50 %
■ 76–90 % ■ Données manquantes ou insuffisantes
■ 50–75 % ■ Sans objet

FIGURE 1 Pourcentage de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (2010)

Source : UNICEF/OMS (2012)



Utilisation de sources d'eau potable améliorées, 2010

■ 91–100 % ■ < 50 %
■ 76–90 % ■ Données manquantes ou insuffisantes
■ 50–75 % ■ Sans objet

FIGURE 2 Pourcentage de la population utilisant une source d'eau potable améliorée (2010)

Source : UNICEF/OMS (2012)

Assainissement et eau pour tous (SWA)

À partir du corpus de données établi par l'enquête GLAAS de l'ONU-Eau, le partenariat SWA (Assainissement et eau pour tous) s'attache à lever les obstacles critiques qui empêchent l'accès universel et durable à l'assainissement et à l'eau potable. Parmi ces obstacles figurent le manque d'attention des pouvoirs publics, la faible capacité du secteur à élaborer et à mettre en œuvre des plans et des stratégies efficaces, et le manque de coordination et de pertinence des investissements dans ces plans et stratégies. Ce partenariat vise à présenter une vision commune ainsi qu'un ensemble de valeurs et de principes pour un cadre d'action transparent, responsable et orienté sur les résultats, afin de lever les obstacles aux progrès mondiaux.

Le partenariat SWA compte 81 membres. Il repose sur la confiance, le soutien et l'engagement mutuels envers les principes de l'efficacité de l'aide, notamment l'appropriation nationale des plans, l'harmonisation entre les institutions donatrices et la redevabilité mutuelle.

La Réunion de haut niveau SWA, qui se tient tous les deux ans, rassemble les ministres des Finances de pays en développement, les ministres de la Coopération pour le développement des pays donateurs et des représentants de haut niveau des banques de développement et d'autres institutions donatrices. Leur objectif est de remédier au manque de priorité accordée à l'assainissement et à l'eau dans les interventions visant le développement, au mauvais ciblage de l'aide sectorielle et à la fragilité de la planification et des institutions. La première Réunion de haut niveau SWA qui s'est tenue en avril 2010 a influencé les progrès du secteur et orienté l'action au niveau des pays. En particulier, les participants ont fait savoir que cette réunion avait renforcé les relations entre les ministères de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène et les ministères des Finances, amélioré la coordination sectorielle dans de nombreux pays, créé un cadre crucial pour les actions de plaidoyer en faveur de l'assainissement, encouragé les décideurs politiques et financiers à se servir des informations disponibles pour une meilleure prise de décisions et une sensibilisation accrue à l'assainissement au sein des ministères chargés du secteur et des Finances.

Les engagements pris lors de la première Réunion de haut niveau SWA étaient axés sur les trois domaines prioritaires du partenariat : priorité accrue de la part des pouvoirs publics, amélioration de la prise de décisions fondée sur des données factuelles et renforcement des processus de planification nationale. Les participants ont pris plus de 200 engagements spécifiques et convenu de rendre des comptes régulièrement.

Le *Rapport GLAAS* est le principal mécanisme d'information sur les progrès des pays vis-à-vis de ces engagements et sur les obstacles aux avancées qui ont été levés dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

C'est pourquoi l'initiative Sanitation and Water for All (SWA, Assainissement et eau pour tous) a vu le jour, avec une Réunion de haut niveau tous les deux ans, s'appuyant sur le rapport de suivi mondial GLAAS, lequel met en évidence les faits, les moteurs et les freins qui influent sur l'extension de l'accès à l'assainissement et à l'eau potable. Cette initiative s'efforce également de tisser des liens avec les processus nationaux existants et de renforcer ces processus.

En raison de l'évolution rapide de l'environnement financier, politique et physique, il devient de plus en plus difficile de trouver les solutions qui permettent d'élargir et de soutenir effectivement la prestation de services dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Les crises financières régionales et mondiales rendent imprévisibles et restreignent les budgets des États et des donateurs. De nombreux pays progressent globalement sur le plan du développement, mais au prix d'un creusement des inégalités entre riches et pauvres. La poursuite de la croissance démographique et de l'urbanisation rapide ne fait que dégrader plus encore l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement. La crise liée à la rareté croissante de l'eau, conjuguée aux autres risques à court et à long terme induits par

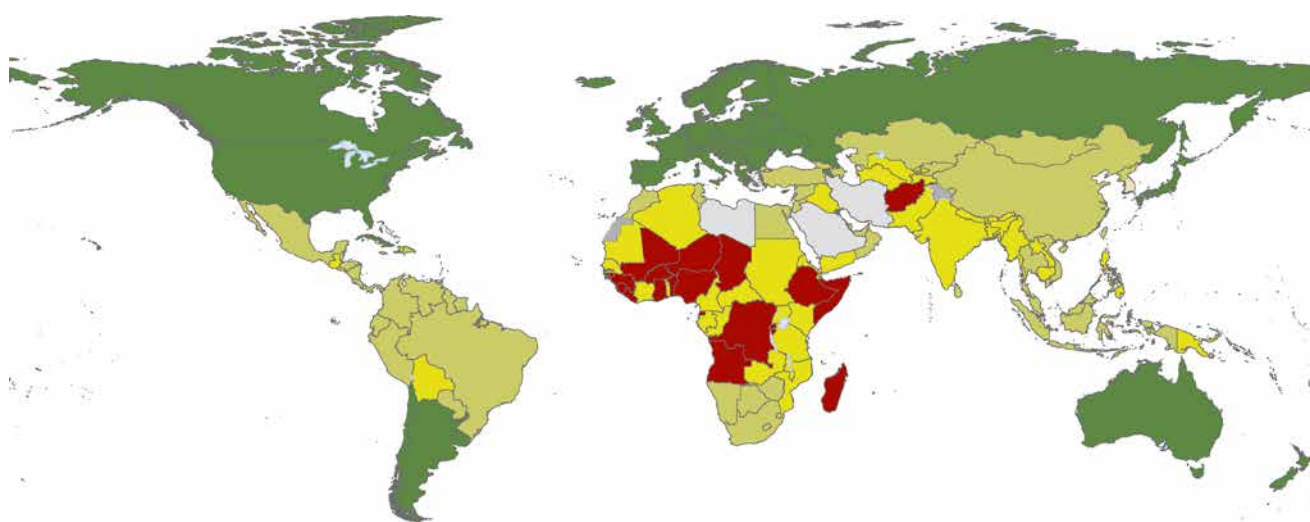
le changement climatique, fait planer une menace sur la sécurité sanitaire et sur l'équité de la prestation de services.

Il faut incontestablement redoubler d'efforts. Même si les avancées se poursuivaient au rythme cité dans le rapport JMP (UNICEF/OMS, 2012) jusqu'au terme de la période des OMD, on serait encore loin de la couverture universelle dans le secteur de l'eau et de l'assainissement : en 2015, 605 millions de personnes n'auront toujours pas accès à une source d'eau potable améliorée, et 2,4 milliards d'individus seront privés d'accès à des installations d'assainissement améliorées. Dans un tel scénario, des milliards de personnes resteront menacées par les maladies liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, comme la diarrhée, qui a tué 2 millions de personnes et causé 4 milliards de cas de maladie en 2011 (figure 3).

L'absence de progrès rapides sur le plan de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement continuera de freiner la croissance économique des différents pays. D'après les données, le manque d'accès à une eau potable de qualité et à des installations d'assainissement adéquates coûte chaque année aux pays entre 1 et 7 % de leur produit intérieur brut (PIB) (PEA-Afrique, 2012).

La prévention des maladies et la croissance économique sont si cruciales que les bienfaits qui découlent des investissements dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement vont au-delà de la santé et du développement économique. Ils ont des conséquences sur plusieurs domaines critiques difficilement mesurables. Ils contribuent en particulier à la dignité et au bien-être individuels, à l'acceptation sociale, à la sécurité des femmes, à l'assiduité scolaire, en particulier des filles, ainsi qu'à la productivité à l'école et au travail.

L'échéance de 2015 approchant à grands pas, on se prépare déjà à mettre l'accent sur l'universalité de l'accès à l'eau et à l'assainissement dans la période post-OMD. Étant donné l'importance des ressources que nécessite cet effort continu, il est vital de mieux comprendre ce qui est fait, qui agit ainsi que les facteurs de réussite critiques, afin de mieux cibler et d'utiliser avec plus d'efficacité les rares ressources disponibles.



Pourcentage de décès imputables à des services insuffisants dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement

■ > 15 % ■ ≤ 1 %
 ■ > 5-15 % ■ Données non disponibles
 ■ > 1-5 % ■ Sans objet

FIGURE 3 Pourcentage de décès imputables à une maladie ou à une blessure liée à des services insuffisants dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement

Source : Prüss-Üstün et al. (2008)

Volonté politique et redevabilité



OBSERVATIONS CLÉS

- Depuis 2010, tous les pays ont pris une forme ou une autre d'engagement politique ou financier en faveur de l'assainissement et de l'eau potable : la grande majorité d'entre eux ont défini des cibles transparentes pour la prestation des services relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.
- Malgré des progrès impressionnants réalisés à l'échelle mondiale, la plupart des pays sont loin d'avoir concrétisé leurs propres engagements dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement : ils seraient respectivement 83 % et 70 % à accuser un retard par rapport au rythme nécessaire pour atteindre les cibles nationales qu'ils ont définies en termes d'accès à l'assainissement et à l'eau potable.
- Les investissements dans l'assainissement et l'eau potable suscitent une attention croissante ; même si la transparence s'améliore, la redevabilité (ou reddition de comptes) demeure insuffisante.



Un engagement politique à un haut niveau doit sous-tendre tous les efforts visant à accélérer et rendre durables les améliorations de l'accès à des services adéquats et sûrs pour l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement. Si l'on veut réussir la mise en œuvre d'un tel engagement, il faut se concentrer en permanence sur les priorités concernant l'eau et l'assainissement, sur la bonne allocation des ressources et sur l'instauration d'un cadre assurant un suivi régulier et transparent, de sorte que toutes les parties prenantes rendent des comptes sur la base de leurs engagements, de leurs rôles et de leurs responsabilités. Ces responsabilités consistent notamment à faire respecter les cadres juridiques pertinents, à veiller à l'efficacité des mécanismes de réglementation, à préserver et renforcer les dispositifs institutionnels et à appliquer le savoir technique le plus récent *via* les meilleures pratiques. Elles reposent *in fine* sur la volonté politique de soutenir et de concilier tous les éléments essentiels.

Tous les pays qui ont répondu au questionnaire GLAAS ont indiqué avoir pris depuis 2010 une forme ou une autre d'engagement politique ou financier, à un haut niveau, souvent à l'échelon ministériel, en faveur de l'assainissement et de l'eau potable. Dix-sept se sont engagés lors de la Réunion de haut niveau du partenariat Sanitation and Water for All

(Assainissement et eau pour tous) en 2010, et de nombreux autres ultérieurement, à la suite d'initiatives et d'événements nationaux ou internationaux. Auparavant, par exemple à l'occasion de la deuxième conférence panafricaine sur l'assainissement et l'hygiène (AfricaSan II) organisée à Durban, Afrique du Sud, en 2008, les ministres membres du Conseil des ministres africains chargés de l'eau s'étaient engagés au profit des cibles d'assainissement mesurables, accompagnées d'un calendrier, qui sont énoncées dans la Déclaration d'eThekweni, et sur des lignes budgétaires pour l'assainissement et l'hygiène.

La Déclaration d'eThekweni

La Déclaration d'eThekweni a été signée à Durban, en février 2008, par plus de 30 ministres de pays africains. Elle reconnaît l'importance de l'assainissement et engage les États signataires à faire figurer dans le budget de leurs collectivités publiques des dotations spécifiques, en ayant pour objectif de consacrer 0,5 % du PIB national à l'assainissement.

Source : Programme Eau et assainissement – Afrique (2008)



Dans bien des cas, la volonté politique n'a pas encore permis d'instaurer l'environnement nécessaire à des progrès adéquats vers les cibles nationales fixées pour l'assainissement et l'eau potable (tableau 1.1).

TABLEAU 1.1 Tenir les engagements politiques : les avancées vers la réalisation des objectifs relatifs à l'assainissement et à l'eau potable (% de pays indiquant avoir concrétisé des objectifs clés pour l'eau potable et l'assainissement en milieu urbain/rural)

Ventilation régionale	Cibles en place	Politiques adoptées	Financement adéquat (perception)	Résultats adéquats ¹
Afrique du Nord, Asie de l'Est, centrale et de l'Ouest et Caucase	97 %	88 %	44 %	49 %
Amérique latine et Caraïbes	100 %	52 %	30 %	32 %
Asie du Sud et du Sud-Est et Océanie	86 %	63 %	32 %	36 %
Afrique subsaharienne	94 %	73 %	9 %	20 %
TOTAL	93 %	70 %	22 %	30 %

Les pourcentages indiqués ont été calculés d'après les progrès accomplis dans chacun des quatre « sous-secteurs » (assainissement en milieu urbain, assainissement en milieu rural, eau potable en milieu urbain et eau potable en milieu rural), exprimés sous forme agrégée. Par exemple, dans le cas d'un pays faisant état d'un financement adéquat pour l'approvisionnement en eau dans les zones urbaines mais pas pour les trois autres « sous-secteurs », le score agrégé serait de 25 %.

¹ Progression annuelle à 75 % ou plus vers la cible.

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Près des deux tiers des pays qui ont répondu au questionnaire GLAAS 2011 ont fait part de leur engagement à suivre et à rendre publiquement compte de leurs progrès lors d'événements internationaux tels que ceux mentionnés plus haut. Conjugués aux relèvements des dépenses consacrées à l'eau et à l'assainissement dont plusieurs pays ont fait état entre 2009 et 2011, ces constats témoignent d'actions concrètes résultant des engagements nationaux et internationaux en faveur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Le partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous) s'y attache sans relâche et s'efforce de coordonner, de relayer et de renforcer ces engagements.

Le rapport 2012 du Programme commun pour le suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (UNICEF/OMS, 2012) décrit comment de nombreux pays sont parvenus à réduire la proportion de leur population qui n'avait pas accès à des points d'eau améliorés et à des installations d'assainissement améliorées. Au niveau national, les avancées sont souvent supérieures à celles permettant d'atteindre les cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Plusieurs pays d'Amérique latine, d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest indiquent être en bonne voie pour atteindre certaines de leurs cibles nationales, telles que l'accès universel à un réseau d'égout, qui vont au-delà des critères mondiaux harmonisés du Programme commun en ce qui concerne l'accès à une eau potable et à un assainissement améliorés.

Néanmoins, s'agissant des cibles fixées par les pays eux-mêmes pour l'eau et l'assainissement (par opposition à la cible des OMD convenue à l'échelle mondiale), la plupart des pays déclarent en être très éloignés : respectivement 83 % et 70 % s'estiment nettement en retard par rapport au rythme nécessaire pour atteindre les cibles d'accès à l'assainissement et à l'eau potable. De surcroît, une moitié des pays qui ont répondu jugent ne pas être en voie d'atteindre les cibles énoncées au niveau régional ou international (telles que l'objectif d'eThekwini qui consiste à allouer 0,5 % du PIB à l'assainissement).

Pour renforcer la reddition de comptes, il faut veiller à ce que les processus de planification et de revue à l'échelon national, régional et local soient ouverts, inclusifs et fassent intervenir un large éventail d'acteurs, y compris le niveau local. D'après les données GLAAS, environ la moitié des pays qui ont

répondu signalent l'existence de systèmes de revue périodique, et seulement 28 % ont mis en place et appliquent systématiquement des procédures leur permettant d'écouter ce que les consommateurs ont à dire.

Outre l'engagement politique ou financier, sous une forme ou une autre, qu'ils ont pris au niveau ministériel en faveur de l'assainissement et de l'eau potable, tous les pays qui participent à l'enquête GLAAS ont adopté des mesures destinées à accroître la transparence en communiquant au public toutes les informations sur leurs engagements et leurs actions. C'est ce que montrent leur participation individuelle à l'enquête GLAAS et le nombre croissant de pays qui répondent à celle-ci (tableau 1.2). En témoigne également leur empressement à assister à la Réunion de haut niveau du partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous).

Volonté politique et actions de plaidoyer internes : les progrès en direction des engagements de la Réunion de haut niveau

Nombre des engagements pris par les ministres ou par leurs représentants à la Réunion de haut niveau du partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous) en 2010 traduisent une volonté politique accrue et confèrent un plus grand degré de priorité à l'assainissement et à l'eau sur le plan national. Plusieurs pays font déjà état de progrès. La Présidente du Libéria, par exemple, a largement médiatisé son action en faveur de l'eau et de l'assainissement et s'est montrée très investie dans ce domaine : elle a mené le mouvement qui a débouché sur l'élaboration d'un pacte pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement (« WASH Compact ») dans le cadre du partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous). Elle a signé ce pacte début 2012. En 2010, le Président du Burkina Faso a lancé en personne la nouvelle campagne nationale pour l'assainissement et l'hygiène. Au Sénégal, l'État a pris des mesures pour accroître la place de l'eau potable et de l'assainissement dans la nouvelle politique économique et sociale nationale. La Mongolie a sensibilisé ses instances décisionnaires et fonctionnaires ministériels au rôle essentiel de l'eau potable et de l'assainissement. Plusieurs pays ont également promis de tenir leurs engagements pris au titre d'autres initiatives. Par exemple, l'Éthiopie a conçu un plan pour mettre en œuvre ses engagements relatifs à l'assainissement, pris dans le cadre de la Déclaration d'eThekwini.

TABLEAU 1.2 Pays en développement participant au *Rapport GLAAS 2012*¹ : les preuves d'une redevabilité accrue (réponses de 74 pays)

Groupe régionaux des OMD	Pays ayant participé à l'enquête GLAAS 2011 ²	Proportion (%) de la population représentée dans la région
Asie de l'Est	Mongolie	< 1
Asie centrale et Caucase	Azerbaïdjan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan	18
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie (État plurinational de), Brésil, Colombie, El Salvador, Haïti, Honduras, Panama, Paraguay, République dominicaine	50
Afrique du Nord	Égypte, Maroc	68
Océanie	Fidji, Samoa	10
Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'), Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka	100
Asie du Sud-Est	Cambodge, Indonésie, Myanmar, Philippines, République démocratique populaire lao, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam	94
Afrique subsaharienne	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sud-Soudan, Tchad, Togo, Zimbabwe	85
Asie de l'Ouest	Jordanie, Liban, Oman, Yémen	17

¹ L'annexe A décrit la méthodologie GLAAS. Les réponses des pays ont été coordonnées par les gouvernements.

² Les trente-quatre nouveaux pays qui ont répondu à l'enquête GLAAS sont indiqués en bleu.

Globalement, il ressort des données que les autorités ont montré leur intention d'améliorer les services relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. Grâce à l'engagement accru envers l'obligation redditionnelle, les efforts déployés par les pays dans ce secteur et les résultats obtenus sont mieux compris et mieux documentés. Cependant, à l'évidence, divers facteurs, analysés plus loin dans le présent rapport, continuent d'entraver la production de résultats tangibles. Pour que des avancées plus importantes soient réalisées, les autorités chargées de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement doivent s'attacher plus résolument à donner suite à leurs engagements.



Politiques, planification et coordination



OBSERVATIONS CLÉS

- À travers le monde, des avancées ont été réalisées dans l'adoption d'une politique nationale : 63 % et 77 % des pays qui ont répondu à l'enquête ont adopté et publié une politique concernant, respectivement, l'assainissement et l'eau potable. Ces avancées ont pu être constatées dans de nombreux pas depuis le dernier *Rapport GLAAS*.
- La plupart des pays ont établi des processus nationaux de planification et de coordination sectorielles, mais beaucoup font également état d'informations et de données inadéquates, qui nuisent à une bonne planification des investissements. La moitié seulement des pays ayant répondu indiquent que leurs processus de planification reposent sur des revues annuelles ou biennales, et plus rares encore sont ceux qui peuvent procéder à une planification en s'appuyant sur des données fiables émanant des systèmes d'information nationaux.
- Dans plus de 90 % des pays, la responsabilité pour l'eau et l'assainissement est décentralisée. Néanmoins, cette décentralisation opérationnelle ne s'accompagne d'une décentralisation budgétaire que dans 40 % des pays, ce qui pourrait peser sur la capacité des autorités locales à planifier et fournir les services.
- Les pays adoptent progressivement une approche préventive qui recourt à des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau de boisson.
- Même s'il est clairement admis que l'hygiène contribue largement à la santé, les pays n'ont en général pas encore défini de cibles nationales pour des programmes de sensibilisation à l'hygiène.

2.1 ADOPTION D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE

Les pays reconnaissent l'importance d'élaborer pour l'eau et l'assainissement une politique nationale qui définit les objectifs, rôles, responsabilités et attentes et qui établit des lignes de démarcation à l'intention des États et des partenaires. Lorsque les ministères ou les organismes publics ne

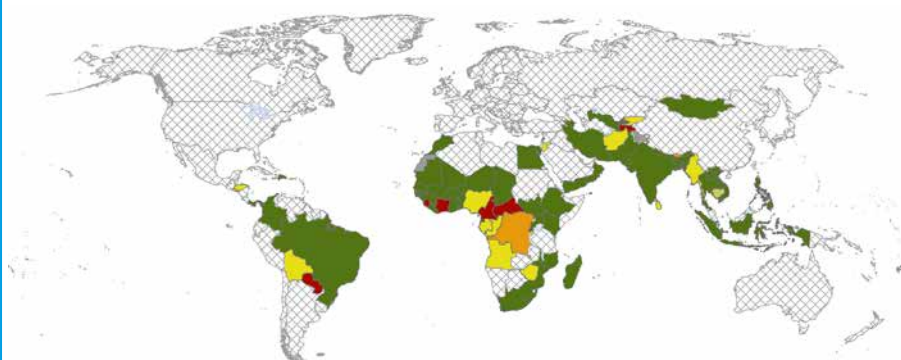
sont pas guidés par une politique spécifique axée sur l'assainissement et l'eau potable, la prestation de services efficaces et efficaces peut se révéler particulièrement difficile.

À l'échelle mondiale, 63 % et 77 % des pays font état d'une politique approuvée et publiée au journal officiel concernant, respectivement, l'assainissement et l'eau potable. La tendance sur 2009-2011 témoigne d'une amélioration, les pays

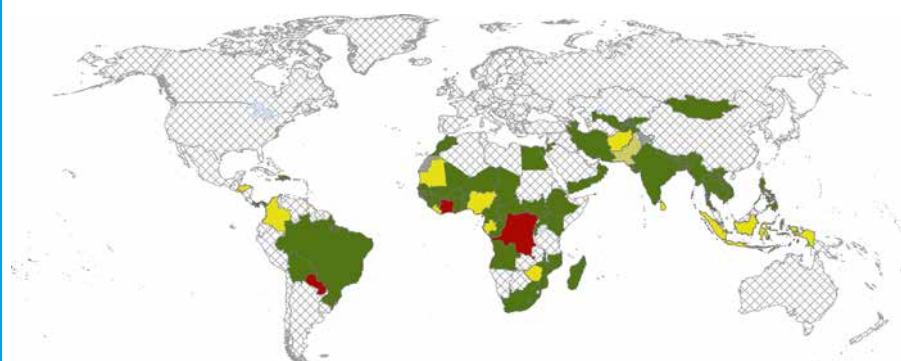
qui ont répondu à la fois à l'enquête GLAAS de 2009 et à celle de 2011 affichant des progrès solides : sur les 38 qui sont dans ce cas, 14 pays, principalement situés en Afrique, ont approuvé et publié une telle politique depuis 2009. Certains indiquent que sa mise en œuvre a pâti de l'imprévisibilité du financement et de l'inadéquation de la diffusion du message.

Des politiques d'assainissement en milieu urbain et rural ont été adoptées et publiées dans 63 % des pays qui ont répondu, contre 40 % en 2009. C'est le signe que les pays s'attaquent progressivement à un besoin urgent : remédier aux problèmes d'assainissement. Les taux d'adoption de politiques relatives à l'eau potable sont en hausse et traduisent des progrès analogues (figure 2.1).

Assainissement, adoption d'une politique, 2011



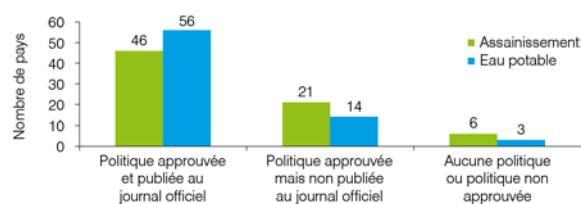
Eau potable, adoption d'une politique, 2011



Existe-t-il une politique sectorielle approuvée et publiée ?

- Politique approuvée et publiée pour les zones urbaines et pour les zones rurales
- Politique approuvée et publiée pour les zones urbaines ou pour les zones rurales
- Politique approuvée mais non publiée
- Politique approuvée mais non publiée pour les zones urbaines ou pour les zones rurales
- Aucune politique pour les zones urbaines et pour les zones rurales
- Ne participe pas à l'enquête
- Données non disponibles
- Sans objet

Adoption d'une politique, 2011



Tendance de 2009 à 2011 (38 pays)

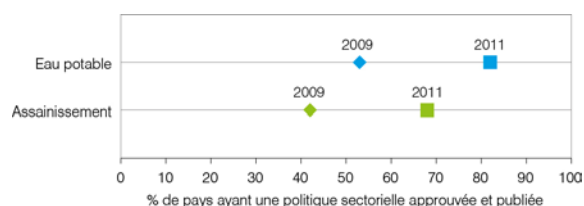


FIGURE 2.1 Existe-t-il une politique sectorielle approuvée et publiée pour l'assainissement et/ou l'eau potable ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête GLAAS et CSO 2009-2010 par pays¹

¹ Pour le Rapport GLAAS 2010 (OMS, 2010), l'ONU-Eau et le Programme Eau et assainissement de la Banque mondiale ont collaboré en vue d'élaborer un questionnaire d'enquête en trois volets et un processus de consultation de données à l'intention des pays de la Région Afrique. Ces états des lieux par pays (Country Status Overviews – CSO) montrent dans quelle mesure les pays ont mis en place les institutions et politiques nécessaires pour atteindre leurs cibles relatives à l'eau et à l'assainissement, pour couvrir leurs besoins de financement et pour assurer la viabilité à long terme de ce secteur. Les CSO formulent des recommandations sur la manière dont chaque pays pourrait améliorer ses performances. Les résultats des enquêtes CSO 2009-2010 et GLAAS par pays servent à des comparaisons dans le présent rapport.

ASSAINISSEMENT

Des progrès durables dans l'assainissement urbain requièrent une infrastructure qui se développe au rythme de la croissance, ainsi que des capacités techniques et des ressources financières suffisantes pour répondre à la demande de création d'installations d'assainissement, d'enlèvement, de traitement et d'évacuation des excréta.

Une majorité des pays qui ont répondu affirment avoir élaboré des projets d'expansion des services d'assainissement urbain, accompagnés de mesures spécifiques visant à remédier au problème dans les taudis et les établissements informels. Cependant, la plupart de ceux qui ont communiqué des données pour l'enquête GLAAS indiquent que les résultats annuels obtenus sont nettement en deçà de ce qui est nécessaire pour atteindre les cibles nationales relativement à l'assainissement urbain.

S'agissant de l'assainissement en milieu rural, seulement 20 % des pays considèrent que l'offre de personnel qualifié et de techniciens est adéquate pour permettre des avancées ; la plupart des pays font

néanmoins valoir que des politiques publiques existent ou sont en cours de formulation afin de développer le secteur privé et de continuer à renforcer les produits et services d'assainissement.

SÉCURITÉ SANITAIRE DE L'EAU

Les politiques destinées à promouvoir une vigilance constante sous la forme d'une gestion préventive des risques contribueront à améliorer la qualité de l'eau et à réduire les maladies. Toutefois, cette vigilance fait souvent défaut, notamment parce que les entreprises des eaux sont fréquemment submergées par leurs problèmes opérationnels et financiers, de sorte qu'elles ne peuvent pas remplir leur important rôle de protection de la santé publique. Les *Directives de qualité pour l'eau de boisson* établies par l'OMS (OMS, 2011) recommandent des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (PGSSE), via une stratégie couvrant toute la chaîne d'approvisionnement en eau, du captage au consommateur.

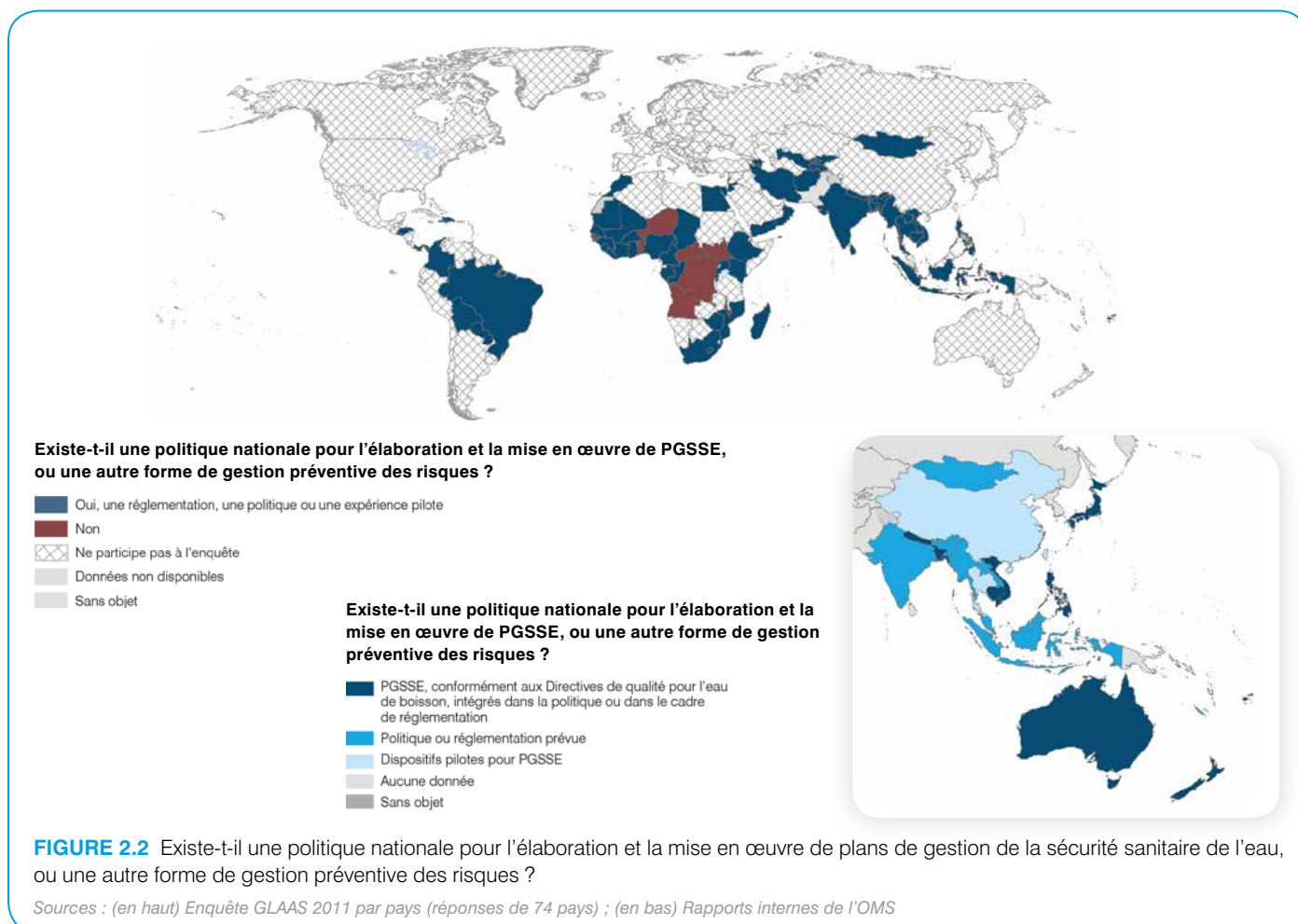
Les constats du *Rapport GLAAS* témoignent de la dynamique mondiale en faveur de

plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (figure 2.2).

La figure 2.2 illustre plus en détail les avancées de ces plans en montrant les Régions Asie du Sud-Est et Pacifique occidental de l'OMS où certains pays ont accompli des progrès notables. Parmi les pays qui encouragent les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau, 13 sur les 24 situés dans l'une ou l'autre de ces deux Régions disposent actuellement d'une politique ou d'une réglementation concernant ces plans, et 8 autres pays prévoient d'adapter leur politique ou leur réglementation afin d'intégrer ce type d'approche.

Pour être efficaces, les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau doivent être constamment révisés et mis à jour, notamment à la suite des audits externes spécifiés dans la réglementation. À cet égard, il faut que les pays prennent des mesures supplémentaires de grande ampleur de manière à ce que les bienfaits de cette approche se concrétisent.

Les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau gagnent du terrain : 81 % des pays ayant répondu les encouragent ou les imposent dans leur politique ou leur réglementation, ou font état d'expériences pilotes (figure 2.2).



HYGIÈNE

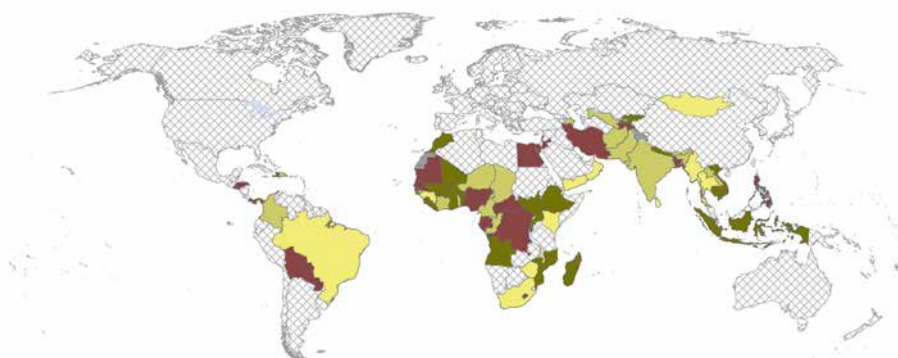
Bien que le rôle important que joue l'hygiène dans la santé soit largement reconnu, les programmes de sensibilisation à l'hygiène ne s'appuient pas sur la définition de cibles nationales. Seulement 19 pays sur 74 (26 %) ont défini des cibles pour une sensibilisation à l'hygiène au niveau national. On peut en conclure que la systématisation de la planification et l'élaboration d'un cadre permettant de rendre des comptes déboucheraient sur de nettes améliorations.

Cette insuffisance contraste fortement avec la proportion de pays (90 %) qui incluent l'hygiène dans leurs stratégies sanitaires.

Malgré le faible taux de mise en œuvre des programmes reposant sur la recherche consacrée aux connaissances, attitudes et perceptions locales à l'égard de l'hygiène, les constats émanant des pays qui ont répondu à l'enquête GLAAS laissent à penser que les programmes de sensibilisation à l'hygiène établis à partir

de ce type de recherche se multiplient. Il s'avère difficile de prévoir si l'évolution des comportements en matière d'hygiène durera, et pendant combien de temps. De plus, les études confirmant la persistance des comportements longtemps après l'achèvement des programmes sont rares.

Peu de pays ont défini des cibles pour la sensibilisation à l'hygiène. Les programmes nationaux visant à changer les comportements ne disposent pas d'informations suffisantes provenant des évaluations des attitudes locales et se cantonnent souvent à une mise en œuvre à petite échelle (figure 2.3).



Les programmes nationaux visant à changer les comportements s'appuient-ils sur la recherche, et des cibles pour la sensibilisation à l'hygiène ont-elles été définies ?

- Cibles et programmes nationaux s'appuyant sur la recherche
- Programmes s'appuyant sur la recherche, pas de cibles nationales
- Cibles nationales, mais programmes ne s'appuyant pas sur la recherche
- Pas de cibles et pas de programmes s'appuyant sur la recherche
- Ne participe pas à l'enquête
- Données non disponibles
- Sans objet

FIGURE 2.3 Les programmes nationaux visant à changer les comportements s'appuient-ils sur la recherche, et des cibles pour la sensibilisation à l'hygiène ont-elles été définies ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

2.2 PLANIFICATION ET COORDINATION

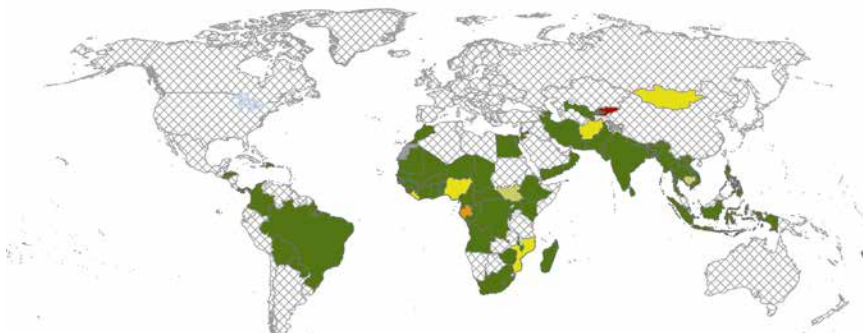
Un cadre propice aux progrès dans le domaine de l'assainissement et de l'eau potable doit encourager à passer à l'action. Le leadership, la coordination, la capacité locale, l'efficacité du suivi et l'encouragement d'une large participation figurent parmi les facteurs importants pour la reddition de comptes. La coordination peut être délicate dans le scénario le plus courant, où les différents aspects relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement relèvent de plusieurs organismes publics qui n'y consacrent qu'une faible part de leurs ressources. Lorsque la responsabilité globale est définie de manière floue, la reddition de comptes est généralement lacunaire. Les organismes ne sont pas toujours tenus de rendre des comptes, et les aspects jugés moins prioritaires, voire secondaires, dans un contexte institutionnel particulier, auront du mal à obtenir des ressources financières et humaines adéquates, alors même que ces aspects constituent des éléments essentiels du cadre général pour l'assainissement et l'eau potable.

L'enquête de 2011 indique que des progrès ont été accomplis dans la réduction des principaux obstacles identifiés par les pays ayant répondu au questionnaire GLAAS en 2009. Voici quelques exemples d'obstacles :

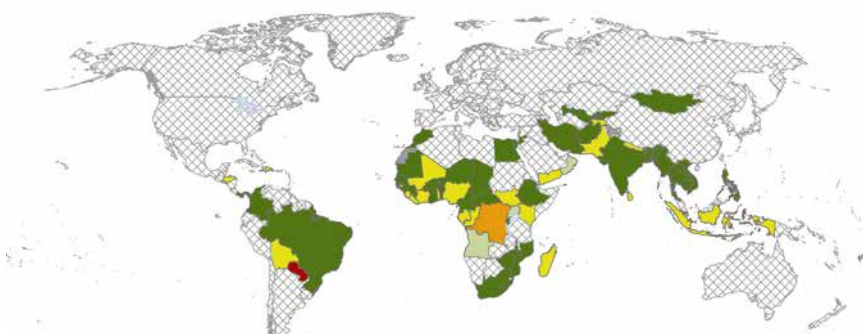
- Les démarches adoptées pour l'élaboration de politiques ne sont ni cohérentes ni holistiques au sein de chaque ministère.
- Les agences/organismes travaillent de façon indépendante sur des aspects spécifiques, au lieu d'être guidés par un cadre global.
- Des institutions coordinatrices, en particulier pour l'assainissement, n'ont pas été définies.
- Il n'y a pas de planification stratégique sur la façon d'atteindre les objectifs relatifs à l'eau potable et à l'assainissement ou à la sensibilisation à l'hygiène.
- Les capacités sont faibles au niveau local en ce qui concerne la supervision et la prestation de services.

Des institutions coordinatrices pour l'assainissement sont définies dans plus de 85 % des pays ayant répondu. De surcroît, plus de la moitié des pays qui ont répondu indiquent que les mécanismes de coordination entre institutions chargées de l'eau potable sont à la fois définis et opérationnels (figure 2.4).

Assainissement, organisme public coordinateur en place, 2011



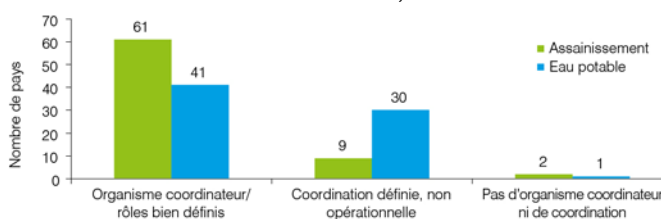
Eau potable, rôles institutionnels clairement définis, 2011



Existe-t-il un organisme public coordinateur/les rôles institutionnels sont-ils clairement définis ?



Coordinateur et rôles institutionnels définis, 2011



Tendance de 2009 à 2011 (38 pays)

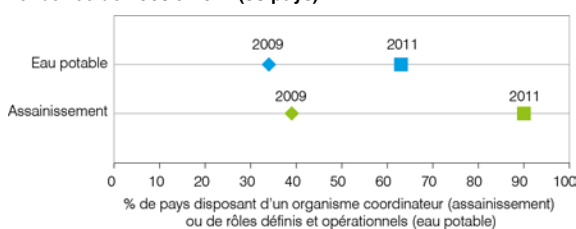


FIGURE 2.4 Existe-t-il un organisme public doté d'un mandat clair pour piloter et coordonner l'élaboration de la politique (assainissement) ? Les rôles institutionnels des acteurs ruraux et urbains sont-ils clairement définis et opérationnels (eau potable) ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête CSO 2009-2010 et GLAAS par pays

Quelque 85 % des pays ont défini une institution publique coordinatrice pour l'assainissement, ce qui constitue une amélioration manifeste par rapport à 2009. On peut supposer que ces avancées découlent de l'attention croissante que la communauté internationale porte à l'assainissement, par exemple via l'Année internationale de l'assainissement (2008). Cependant, les pays déplorent la persistance d'une coordination insuffisante entre agences d'exécution, particulièrement en ce qui concerne l'assainissement. Nombre de pays ont instauré des structures publiques de coordination au niveau national, mais ce processus de renforcement de la coordination n'est pas encore étendu aux provinces et à l'échelon local, même si les obstacles à la coordination sont peut-être moins pesants à ces niveaux-là.

L'enquête GLAAS n'a pas demandé aux pays de rendre compte de l'existence d'une institution publique coordinatrice définie pour l'eau potable, simplement parce que l'existence d'une telle institution est considérée comme une pratique établie. Néanmoins, la moitié des pays indiquent avoir mené à bien une tâche plus difficile, celle consistant à la fois à définir et à opérationnaliser les rôles des nombreuses institutions responsables des systèmes et services d'eau potable.

Les engagements en faveur d'une meilleure coordination

En 2010, la Réunion de haut niveau du partenariat SWA (Sanitation and Water for All – Assainissement et eau pour tous) a reconnu la nécessité de consolider les liens et d'améliorer la coordination entre les secteurs. De plus, les pays ont pris des engagements spécifiques dans ce domaine. Ainsi, l'Angola a entretemps organisé une réunion nationale interministérielle (ministères de l'Eau, de l'Environnement, de la Santé, de l'Éducation, de l'Administration territoriale et des Finances). Ce pays s'est également engagé à renforcer les institutions responsables lorsqu'elles sont défaillantes, et il progresse dans l'exercice d'un solide leadership national visant à assurer la cohérence des plans et stratégies sectoriels. De son côté, l'Éthiopie indique qu'elle avance dans son engagement à améliorer le processus de planification et de coordination des activités liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement en consolidant les plans et partenariats nationaux. Quant au Burkina Faso, il a déjà instauré le cadre du partenariat pour l'eau et l'assainissement qu'il s'était engagé à créer. Ce cadre permettra une meilleure coordination entre partenaires et donateurs, et il devrait déboucher sur une augmentation du financement alloué dans le budget national à l'assainissement et à l'eau potable.

Ghana : de l'élaboration au déploiement d'une politique solide pour l'approvisionnement en eau

Pour donner de bons résultats, une politique solide doit être accompagnée de mécanismes de mise en œuvre efficaces et d'un financement adéquat. Le Ghana, par exemple, est allé au-delà de sa cible fixée pour les OMD, qui consistait à assurer un approvisionnement en eau à 77 % de la population, en faisant accéder plus de 10 millions de personnes à de l'eau potable provenant d'une source améliorée, entre 1995 et 2010 (OMS/UNICEF, 2012). Cette réussite s'explique par différents facteurs : des mécanismes de mise en œuvre efficaces pour l'alimentation en eau des zones rurales et urbaines par deux opérateurs, la Community Water and Sanitation Agency et la Ghana Water Company Limited, des budgets clairement définis, via des postes comptables distincts, et un cadre de réglementation.

Concernant l'assainissement, le Ghana a publié en 2010 un plan d'action national pour l'assainissement de l'environnement (National Environmental Sanitation Action Plan), ainsi qu'un plan d'investissement, et adopté une stratégie d'assainissement total piloté par la population locale. Cependant, même si l'on s'attend à ce que les ménages investissent dans l'assainissement, le financement de l'accompagnement (activités destinées à créer de la demande et à changer les comportements) manque de clarté.

La plupart des pays ont mis en place des processus de planification et de coordination, mais les informations et données ne sont pas toujours appropriées (tableau 2.1).

TABLEAU 2.1 Processus de planification, de coordination et de suivi : amélioration de certains indicateurs (% de pays indiquant avoir mis en place des processus fondamentaux pour l'assainissement et l'eau potable en milieu urbain/rural)

Ventilation par région	Organisme public coordinateur mis en place pour l'assainissement ¹	Rôles institutionnels bien définis et opérationnels pour l'eau potable	Revue annuelle servant à la planification (eau et assainissement)	Programme d'investissement approuvé et publié (eau et assainissement)	Utilisation d'un système d'information national (eau et assainissement)
Afrique du Nord, Asie de l'Est, centrale et de l'Ouest et Caucase	78 %	68 %	63 %	93 %	51 %
Amérique latine et Caraïbes	100 %	40 %	33 %	32 %	22 %
Asie du Sud et du Sud-Est et Océanie	89 %	62 %	43 %	49 %	56 %
Afrique subsaharienne	84 %	59 %	63 %	45 %	36 %
TOTAL	86 %	60 %	55 %	51 %	42 %

¹ Étant donné la rigueur plus ou moins grande pour les questions relatives à la coordination au niveau de l'État, l'assainissement apparaît plus performant que l'approvisionnement en eau potable. Cependant, la question consacrée à l'assainissement indique seulement l'existence d'un organisme coordinateur, tandis que la question relative à l'eau potable évalue le degré de coordination entre les principaux acteurs. Plus précisément, en ce qui concerne l'assainissement, la question posée cherche à savoir s'il existe « un organisme public doté d'un mandat clair pour piloter et coordonner l'élaboration de la politique et la planification des institutions ». Pour l'eau potable, la question posée vise à déterminer si les « rôles institutionnels des acteurs ruraux et urbains (autorités nationales et locales, entreprises des eaux, conseils de l'eau, instances de contrôle, etc.) sont bien définis et opérationnels ».

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

2.3 REVUES, SUIVI ET RAPPORTS

Aux fins de la planification, les pays procèdent de plus en plus systématiquement à des revues périodiques (annuelles ou biennales) pour suivre et évaluer les résultats concernant l'accès à l'assainissement et à l'eau potable, ainsi que les services y afférents. Le recours à cette approche a deux objectifs : premièrement, accroître la participation des parties prenantes et l'appropriation conjointe ; deuxièmement, mettre en place un mécanisme par lequel l'État et les donateurs sont comptables de l'obtention des résultats attendus. Ce processus revêt une importance particulière lorsque de nombreux acteurs interviennent dans le secteur de l'assainissement et de l'eau potable. En effet, il énonce et rappelle les objectifs communs, réduit les doublons et encourage la redevabilité mutuelle. Les revues sectorielles que le gouvernement national conduit et s'approprie, et auxquelles participent tous les acteurs de premier plan, sont essentielles pour améliorer la coordination et la planification des activités liées à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement.

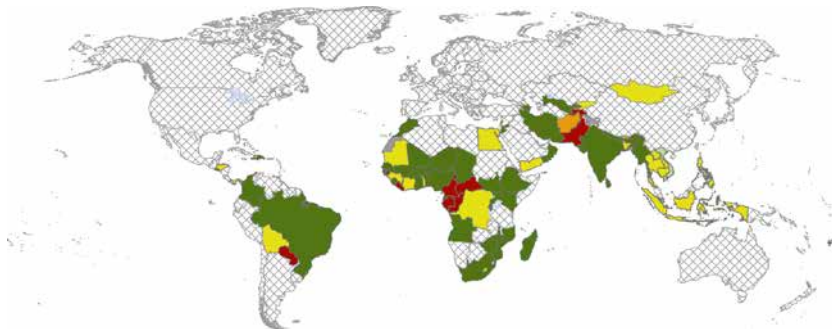
Les pays qui ont répondu à la fois au questionnaire GLAAS de 2009 et à celui de 2011 ont accompli de solides progrès : depuis 2009, 14 et 9 pays supplémentaires ont instauré des processus de revue périodique servant à la planification pour, respectivement, l'assainissement et l'eau potable.

La coordination est définie au niveau des ministères éthiopiens, mais la mise en œuvre reste insuffisante aux échelons inférieurs de l'administration publique

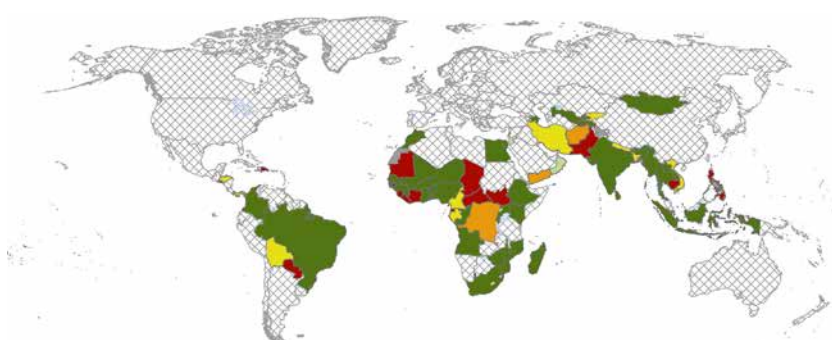
Pour faciliter la mise en œuvre intégrée de la politique portant sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement en Éthiopie, les trois ministères concernés (l'ancien ministère des Ressources en eau, le ministère de la Santé et le ministère de l'Éducation) ont signé en 2006 un protocole d'accord de coopération. Ce protocole a favorisé une robuste coordination à l'échelon régional. Cependant, [il] n'a été que très partiellement transposé aux échelons administratifs inférieurs, d'où un manque de solidité dans sa mise en œuvre par les autorités locales (woredas) (Gouvernement de l'Éthiopie, 2011).

Les revues périodiques sectorielles portant sur l'assainissement se multiplient : 85 % des pays affirment qu'ils en organisent, et la moitié qu'ils en utilisent les résultats pour planifier l'assainissement (figure 2.5).

Assainissement, processus de revue annuelle/biennale, 2011



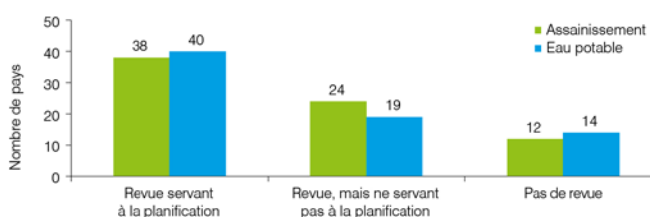
Eau potable, processus de revue annuelle/biennale, 2011



Existe-t-il une revue annuelle ou biennale sectorielle ?



Revue annuelle ou biennale, 2011



Tendance de 2009 à 2011 (38 pays)

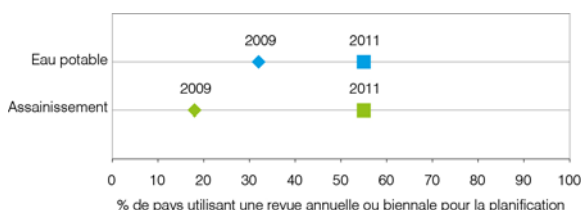


FIGURE 2.5 Existe-t-il une revue annuelle ou biennale sectorielle ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête CSO 2009-2010 et GLAAS par pays

Quatre pays ont répondu qu'ils n'avaient pas mis en place de processus de revue pour l'assainissement ou l'eau potable. Les processus de revue et de prise de décisions doivent s'appuyer sur des informations sectorielles fiables. Le suivi régulier complet constitue une pratique que la plupart des pays étudiés sont en train d'adopter. Les pays qui ont répondu indiquent que la coordination du processus de suivi, souvent effectuée par plusieurs entités, à la fois au niveau local et régional, est complexe et difficile. De plus, ils confirment que, même s'il existe peut-être des systèmes efficaces de suivi des projets ou des programmes, aucun système d'information sectoriel n'a encore été conçu.

Les pays indiquent que seulement 42 % des secteurs de l'assainissement et de l'eau potable en milieu urbain/rural s'appuient sur des systèmes fiables de suivi de l'information (figure 2.6).

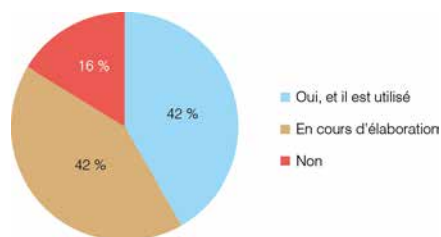


FIGURE 2.6 Existe-t-il un système national d'information servant à la prise de décisions ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Les engagements de la Réunion de haut niveau pour un meilleur suivi

Le suivi sectoriel solide, notamment des engagements précédents, a fait l'objet de nombreux engagements lors de la Réunion de haut niveau du partenariat SWA (Sanitation and Water for All – Assainissement et eau pour tous) en 2010. Ainsi, la Mauritanie s'est engagée à renforcer le suivi et la transparence dans la mise en œuvre technique et financière de ses programmes relatifs à l'eau et à l'assainissement, via des comités de pilotage, un suivi et une évaluation, ainsi que des audits. Ce pays affirme qu'il progresse bien dans cette voie. Pour sa part, l'Éthiopie s'efforce de concrétiser son engagement à améliorer ses systèmes nationaux de suivi et de gestion de l'information en établissant un inventaire du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et en renforçant ses systèmes nationaux de suivi et d'information pour la santé et les ressources en eau. Le Libéria, lui, s'est engagé à élaborer un système de suivi et d'évaluation pour le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, et fait état d'avancées satisfaisantes.

Revue sectorielle conjointe au Népal

Le Népal, où plusieurs acteurs étatiques et non étatiques opèrent dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, a procédé à sa première revue sectorielle conjointe en mai 2011. Celle-ci a analysé un rapport, commandé spécifiquement, sur la situation dans ce pays, défini et hiérarchisé trois des quatre mesures clés devant être adoptées au cours de l'année suivante par tous les intervenants concernés et prévu une autre revue sectorielle conjointe en 2012.

Source : Gouvernement du Népal (2011)

Les organisations de la société civile produisent un rapport conjoint sur les performances en Éthiopie

En 2010, conformément au principe de redevabilité mutuelle, les organisations de la société civile qui agissent en Éthiopie ont produit un rapport annuel conjoint sur le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. L'élaboration de ce rapport faisait suite à un engagement pris lors d'un forum multi-acteurs organisé en 2009, selon lequel les ONG devraient présenter un rapport annuel sur les performances, qui pourrait être intégré dans le rapport national sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement élaboré par le bureau national de coordination de ce secteur.

Source : Gouvernement de l'Éthiopie (2011)

Le système d'information du Burkina Faso détaille les indicateurs relatifs aux processus et aux résultats

Certains pays ont bien avancé dans la mise en place de systèmes d'information sectoriels qui aident à la prise de décisions. Le Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement du Burkina Faso publie un rapport annuel sur les indicateurs détaillés relatifs aux processus et aux résultats obtenus concernant l'eau potable et l'assainissement, tant dans les zones urbaines qu'en milieu rural : accès à l'eau et à l'assainissement, proportion des points et postes d'eau fonctionnels, alimentation des écoles en eau, centres de santé et lieux publics, et indicateurs de la bonne gouvernance, tels que la proportion d'installations d'approvisionnement en eau potable ou de latrines publiques dont la gestion est déléguée.

Source : Gouvernement du Burkina Faso (2011)

2.4 DÉCENTRALISATION

Dans la plupart des pays en développement, les services d'eau potable et d'assainissement relèvent de l'échelon local. Quand la décentralisation est réelle, les services répondent aux besoins locaux, les impératifs d'exploitation et d'entretien sont satisfaits et les installations créées se révèlent durables. Cela ne signifie pas, pour autant, que ces services peuvent fonctionner sans aucun soutien provenant des échelons supérieurs. Une décentralisation effective nécessite d'épauler les autorités locales au moyen de ressources techniques, financières et humaines adéquates. Le principe de subsidiarité s'applique : c'est l'échelon local qui doit prendre l'initiative de rechercher un soutien lorsque les problèmes rencontrés ne peuvent pas être résolus avec les ressources techniques, financières et humaines localement disponibles. La réglementation et le contrôle qualité indépendants sont des fonctions exercées à un échelon plus élevé.

Plus de 90 % des pays font état d'une prestation de services décentralisée pour l'assainissement et l'approvisionnement en eau potable. Toutefois, comme le montre la figure 2.7, moins de la moitié ont entrepris une décentralisation budgétaire complète.

Comme l'a récemment déclaré le Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW), le principal défi qu'il reste à relever est celui de la décentralisation et de la gestion locale des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Tous les acteurs de la gestion locale, dont le maître d'ouvrage, la commune (les autorités locales), les divisions techniques régionales qui doivent leur procurer un appui, ainsi que les associations d'usagers de l'eau et le secteur privé local, pâtissent d'un grave manque de ressources humaines, techniques et financières, qui les empêche d'assumer leurs nouvelles responsabilités et de veiller à ce que l'investissement soit durable (AMCOW, 2011).

Seulement 40 % des pays qui ont décentralisé la prestation des services ont aussi décentralisé les responsabilités budgétaires (figure 2.7).

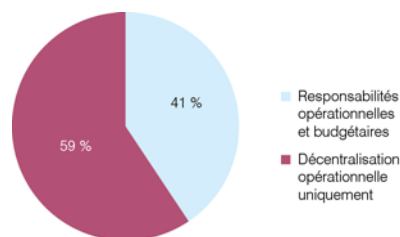


FIGURE 2.7 Quel est le degré de décentralisation des services d'assainissement ?

Note : La proportion observée pour l'eau potable est analogue.

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (64 pays qui ont répondu ont fait état d'une décentralisation opérationnelle de la prestation des services)

Décentralisation des services d'alimentation en eau dans les zones rurales de l'Inde

En 2010, la Planning Commission de l'Inde a évalué le programme phare d'alimentation en eau dans les zones rurales du pays, intitulé Rajiv Gandhi Drinking Water Mission, et constaté que seulement 8 % des ménages interrogés étaient disposés à contribuer aux coûts d'exploitation et de maintenance. Ils considéraient que l'exploitation et la maintenance relevaient du gram panchayat (le conseil de village). Or, plus de la moitié des gram panchayats se sont déclarés incapables d'assumer cette responsabilité. Une grande majorité des gram panchayats (50 sur 63) n'ont pas officiellement transféré l'exploitation et la maintenance des équipements mis en place dans le cadre du programme (Gouvernement de l'Inde, 2010).



2.5 PARTICIPATION DES ACTEURS LOCAUX

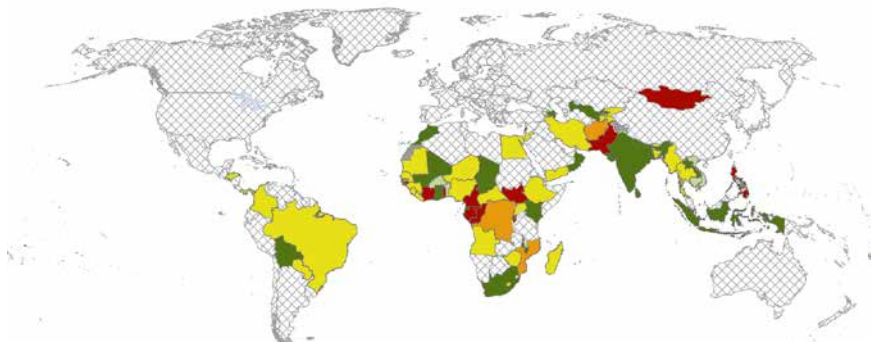
Il est crucial que les acteurs locaux se concertent, s'impliquent et participent pour que les parties prenantes puissent contrôler et s'approprier pleinement les politiques, les cadres juridiques, les enquêtes de suivi, les réformes, les budgets, les dépenses prioritaires et la planification des ressources, et que les utilisateurs reçoivent les services qu'ils attendent et sont disposés à payer. La consultation peut être favorisée par divers cadres ou processus institutionnels au niveau local, national et régional. Les pays ont tenté d'institutionnaliser la participation en instaurant des comités locaux pour l'eau et l'assainissement, des groupes d'utilisateurs enregistrés et des systèmes de réglementation grâce auxquels les consommateurs peuvent plus facilement apporter un retour d'informations et faire entendre leur voix.

D'après les réponses obtenues, certains pays se sont dotés de lois, de politiques ou de plans destinés à informer, consulter et promouvoir la participation des citoyens, mais ces lois, politiques et plans ne sont souvent pas propres au secteur de l'assainissement et de l'eau potable.

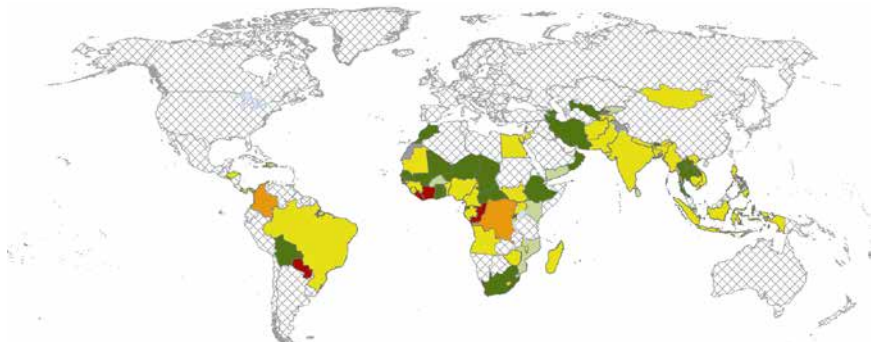
Comme le suggère la figure 2.8, des procédures destinées à soutenir la participation des acteurs locaux à la planification, au financement et à la mise en œuvre des programmes n'ont pas été systématiquement appliquées dans la majorité des pays qui ont répondu. Plus de 70 % des pays indiquent soit qu'il n'y a pas de procédures pour la participation des acteurs locaux soit que les procédures ne sont pas systématiquement appliquées. Selon eux, les mécanismes qui n'encouragent pas le grand public à se mobiliser spécifiquement en faveur de l'assainissement de l'eau potable ne sont pas déployés uniformément, malgré une tendance à l'amélioration. Le renforcement des processus participatifs permettra aux investissements prévus de répondre aux besoins de la population, accroîtra l'appui local apporté aux processus de prise de décisions, aux résultats et aux investissements récurrents nécessaires, et améliorera la durabilité des services d'assainissement et d'eau. La comparaison des tendances semble indiquer qu'il est plus facile ou plus séduisant de chercher à faire participer la population aux processus de planification et de mise en œuvre des mesures dans le secteur de l'eau potable que dans le domaine de l'assainissement.

La participation des acteurs locaux à la planification, à la budgétisation et à la mise en œuvre des programmes s'améliore depuis 2009 : des processus visant à faciliter cette participation sont aujourd'hui en place dans un plus grand nombre de pays, mais, globalement, ils sont encore peu appliqués systématiquement (figure 2.8).

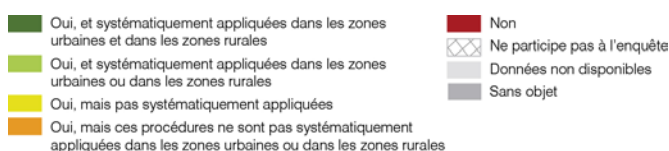
Assainissement, procédures pour la participation des acteurs, 2011



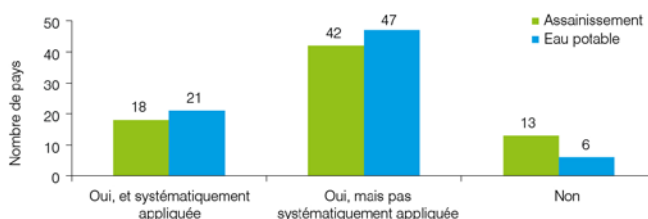
Eau potable, procédures pour la participation des acteurs, 2011



Existe-t-il des procédures pour informer, consulter et soutenir la participation individuelle/collective ?



Participation des acteurs, 2011



Tendance de 2009 à 2011 (38 pays)

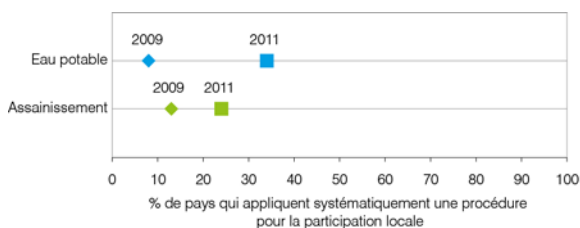


FIGURE 2.8 Existe-t-il des procédures pour informer, consulter et soutenir la participation individuelle/collective ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête CSO 2009-2010 et GLAAS par pays

2.6 PROCHAINES ÉTAPES

Cette section montre que le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement gagne en cohérence, avec une attention plus grande portée à l'assainissement, et que des progrès sont en train d'être accomplis dans nombre des domaines où les améliorations sont « plus faciles », tels que ceux liés à la définition de cibles permettant de faire la preuve de l'engagement, à l'adoption progressive de politiques portant sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement et à l'amélioration de la coordination, notamment en associant davantage d'acteurs à la planification. Néanmoins, cette section fait aussi état de faibles avancées dans beaucoup de domaines plus « délicats », tels que la mise en œuvre fructueuse des politiques publiques, l'élaboration de systèmes de planification et de suivi performants et cohérents et l'apport d'un soutien efficace au niveau local pour la prestation des services.

Pour que ces difficultés finissent par être surmontées, il faudra que le leadership reste solide et clairement défini, avec des rôles et des responsabilités bien délimités. Les processus de planification pourraient être considérablement améliorés s'ils tenaient compte des données émanant des systèmes d'information pour la gestion. À cet égard, une approche systémique renforcée, intégrant l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les grands dispositifs étatiques de planification et d'allocation des ressources, aurait sans nul doute des répercussions bénéfiques sur la prestation des services.



OBSERVATIONS CLÉS

- L'État central demeure l'une des grandes sources de financement pour le secteur de l'eau et de l'assainissement, bien que de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire restent tributaires de l'aide extérieure. Le financement extérieur de ce secteur représente plus de 1 % du PIB dans sept pays en développement.
- On ne connaît pas précisément les niveaux actuels d'investissement des ménages et des acteurs privés, mais les données disponibles indiquent que ces investissements constituent des sources de financement non négligeables et qu'ils peuvent apporter une grande contribution au fonctionnement et à la maintenance des services.
- La majorité des pays font état de lacunes dans les systèmes d'information utilisés dans le secteur pour la planification financière et la communication des états financiers.
- Selon les données, les fonds consacrés au fonctionnement et à la maintenance sont insuffisants. Une majorité de pays indiquent que les programmes d'approvisionnement en eau dans les zones rurales ne sont pas effectifs faute de financement, alors qu'un tiers des pays déplorent que les revenus insuffisants des entreprises des eaux ne permettent pas de financer le fonctionnement et la maintenance des services dans les zones urbaines.
- Les pays déclarent que les niveaux de financement pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement restent insuffisants, surtout en ce qui concerne l'assainissement. L'eau potable continue d'absorber la majeure partie des budgets consacrés à ce secteur, même dans les pays où l'alimentation en eau potable présente une couverture relativement élevée et l'assainissement une couverture relativement faible.
- La plupart des pays n'ont pas été en mesure de chiffrer leurs dépenses consacrées à l'hygiène, et pour ceux qui ont donné cette information, l'hygiène ne représente qu'environ 2 % des dépenses totales allouées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.
- La répartition des dépenses dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement entre milieu rural et urbain ne paraît que très faiblement corrélée avec les besoins.
- En raison de la lenteur des procédures d'achats et de lourdeurs administratives, de nombreux pays ont du mal à parvenir à un déboursement efficient des fonds engagés. Les engagements intérieurs présentent une absorption meilleure que les engagements d'aide des donateurs, mais qui semble marquer un recul.
- Une méthode harmonisée de suivi des données est nécessaire si l'on veut renforcer le recueil des informations financières sur le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (un exemple de méthode est proposé à l'annexe B).

L'extension et la pérennisation des programmes et de l'infrastructure du secteur de l'eau et de l'assainissement exigent, entre autres, un financement adéquat et une gestion financière solide. Il s'agit de planifier les investissements, de trouver les fonds pour financer les budgets projetés, de pouvoir effectuer les déboursments de manière rapide et efficiente et d'assurer le suivi des résultats. Des analyses antérieures ont montré que les dépenses mondiales sont bien loin d'atteindre le niveau requis pour la réalisation des OMD (Hutton et Bartram, 2008), et l'étude des dépenses régionales en Afrique, par exemple, révèle que ces dépenses ne représentent qu'un quart de ce qui serait nécessaire rien que pour les services relatifs à l'eau potable (Foster et Briceño-Garmendia, 2010). Ce manque de financement consacré à l'infrastructure de l'assainissement et de l'eau potable ainsi qu'à son fonctionnement et à sa maintenance à long terme constitue l'obstacle le plus souvent cité dans les réponses à l'enquête GLAAS.

3.1 SOURCES DE FINANCEMENT ET NIVEAU DES DÉPENSES

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, il faut financer à la fois les nouvelles dépenses d'investissement et les dépenses récurrentes de fonctionnement (dépenses opérationnelles), la maintenance des investissements (renouvellements et remise en état à long terme, dont les coûts sont habituellement récupérés par une dotation annuelle aux « amortissements ») et tous les coûts financiers (paiement d'intérêts sur les prêts et tout dividende versé aux détenteurs du capital). Le financement de ces coûts peut provenir de trois sources principales, communément désignées par l'expression « les 3T » : les « tarifs », c'est-à-dire l'argent versé par les usagers des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (qui inclut également la valeur du travail et les investissements en équipements réalisés par les ménages qui assurent leur propre approvisionnement en eau) ; les « taxes », c'est-à-dire l'argent provenant de la fiscalité perçue dans le pays et qui est versé au secteur via les autorités centrales, régionales et locales ; et les « transferts », c'est-à-dire l'argent provenant des donateurs internationaux et des organisations caritatives. Les transferts englobent les dons et les prêts concessionnels, tels que ceux consentis par la Banque mondiale, lesquels comportent un élément de libéralité sous la forme d'un taux d'intérêt subventionné ou d'un délai de grâce. Les « 3T » sont décrits à l'annexe B, laquelle constitue une section thématique spéciale du *Rapport GLAAS* qui fait le point sur l'état des données relatives aux flux de financement du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et propose une méthode pour encourager et harmoniser le suivi à l'échelle des pays.

Sur les 74 pays participant à l'initiative GLAAS, seuls 17 ont communiqué des données sur les sources de leurs financements, et à peine 4 ont été en mesure de citer les chiffres des contributions des ménages acquittées via les tarifs. Le tableau 3.1 présente ces contributions des ménages, qui s'échelonnent entre 30 et 61 % du financement total rapporté pour l'assainissement et l'eau potable, toutes sources confondues, combinant dépenses d'investissement et coûts récurrents. Ces données limitées confirment les constats dressés dans les rapports antérieurs (Banque mondiale, 2008 ; OCDE, 2009a), lesquels indiquent que les contributions des ménages représentent une proportion significative des fonds destinés à l'assainissement et à l'eau potable.

Deux analyses ont cherché à déterminer la part relative des contributions des différentes sources de financement de l'assainissement et de l'eau potable. La première s'est bornée à évaluer les données financières sur les taxes et les transferts communiquées par les 17 pays qui ont répondu. Il en ressort que l'État central demeure la grande source de financement pour l'investissement dans l'assainissement et l'eau potable dans

la plupart des pays de l'enquête : il est à l'origine de la moitié des flux financiers, soit US \$19,8 milliards (figure 3.1).

La deuxième analyse a couvert les trois sources de financement correspondant aux 3T (tarifs payés par les ménages, taxes et transferts) mais s'est, par la force des choses, limitée aux quatre pays qui ont pu communiquer un ensemble complet de données. Cette analyse révèle que les contributions des ménages représentent une part significative de l'investissement dans ces quatre pays, avec 44 % du financement, tandis que la contribution de l'État central au financement de l'eau et de l'assainissement ne totalise que 18 % du total déclaré, à savoir US \$10,1 milliards (tableau 3.1).

Ces données confirment l'importance des contributions financières provenant des tarifs payés par les ménages et de leur auto-provisionnement, en particulier dans les dépenses récurrentes et les dépenses d'investissement pour les services ne fonctionnant pas en réseau, ainsi que la nécessité d'assurer un suivi de l'évolution de ces financements à l'avenir.

Le financement du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement provenant des ménages, via les tarifs et l'auto-provisionnement, ne fait généralement l'objet d'aucun suivi. Il ressort des rares données disponibles que le financement des ménages contribue à une part significative du financement total de ce secteur (tableau 3.1).

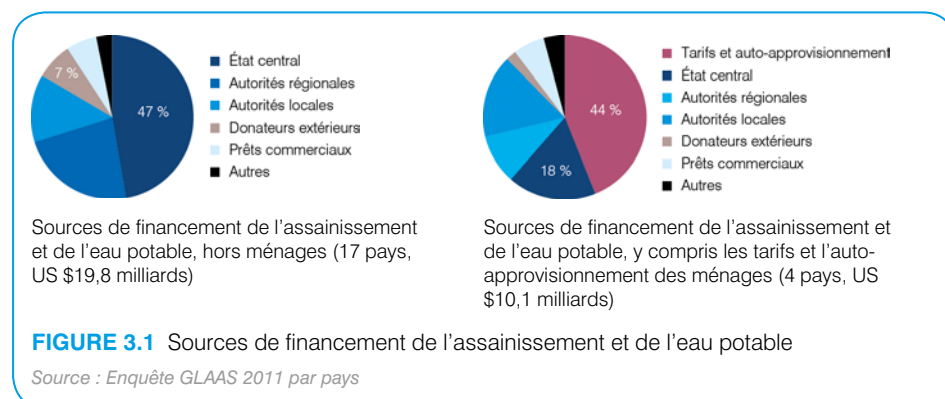
TABEAU 3.1 Contribution des tarifs acquittés par les ménages (et coûts associés à l'auto-provisionnement)

Pays	Contribution des tarifs acquittés par les ménages au financement total du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement	Contribution des tarifs acquittés par les ménages aux dépenses de fonctionnement totales ¹
Iran (République islamique d')	61 %	100 %
Bangladesh	36 %	87 %
Thaïlande	32 %	Données non disponibles
Lesotho	30 %	82 %

¹ Une augmentation progressive de la proportion des dépenses de fonctionnement financées par les tarifs acquittés par les ménages pour la porter à 100 % permet de récupérer de manière durable les coûts associés au fonctionnement et aux opérations de maintenance légère. Sur la durée, la conjonction des tarifs et des taxes doit financer les dépenses de fonctionnement et la maintenance à long terme des investissements, ainsi que tout intérêt sur les éventuels emprunts.

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays

Les dotations budgétaires de l'État central et le déboursement de l'aide constituent les principales sources de financement pour les pays qui ont répondu. Les contributions des ménages sont difficiles à déterminer, mais pourraient se révéler tout aussi importantes, si ce n'est davantage (figure 3.1).



AIDE EXTÉRIEURE

Dans de nombreux pays ayant répondu à l'enquête, l'aide au développement extérieure demeure une source majeure de financement pour l'assainissement et l'eau potable (tableau 3.2), surtout pour les dépenses d'investissement. En pareil cas, une coordination poussée entre les donateurs et une harmonisation avec les priorités d'investissement dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement sont primordiales. Les données GLAAS indiquent que ce sont les pays aidés par des donateurs multiples qui sont le plus susceptibles d'être dotés de mécanismes de coordination.

Comme l'expliquera plus en détail la section 6, plus de US \$8,9 milliards d'aide

au développement ont été consacrés à l'assainissement et à l'eau potable en 2009. En volume, les principaux pays bénéficiaires sont la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Pérou, la République-Unie de Tanzanie, la Turquie et le Viet Nam, qui ont reçu plus de US \$1,5 milliard d'aide à l'assainissement et à l'eau potable par an (moyenne 2008-2009). L'APD aux pays à revenu intermédiaire tels que la Chine¹, l'Inde et la Turquie se compose essentiellement de prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 %. Pour sept pays, l'aide à l'assainissement et à l'eau potable représente plus de 1 % du PIB, comme le montre le tableau 3.3b.

La section 6 décrit plus en détail l'aide financière extérieure au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

L'aide extérieure peut constituer une source majeure de financement pour certains pays, d'où la nécessité d'une coordination poussée entre les donateurs et d'une harmonisation avec les priorités d'investissement du secteur (tableau 3.2).

TABLEAU 3.2 Pays faisant état d'un financement des donateurs supérieur à 25 %

Pays	Financement par les donateurs (en % du financement par l'État)	Principaux donateurs ²	Nombre de donateurs	Approche sectorielle ou autre cadre sectoriel mis en œuvre pour l'eau et l'assainissement	Plan d'investissement mis en œuvre
Madagascar	26	Banque mondiale, Banque africaine de développement, UE	12	Oui	Oui
Honduras	39	Espagne, Japon, Banque mondiale	14	En cours de définition	En cours d'élaboration
Kenya	41	Allemagne, Banque mondiale, France	24	Oui	En cours d'élaboration
Afghanistan	46	Banque mondiale, États-Unis, Allemagne	13	En cours de définition	Approvisionnement en eau des zones rurales
Yémen	46	Banque mondiale, Allemagne, Pays-Bas	12	Oui	Oui
Bangladesh	63	Banque asiatique de développement, Japon, Banque mondiale	19	Eau potable uniquement	Oui
Lesotho	67	Irlande, Banque mondiale, États-Unis	9	Eau potable uniquement	Approvisionnement en eau des zones rurales

UE : Union européenne

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays ; OCDE (2012)

De nombreux pays en développement restent tributaires de l'aide extérieure pour le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Cette aide représente plus de 1 % du PIB dans sept pays en développement. Seul un pays d'Afrique figure parmi les principaux bénéficiaires de l'aide pour ce secteur (tableau 3.3).

TABLEAU 3.3 Principaux bénéficiaires de l'aide pour l'eau et l'assainissement en 2008-2009

a) Principaux bénéficiaires de l'aide pour l'eau et l'assainissement par montant en dollars (APD)

Pays	Déboursement moyen des donateurs pour l'assainissement et l'eau potable, 2008-2009 (en millions d'US \$)	Financement des donateurs pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement (en % du PIB)
Chine	296	0,01
Viet Nam	274	0,29
Inde	252	0,02
Turquie	167	0,03
République-Unie de Tanzanie	161	0,77
Indonésie	157	0,03
Pérou	139	0,11

Sources : Banque mondiale (2011) ; OCDE (2012)

b) Principaux bénéficiaires de l'aide pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement en % du PIB (APD)

Pays	Déboursement moyen des donateurs pour l'assainissement et l'eau potable, 2008-2009 (en millions d'US \$)	Financement des donateurs pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement (en % du PIB)
Timor-Leste	11	1,94
Samoa	9	1,80
Burundi	17	1,31
Nicaragua	74	1,20
Lesotho	21	1,18
Libéria	10	1,15
Haïti	69	1,05

¹ Outre une aide moyenne d'US \$296 millions par an, la Chine a reçu en moyenne chaque année US \$332 millions de prêts non concessionnels pour son secteur de l'eau et de l'assainissement en 2008-2009.

² Données tirées de l'OCDE, sauf pour le Bangladesh.

3.2 ALLOCATION DU FINANCEMENT : À QUOI SERT L'ARGENT ?

Le volume des fonds publics alloués à l'assainissement et à l'eau potable, mesuré en tendance ou comparé avec les dépenses dans les autres secteurs, constitue un bon outil lorsque l'on veut évaluer de degré d'engagement de la sphère politique et la priorité qu'elle accorde à ce secteur. Par exemple, les signataires de la Déclaration d'eThekweni, en 2008, ont défini la cible de 0,5 % du PIB consacré à l'assainissement et à l'hygiène. Dans l'enquête GLAAS 2011 par pays, un nombre limité de pays (13 sur 74) ont communiqué le chiffre des dépenses totales consacrées à l'eau et à l'assainissement financées uniquement par l'État et par les sources extérieures (donateurs multilatéraux et bilatéraux et prêteurs commerciaux). Lorsque les données communiquées par les pays étaient suffisantes, ces dépenses ont été rapportées au PIB. Le niveau médian des dépenses annuelles pour l'assainissement et l'eau potable, englobant les taxes (autorités nationales) et les transferts (donateurs), mais excluant les dépenses des ménages, s'établit à 0,73 % du PIB.

Les dépenses publiques (financées par les taxes et les transferts) consacrées à l'assainissement et à l'eau potable se sont échelonnées entre 0,37 et 3,5 % du PIB (figure 3.2).

Dépenses coordonnées par l'État pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement en % du PIB

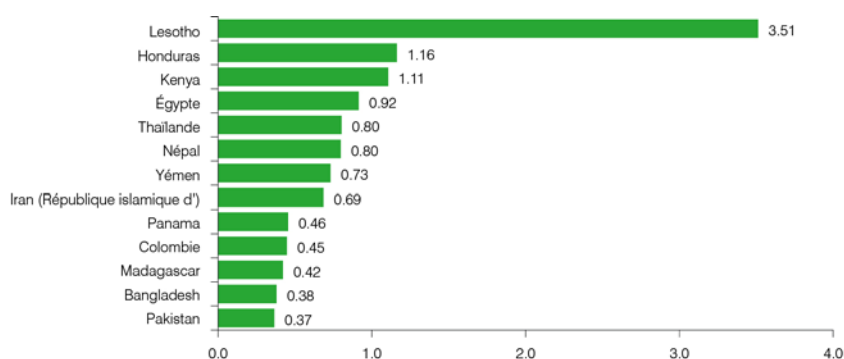


FIGURE 3.2 Dépenses publiques (financées par les taxes intérieures et les transferts extérieurs) consacrées à l'assainissement et à l'eau potable en pourcentage du PIB (données de 2010)

Note : Tous les pays n'ont pas communiqué les contributions des autorités régionales et locales (Égypte, Kenya et Yémen).

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays ; Banque mondiale (2012)

Augmenter les dotations budgétaires à l'assainissement et à l'eau potable

Une grande proportion des engagements pris lors de la Réunion de haut niveau du partenariat SWA (Sanitation and Water for All – Assainissement et eau pour tous) de 2010 portait sur l'augmentation des dotations budgétaires des pays en développement allouées à l'eau et à l'assainissement. Plus de 20 engagements précis ont été pris par 12 pays à cet égard. Quelques-uns se démarquent parce qu'ils ont été sensiblement influencés par le processus de la Réunion de haut niveau et parce qu'ils indiquent soit avoir tenu leur engagement soit être en bonne voie pour ce faire. Le Ghana a réalisé des avancées en augmentant ses dotations à l'eau et à l'assainissement dans son budget 2011, ouvrant une ligne budgétaire qui comportait des dotations spécifiques pour les activités résultant des engagements pris lors de la Réunion de haut niveau de 2010. Le Timor-Leste déclare avoir augmenté ses investissements publics dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, lesquels sont passés d'US \$2 millions en 2009 à US \$11,2 millions en 2010, puis à US \$35 millions en 2011.

Les données synthétiques communiquées par les pays indiquent que les dépenses publiques médianes consacrées à l'assainissement et à l'eau potable représentent un tiers des dépenses de santé et un sixième des dépenses d'éducation (tableau 3.4).

TABLEAU 3.4 Dépenses publiques pour la santé, l'éducation et dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement

Pays	Dépenses publiques de santé (% du PIB) ¹	Dépenses publiques d'éducation (% du PIB)	Dépenses publiques pour l'assainissement et l'eau potable (% du PIB)
Bangladesh	1,1	2,4 ²	0,4
Colombie	5,4	4,7	0,5
Égypte ³	1,9	3,8 ²	0,9
Honduras	4,6	—	1,2
Inde	1,3	—	0,2
Iran (République islamique d')	2,3	4,7	0,7
Kenya ³	2,1	6,9 ¹	1,1
Lesotho	8,4	—	3,5
Madagascar	2,7	3,2	0,4
Népal	1,7	4,7	0,8
Panama	6,1	3,8 ²	0,5
Thaïlande	3,7	4,1	0,8
Yémen ³	1,4	—	0,7
Minimum	1,1	3,2	0,2
Maximum	8,4	14,0	3,5
Médiane	2,3	5,5	0,7

¹ Données de 2010.

² Données de 2008.

³ Tous les pays n'ont pas communiqué les contributions des autorités régionales et locales.

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays ; UNESCO (2012) ; OMS (2012) ; Banque mondiale (2012)

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT COMPARÉES AUX DÉPENSES RÉCURRENTES DE FONCTIONNEMENT ET DE MAINTENANCE

Comme noté plus haut, les pays déclarent que leurs ressources sont insuffisantes pour leur permettre d'atteindre les OMD et les cibles nationales. Il importe donc que l'utilisation de ces ressources financières limitées ménage un équilibre scrupuleux entre les nouveaux investissements visant à desservir les populations jusque-là non desservies et les dépenses récurrentes destinées à entretenir les investissements existants. À mesure que le niveau de couverture progresse, l'actif immobilisé augmente aussi, tout comme l'impératif de couvrir par les revenus les coûts récurrents des ressources humaines ainsi que des pièces et des fournitures, si l'on veut pouvoir exploiter les systèmes existants et assurer leur maintenance à long terme. Cependant, comme le révèle la figure 3.3a, dans 11 pays qui ont répondu à l'enquête, 31 % du financement du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement dépensé étaient destinés au fonctionnement et à la maintenance. Étant donné que la plupart des pays déclarent que les programmes de fonctionnement et de maintenance pour l'approvisionnement en eau des zones rurales sont inadéquats et que, bien souvent, les entreprises des eaux urbaines ne dégagent pas de recettes suffisantes pour couvrir leurs coûts de fonctionnement et de maintenance (voir section 3.7), on peut se

demander si le financement existant pour le fonctionnement et la maintenance suffit à pérenniser les systèmes d'eau, d'hygiène et d'assainissement. De plus, comme le précise l'édition précédente du *Rapport GLAAS*, 75 % des besoins de financement estimés pour l'assainissement et l'eau potable portent sur les coûts de fonctionnement et de maintenance récurrents des services existants (Hutton et Bartram, 2008).

COMPARAISON ENTRE LES DÉPENSES D'ASSAINISSEMENT ET D'EAU POTABLE

Un examen de la ventilation des dépenses peut donner une indication des problèmes potentiels dans le ciblage des ressources financières. Selon le *Rapport GLAAS 2010*, l'assainissement totalise environ un cinquième du financement consacré au secteur de l'assainissement et de l'eau dans son ensemble. Les 13 pays qui ont été en mesure de communiquer des données pour ce rapport ont fait savoir qu'ils dépensaient 27 % de ce financement pour l'assainissement (figure 3.3b). Selon des estimations mondiales, ces 13 mêmes pays comptent approximativement 990 millions d'habitants qui n'ont pas accès à une installation d'assainissement améliorée, et 190 millions d'habitants privés d'accès à une source d'eau potable améliorée. En d'autres termes, les installations d'assainissement non améliorées, qui concernent 84 % de la population non desservie par les programmes d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans ces

pays, ne reçoivent que 27 % du financement total consacré à ce secteur.

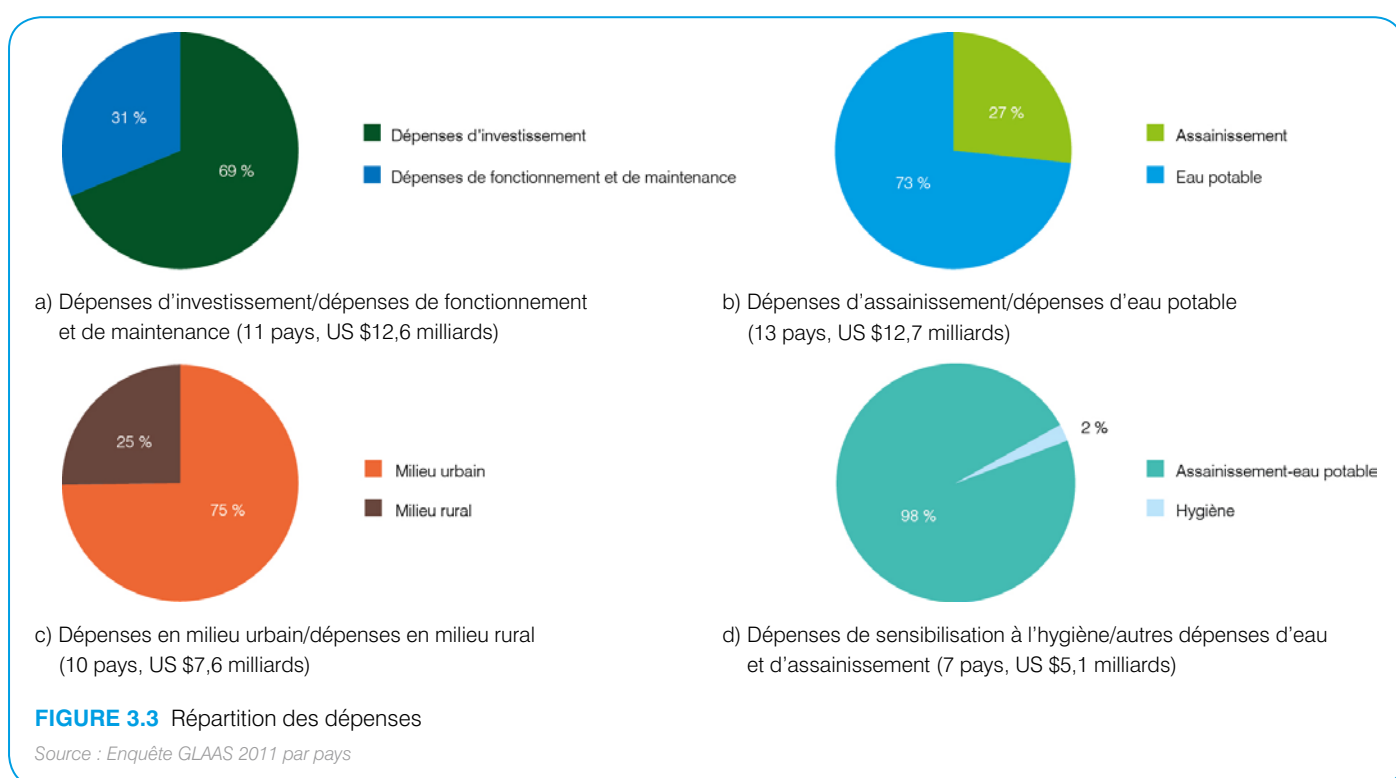
COMPARAISON DES DÉPENSES ENTRE MILIEU URBAIN ET RURAL

De même, la répartition entre zones urbaines et rurales présentée à la figure 3.3c indique que dans 10 pays ayant répondu à l'enquête, 75 % des dépenses sont ciblées sur les environnements urbains. Cependant, ces mêmes 10 pays comptent dans leurs zones urbaines et rurales respectivement environ 44 millions et 129 millions d'habitants qui n'ont pas accès à une installation d'assainissement améliorée ou à une source d'eau potable améliorée. Dans les zones rurales, les personnes privées d'un tel accès représentent 75 % des non-desservis, mais ne bénéficient que de 25 % des dépenses consacrées à l'assainissement et à l'eau potable.

SENSIBILISATION À L'HYGIÈNE

Sept pays ont communiqué leurs dépenses de sensibilisation et d'éducation à l'hygiène. Le montant dépensé pour ces programmes par ces pays s'échelonne entre 0,3 et 8,2 % des dépenses publiques totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement telles que rapportées par ces pays. L'Afghanistan, le Bangladesh et le Kenya ont chacun déclaré que leurs programmes de sensibilisation et d'éducation à l'hygiène totalisaient plus de 4 % du budget total du secteur.

Les données limitées sur l'assainissement et l'eau potable ne permettent pas de tirer des conclusions sur les allocations financées par les taxes et les transferts à l'échelle mondiale, mais donnent une idée du ciblage des dépenses (figure 3.3).



Financer le fonctionnement et la maintenance des installations d'approvisionnement en eau dans les zones rurales

Le financement et l'assistance technique au fonctionnement et à la maintenance de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales sont manifestement insuffisants : 47 pays sur 70 font état de programmes de maintenance inexistantes ou d'une efficacité ou d'une ampleur limitées. Les constats du Rapport GLAAS énumèrent divers facteurs contribuant à cette situation, dont les carences de la chaîne d'approvisionnement pour les pièces détachées, ou encore l'obsolescence des inventaires des points d'eau en milieu rural, voire leur absence totale. L'adéquation des financements pour la pérennisation de l'approvisionnement en eau des zones urbaines sera traitée à la fin de cette section.

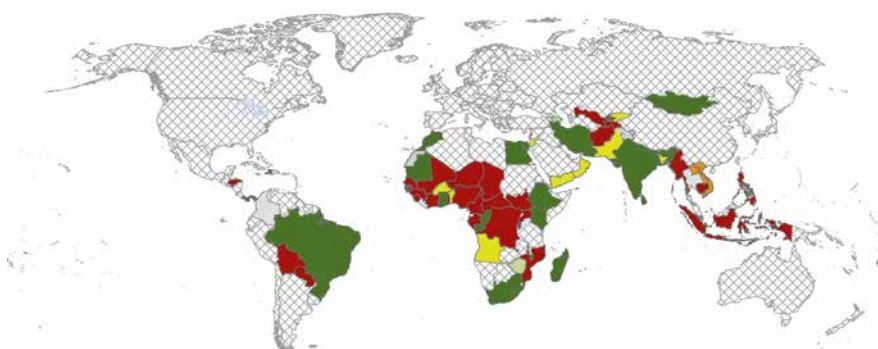
3.3 UTILISATION DES FONDS ENGAGÉS

L'efficacité et le déblocage en temps voulu des fonds engagés constituent un autre aspect essentiel d'un système de financement efficace. De nombreux pays participant à l'enquête ont cité la faiblesse des taux annuels de déboursement des budgets alloués (s'expliquant par la longueur des procédures d'achats et par la lourdeur des démarches administratives) comme des obstacles à la réalisation des cibles relatives à la planification dans le secteur de l'assainissement et de l'eau potable (figure 3.4).

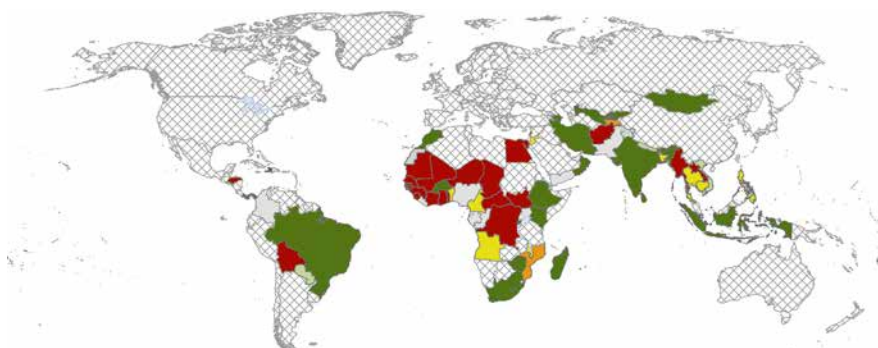
Il est possible d'améliorer l'utilisation de l'aide en renforçant la coordination entre les donateurs et en alignant leurs actions sur les processus mis en œuvre dans les pays. Ainsi, en Éthiopie, les trois principaux partenaires publics au développement – la Banque mondiale, le ministère britannique du Développement international et la Banque africaine de développement – ont fait des progrès dans l'harmonisation en adoptant une modalité de financement unique passant par le ministère des Finances et du développement économique. Parallèlement, la plupart des autres partenaires publics au développement du secteur de l'eau, qui opèrent toujours sur la base des projets, ont adopté l'approche sectorielle émergente, remplaçant les missions et les visites sur le terrain organisées par projet par des Revues techniques conjointes bisannuelles et par un Forum annuel multipartite.

Les taux d'absorption moyens des engagements de l'État sont faibles et affichent une tendance à la baisse (figure 3.4).

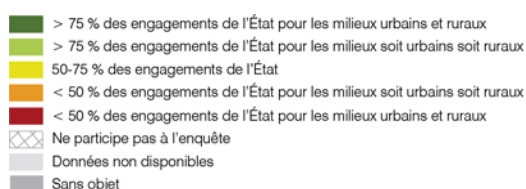
Assainissement, absorption des fonds engagés par l'État, 2011



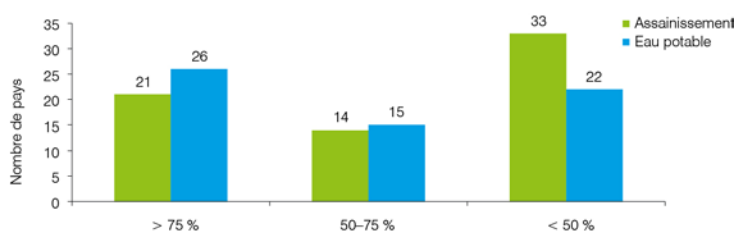
Eau potable, absorption des fonds engagés par l'État, 2011



Quel est le pourcentage des fonds engagés par l'État qui ont été utilisés ?



Taux d'absorption – engagements de l'État, 2011



Tendance entre 2009 et 2011 (38 pays)

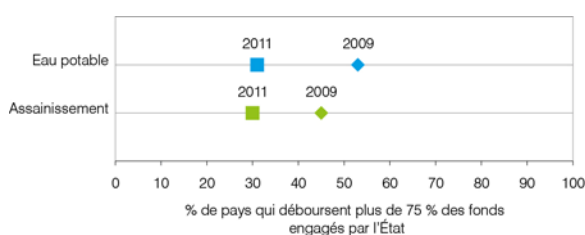


FIGURE 3.4 Quel est le pourcentage des moyens financiers engagés par l'État qui ont été utilisés ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête GLAAS et CSO 2009-2010 par pays

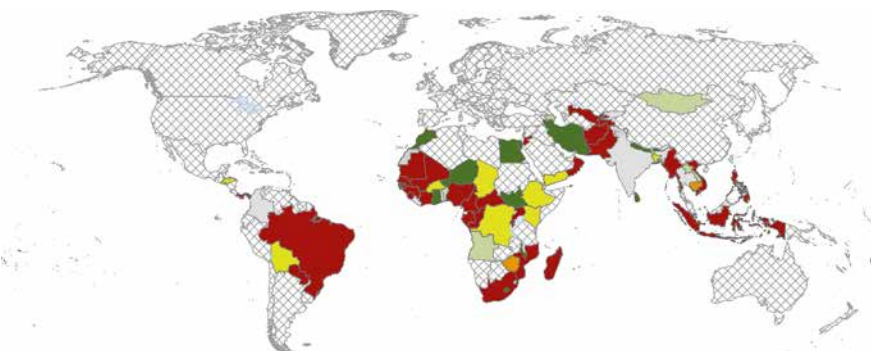
Une analyse a été lancée pour déterminer si les pays présentent une capacité faible ou élevée à utiliser ou à absorber les fonds par rapport à leurs besoins de financement dans ce secteur. Un indice de la capacité d'absorption a été donc établi, lequel fait la synthèse des réponses apportées par les pays sur les programmes d'investissement, sur la capacité d'absorption des fonds nationaux et des donateurs et sur l'adéquation entre les niveaux de financement accordés aux autorités locales et aux entités opérationnelles et la politique de décentralisation. On a ensuite comparé cet indice avec les réponses des pays sur le niveau du financement. Les résultats confirment les constats dressés précédemment (WaterAid, 2011b) : les pays affichant les besoins les plus criants, qui sont également ceux qui n'ont pas assez de capacités pour absorber et dépenser les fonds efficacement, souffrent de la réticence à investir dont font preuve les bailleurs de fonds, ce qui engendre un cercle vicieux. On peut en conclure qu'une amélioration de la planification des investissements et de la recherche de financements pourrait améliorer le niveau de financement et engendrer un cercle vertueux. Les résultats pour l'eau potable dans les zones urbaines sont présentés à la figure 3.6.

La République-Unie de Tanzanie cherche à comprendre quels sont les facteurs qui expliquent la mauvaise utilisation de l'aide

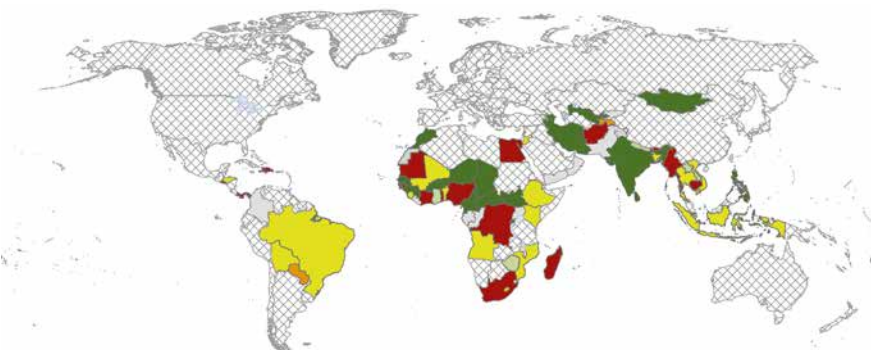
Un examen des dépenses publiques dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en République-Unie de Tanzanie en 2009 (Van den Berg et al., 2009) a fait apparaître que le manque de prévisibilité des déboursements des donateurs constituait la principale cause de la mauvaise utilisation de l'aide. « L'imprévisibilité est liée aux facteurs suivants : (i) la planification et le déploiement du financement par les donateurs ne sont pas harmonisés avec le calendrier budgétaire de l'État, surtout lorsque les exercices budgétaires du pays bénéficiaire et des pays donateurs sont décalés ; (ii) l'utilisation de systèmes parallèles empêche d'obtenir des informations complètes sur les flux d'assistance attendus et (iii) la saisonnalité dans la mise en œuvre des projets. » Ces inefficiences sont exacerbées par la fragmentation du financement des donateurs, ce qui se traduit par des coûts de transaction élevés, pour les donateurs comme pour les États.

Les taux moyens d'absorption des engagements financiers des donateurs sont encore plus faibles que les taux d'absorption des financements nationaux (figure 3.5).

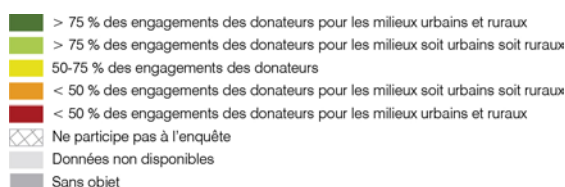
Assainissement, absorption des fonds engagés par les donateurs, 2011



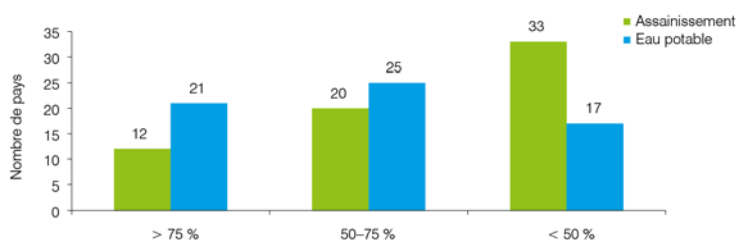
Eau potable, absorption des fonds engagés par les donateurs, 2011



Quel est le pourcentage des fonds engagés par les donateurs qui ont été utilisés ?



Taux d'absorption – engagements des donateurs, 2011



Tendance entre 2009 et 2011 (38 pays)

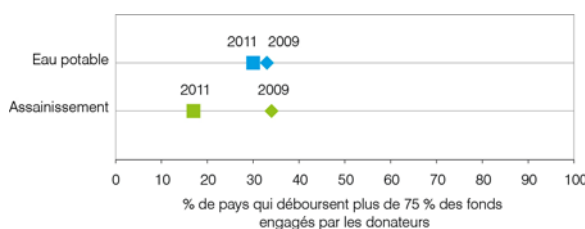


FIGURE 3.5 Quel est le pourcentage des fonds engagés par les donateurs qui ont été utilisés ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête GLAAS et CSO 2009-2010 par pays

Principales observations associées à l'absorption financière

Un rapport récent de WaterAid (WaterAid, 2011a) met en évidence les principales observations associées à l'absorption financière communes aux secteurs requérant une infrastructure :

- Des taux d'absorption élevés semblent constituer un bon indicateur de la santé et de l'efficacité générales du secteur.
- Il ressort des comparaisons entre le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et d'autres secteurs que les problèmes génériques, tels que la qualité de la gestion des finances publiques ou les progrès de la décentralisation, produisent un impact sur tous les services de base.
- Les budgets d'investissement sont davantage susceptibles d'être sous-dépensés que les budgets récurrents, et du fait de son intensité capitalistique relativement forte, le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement est davantage exposé à un risque de limitation de sa capacité d'absorption ; les procédures d'achats contribuent peut-être également à ces problèmes d'absorption dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.
- Les fonds des donateurs sont davantage exposés que les fonds d'origine locale à des retards et à un taux de dépense insuffisant. La majorité des fonds des donateurs étant alloués aux budgets d'investissement, ce point recoupe le point précédent, mais les données montrent que les exigences imposées par les donateurs pour les achats et l'information pèsent très lourdement sur les capacités des États, déjà limitées.
- Il est encore plus difficile de parvenir à une absorption efficace dans tous les secteurs lorsqu'il s'agit d'États fragiles.

Nombre des pays qui disent se heurter à un manque de financement n'ont pas instauré de programmes d'investissement ou affichent un faible taux d'utilisation pour les engagements intérieurs et des donateurs extérieurs (figure 3.6).

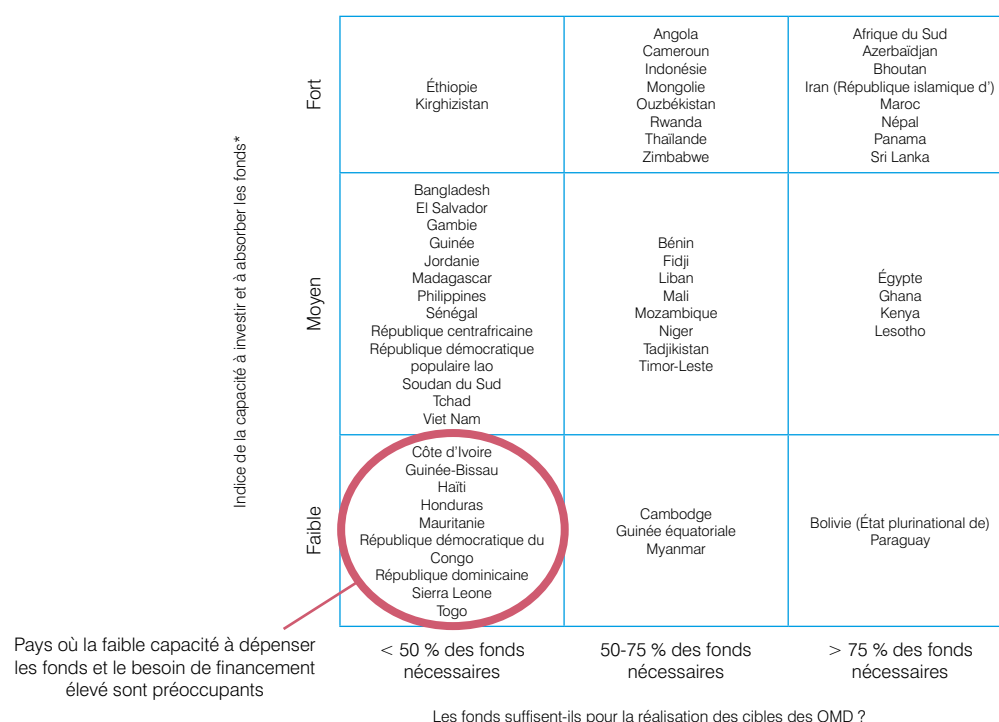


FIGURE 3.6 Les fonds suffisent-ils au regard de la capacité d'investissement et d'absorption (eau potable en milieu urbain) ?

* Note : Indice fondé sur le score total pour quatre questions : 1) Un programme d'investissement est-il mis en œuvre ? 2) Quel pourcentage des engagements des donateurs est utilisé ? 3) Quel pourcentage des engagements de l'État est utilisé ? 4) Le financement concorde-t-il avec la politique de décentralisation ? Cette analyse, analogue à d'autres dans le présent rapport, repose sur les données communiquées par les pays.

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 57 pays)

3.4 SUIVI ET TRANSPARENCE FINANCIERS : COMMENT SUIVRE CE QUI EST RÉELLEMENT DÉPENSÉ ?

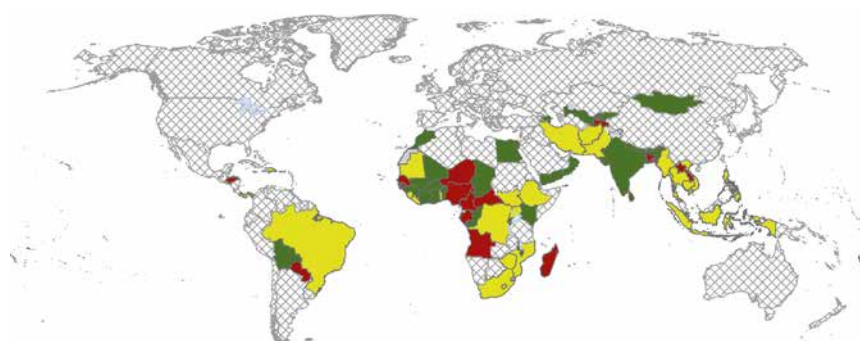
Le suivi intégral des budgets et des dépenses à différents niveaux de gouvernement et depuis toutes les sources de revenus peut apporter des informations utiles au ciblage des ressources. Il permet de mieux déterminer les taux d'absorption relatifs et l'efficacité des politiques et programmes, et peut aussi donner des indications sur le rapport coût/efficacité des approches utilisées pour atteindre les cibles dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Plusieurs pays ont indiqué que l'absence de cadre de suivi et d'évaluations financières à l'issue des projets faisait obstacle à la planification financière.

La transparence des budgets et la publication des états financiers permettent aux parties prenantes de connaître les priorités, les sources de financement et les déficits de financement potentiels. La figure 3.8 montre comment les pays qui ont participé à l'enquête progressent sur le plan de la transparence et de l'exhaustivité des données budgétaires.

Dans le présent rapport, une analyse plus poussée du financement (annexe B) s'attachera à l'élaboration d'une méthodologie standard de suivi des flux financiers dévolus à l'assainissement et à l'eau potable au niveau national. La capacité de suivre ces flux financiers peut aider les pouvoirs publics à prendre des décisions et à plaider la cause d'une augmentation des investissements dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans son ensemble.

Plus de 60 % des pays soit ne sont pas dotés d'un système de gestion de l'information financière, soit utilisent un système qui ne délivre qu'une information partielle (figure 3.7).

Utilisation des systèmes d'information financière en milieu rural



Existe-t-il un système de gestion de l'information financière pour suivre les investissements et les dépenses consacrés à l'eau potable, à l'assainissement et à la sensibilisation à l'hygiène au niveau national ?

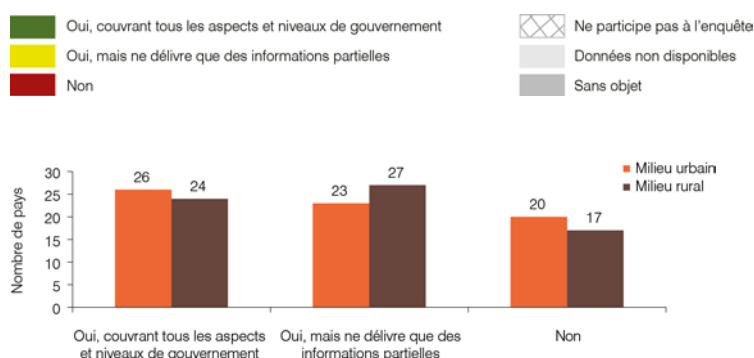


FIGURE 3.7 Existe-t-il un système de gestion de l'information financière pour suivre les investissements et les dépenses consacrés à l'eau potable, à l'assainissement et à la sensibilisation à l'hygiène au niveau national ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Les informations consolidées sur les budgets et les dépenses pour l'assainissement ne sont disponibles que pour 40 % des pays ayant répondu à l'enquête (figure 3.8).

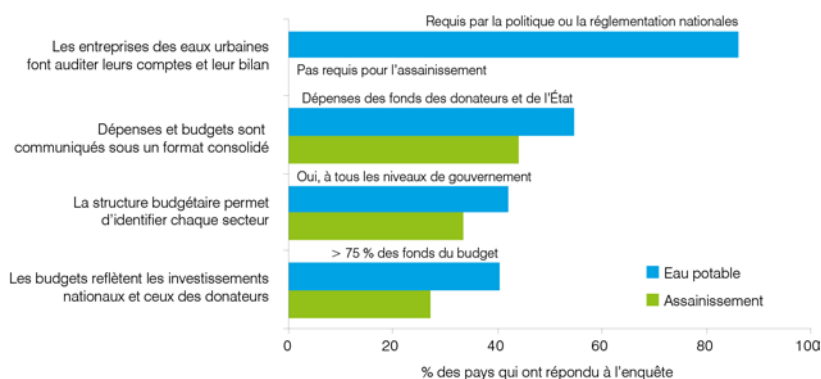


FIGURE 3.8 Exhaustivité des états financiers et transparence

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

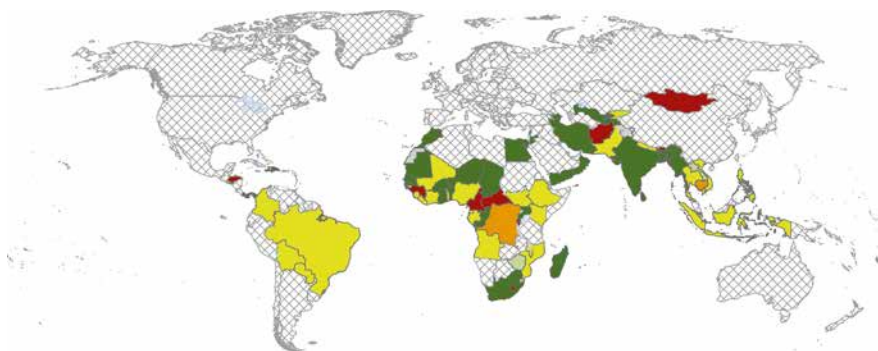
3.5 PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DANS L'EAU, L'HYGIÈNE ET L'ASSAINISSEMENT : LES PAYS SAVENT-ILS COMBIEN ILS AURONT BESOIN DE DÉPENSER DEMAIN ?

Les programmes d'investissement aident à définir et à classer par ordre de priorité les besoins de capitaux, mettent en regard les ressources attendues et les coûts de l'infrastructure et des programmes et améliorent la coordination, la prévisibilité et la transparence entre les échelons de gouvernement. De nombreux pays citent l'élaboration ou la mise en œuvre de programmes d'investissement au rang de leurs réalisations significatives de ces dernières années. Ces programmes peuvent également être liés au processus de planification financière stratégique, qui répond à des questions telles que : qui (les usagers, les contribuables, les donateurs) doit payer pour quoi (les charges de fonctionnement/les dépenses d'investissement, l'eau/l'assainissement, en milieu rural/urbain/périurbain) et quel devrait être le niveau de service à l'avenir ? Le processus de planification financière stratégique détermine combien d'argent il faut et d'où il doit venir (OCDE, 2009b).

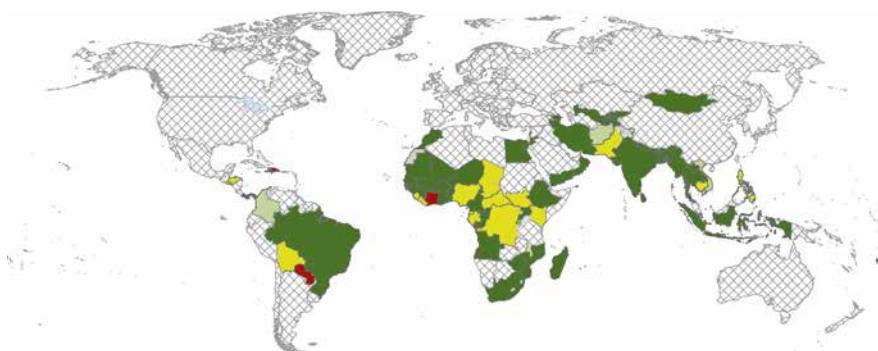
« Les dépenses planifiées à moyen terme pour le développement de l'assainissement sur 2010-2014 sont multipliées par quatre environ par rapport au budget de l'assainissement pour la période 2005-2009. » — Réponse de l'Indonésie à l'enquête GLAAS 2011 par pays

La programmation des investissements dans l'eau, l'hygiène et l'assainissement est peut-être en train de s'améliorer à l'échelle mondiale — 62 % des pays ayant répondu à l'enquête ont mis en place des programmes d'investissement dans l'eau potable, et 40 % des programmes d'investissement dans l'assainissement (figure 3.9).

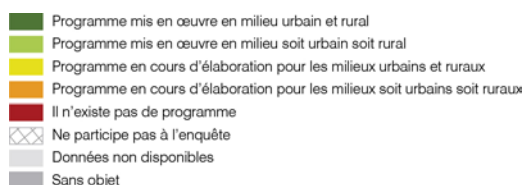
Programmes d'investissement dans l'assainissement, 2011



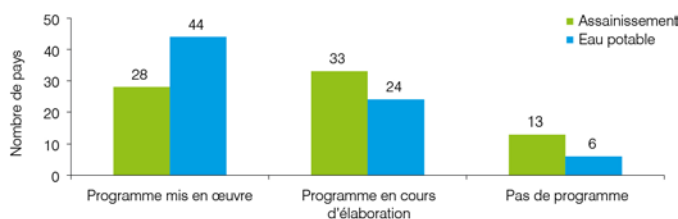
Programmes d'investissement dans l'eau potable, 2011



Existe-t-il un programme d'investissement adopté et publié ?



État d'avancement des programmes d'investissement, 2011



Tendance entre 2009 et 2011 (38 pays)

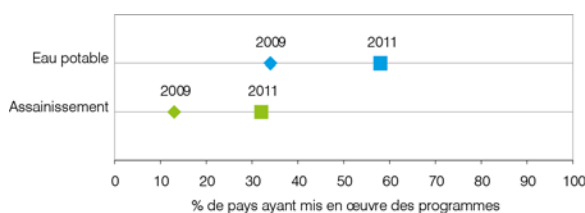


FIGURE 3.9 Un programme d'investissement a-t-il été adopté et publié ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête GLAAS et CSO 2009-2010 par pays

3.6 ADÉQUATION DU FINANCEMENT

Le *Rapport GLAAS 2010* (OMS, 2010) explique que rares sont les pays qui ont eu suffisamment de moyens financiers pour atteindre leurs objectifs déclarés. En fait, seulement 10 pays disposent de plus de 75 % des fonds dont ils auraient besoin pour l'assainissement. Selon des données plus récentes recueillies par l'enquête GLAAS 2011 par pays, les dotations budgétaires nationales pour l'assainissement et l'eau potable augmentent dans certains pays à la suite de l'élaboration de plans d'investissement et d'un renforcement de la volonté politique. Cependant, la plupart des pays continuent de faire état d'un manque de flux financiers adéquats qui leur permettraient d'atteindre leurs cibles et indiquent que leurs budgets sont souvent

inférieurs aux dépenses prévues dans les plans d'investissement établis.

Pour attester de la progression des dépenses d'assainissement et d'eau potable, nous avons comparé la situation de cinq pays qui avaient répondu au questionnaire pour les enquêtes GLAAS 2009 et 2011 par pays, et nous présentons les résultats de ces comparaisons au tableau 3.5. Quatre de ces cinq pays rapportent une augmentation de leurs dépenses dans ce secteur.

« Un plan stratégique d'investissement dans l'environnement et l'assainissement a été remis au gouvernement, à des fins d'approbation. Ce plan améliorera de manière significative le financement de l'assainissement, avec à la clé une augmentation des fonds et de leur prévisibilité ainsi qu'un meilleur ciblage. » — *Réponse du Ghana à l'enquête GLAAS 2011 par pays.*

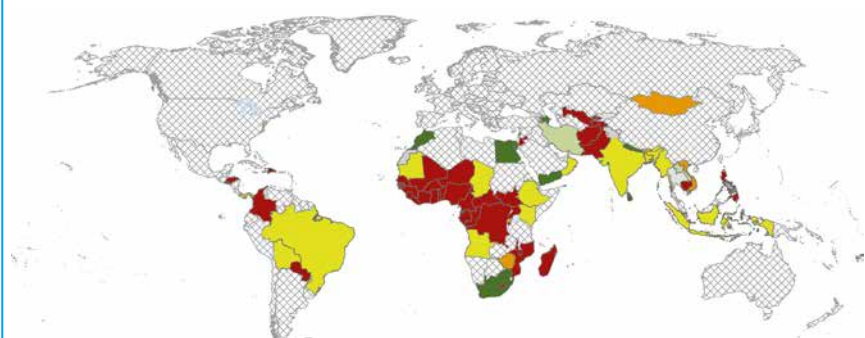
TABEAU 3.5 Comparaison des dépenses d'assainissement et d'eau potable (2008-2010)

Pays	Dépenses d'assainissement et d'eau potable (en millions d'US \$)	
	2008	2010
Burkina Faso	258	159
Kenya	286	355
Lesotho	33	118
Madagascar	13	107
Népal	77	128

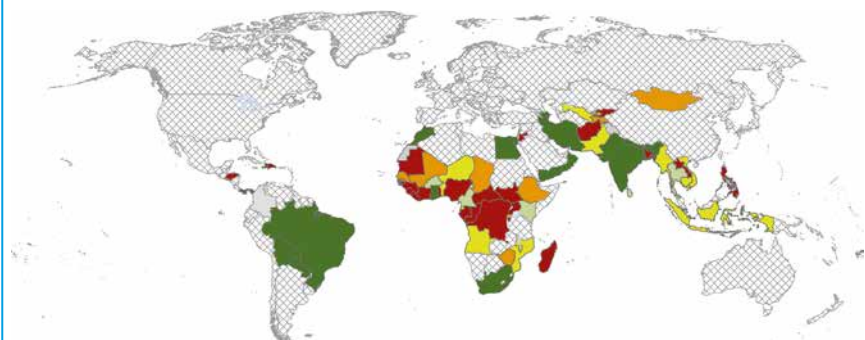
Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays ; enquête GLAAS et CSO 2009-2010 par pays

Si les ressources dévolues à l'assainissement et à l'eau potable ont augmenté dans certains pays, le financement total reste inadéquat, surtout pour l'assainissement (figure 3.10).

Assainissement, adéquation du financement, 2011



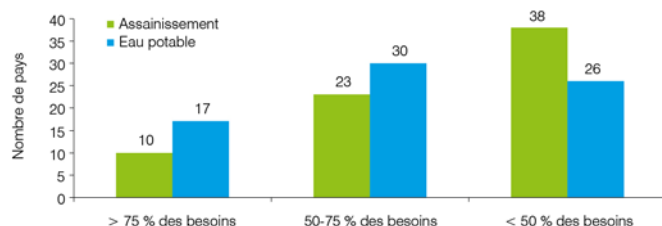
Eau potable, adéquation du financement, 2011



Les flux financiers sont-ils suffisants pour permettre la réalisation des cibles des OMD ?

- > 75 % de ce qui est nécessaire pour les milieux urbains et ruraux
- > 75 % de ce qui est nécessaire pour les milieux soit urbains soit ruraux
- 50-75 % de ce qui est nécessaire
- < 50 % de ce qui est nécessaire pour les milieux soit urbains soit ruraux
- < 50 % de ce qui est nécessaire pour les milieux urbains et ruraux
- Ne participe pas à l'enquête
- Données non disponibles
- Sans objet

Adéquation du financement, 2011



Tendance entre 2009 et 2011 (38 pays)

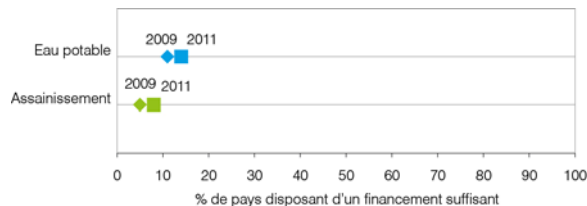


FIGURE 3.10 Les flux financiers sont-ils suffisants pour permettre la réalisation des cibles des OMD ?

Sources : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays) ; enquête GLAAS et CSO 2009-2010 par pays

3.7 ADÉQUATION DES REVENUS FINANÇANT LES OPÉRATIONS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU EN MILIEU URBAIN

Les pays qui ont répondu à l'enquête GLAAS ont indiqué que les entreprises des eaux n'étaient pas en mesure de récupérer leurs coûts de fonctionnement et leurs coûts de maintenance légère sur les tarifs acquittés par les usagers, et encore moins les coûts critiques qu'entraîne la maintenance de l'investissement à long terme. De nombreux pays ont fait savoir que leur infrastructure était en piètre état, souvent faute de financement pour la maintenance préventive et corrective. Dans le secteur de l'eau potable, cette situation peut se traduire par un niveau de service insuffisant, par une qualité de l'eau médiocre ou par une proportion élevée d'eau non facturée, donc non génératrice de revenus. Avec le temps, l'infrastructure continuera de se dégrader, ce qui imposera rapidement de procéder à des remplacements d'actifs importants, beaucoup plus onéreux.

Voici trois aspects des politiques publiques de gestion des eaux urbaines ou de leur mise en œuvre qui peuvent influencer positivement sur les recettes dégagées :

- Examiner les tarifs et les réviser en conséquence — Plus de la moitié des pays indiquent que les tarifs appliqués dans les zones urbaines ne sont jamais révisés après examen.
- Instaurer un pouvoir de décision — Plus de la moitié des pays indiquent que les entreprises des eaux des zones urbaines sont dépourvues de tout pouvoir de décision s'agissant de la planification des investissements.
- Faire reculer la part de l'eau non facturée — Plus des trois quarts des pays indiquent que l'eau non facturée représente plus de 20 % de l'eau produite.

Un tiers des pays indiquent que les revenus couvrent moins de 80 % des coûts de fonctionnement des entreprises des eaux des zones urbaines (figure 3.11).

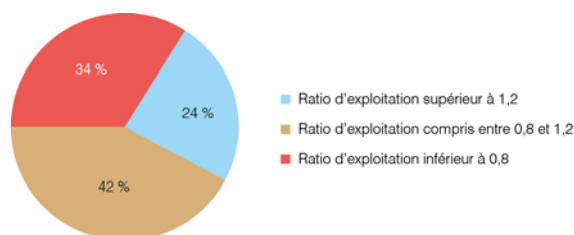


FIGURE 3.11 Les coûts de fonctionnement et de maintenance légère sont-ils couverts par les tarifs payés par les usagers ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 66 pays)

Réduction de la proportion de l'eau non facturée pour une gestion efficiente des réseaux urbains

La production d'eau non facturée par une entreprise (aussi appelée eau non génératrice de revenu) associée à d'autres indicateurs, tels que les pertes par raccordement, ou les pertes au kilomètre, peut constituer un indicateur de la « santé » d'une entreprise des eaux. La part de l'eau non facturée rapportée par les pays ayant répondu à l'enquête GLAAS 2011 correspond au chiffre moyen de 31 % cité pour les entreprises à l'échelle mondiale mentionnées par l'International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities (Van den Berg et Danilenko, 2011). La diminution de la proportion de cette eau non facturée permettrait également de dégager des moyens financiers pour la préservation des actifs existants, ainsi que pour des investissements nouveaux, tout en allégeant la pression s'exerçant sur les ressources hydriques insuffisantes.

3.8 PROCHAINES ÉTAPES

La présente section décrit les sources, le volume et le ciblage des fonds alloués au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Il ressort des données limitées recueillies que les ménages, l'État central et les donateurs extérieurs contribuent tous de manière significative au financement de ce secteur. Ces données font apparaître que le financement ne cible pas forcément ceux qui en ont le plus besoin, que le secteur de l'eau, de l'hygiène

et de l'assainissement a souvent du mal à l'absorber et que les dotations sont parfois trop restreintes pour financer de manière durable le fonctionnement et la maintenance de l'infrastructure. Cette section met surtout en évidence un manque d'informations solides sur le financement de ce secteur. Elle confirme qu'un suivi efficace des données financières fait en général défaut, ce qui empêche de prendre des décisions éclairées. Il est donc urgent de renforcer le suivi des flux financiers en recourant à une méthode veillant à l'harmonisation, à la comparabilité et à la cohérence des données. L'annexe B présente une proposition pour une telle méthode.

Libéria : le WASH Compact

À la fin 2010, à la suite de sa participation fructueuse à la première Réunion de haut niveau du partenariat mondial Sanitation and Water for All (SWA, Assainissement et eau pour tous), le gouvernement du Libéria a activement invité ses partenaires à mobiliser des ressources pour financer le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans le pays. En avril 2011, le partenariat SWA a décidé de favoriser la planification de l'eau et de l'assainissement au niveau national par une mission commune. La Mission, placée sous la direction du gouvernement du Libéria, a bénéficié de la participation de la Présidente Ellen Johnson Sirleaf, ainsi que de plusieurs ministres. Elle a mis en marche un processus visant à renforcer la planification ainsi que la coordination interministérielle et interdonateurs. Elle a sollicité les partenaires internes et extérieurs du Libéria, dont le gouvernement du Ghana (le Ghana ayant récemment élaboré son propre Compact), l'agence néerlandaise de développement (direction générale de la coopération internationale), l'agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development), la Banque africaine de développement, les partenaires de la société civile, WaterAid, le programme Eau et assainissement de la Banque mondiale, l'UNICEF et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Cette Mission a permis d'élaborer un pacte (*Compact*) sur deux ans formalisant un accord entre les ministères, les partenaires au développement et les organisations de la société civile, qui définit des actions dans les principaux domaines de la réforme institutionnelle, dans la prestation de services, ainsi que dans la supervision et le financement du secteur. La Mission a montré comment l'aide internationale peut se traduire en actions au niveau national : elle permet de renforcer l'appropriation à l'échelon local, d'améliorer la coordination et, surtout, de préparer le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement à recevoir les investissements pour le ministère des Finances comme pour les partenaires au développement. Dans un pays où la couverture de l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement est estimée respectivement à 73 et 18 % seulement, la Mission et le *WASH Compact* qui en a résulté sont considérés comme des étapes déterminantes vers un accès durable et équitable à ces secteurs.

4

Ressources humaines



OBSERVATIONS CLÉS

- La moitié des pays n'ont pas communiqué le nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, signe d'un manque criant d'informations sur les ressources humaines.
- Seuls 40 % des pays qui ont répondu à l'enquête ont déclaré disposer de ressources humaines suffisantes pour faire fonctionner et entretenir les réseaux urbains d'eau potable, et moins de 20 % pour les réseaux ruraux.
- On observe une grave pénurie de personnel de vulgarisation pour la sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement.
- Dans la moitié des pays qui ont répondu à l'enquête, moins de 10 % des spécialistes et du personnel d'encadrement du secteur de l'eau et de l'assainissement sont des femmes.
- L'insuffisance du financement et le manque de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée constituent de fréquents obstacles à la durabilité.

Le fonctionnement et l'entretien des réseaux, ainsi que la fourniture de services d'eau potable et d'assainissement, nécessitent un personnel présentant une grande diversité de formations, d'expériences et de compétences : managers, planificateurs, ingénieurs, techniciens de laboratoire, microbiologistes, maçons, plombiers et agents de sensibilisation à l'hygiène. L'intervention de nombreux organes publics (souvent deux ou trois ministères au niveau national, et encore davantage aux niveaux inférieurs de l'administration) rend l'assainissement et l'accès à l'eau potable peut-être encore plus complexes. Cette infrastructure institutionnelle est complétée par des autorités paraétatiques et des entités non gouvernementales, dont font partie le secteur privé et les organisations de la société civile, qui participent directement à la planification, à la conception et à la mise en œuvre. Les ressources humaines qui sont chargées de veiller à la prestation, sur la durée, de services d'assainissement et d'eau potable adéquats constituent par conséquent un agrégat de la capacité en ressources humaines de toutes ces différentes institutions. La coordination entre ces diverses organisations est essentielle dès lors qu'il s'agit de la planification générale des ressources humaines pour l'assainissement et l'eau potable.

Dans de nombreux pays, le secteur de la santé joue un rôle vital dans la sensibilisation à l'assainissement et à l'hygiène, mais aussi dans le suivi de la qualité sanitaire de l'eau de boisson fournie aux consommateurs. En outre, les secteurs de l'éducation et de la santé doivent veiller à ce que les écoles, les centres de santé et les hôpitaux disposent d'installations d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement et à ce que ces installations soient entretenues.

Dans ce contexte institutionnel complexe et diversifié, il est difficile de déterminer le rôle de chaque organisation et de définir les capacités et besoins en ressources humaines qui permettront de fournir les services demandés. Par conséquent, il n'est pas surprenant que certains pays aient eu des difficultés à communiquer à l'enquête GLAAS des données sur les aspects relatifs aux ressources humaines. Cela étant, de nombreux pays ont indiqué que le manque de ressources humaines grevait de façon critique leur capacité à parvenir aux cibles des OMD.

4.1 ADÉQUATION DES DONNÉES RELATIVES AUX RESSOURCES HUMAINES

Près de la moitié des pays étudiés n'étaient pas à même de dire combien de personnes travaillaient dans le secteur de l'eau potable ou de l'assainissement en 2011. Parmi ceux qui étaient en mesure de répondre, les réponses étaient très variables. Ainsi, certains pays ont déclaré que moins de

10 personnes travaillaient dans le secteur de l'eau potable au niveau central, tandis que d'autres ont indiqué des chiffres de l'ordre de mille, voire supérieurs. Si ces chiffres sont le signe de pénuries criantes des ressources humaines dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, les écarts peuvent également susciter des doutes quant à la fiabilité des données disponibles dans chaque pays. Seulement un tiers des pays qui ont répondu à l'enquête ont pu indiquer des niveaux anticipés de dotation en personnel ou des prévisions des besoins en personnel pour 2016.

Évaluer les capacités en ressources humaines

« *Mind the Gap* », une étude financée par le ministère britannique du développement international (United Kingdom Department for International Development) et menée par l'Association internationale de l'eau, a été lancée en 2008. Elle a appliqué une méthode inédite dans le secteur de l'assainissement et de l'eau potable, qui permet de collecter des données sur les lacunes (compétences) et les pénuries (effectifs) de ressources humaines au niveau national. En voici les premiers constats :

- La décentralisation ne s'accompagne souvent pas du transfert requis de ressources humaines et financières.
- Les diplômés n'ont pas d'expérience pratique, notamment en raison de la coordination inadéquate entre établissements d'enseignement et employeurs.
- Les entreprises privées, les ONG et les organismes donateurs attirent généralement les plus qualifiés. C'est également le cas des secteurs de pointe, comme les télécommunications et le marketing.
- En raison des salaires faibles, de l'absence d'avantages sociaux et des mauvaises conditions de travail dans le secteur public, en particulier dans les régions reculées, il est difficile d'attirer et de retenir des personnes compétentes.

À la suite de cette première étude menée dans cinq pays, l'Association internationale de l'eau, épaulée par l'agence australienne pour le développement international (Australian Agency for International Development) et l'agence des États-Unis pour le développement international (United States Agency for International Development), réalise des évaluations analogues des capacités en ressources humaines dans 10 autres pays. Elle a en partie revu la méthode afin que les données obtenues soient encore plus robustes et fiables (Association internationale de l'eau, 2011).

Programme d'extension sanitaire en Éthiopie

Le programme d'extension sanitaire (*Health Extension Programme*) de l'Éthiopie a été lancé en 2003 pour remédier à un manque d'agents de santé ayant reçu une formation. Les femmes sélectionnées comptent plus de 10 années d'études et veulent travailler au sein de leur communauté. Ces agents d'extension sanitaire reçoivent une formation sur la santé familiale, la prévention et la lutte contre les maladies transmissibles, l'hygiène et l'assainissement de l'environnement, ainsi que l'éducation à la santé et la communication sur la santé. En 2009, ce pays comptait 30 000 agents de santé. Le succès de ce programme est le résultat de l'investissement dans la formation par les donateurs, de sa large acceptation par les populations locales et de l'investissement dans les systèmes d'information sur la santé familiale, les données démographiques et l'utilisation des services.

4.2 CARACTÈRE SUFFISANT DE LA DOTATION EN PERSONNEL

Certains pays ont fait état d'effectifs inférieurs à 1 000 personnes pour l'ensemble de leur territoire (niveau central et local). Même si ces estimations peuvent être inexactes, elles révèlent néanmoins une pénurie massive de personnel dans le secteur de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène, et bien souvent dans les pays qui sont les moins susceptibles d'atteindre les cibles des OMD. Par exemple, rares sont les pays qui déclarent disposer d'un personnel suffisant pour répondre aux besoins de sensibilisation à l'hygiène.

Engagements portant sur les ressources humaines

Dans le cadre de l'initiative SWA (Sanitation and Water for All – Assainissement et eau pour tous), lors de la Réunion de haut niveau 2010, plusieurs pays ont pris un certain nombre d'engagements fermes pour identifier et traiter les problèmes de capacités en ressources humaines, même si certains de ces engagements ne sont que la réaffirmation de dispositifs existants. Par exemple, au Timor-Leste, les autorités nationales mettent en œuvre de vastes programmes de formation afin de renforcer les capacités en ressources humaines. L'Angola a lui aussi réitéré son intention de remédier aux lacunes dans ce domaine, à tous les niveaux, et de créer un centre de formation professionnelle pour le secteur de l'eau et de l'assainissement. Certains pays ont été fortement influencés par les messages véhiculés lors de la Réunion de haut niveau. Ainsi, la Mauritanie, qui s'est engagée à embaucher et former un personnel suffisant dans les services d'hydraulique et d'assainissement décentralisés, enregistre de belles avancées.

En outre, seuls 40 % des pays ont indiqué disposer d'un personnel suffisant pour répondre aux besoins de fonctionnement et de maintenance de leurs systèmes urbains d'eau potable. Dans les zones rurales, la situation est pire : moins de 20 % des pays indiquent disposer d'un personnel suffisant pour faire fonctionner et entretenir les systèmes (figure 4.1). Même lorsque des programmes ruraux sont conçus pour être transférés aux populations locales, la supervision et l'appui de techniciens qualifiés sont nécessaires. Faute de quoi, les systèmes sont voués à dysfonctionner, et les populations locales n'auront d'autre choix que d'utiliser à nouveau des sources d'eau non améliorées.

La dotation en personnel est également préoccupante dans le secteur de l'assainissement rural : moins de 20 % des pays qui ont répondu considèrent que l'offre de travailleurs et de techniciens qualifiés est suffisante pour répondre à leurs besoins dans ce domaine (figure 4.2).

Les pays font état d'effectifs insuffisants pour faire fonctionner et entretenir les systèmes d'eau potable en milieu urbain et rural (figure 4.1).

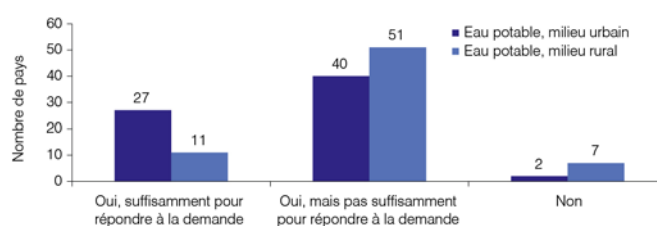


FIGURE 4.1 Le personnel est-il suffisant pour faire fonctionner et entretenir les systèmes d'eau potable en milieu urbain et rural ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 67 pays)

Moins de 20 % des pays ayant répondu considèrent que l'offre de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée est suffisante pour satisfaire aux besoins d'assainissement en milieu rural (figure 4.2).

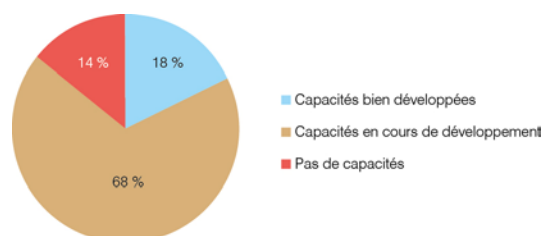


FIGURE 4.2 L'offre d'artisans/de techniciens est-elle suffisante pour satisfaire aux besoins d'assainissement en milieu rural ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 73 pays)

4.3 INCITATIONS ET FORMATION CONTINUE À L'INTENTION DU PERSONNEL

Les pays estiment que les incitations qui sont proposées au personnel travaillant dans le secteur de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement sont insuffisantes. Plusieurs facteurs peuvent renforcer la motivation, notamment la création d'opportunités destinées à développer les compétences et à accroître l'expérience. Même si de nombreux pays reconnaissent qu'il existe, au niveau national, des établissements d'enseignement et de formation adaptés, ils font aussi état d'un nombre de cours insuffisant pour répondre aux besoins du personnel existant. Pour renforcer les capacités en ressources humaines dans toutes les régions, il faudrait, dans un premier temps, procéder à une évaluation des établissements de formation qui proposent des cours adaptés. Il convient d'étudier plus en détail le rôle que pourraient jouer les établissements nationaux dans l'administration et la gestion publiques. Ces derniers forment en effet généralement des fonctionnaires sans se soucier du secteur dans lequel ils travaillent. Ils peuvent donc contribuer à remédier à la fragmentation de la base de ressources humaines et de l'environnement institutionnel dans lequel ces individus opèrent.

4.4 DISPARITÉS HOMMES-FEMMES

Étant donné le rôle central que jouent les femmes dans l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, on a demandé aux pays d'indiquer la proportion de femmes travaillant dans l'assainissement (spécialistes et main-d'œuvre qualifiée, comme les agents de sensibilisation à l'hygiène) et dans l'eau potable (spécialistes uniquement). Les femmes sont nettement minoritaires parmi les personnes travaillant dans ces secteurs. La moitié des pays qui ont répondu à l'enquête GLAAS ont déclaré que les femmes représentaient moins de 10 % des spécialistes/postes d'encadrement.

4.5 OBSTACLES AU DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Les pays qui ont répondu à l'enquête devaient identifier le facteur le plus critique pour l'adéquation des effectifs dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement, à plusieurs niveaux de gouvernement et pour les spécialistes et les techniciens/ouvriers qualifiés. Dans l'ensemble, le budget semble être le facteur le plus contraignant, car il est insuffisant pour embaucher et retenir le personnel (figure 4.4). Les réponses indiquent par ailleurs que l'absence de candidats qualifiés joue un rôle plus important dans la dotation en personnel aux niveaux local et régional qu'à l'échelon national ou qu'au niveau des services d'eau et d'assainissement.

Dans la plupart des pays, il existe des opportunités de formation et de formation continue, mais elles sont insuffisantes pour répondre aux besoins du personnel (figure 4.3).

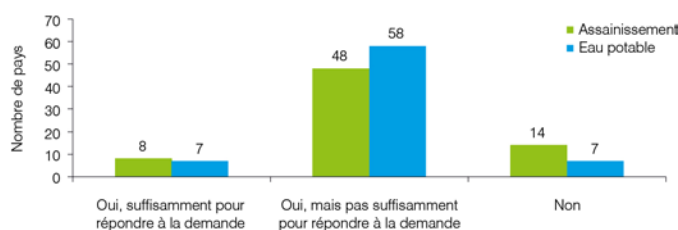


FIGURE 4.3 Le personnel bénéficie-t-il d'une formation continue ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 72 pays)

La raison la plus fréquemment invoquée pour expliquer le manque de personnel est l'insuffisance du budget (figure 4.4).

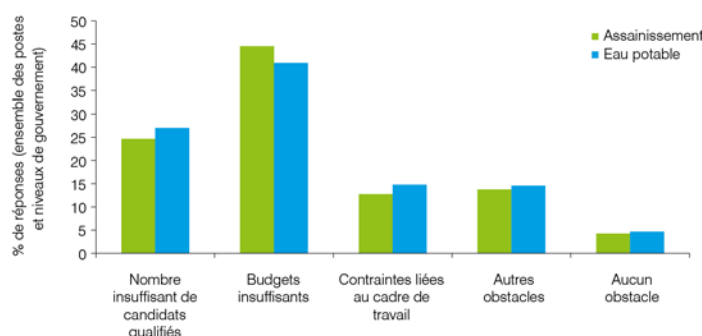


FIGURE 4.4 Raisons les plus fréquemment invoquées par les pays pour expliquer la pénurie de personnel

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 65 pays)

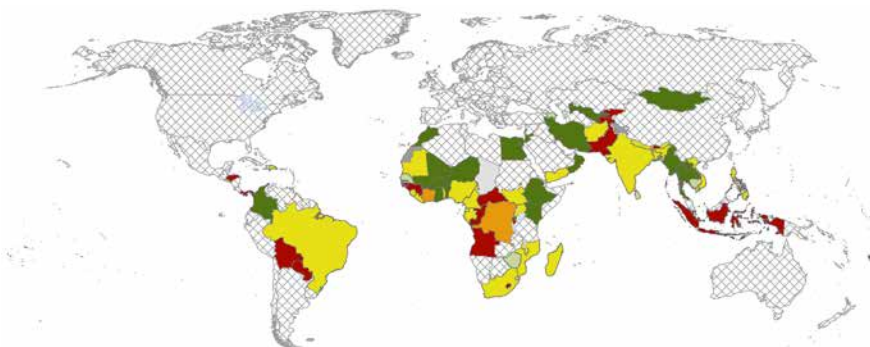
4.6 PLANIFICATION DES RESSOURCES HUMAINES

Plusieurs pays ont déjà élaboré des stratégies de ressources humaines pour la prestation des services d'assainissement et d'eau potable, et un nombre plus grand encore sont en train de concevoir ces stratégies. Une minorité de pays ne disposent pas de stratégie particulière concernant les ressources humaines dans le secteur de l'assainissement et de l'eau potable (figure 4.5). Plusieurs pays de la région Amérique latine et Caraïbes ont indiqué que la formulation d'une stratégie pour les ressources humaines et la planification y afférente constituaient des priorités. Et de préciser que l'absence de cibles, de programmes et de politiques spécifiques pour la gestion des ressources humaines constitue un obstacle si l'on veut attirer et retenir un personnel qualifié dans le secteur de l'assainissement et de l'eau potable.

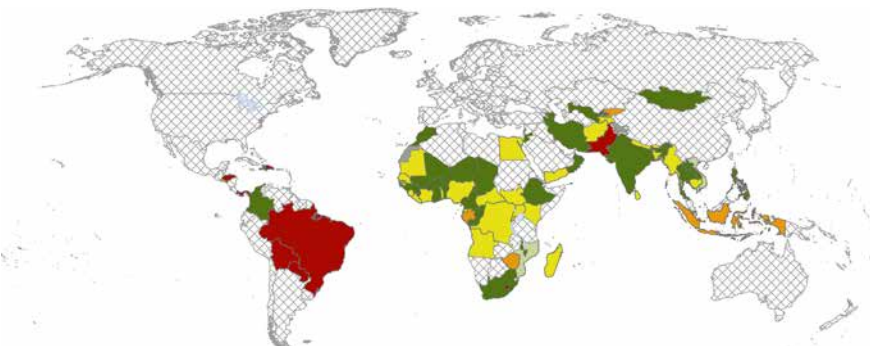
« En grande partie du fait de l'absence de programmes à moyen et long terme, les politiques publiques pour les ressources humaines émanant des trois sphères de gouvernement (fédéral, États et municipal) restent précaires, inappropriées et non systématiques ». — Réponse de la région Amérique latine et Caraïbes à l'enquête GLAAS 2011 par pays

La plupart des pays disposent de stratégies de ressources humaines pour l'assainissement et l'eau potable, ou sont en train d'en élaborer (figure 4.5).

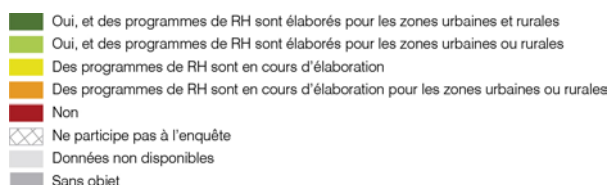
Assainissement, ressources humaines, 2011



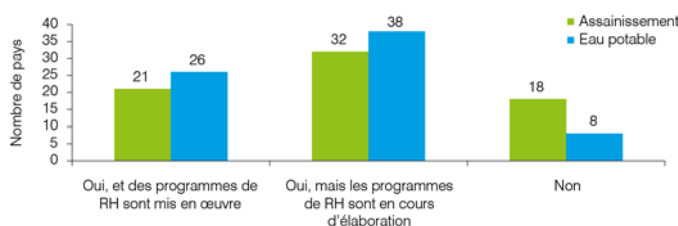
Eau potable, ressources humaines, 2011



Les stratégies nationales se préoccupent-elles des ressources humaines (RH) ?



Ressources humaines (RH), 2011



Tendances de 2009 à 2011 (38 pays)

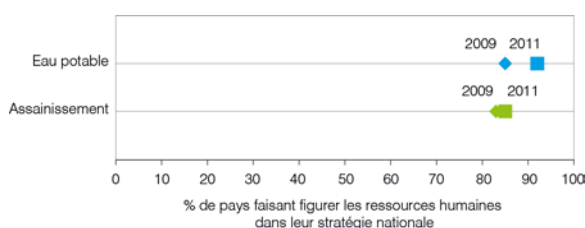


FIGURE 4.5 Les stratégies nationales traitent-elles des ressources humaines ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

4.7 PROCHAINES ÉTAPES

Cette section montre que des efforts nettement plus importants sont nécessaires pour évaluer les capacités, les lacunes et les besoins en ressources humaines. C'est une tâche considérable, étant donné les complexités que présente la planification des ressources humaines. Cette planification, qui comprend la formulation de descriptifs de postes, nécessite une appréciation des compétences et des qualifications nécessaires pour la prestation des services aujourd'hui et à l'avenir. Elle requiert

de savoir bien évaluer la capacité des établissements d'enseignement secondaire et tertiaire à répondre aux besoins de la société. Il faut, en outre, avoir conscience des besoins du secteur privé en matière de personnel qualifié. Cette tâche, déjà ardue, est encore compliquée par le manque de données sur les ressources humaines au sein des diverses organisations responsables de la planification, de la conception et de la mise en œuvre des systèmes et des services dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Il convient également de s'attacher à mieux comprendre l'impact de l'insuffisance des

ressources humaines sur la capacité des pays à absorber et à utiliser les fonds. L'enquête GLAAS de l'ONU-Eau travaillera avec ses partenaires à institutionnaliser l'évaluation des données relatives aux ressources humaines. Dans le même temps, les pouvoirs publics devront veiller à ce que le bon environnement institutionnel et les bonnes incitations de développement de carrière soient en place afin que les individus puissent saisir ces opportunités, pour à la fois étendre les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement aux populations non desservies et maintenir les services existants.



OBSERVATIONS CLÉS

- Près de 80 % des pays reconnaissent le droit à l'eau, et un peu plus de la moitié le droit à l'assainissement. Ces droits peuvent être progressivement réalisés à mesure que les pays prennent acte de leur obligation juridique d'élaborer et d'appliquer des politiques et des programmes assurant l'égalité, la participation du public et la redevabilité.
- D'autres aspects jouent un rôle important dans la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement, notamment le ciblage des ressources sur les populations non desservies ou l'utilisation efficace et équitable, sans discrimination, de ces ressources. Néanmoins, à peine un pays sur cinq applique systématiquement des critères d'équité aux financements consacrés à l'assainissement, et un tiers aux investissements dans l'eau potable.
- Plus de 60 % des pays ont défini des critères d'équité, mais la plupart déclarent qu'il n'y a pas de suivi systématique de ces critères.
- Plus de la moitié (57 %) des pays indiquent que les prestataires de services rendent compte de leurs performances à leurs clients.
- En renforçant les processus participatifs grâce auxquels les populations prennent conscience de leurs droits, on peut accroître l'appropriation des dispositifs, élargir la participation à l'exploitation et à l'entretien et pérenniser les équipements d'assainissement et d'approvisionnement en eau.

La répartition inéquitable des ressources, et ses conséquences en termes de disparités entre les populations et au sein d'une même population, reste un grave problème. Quand, par exemple, les acteurs politiques locaux influent sur la répartition des ressources, il arrive que les populations disposant d'un approvisionnement en eau et de moyens d'assainissement suffisants reçoivent un financement plus substantiel que les populations non desservies. On peut promouvoir l'équité et la non-discrimination en ciblant les ressources sur ceux qui ont de grandes difficultés à accéder de manière indépendante à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, tels que les femmes, les personnes handicapées, les enfants ou les individus souffrant d'une maladie chronique.

5.1 LE DROIT À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

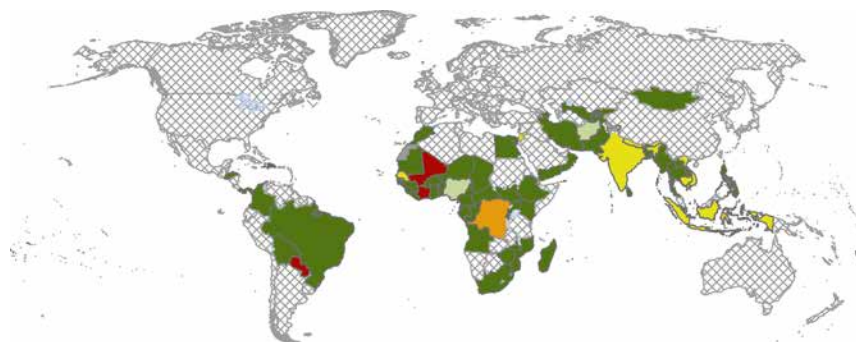
Les États qui ont reconnu le droit à l'eau et à l'assainissement à travers des traités internationaux et/ou une législation nationale sont tenus d'établir une stratégie ou un plan d'action pour permettre la réalisation de ce droit. Ils doivent conduire ce mouvement, avec l'appui de tous les acteurs concernés, en prenant des mesures concrètes pour l'instauration progressive d'un accès universel à l'eau et à l'assainissement. Cela passe par l'élaboration et le déploiement de stratégies grâce auxquelles les services seront fournis en priorité à ceux qui n'y ont pas encore accès : il s'agit souvent des personnes pauvres, vulnérables et marginalisées.

RECONNAISSANCE DU DROIT À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

Près de 80 % des pays qui ont répondu indiquent que leur politique publique ou leur législation reconnaît pleinement le droit à l'eau (figure 5.1), et plus de 50 % le droit à l'assainissement (figure 5.2). Cependant, bien que la reconnaissance de ces droits soit citée comme un progrès majeur, sa traduction sous forme de dispositions concrètes ou explicites relatives à l'équité et à la non-discrimination, ainsi que de politiques et de stratégies pro-pauvres, n'en est qu'à ses débuts.

« Le droit fondamental à l'eau potable et l'assainissement découle du droit à un niveau de vie suffisant et est inextricablement lié au droit au meilleur état de santé physique et mental, ainsi qu'au droit à la vie et la dignité. » — *Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2010)*

Près de 80 % des pays qui ont répondu indiquent que le droit à l'eau est pleinement reconnu dans leur politique ou leur législation (figure 5.1).



Le droit à l'eau est-il explicitement reconnu dans la politique ou la législation ?

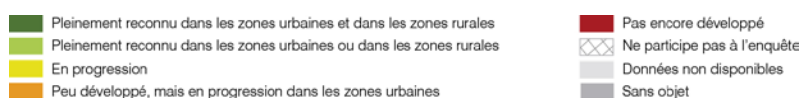
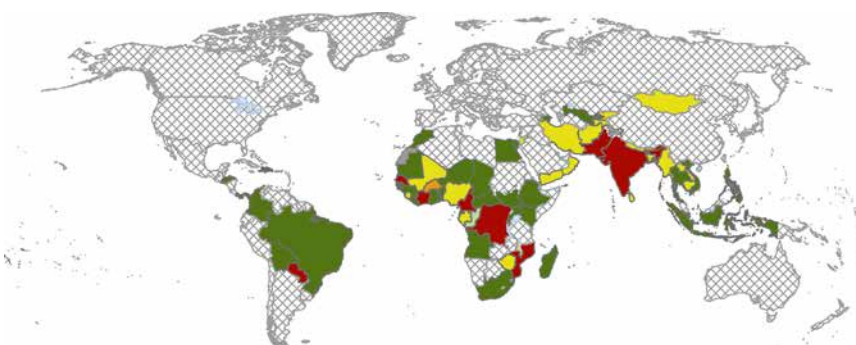


FIGURE 5.1 Le droit à l'eau est-il explicitement reconnu dans la politique ou la législation ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Plus de 50 % des pays qui ont répondu indiquent que le droit à l'assainissement est pleinement reconnu dans leur politique ou leur législation (figure 5.2).



Le droit à l'eau est-il explicitement reconnu dans la politique ou la législation ?

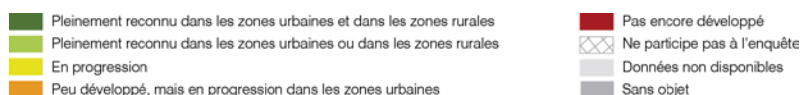


FIGURE 5.2 Le droit à l'assainissement est-il explicitement reconnu dans la politique ou la législation ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Des jalons internationaux

En 2002, dans son Observation générale n° 15, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies a affirmé que « le droit à l'eau consiste en un approvisionnement suffisant, physiquement accessible et à un coût abordable, d'une eau salubre et de qualité acceptable pour les usages personnels et domestiques de chacun » (Conseil économique et social des Nations Unies, 2002). En 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies (2010) et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2010) ont adopté des résolutions reconnaissant que l'eau potable salubre et l'assainissement sont des droits fondamentaux.

MÉCANISMES DE PLAINTE ET RECOURS JURIDIQUES

Lorsqu'un pays reconnaît le droit à l'eau et à l'assainissement, il est lié par trois types d'obligations : respecter, protéger et appliquer ces droits de l'homme. Premièrement, les États doivent s'abstenir d'interférer directement ou indirectement dans la jouissance du droit à l'eau et à l'assainissement. Deuxièmement, les États ont l'obligation d'empêcher les tiers d'interférer dans la jouissance de ce droit. Et, troisièmement, les États doivent adopter les mesures nécessaires à la pleine réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement. Dans une majorité de pays où ce droit est

reconnu, des mécanismes sont en place pour permettre aux citoyens de déposer une plainte¹ ou de faire valoir leur droit à l'eau et à l'assainissement devant les tribunaux. Ainsi, 70 % des pays qui ont répondu à l'enquête et qui reconnaissent le droit à l'eau indiquent qu'il est possible de faire valoir ce droit devant un tribunal national, et 75 % qu'il existe des mécanismes de plainte efficaces pour les personnes ne disposant pas d'un accès satisfaisant à l'eau. Les pays précisent que l'utilisation de ces mécanismes demeure toutefois limitée, probablement parce que cette approche par les droits est relativement récente, et qu'elle est donc mal connue de la population et de la société civile.

Kenya : Informer les citoyens sur leurs droits et sur les mécanismes permettant de déposer une plainte

Une étude pilote menée en 2010 dans le district de Bondo, au Kenya (APS Consultants, non daté ; PNUD, 2010) a permis de sensibiliser davantage les habitants à leur droit à un accès régulier à de l'eau salubre, physiquement accessible, en quantité suffisante et pour un coût abordable, mais aussi à leurs responsabilités. La population a ainsi été informée sur ses droits et sur l'existence d'un mécanisme de plainte, en particulier dans les cas de corruption ou de vandalisme concernant l'eau. L'un des principaux enseignements à retenir est qu'elle n'a pas été considérée comme un acteur de premier plan pour la planification, l'élaboration et la mise en œuvre des projets relatifs à l'eau, l'hygiène et l'assainissement. En conséquence, sa participation à ces processus reste très faible. Cette expérience a montré que, lorsque les détenteurs de droits étaient parties prenantes dans les décisions, ils s'approprièrent davantage les projets et s'impliquèrent davantage dans l'exploitation et l'entretien des systèmes afin que l'alimentation en eau soit durable.

Exemple de cas : au Botswana, des autochtones réussissent à faire valoir leur droit à l'eau

Une action en justice peut souvent aboutir à la réparation d'un préjudice subi par des particuliers, tout en conférant une plus grande certitude juridique aux plaintes portant sur le droit à l'eau et à l'assainissement. C'est un point particulièrement important dans les cas où l'accès à l'eau est susceptible d'être lié à la propriété foncière. Ainsi, en janvier 2011, les tribunaux ont rendu leur jugement dans un procès intenté par des représentants d'autochtones faisant partie de l'ethnie Basarwa, qui vit dans la réserve de chasse du Kalahari central, au Botswana. Les plaignants avaient invoqué la loi nationale sur l'eau (*Water Act*) pour faire valoir leur droit à l'eau. Ils estimaient qu'ils résidaient légalement sur cette réserve, mais qu'ils n'étaient pas autorisés à utiliser le forage existant pour couvrir leurs besoins en eau. Ils souffraient d'un manque d'accès à l'eau, ne disposaient pas d'assez d'eau pour leur hygiène et pour d'autres usages personnels et domestiques, d'où de graves effets sur leur santé. Le tribunal a considéré que l'interprétation correcte de la loi sur l'eau autorise quiconque occupe un terrain à forer des puits pour son usage domestique, sans disposer spécifiquement d'un droit à l'eau. De plus, sur la base de l'Observation générale n° 15 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies (Conseil économique et social des Nations Unies, 2002) et des résolutions adoptées en 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies (2010) et le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2010) sur le droit à l'eau et à l'assainissement, le tribunal a reconnu le bien-fondé de la plainte des Basarwa, selon laquelle le fait d'être privé d'eau pouvait s'apparenter à un traitement dégradant aux termes de la Constitution du pays.

Vingt-trois pays affirment que le droit à l'eau et/ou à l'assainissement a été revendiqué devant un tribunal national (figure 5.3).

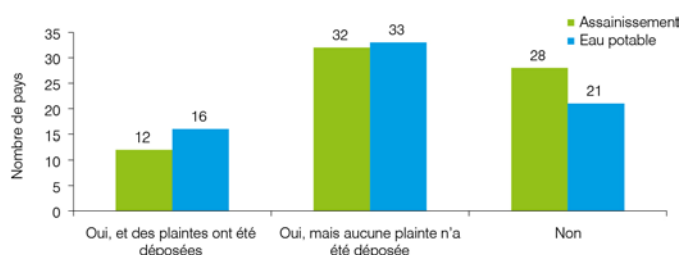


FIGURE 5.3 La population peut-elle faire valoir son droit à l'assainissement et à l'eau potable devant un tribunal national ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 72 pays)

« La société civile n'a pas conscience du droit que constitue l'eau potable. »
— Réponse de la République démocratique du Congo à l'enquête GLAAS 2011 par pays

¹ Les citoyens peuvent recourir à ces mécanismes pour exprimer leurs préoccupations quant à l'absence de service, la qualité de l'eau ou en cas de problèmes de facturation et de tarifs, ou pour signaler des actes de vandalisme, des obstructions ou des déperditions, etc. Bien que l'existence de mécanismes de plainte soit citée comme une bonne pratique standard des opérateurs, elle constitue également un aspect crucial d'une approche participative telle qu'énoncée dans le cadre relatif aux droits de l'homme.

PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES DROITS

Si les pays veulent créer un environnement propice à la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement, ils doivent souscrire à plusieurs principes fondamentaux : 1) non-discrimination et égalité, 2) participation significative aux décisions et autonomisation et 3) reddition de comptes et transparence. Le questionnaire GLAAS a permis aux pays qui y ont répondu de faire état d'un petit nombre d'éléments liés à la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement.

La figure 5.4 représente la proportion de pays qui recourent à des dispositions fondamentales relatives à la non-

discrimination ou à l'équité, incluant ou non les populations marginalisées ou vulnérables, dans leur stratégie nationale et leurs décisions de financement. La même figure montre également où il existe des procédures définies pour la participation locale et la transparence de la budgétisation et de la communication d'informations sur les performances des services.

INFORMATION PUBLIQUE SUR LES PERFORMANCES

Afin d'améliorer la reddition de comptes et d'accroître la transparence, les compagnies des eaux admettent progressivement qu'il est important de mesurer et de rendre publiquement compte de leurs

performances, sur la base de différents indicateurs opérationnels, financiers et tarifaires. Cette information publique permet des études comparatives (*benchmarking*), ce qui incite à améliorer systématiquement les services. De plus, la comparaison des performances actuelles et historiques, ou avec les normes nationales ou internationales, devrait encourager des réformes internes portant sur l'élaboration et le suivi des politiques, l'amélioration de la planification des ressources, de la comptabilité, des audits, des achats et des performances.

La mise en œuvre des éléments liés à la réalisation du droit à l'eau et à l'assainissement reste limitée (figure 5.4).

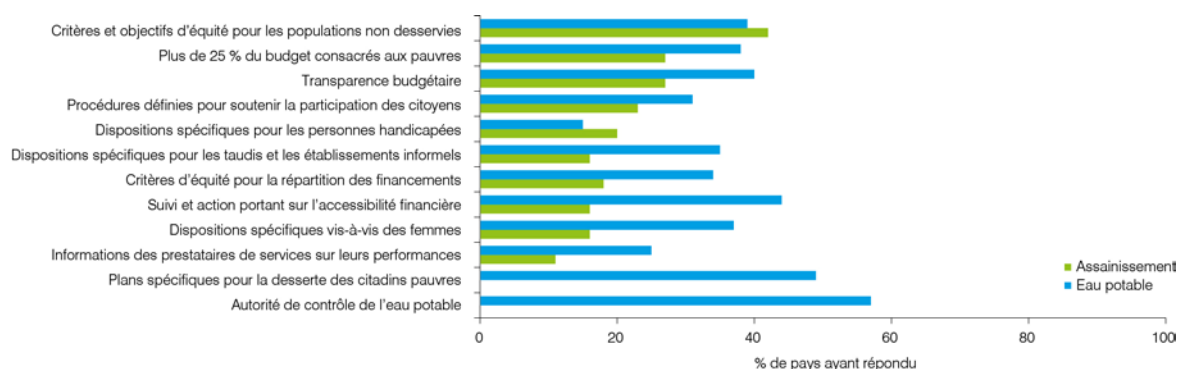


FIGURE 5.4 Progrès de l'équité, de la participation et de la redevabilité (% de pays où ces éléments ou des dispositions correspondantes sont appliqués ou mis en œuvre)

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 64 pays)

Ghana : Faire respecter les codes de la construction pour accroître l'accès à l'assainissement

Au Ghana, la majorité des locataires à faible revenu n'ont pas accès à des installations d'assainissement à domicile, même si les logements doivent obligatoirement comporter une latrine (des codes de la construction et des règlements existent depuis 1948 dans ce pays). Or, afin de maximiser le nombre de pièces qu'ils pourront louer, les promoteurs modifient souvent les plans d'aménagement pour ne pas inclure de toilettes.

Plus de la moitié (57 %) des pays indiquent que les prestataires de services informent leurs clients de leurs performances (figure 5.5).

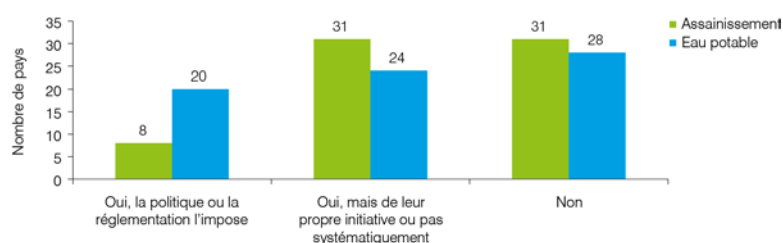


FIGURE 5.5 Les prestataires de services rendent-ils compte de leurs performances à leurs clients dans leur rapport annuel ou sur leurs factures ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 72 pays)

5.2 UTILISATION DE CRITÈRES D'ÉQUITÉ POUR LA RÉPARTITION DES RESSOURCES

L'utilisation constante de critères pour la répartition des ressources destinées aux populations non desservies et désavantagées constitue un instrument essentiel lorsqu'il s'agit d'améliorer l'équité de cette répartition. Or, celle-ci a souvent tendance à privilégier les milieux urbains, d'où des résultats inéquitables entre zones rurales et zones urbaines.

Eau et assainissement sans exclusion

« Par personnes handicapées, on entend des personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres. »

— *Convention relative aux droits des personnes handicapées (Assemblée générale des Nations Unies, 2006)*

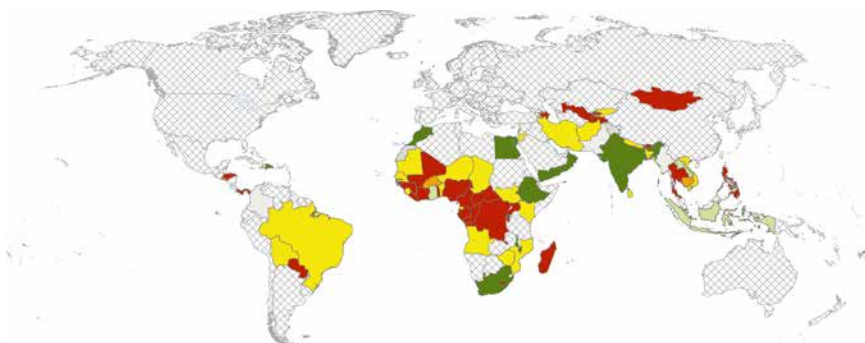
La plupart des personnes handicapées vivent sans accès à des installations d'eau et d'assainissement inclusives, ce qui peut accentuer leurs incapacités et leur pauvreté. La stigmatisation et la discrimination peuvent également les priver d'accès à l'assainissement et à l'eau potable, rendant ces personnes encore plus vulnérables. Dans GLAAS, plusieurs pays se sont dotés d'une politique de l'eau et de l'assainissement qui mentionne les personnes handicapées. Cependant, cette catégorie de population n'est le plus souvent prise en compte que dans les projets des ONG.

Ainsi, à Madagascar, WaterAid et ses partenaires ont amélioré l'accessibilité des installations d'approvisionnement en eau potable, d'hygiène et d'assainissement. Grâce à des réaménagements, les équipements d'alimentation en eau et d'assainissement sont devenus plus faciles à utiliser et plus accessibles pour une grande partie de la population, notamment pour les enfants, les gens âgés, les malades et les femmes enceintes.

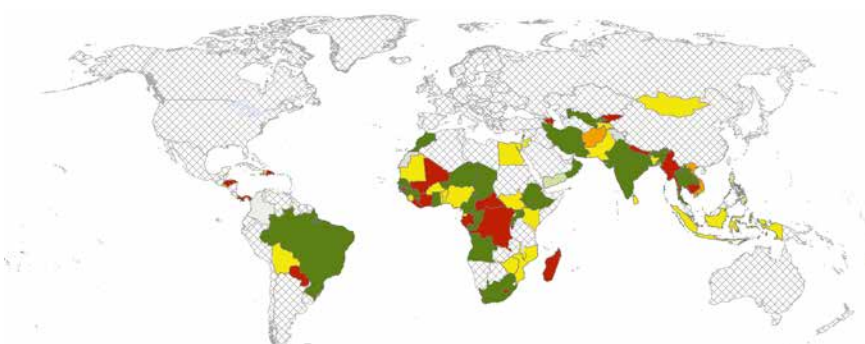
Source: Randrianarisoa (2010)

Un huitième et un tiers des pays, respectivement, appliquent systématiquement des critères d'équité pour la répartition des financements consacrés à l'assainissement et à l'eau potable (figure 5.6).

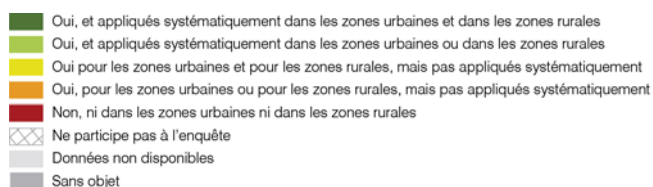
Assainissement, recours à des critères d'équité, 2011



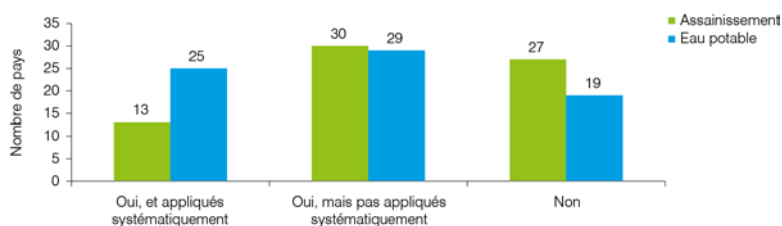
Eau potable, recours à des critères d'équité, 2011



Des critères ont-ils été approuvés pour la répartition équitable des financements, et sont-ils appliqués ?



Recours à des critères d'équité, 2011



Tendance de 2009 à 2011 (38 pays)

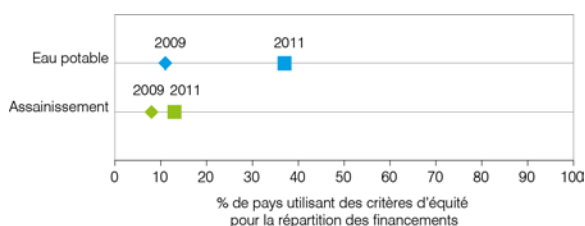


FIGURE 5.6 Des critères ont-ils été approuvés pour la répartition équitable des financements au niveau local, et sont-ils appliqués ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

5.3 ÉVALUATION PÉRIODIQUE DES POLITIQUES AXÉES SUR L'ÉQUITÉ

Les évaluations périodiques menées par la société civile et l'État pour déterminer comment les ressources sont réparties peuvent permettre aux pauvres d'obtenir une juste part des dépenses publiques consacrées aux services. Ces évaluations contribuent à accroître la participation des citoyens, surtout des catégories sociales exclues, à la formulation et à la mise en œuvre de politiques pour l'eau potable et l'assainissement. Elles produisent souvent des résultats plus efficaces et plus équitables. Lorsqu'il existe des différences entre la politique énoncée et son application réelle, les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel. En effet, elles examinent les budgets et réclament davantage d'équité dans la répartition de ressources pour l'approvisionnement en eau, ce qui débouche parfois sur une amélioration des dépenses publiques affectées aux services utilisés par les pauvres. Cela permet également à ces dépenses d'atteindre cette catégorie de population et de lui être bénéfique. Les organisations de la société civile contribuent aussi au renforcement des systèmes de suivi standard dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, via la cartographie de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales et l'utilisation des données pour dénoncer cette répartition inéquitable des ressources. Elles aident ainsi à renforcer la démocratie et à améliorer la reddition de comptes.

La participation des femmes aux décisions au niveau local est encouragée, et souvent inscrite dans la politique nationale relative à l'eau et à l'assainissement, ainsi que dans les stratégies de mise en œuvre. Néanmoins, les femmes rencontrent encore des obstacles pour participer aux décisions. La principale difficulté consiste à concrétiser la politique et la discrimination positive en un processus dans lequel la participation des femmes (en qualité de fonctionnaires, de prestataires de services, ainsi que de consommateurs) serait significative, et non pas seulement symbolique.

Dans l'ensemble, on ne mesure généralement pas l'impact des politiques d'équité sur les catégories vulnérables et marginalisées pour savoir si ces politiques permettent effectivement un élargissement de l'accès. Les pays confirment le manque de données factuelles à la fois quantitatives et qualitatives sur l'équité et l'inclusion dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

5.4 PROCHAINES ÉTAPES

Cette section montre que, même si la plupart des pays ont reconnu le droit à l'eau et, dans une moindre mesure, le droit à l'assainissement, ils doivent intensifier leurs efforts pour concrétiser progressivement ces droits. Pour y parvenir, il leur faut instaurer des politiques propices à l'équité et à la non-discrimination, à la participation des citoyens et à la reddition de comptes, assurer le suivi de leurs résultats et mieux cibler les personnes pauvres et vulnérables. À cette fin, il est nécessaire d'encourager la participation de nombreux acteurs à la prise de décisions, grâce à la consultation des utilisateurs et à des enquêtes régulières sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

Il est probable que la participation locale non seulement produira des résultats plus équitables mais, grâce à une plus forte appropriation du fonctionnement et de l'entretien des systèmes, qu'elle sera également source de bienfaits durables pour ceux qui recourent aux services existants dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Comment développer l'inclusion et l'équité, concevoir des services adéquats pour tout le monde et amener les prestataires de services à rendre des comptes dans ce domaine ? Ce sont autant de questions en suspens sur lesquelles il y a lieu de se concentrer.

Des engagements pour améliorer le ciblage sur les populations pauvres et vulnérables

Lors de la Réunion de haut niveau de l'initiative Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous), nombre de pays ont pris des engagements pour améliorer le ciblage des populations pauvres et vulnérables en s'appuyant sur les informations et données factuelles, de manière à repérer les catégories qui ont besoin d'aide. Ainsi, l'Angola, l'Éthiopie et le Timor-Leste se sont engagés à utiliser les données relatives à l'accès et à la couverture pour veiller à ce que les fonds alloués parviennent jusqu'aux populations non desservies. Tous ont fait état de progrès dans cette voie. Entre-temps, l'Angola s'est doté d'un système d'information sur l'eau et l'assainissement, afin de communiquer des données fiables destinées à la planification, à la budgétisation et à l'évaluation de la mise en œuvre. Le Timor-Leste a introduit un système d'information sur l'eau pour suivre l'accès aux sources d'eau améliorées. Ce dispositif cible les populations non desservies, surtout en milieu rural, où l'on observe d'importantes disparités. En outre, lors de l'élaboration des plans de district, ces informations permettent de cibler les ménages vulnérables. On a étendu le système pour inclure l'accès aux installations d'assainissement améliorées. De son côté, le Sénégal s'est engagé à renforcer sa politique pro-pauvres. De même, les donateurs ont pris des engagements pour allouer l'aide financière en fonction des lacunes identifiées et font état d'avancées satisfaisantes. Le Royaume-Uni met à profit les données relatives à la couverture pour déterminer le type d'appui dont les pays les plus pauvres ont besoin. Enfin, étant donné les données factuelles qui illustrent les lacunes en Afrique, la Banque africaine de développement concentre son action sur les zones rurales, tout en maintenant son appui aux zones périurbaines, aux petites villes et aux villes moyennes, ainsi qu'à l'assainissement urbain.

Il existe des opportunités pour une plus large participation de la société civile à l'évaluation de l'application des critères d'équité (figure 5.7).

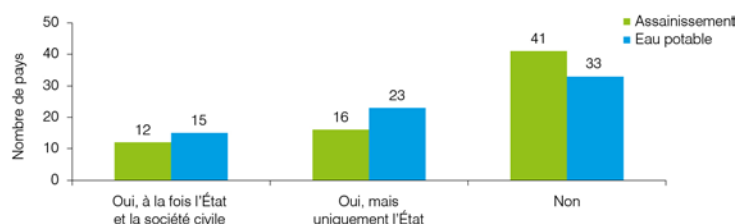


FIGURE 5.7 L'État et les organisations de la société civile évaluent-ils et déterminent-ils périodiquement si les critères d'équité définis par les pouvoirs publics sont appliqués au financement ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)



OBSERVATIONS CLÉS

- Malgré la crise financière mondiale, le volume total de l'aide au développement consacrée à l'assainissement et à l'eau potable a augmenté de 3 % entre 2008 et 2010, pour atteindre US \$7,8 milliards. Les prêts non concessionnels pour l'eau et l'assainissement sont passés d'US \$2,5 milliards en 2008 à US \$4,4 milliards en 2010.
- Seulement 7 % de l'aide portant sur l'assainissement et l'eau potable concerne la maintenance des systèmes et services.
- L'aide au développement ciblant l'assainissement et l'eau potable destinée aux États fragiles et touchés par un conflit a progressé de 50 %, s'établissant à US \$840 millions en 2010, contre US \$560 millions en 2007. Alors qu'en 2004, elle ne représentait que 5 % de l'aide consacrée à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, elle en constituait 11 % en 2010.
- Seulement la moitié de l'aide allouée à l'assainissement et à l'eau potable cible des régions où vivent 70 % des populations non desservies de la planète : l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est (groupements régionaux des OMD).
- En 2010, 26 % de l'aide affectée aux systèmes à grande échelle portait sur l'assainissement et l'eau, ce qui constitue un progrès par rapport aux 16 % enregistrés en 2008.
- L'appui budgétaire sectoriel, qui ne concerne actuellement que moins de 5 % des déboursements dévolus à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, offre des possibilités de mieux aligner l'aide sur les priorités des pays.

Malgré la profonde crise financière mondiale, les agences d'aide extérieure maintiennent leur engagement à soutenir les pays afin qu'ils atteignent une partie des OMD. Cet engagement a constitué le principal argument justifiant de réserver une partie des budgets d'aide à une utilisation précise, en particulier à l'assainissement et à l'eau potable. Cet engagement est également perceptible dans le volume de l'aide, qui augmente progressivement à l'échelle mondiale, notamment sous l'impulsion marquée de l'Union européenne (UE), d'un certain nombre d'agences bilatérales et d'institutions financières internationales.

Les agences d'aide extérieure souhaitent toutes autant les unes que les autres que leurs engagements se traduisent en résultats qu'il soit possible de mesurer. Ainsi, un certain nombre d'entre elles militent de plus en plus activement pour l'obligation redditionnelle, à l'heure où les citoyens et les électeurs braquent toujours plus les projecteurs sur ces agences. Or, cette incitation accrue à attribuer la réussite à tel ou tel programme ou projet d'une agence d'aide extérieure risque de freiner le recours aux mécanismes de financement flexibles conduits par les pays, tels que l'appui budgétaire général ou sectoriel. Les agences d'aide extérieure demandent de plus en plus souvent aux pays bénéficiaires de rendre compte en détail de la façon dont ils ont utilisé l'aide et de faire savoir comment ils en informent leur population. C'est de cette ouverture dont témoigne l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide, qui est née des forums de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, dont le premier s'est tenu à Rome en 2002, les suivants ayant eu lieu à Paris en 2005, à Accra en 2008 et, tout récemment, à Busan en 2011. À Busan, les participants ont pris acte de la lourde charge que fait peser sur les pays en développement la multiplication des donateurs : alors qu'en 1960, on comptait en moyenne deux donateurs par pays bénéficiaire, on en dénombrait 28 en 2006. Cinq principes directeurs ont émergé de ces forums de haut niveau : appropriation locale, alignement des programmes de développement sur la stratégie de développement des pays, harmonisation des pratiques afin de réduire les coûts de transaction, élimination de la fragmentation des efforts et création de cadres de résultats.

Compte tenu de l'importance croissante accordée à l'obligation redditionnelle et à la transparence, et de la nécessité de faire la preuve des résultats, il est indispensable de disposer d'une base de données fiable et accessible. Toutefois, par comparaison avec d'autres secteurs, notamment la santé et l'éducation, on manque d'informations élémentaires en matière d'assainissement et d'eau potable, par exemple sur le coût des

différentes interventions, sur la manière dont les pouvoirs publics, le secteur privé et les ménages investissent dans ce secteur ou sur leurs dépenses consacrées à la maintenance et à l'amélioration des dispositifs existants, sur les ressources humaines disponibles pour l'assainissement et l'eau potable ainsi que sur le déficit de personnel qu'il convient de combler.

La croissance démographique fait peser une pression de plus en plus marquée sur la planète. La richesse grandissante et les modèles de consommation induisent des tensions accrues sur les ressources hydriques, les ménages consommant de plus en plus d'eau. Si la mondialisation rapproche les gens, elle rapproche également des pays donateurs les lointains conflits. Les États fragiles et affectés par un conflit retiennent de plus en plus l'attention des organismes d'aide extérieure car ces pays risquent de réduire à néant le fruit des efforts concertés de développement et d'annuler une grande partie des gains obtenus au cours des deux dernières décennies de lutte contre la pauvreté.

6.1 CIBLAGE DES SECTEURS AIDÉS

Les engagements des donateurs déclarant au Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE se montaient à US \$164 milliards en 2010 (US \$163 milliards à prix constants de 2009), contre US \$160 milliards en 2008, soit une progression de 2,5 %. Sur la période 2008-2010, les engagements en matière d'aide pour l'eau et l'assainissement sont passés d'US \$7,5 à 7,8 milliards (+3,2 %).

On notera que 2009 semble être une année exceptionnelle : les engagements ciblant l'eau et l'assainissement y ont fait un bond de 17 % par rapport à l'année précédente, essentiellement sous l'effet de la hausse d'US \$1,1 milliard des engagements japonais en un an.

Les engagements d'aide au développement dévolus à l'assainissement et à l'eau potable étaient inférieurs à ceux consacrés à la plupart des secteurs sociaux, notamment à la santé et à l'éducation, mais aussi inférieurs à ceux consacrés à l'administration et à la société civile, au transport et au stockage, à l'énergie, à l'aide humanitaire, à la VIH/sida, à la santé reproductive, à l'agriculture, aux forêts et pêche, à la santé, à l'eau et à l'assainissement, aux coûts administratifs des donateurs, à la protection générale de l'environnement, à l'autre infrastructure sociale, aux actions relatives à la dette, à l'appui budgétaire général, aux réfugiés, à la banque et services financiers, à l'industrie, mines et BTP, aux services aux entreprises, à l'aide alimentaire, à la politique commerciale, réglementation, tourisme, à la reconstruction, assistance et redressement, à la prévention des catastrophes naturelles et préparation aux catastrophes, aux communications, à la non précisé, à l'autre aide sous forme de produits de première nécessité.

Les engagements d'aide portant sur l'eau et l'assainissement sont restés à 4,7 % (US \$7,8 milliards) du total de l'aide au développement notifiée en 2010 (figure 6.1).

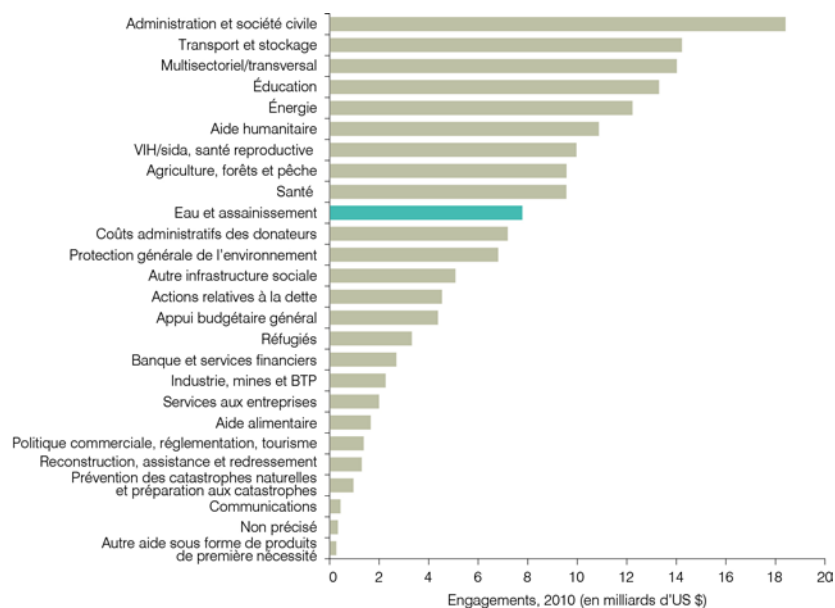


FIGURE 6.1 Engagements en matière d'aide pour l'assainissement et l'eau potable par rapport à tous les autres engagements dans le cadre de l'APD, 2010

Source : OCDE (2012)

Pour comparaison, les engagements portant sur l'éducation, d'un montant d'US \$13,3 milliards, représentent 8,0 % du total de l'aide au développement, et les US \$19,5 milliards destinés à la santé, à la population, à la santé reproductive et au virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/sida) représentent 11,9 % de l'aide fournie par les donateurs déclarants à l'OCDE (figure 6.2). Les réponses des agences d'aide extérieure à l'enquête GLAAS 2011 se font l'écho de cette proportion assez élevée d'aide consacrée à la santé et à l'éducation ; en effet, ces agences citent fréquemment ces deux secteurs comme leur première priorité ou l'une de leurs principales priorités, alors que souvent, l'assainissement et l'eau potable figurent simplement dans le tiers supérieur de leurs priorités. Cette analyse comparative ne sous-entend nullement que l'aide au développement devrait être transférée d'autres secteurs vers celui de l'eau et de l'assainissement ; elle prétend simplement donner un aperçu des tendances et priorités des agences d'aide extérieure en général.

6.2 FLUX FINANCIERS EXTÉRIEURS

L'aide extérieure au développement allant à l'assainissement et à l'eau potable émane des pays, des organisations multilatérales, des ONG et des fondations privées. Acheminée par différents canaux et pour différents objectifs, elle peut prendre la forme d'un appui budgétaire général ou sectoriel, ou être affectée à des projets de développement des infrastructures, de planification, de formation, de promotion, d'éducation ou de suivi. L'aide financière peut être constituée de dons, de prêts ou crédits concessionnels, et peut couvrir la majeure partie des dépenses nationales (budget de l'État et sources extérieures, mais hors dépenses des ménages) consacrées à l'assainissement et à l'eau potable (jusqu'à près de 90 % dans certains pays).



L'aide portant sur l'eau potable et l'assainissement progresse lentement en proportion du total de l'aide au développement depuis 2002, date où elle affichait son niveau le plus bas, mais elle reste nettement inférieure à celle affectée aux secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation (figure 6.2).

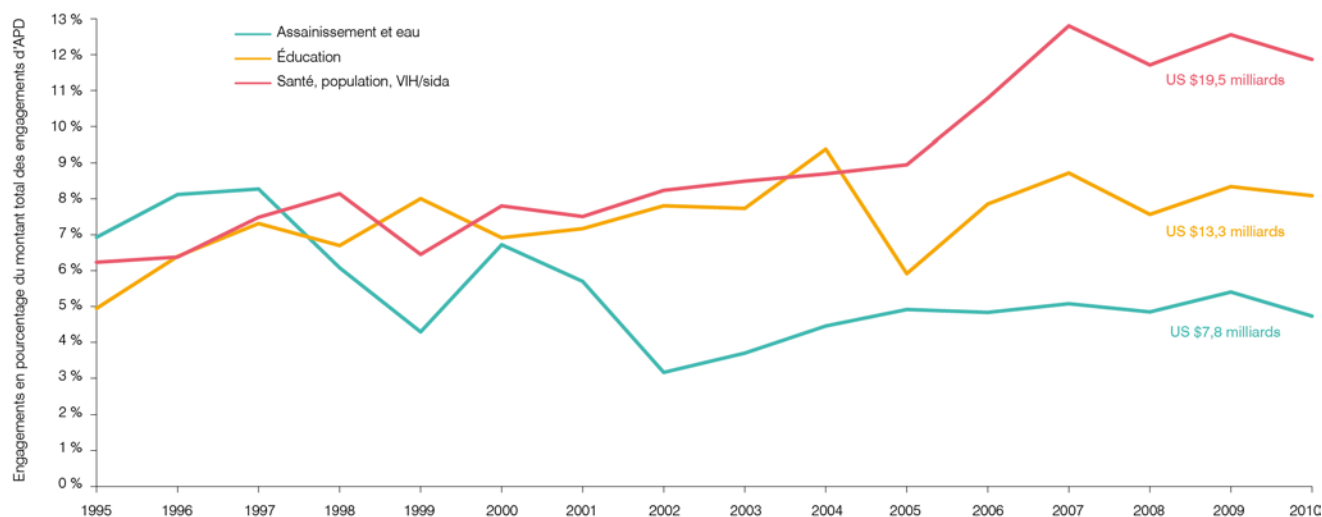


FIGURE 6.2 Évolution de l'aide dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, et de la santé/population/VIH/sida, en pourcentage du montant total des engagements d'APD, 1995-2010

Source : OCDE (2012)

Le montant total de l'aide au développement portant sur l'assainissement et l'eau potable a augmenté, pour dépasser US \$7,8 milliards en 2010, contre US \$7,5 milliards en 2008. Les prêts non concessionnels ont progressé, passant d'US \$2,5 milliards en 2008 à US \$4,4 milliards en 2010 (figures 6.3 et 6.4).

ENGAGEMENTS EN MATIÈRE D'AIDE (MOYENNE 2008-2010)

En 2010, les engagements de dons et de prêts des agences d'aide extérieure bilatérales ou multilatérales portant sur l'assainissement et l'eau potable ont atteint

plus d'US \$7,8 milliards (notifiés au SNPC de l'OCDE). Sur cette somme, les dons représentaient US \$3,6 milliards, et les prêts concessionnels US \$4,2 milliards. La figure 6.3 montre la distribution géographique des US \$7,8 milliards

représentant la moyenne des engagements annuels sur 2008-2010 (en US \$ constants de 2009).

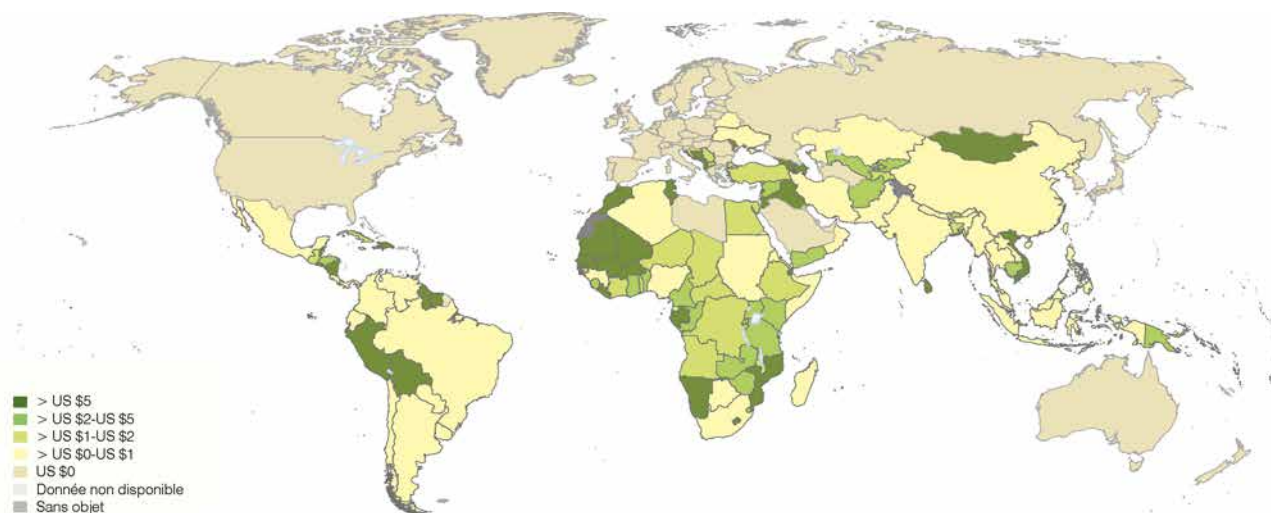


FIGURE 6.3 Engagements par habitant pour l'assainissement et l'eau potable, moyenne sur 2008-2010

Source : OCDE (2012)

DÉBOURSEMENTS DE L'AIDE (2010)

Des données sur le déboursement de l'aide sont disponibles pour les membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE

et pour plusieurs agences multilatérales. Le montant total de leurs déboursements pour l'assainissement et l'eau potable ressortait à US \$6,2 milliards en 2010 (figure 6.4),

soit une hausse de 10 % par rapport aux US \$5,6 milliards enregistrés en 2009.

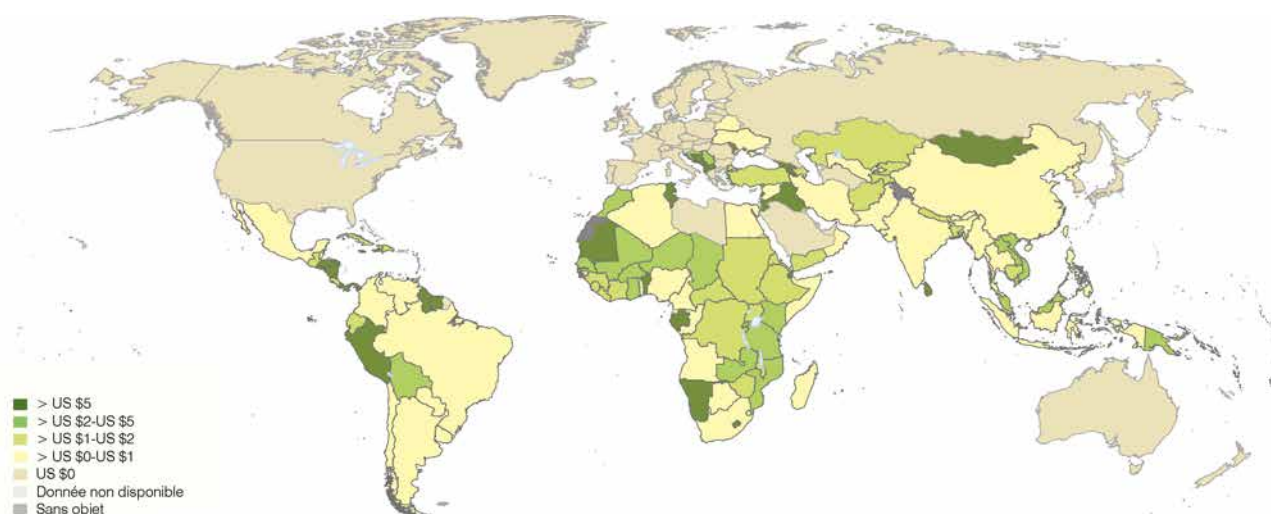


FIGURE 6.4 Déboursements par habitant pour l'assainissement et l'eau potable, 2010

Source : OCDE (2012)

ENGAGEMENTS POUR LES PRÊTS NON CONCESSIONNELS (2010)

Les engagements pour les prêts non concessionnels (« autres apports du secteur public » non classés dans APD) pour l'assainissement et l'eau potable sont passés à US \$4,4 milliards en 2010, soit une hausse de 78 % depuis 2008. Cette évolution explique le doublement des déboursements pour des prêts portant sur l'eau et l'assainissement, qui sont passés d'US \$1,6 milliard à US \$3,4 milliards entre 2009 et 2010.

TAUX DE DÉBOURSEMENTS PAR RAPPORT AUX ENGAGEMENTS

En 2010, les engagements d'aide au développement pour l'eau et l'assainissement et les déboursements y afférents se sont montés, respectivement, à US \$7,8 milliards et US \$6,2 milliards, soit un ratio déboursements sur engagements de 0,8, niveau plus élevé que la moyenne à long terme (0,71). Dans l'enquête GLAAS 2011 par pays, les pays ont soulevé le problème que pose la faible capacité à dépenser les fonds correspondant aux engagements des donateurs.

Cet écart entre les engagements et les déboursements apparaît plus clairement à la figure 6.5, où les ratios comparent deux périodes de cinq ans : 2006-2010 pour les déboursements et 2005-2009 pour les engagements, le décalage d'une année laissant le délai nécessaire pour que l'administration du projet/programme soit mise en place. On peut constater qu'aussi bien dans la santé que dans l'éducation, presque 100 % des engagements sont déboursés, alors que pour l'eau et l'assainissement, cette proportion est proche de 70 %. Cette différence s'explique essentiellement par le fait que les programmes portant sur l'eau et l'assainissement se concentrent surtout sur des dépenses d'investissement, plus élevées, alors que dans la santé et l'éducation, l'accent est mis sur des dépenses récurrentes. Les secteurs où une infrastructure est nécessaire, tels que les transports et le BTP, affichent un ratio analogue à l'eau et à l'assainissement, tandis que pour le secteur de l'agriculture, des forêts et de la pêche, le niveau est bien plus élevé, dépassant les 85 %.

Le ratio de l'aide au développement déboursée par rapport à celle engagée s'établit à environ 0,71 pour l'eau et l'assainissement, un niveau faible par rapport à ceux de la santé ou de l'éducation, mais analogue à ceux observés dans les secteurs à infrastructure (figure 6.5).

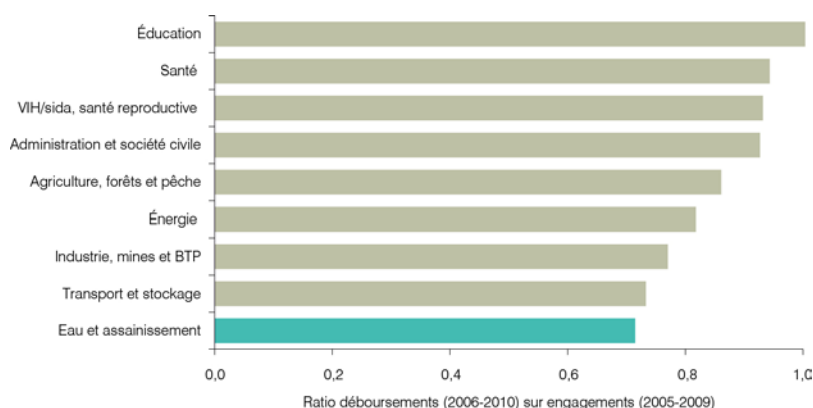


FIGURE 6.5 Ratio des déboursements (2006-2010) par rapport aux engagements (2005-2009) pour différents secteurs

Source : OCDE (2012)

Engagements des donateurs

Lors de la Réunion annuelle de haut niveau 2010 du partenariat Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous), de nombreux donateurs ont publiquement déclaré leur intention d'accroître leurs engagements de financement portant sur l'eau et l'assainissement. La Banque asiatique de développement a ainsi annoncé qu'elle entendait relever ses engagements de financement de 8,5 % sur 2003-2007 à environ 17 % sur 2008-2010 et doubler ses investissements dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement par rapport à 2006, pour les porter à US \$10 milliards en 2010. Ces deux objectifs ont été atteints. De son côté, la Banque africaine de développement a déclaré qu'elle prévoyait de porter ses financements annuels d'US \$460 millions en 2009 à plus d'US \$1 milliard d'ici 2013. L'Allemagne a annoncé que, consciente des difficultés que rencontre l'Afrique subsaharienne, elle escomptait que le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement double les ressources mises à la disposition de cette région entre 2008 et 2010, et en 2012, elle a fait savoir que cette promesse avait été tenue. Les engagements en faveur du secteur de l'eau en Afrique ont doublé, passant d'€149 millions en 2008 à près d'€300 millions en 2010. La Commission européenne a réitéré son engagement d'€200 millions, dans le but de soutenir la réalisation des OMD et de contribuer à améliorer la gouvernance de l'eau et le développement durable des infrastructures hydrauliques. Le Japon a renouvelé ses dons et son assistance technique portant sur l'eau et l'assainissement en faveur des pays africain, pour un montant de ¥30 milliards sur cinq ans (2008-2012). Plusieurs donateurs ont fait des déclarations portant spécifiquement sur un rattrapage au niveau de l'assainissement. La Suisse a ainsi fait savoir qu'environ 45 % de ses dépenses consacrées à l'eau, l'hygiène et l'assainissement (3 % du total de son APD) seraient dévolus à l'assainissement ; pour les Pays-Bas et l'Allemagne, cette proportion serait portée à, respectivement, 31 % et 40 %.

6.3 HIÉRARCHISER LES PAYS ET LES RÉGIONS

Les agences d'aide extérieure utilisent un certain nombre de critères pour déterminer à quels pays allouer une aide au développement pour l'assainissement et l'eau potable. Les besoins reconnus, d'après les niveaux de pauvreté et les données relatives à l'accès à l'assainissement et à l'eau potable ainsi qu'à leur utilisation, infléchissent les décisions de toutes les agences d'aide extérieure sans exception, de même que la présence effective de l'agence dans tel ou tel pays. Il est moins certain que la qualité de la gouvernance, les efforts de réforme ou le nombre de donateurs opérant dans un secteur spécifique jouent dans le choix. Les agences d'aide extérieure sont particulièrement influencées par le fait qu'un pays soit ou non un État fragile ou affecté par un conflit (ce type de pays étant prioritaires pour de nombreux donateurs). À l'inverse, l'existence d'un cadre précisant que l'assainissement et l'eau potable sont un droit humain ne semble guère avoir d'incidence sur la décision d'aider tel ou tel bénéficiaire (figure 6.6).

POPULATIONS À FAIBLE REVENU

Aujourd'hui, les pauvres ne vivent plus uniquement dans les pays à faible revenu. Puisque les agences d'aide extérieure donnent la priorité aux personnes démunies, il est important de savoir comment les atteindre. Auparavant, la majorité des pauvres vivaient dans des pays à faible revenu (il y a 20 ans, c'était le cas de 93 % de la population pauvre). Or, le développement dont ont bénéficié un certain nombre de ces pays les a hissés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, si bien que les trois quarts des 1,3 milliard de personnes démunies de la planète vivent désormais dans un pays à revenu intermédiaire (Sumner, 2010). Parallèlement, de récents travaux de la Banque mondiale mettent en avant la nécessité d'un leadership fort et d'efforts nationaux et internationaux concertés dans les États fragiles et touchés par un conflit, où vivent une grande partie des plus pauvres, si bien que ces pays retiennent de plus en plus l'attention de nombreuses agences d'aide extérieure (Banque mondiale, 2011).

ÉTATS FRAGILES ET TOUCHÉS PAR UN CONFLIT

C'est pour les États fragiles ou affectés par un conflit que la réalisation des OMD semble la plus hypothétique : aucun État à faible revenu dans cette situation n'a atteint le moindre OMD (Banque mondiale, 2011). Globalement, 30 % de l'APD est adressée à des pays relevant de cette catégorie (OCDE, 2011a), mais en ce qui concerne l'eau et l'assainissement, cette proportion ressortait à seulement 11 % en 2010 (contre un maigre 5 % en 2004). Beaucoup d'initiatives

s'efforcent actuellement d'attirer l'attention sur ces pays. Ainsi, lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Busan, en République de Corée, en novembre/décembre 2011, un certain nombre de pays et d'organisations internationales se sont ralliés à un accord sur une nouvelle orientation mondiale pour l'assistance aux États fragiles.

Les donateurs prennent en compte de multiples critères lorsqu'ils définissent à quels pays bénéficiaires accorder prioritairement leur aide (figure 6.6).

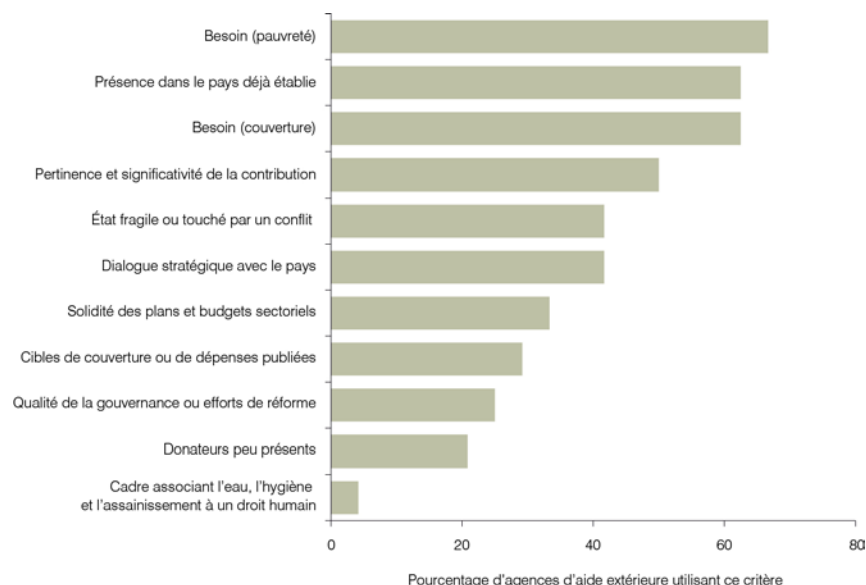


FIGURE 6.6 Critères utilisés par les agences d'aide extérieure pour définir les régions/pays prioritairement bénéficiaires (en pourcentage)

Source : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure

L'aide au développement portant sur l'assainissement et l'eau potable adressée aux États fragiles et touchés par un conflit a augmenté de 50 %, passant d'US \$560 millions en 2007 à US \$840 millions en 2010 (figure 6.7).

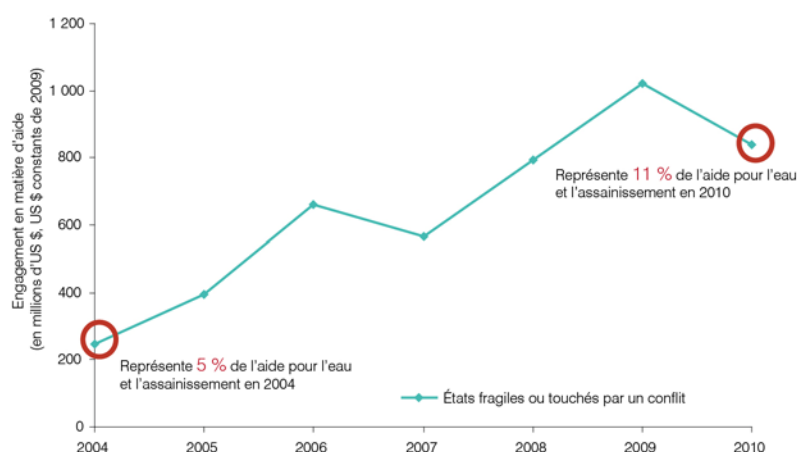


FIGURE 6.7 Évolution des engagements en matière d'aide pour l'assainissement et l'eau vis-à-vis des États fragiles ou touchés par un conflit, 2004-2010

Source : OCDE (2012)

CIBLAGE RÉGIONAL

Soixante-dix pour cent de la population de la planète n'ayant pas accès à un service de base d'assainissement et d'eau potable vit en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud ou en Asie du Sud-Est (groupements régionaux des OMD). En 2010, c'est l'Afrique subsaharienne qui a reçu, en termes absolus, le plus gros volume d'aide pour l'assainissement et l'eau potable, suivie par l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest.

RELATION ENTRE ALLOCATION DE L'AIDE ET COUVERTURE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Afin de déterminer la relation entre le ciblage de l'aide par les donateurs et la couverture des services, on compare l'aide adressée aux bénéficiaires (engagements moyens sur 2008-2010 déclarés à l'OCDE) par habitant et le niveau de couverture moyen des services d'assainissement et d'eau potable dans chaque pays bénéficiaire.

On a pu constater que douze des pays où la couverture moyenne était inférieure à 50 % recevaient un volume d'aide par habitant inférieur à la somme médiane d'US \$2,80. Si le niveau de couverture du pays était un critère important pour les donateurs lorsqu'ils définissent quels pays sont prioritaires, il serait logique que davantage de ces pays reçoivent un volume d'aide plus substantiel.

L'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est (groupements régionaux des OMD) reçoivent la moitié (51 %) de l'aide pour l'assainissement et l'eau potable alors que 70 % de la population non desservie y vit (figure 6.8).

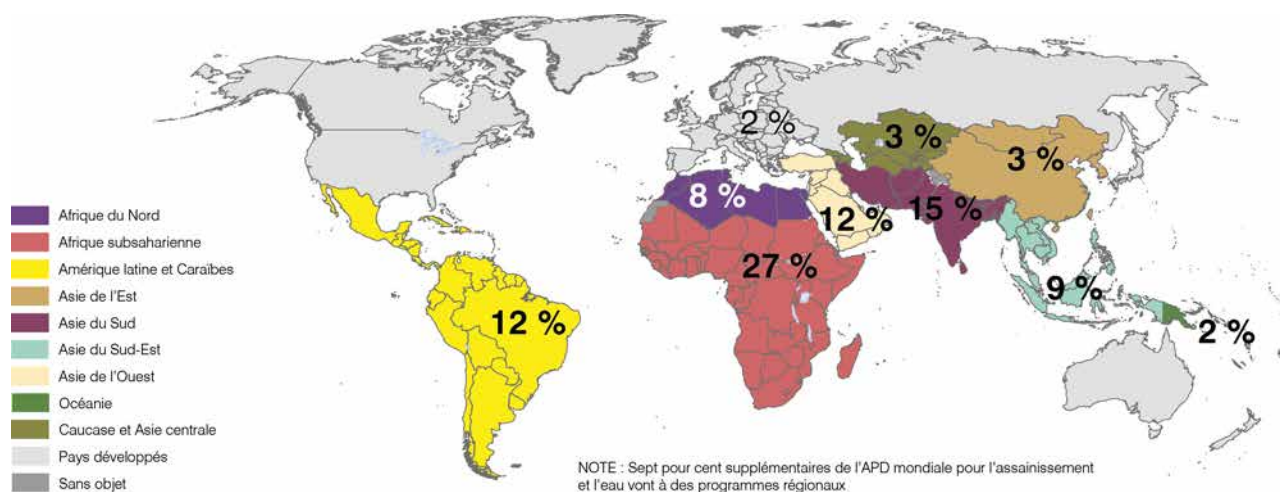


FIGURE 6.8 Engagements en matière d'aide pour l'assainissement et l'eau, par région (groupements régionaux des OMD), 2010

Sources : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure ; OCDE (2012)

Pays du G7+

En 2010, un groupe de sept des États les plus fragiles au monde a formé le G7+. Ce groupe compte aujourd'hui 19 États, situé en Asie, en Afrique et dans le Pacifique ; ils représentent 350 millions de personnes. Les pays participant au G7+ sont l'Afghanistan, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Guinée, la Guinée-Bissau, Haïti, les Îles Salomon, le Libéria, le Népal, la Papouasie-Nouvelle Guinée, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan du Sud, le Tchad, le Timor-Leste et le Togo. Le G7+ se réunit régulièrement dans le cadre du Dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'État. Parmi les plus grandes priorités de réforme que soutient le G7+ figurent le renforcement du processus démocratique, les progrès en matière de sécurité et l'amélioration de la gestion des ressources et des revenus (Verhoeven et Fonseca, 2012).

De nombreux pays présentant un niveau de couverture modeste reçoivent un faible volume d'aide par habitant pour l'eau et l'assainissement (figure 6.9).

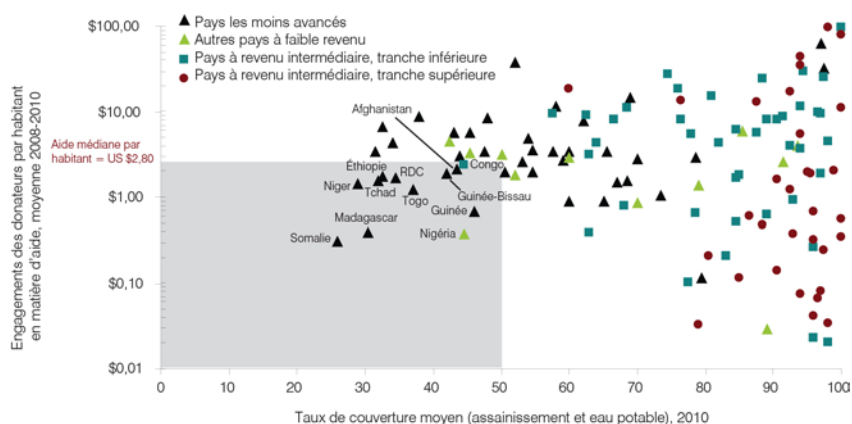


FIGURA 6.9 Aide par habitant fournie par les donateurs (engagements annuels moyens sur 2008-2010, en US \$ constants de 2009) au regard de la couverture moyenne dans les pays

RDC : République démocratique du Congo

Sources : OCDE (2012) ; UNICEF/OMS (2012)

6.4 VENTILATION DE L'ALLOCATION DE L'AIDE

ASSAINISSEMENT ET EAU POTABLE

L'Assemblée générale des Nations Unies a braqué les projecteurs sur la question de l'assainissement lorsqu'elle a fait de 2008 l'Année internationale de l'assainissement. Elle entendait ainsi sensibiliser tout un chacun à ce sujet et accélérer les progrès dans ce secteur qui, à ce moment-là tout autant qu'aujourd'hui, restait à la traîne par rapport à l'eau potable pour ce qui est des avancées dans la réalisation des OMD. En outre, en 2009, l'OCDE a donné suite à des demandes de ses États membres en désagrégeant les codes de notification pour l'eau et l'assainissement, dans l'optique d'améliorer le suivi de l'aide au développement consacrée à l'assainissement, désormais distincte de celle consacrée à l'eau.

La première année (2010) où les données du SNPC de l'OCDE ont été désagrégées confirme les données précédentes du *Rapport GLAAS*, mettant en avant la difficulté des donateurs à faire des déclarations distinctes pour l'eau et pour l'assainissement. Sur les US \$7,8 milliards d'engagements en matière d'aide au développement pour l'assainissement et l'eau en 2010, US \$3,0 milliards ont pu être rattachés soit à l'assainissement soit à l'eau potable. Cependant, seuls 4 donateurs (le Fonds arabe pour le développement économique et social, la Belgique, le Japon et la Banque mondiale) sur les 20 qui ont pris des engagements supérieurs à US \$50 millions en 2010 pouvaient indiquer pour plus de la moitié de leur aide si elle concernait spécifiquement l'assainissement ou l'eau potable. Cette difficulté vient en partie du fait qu'une portion de l'aide pour l'assainissement et l'eau potable peut être affectée à des activités en amont qui bénéficient à ces deux secteurs à la fois (par exemple la gouvernance, le plaidoyer, etc.) et du fait que les systèmes d'information ne sont pas conçus pour ventiler ainsi les projets. Le tableau 6.1 énumère les principaux donateurs de 2010, précisant dans quelle mesure il a été possible de distinguer leur aide consacrée à l'assainissement de celle portant sur l'eau potable. Dix-neuf donateurs ont pu rattacher au moins une partie (plus de 1 %) de leurs engagements pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement spécifiquement à l'un ou l'autre de ces postes. Sur les US \$3,0 milliards d'aide rattachée à un poste précis selon les notifications à l'OCDE pour 2010, US \$1,0 milliard ciblait l'assainissement et US \$2,0 milliards l'eau

TABLEAU 6.1 Capacité à distinguer les engagements affectés à l'assainissement de ceux affectés à l'eau potable, 2010

Agence d'aide extérieure	Total des engagements pour l'assainissement et l'eau, 2010 (en millions d'US \$)	Part de l'aide WASH 2010 distinctement attribués à l'assainissement ou à l'eau, en %
Japon	1 850	93
Association internationale de développement (Banque mondiale)	1 025	67
Allemagne	783	0
Institutions de l'UE	707	9
France	524	0
États-Unis	427	5
Espagne	323	20
République de Corée	248	3
Fonds africain de développement, Banque africaine de développement	202	18
Fonds spéciaux de la Banque asiatique de développement	192	0

Fuente: OCDE (2012)

Sur les engagements d'aide dont l'affectation est connue, ciblant spécifiquement les systèmes à grande échelle ou les services de base soit pour l'assainissement soit pour l'eau potable, 34 % sont consacrés à l'assainissement (figure 6.10).

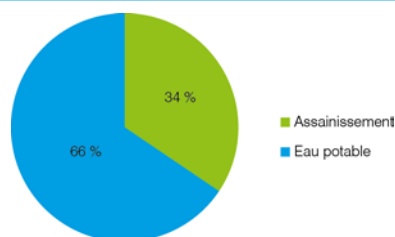


FIGURE 6.10 Comparaison entre les engagements des donateurs ciblant l'assainissement et ceux ciblant l'eau potable

Sources : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure ; OCDE (2012)

La Fondation Bill et Melinda Gates suit une approche axée sur l'assainissement

Depuis 2009, la Fondation Bill et Melinda Gates octroie ses dons suivant une approche axée sur l'assainissement. Si la Fondation continue de financer les dons déjà accordés associés à des initiatives portant sur l'eau salubre, la grande majorité des financements cibleront désormais des projets d'assainissement (BMGF, 2011). Comme le rappelle la présentation de la stratégie de la Fondation (BMGF, 2011), « certes, les problèmes relatifs à l'assainissement et à l'eau sont étroitement liés, mais aujourd'hui, les personnes privées d'assainissement adéquat sont deux fois plus nombreuses que celles à qui l'eau salubre fait défaut. Néanmoins, le problème de l'assainissement n'a pas bénéficié du même niveau d'attention et de financement que l'eau. Notre nouvelle stratégie pour le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène permettra à la Fondation de jouer un rôle de catalyseur dans l'assainissement, tout en appuyant les efforts déployés pour résoudre les problèmes liés à l'eau. »

La coopération allemande pour le développement met l'accent sur l'assainissement

En Afrique subsaharienne, la coopération allemande pour le développement s'efforce de plus en plus de renforcer l'accès aux systèmes d'hygiène et d'assainissement de base dans les milieux urbains à faible revenu ainsi qu'à la périphérie des villes, dans le but d'améliorer la santé et les conditions de vie des plus démunis. Un groupe de travail sur l'assainissement a été créé avec pour mission d'éclairer la prise de décisions et de trouver les meilleures solutions possibles pour un contexte donné à grande échelle, en centrant sa réflexion en particulier sur les pauvres. Ce groupe de travail épaulé les partenaires et le personnel dans la conception des projets portant sur l'assainissement et l'hygiène, ainsi que dans l'introduction de systèmes de gestion durable des boues de vidange. — Réponse à l'Enquête GLAAS 2011

potable. En outre, trois donateurs non déclarants auprès du SNPC de l'OCDE et ayant répondu à l'enquête GLAAS ont fourni une ventilation partielle.

SYSTÈMES DE BASE

Le *Rapport GLAAS 2010* indiquait que, sur l'année calendaire 2008, les engagements d'aide pour les grands réseaux d'assainissement et d'eau potable ont représenté US \$4,6 milliards, contre 1,2 milliard pour les systèmes de base. Qui plus est, l'aide destinée aux services d'assainissement et de distribution d'eau potable de base était passée de 27 % à 16 % de l'aide totale pour l'assainissement et l'eau potable entre 2003 et 2008. Ces informations ont incité les donateurs à renforcer l'aide consacrée aux systèmes de base, avec un volume important d'engagements.

Des données relatives à 2010 récemment publiées semblent indiquer que les engagements consacrés aux systèmes de base sont passés de 16 % à 26 % du total de l'aide portant sur l'assainissement et l'eau entre 2008 et 2010, allant même jusqu'à 35 % en 2009 (OCDE, 2012). Un examen préliminaire de ces données signale toutefois que ces hausses s'expliquent essentiellement par de possibles incohérences dans l'application des codes-objet de la part d'un grand donateur ; l'interprétation de ces chiffres appelle donc une grande prudence.

Définition des codes-objet

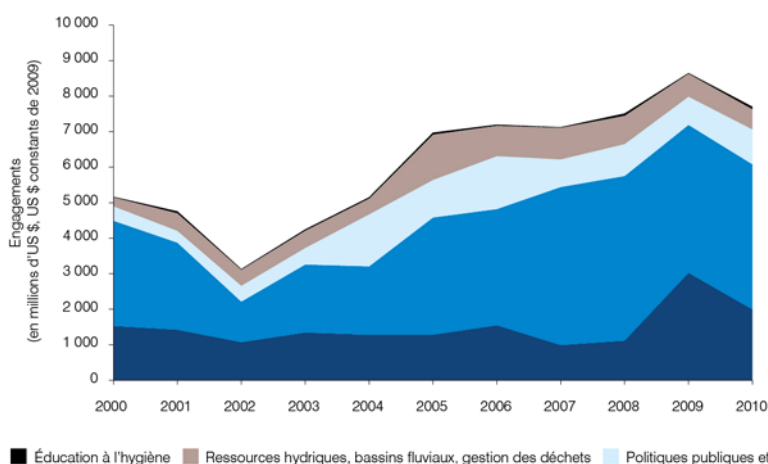
Il y a peu de temps, l'OCDE et l'Initiative européenne pour l'eau ont publié une note d'orientation à l'intention des pays déclarants et des utilisateurs, sur l'utilisation des codes-objet relatifs à l'eau et à l'assainissement, lesquels ont récemment été révisés (IEE/OCDE, 2012). Cette note donne les définitions suivantes des systèmes de base et des systèmes à grande échelle pour l'eau potable et l'assainissement :

- Approvisionnement en eau potable – systèmes de base : Dispositifs ruraux d'approvisionnement en eau reposant sur des pompes manuelles, des captages de sources, des systèmes par gravité, la collecte des eaux de pluie et de brouillard, des citernes, des systèmes simplifiés de distribution avec points d'eau collectifs/ branchements partagés. Dispositifs urbains utilisant des pompes manuelles et mini-réseaux, y compris ceux avec branchements partagés et bornes-fontaines.
- Assainissement – systèmes de base : Latrines, dispositifs d'assainissement autonomes et systèmes alternatifs, y compris la promotion d'investissements de la part des ménages et des communautés locales dans la construction d'équipements de ce type.
- Approvisionnement en eau – systèmes à grande échelle : Usines de traitement d'eau potable ; ouvrages d'adduction ; stockage ; stations de pompage pour l'approvisionnement en eau ; réseaux d'adduction et de distribution à grande échelle.
- Assainissement – systèmes à grande échelle : Réseaux d'assainissement à grande échelle y compris égouts et stations de pompage des eaux d'égouts ; usines de traitement des eaux usées domestiques et industrielles.
- En outre, la note d'orientation souligne que la distinction entre les systèmes « à grande échelle » et les systèmes « de base » ne repose pas uniquement sur la technologie adoptée, mais se réfère également au système de gestion requis pour que ces technologies fonctionnent.

La figure 6.12 montre que seuls quelques donateurs bilatéraux, notamment le Japon, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Australie, consacrent une proportion significative de leur aide aux services de

base pour l'assainissement et l'eau potable. Les autres contributeurs qui y affectent une part non négligeable de leur aide sont l'Allemagne, la Banque mondiale et les institutions de l'Union européenne.

La proportion de l'aide affectée aux systèmes de base pour l'assainissement et l'eau potable est passée de 16 à 26 % de l'ensemble de l'aide consacrée à l'assainissement et à l'eau entre 2008 et 2010 (figures 6.11 et 6.12).



Ventilation des engagements en matière d'aide affectés à l'assainissement et à l'eau par type d'objet, 2010)

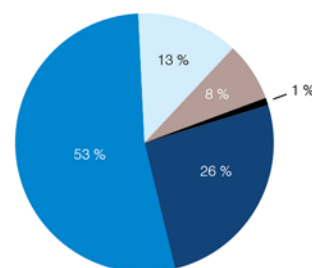


FIGURE 6.11 Ventilation et évolution des engagements en matière d'aide axés sur l'assainissement et l'eau, par type d'objet, 2000-2010

Il peut être nécessaire d'examiner plus en détail l'application de ces codes-objet afin de savoir dans quelle mesure cette application est correcte et homogène et si l'on veut promouvoir les bonnes pratiques à l'avenir.

Source : OCDE (2012)

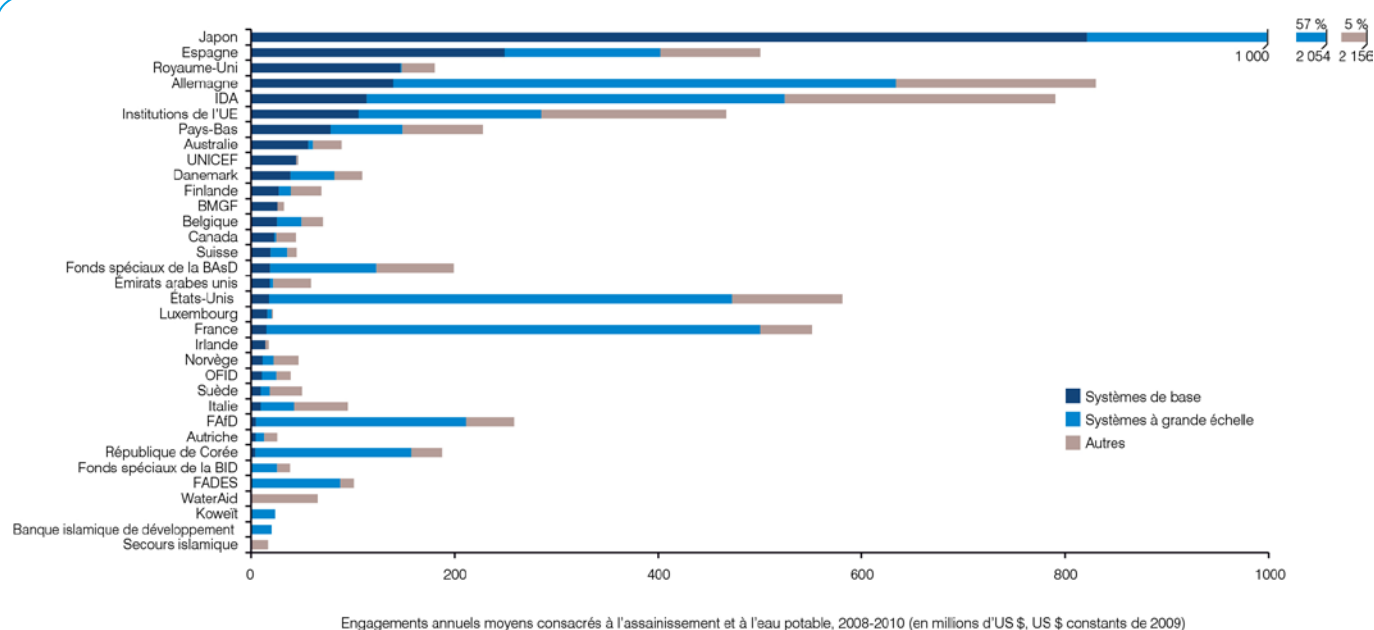


FIGURE 6.12 Ventilation des engagements en matière d'aide consacrés à l'assainissement et à l'eau potable, en fonction du type d'objet, par agence d'aide extérieure, moyenne annuelle sur 2008-2010

BASD : Banque asiatique de développement ; BID : Banque interaméricaine de développement ; BMGF : Fondation Bill et Melinda Gates ; FAID : Fonds africain de développement (Banque africaine de développement) ; FADES : Fonds arabe pour le développement économique et social ; IDA : Association internationale pour le développement (Banque mondiale) ; OFID : Fonds OPEP pour le développement international ; OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole ; UE : Union européenne ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Source : OCDE (2012)

MILIEU URBAIN ET MILIEU RURAL

On peut déduire des réponses apportées à l'enquête que les milieux urbains bénéficient de plus de deux fois plus d'aide que les milieux ruraux, bien que la majorité de la population non desservie vive en zone rurale. Habituellement, les zones rurales relèvent de services administratifs décentralisés. Il faut parfois beaucoup de temps et des efforts considérables pour atteindre un grand nombre de personnes en zone rurale de telle façon que les services soient pérennisés. Les populations urbaines, en particulier celles des villes secondaires, affichent une croissance rapide, et, à l'échelle de la planète, la population urbaine ne bénéficiant pas de services d'assainissement ou d'eau potable est en augmentation. C'est pourquoi il est important que les agences d'aide extérieure travaillent de concert avec les pays pour équilibrer l'allocation des ressources afin de desservir les populations urbaines aussi bien que rurales.

Selon les agences d'aide extérieure, 68 % de l'aide consacrée à l'assainissement et à l'eau est dirigée vers des zones urbaines (figure 6.13).

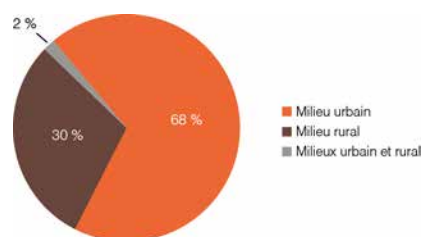


FIGURE 6.13 Ventilation de l'aide au développement entre milieu rural et milieu urbain, 2010 (sur 11 agences d'aide extérieure, US \$2,1 milliards de déboursments)

Source : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure

SERVICES NOUVEAUX/EXISTANTS

Contrairement à ce qui se passe dans d'autres secteurs, les agences d'aide extérieure allouent des sommes limitées aux budgets récurrents des systèmes d'assainissement et d'eau potable, bien que ces allocations budgétaires soient cruciales pour l'exploitation et la maintenance des infrastructures requises pour ces services. À l'évidence, ce phénomène découle de la volonté de privilégier l'amélioration de la couverture de nouvelles populations, étant

donné le grand nombre de personnes à qui il faut ouvrir l'accès à ces services si l'on veut atteindre la cible des OMD. On voit par là l'inconvénient des efforts ciblés assortis d'une date butoir. À mesure que le niveau de couverture des pays progresse et que les cibles sont atteintes, il va devenir de plus en plus important de pérenniser les services pour les usagers existants. En effet, si l'on attend trop longtemps, une partie des investissements réalisés sera gaspillée. Il faudra du temps et beaucoup

d'efforts pour passer à une approche systémique de l'assainissement et de l'eau potable ; le *Rapport GLAAS* va s'intéresser plus attentivement à l'allocation des financements, ainsi qu'au développement et à la mobilisation des ressources humaines en vue de la satisfaction des besoins des populations déjà desservies. La date cible des OMD approchant, cet aspect durabilité va progressivement gagner en importance.

D'après les données émanant de 11 agences d'aide extérieure, 57 % de l'aide qu'elles affectent à l'eau potable et à l'assainissement va à des services nouveaux, contre seulement 7 % à la maintenance ou au remplacement de services existants (figure 6.14).

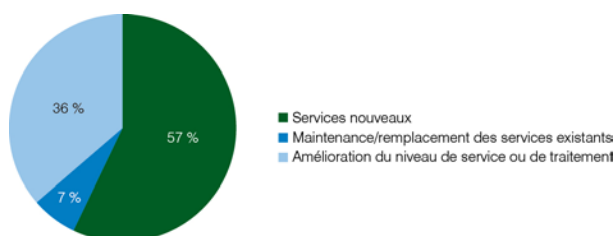


FIGURE 6.14 Ventilation de l'aide au développement en fonction des objectifs des projets, 2010 (11 agences d'aide extérieure, US \$1,7 milliard de déboursments)

Source : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure



6.5 ALIGNEMENT ET COORDINATION

La coordination des donateurs au sein d'un pays permet d'éviter la redondance des efforts et le gaspillage des ressources. Dans le cadre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), les donateurs ont pris des engagements visant à assurer la cohérence de leurs programmes d'aide en réduisant

le nombre de pays et de secteurs dans lesquels ils opèrent. En 2007, les donateurs de l'UE ont pris d'autres engagements et sont convenus de nouvelles lignes directrices pour la division du travail dans le Code de conduite sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement.

L'enquête GLAAS a invité les agences d'aide extérieure à rendre compte des efforts qu'elles déploient pour se coordonner

entre elles et harmoniser leurs activités avec leurs homologues dans les pays. Le tableau 6.2 présente les pays répondants qui comptaient au moins 15 donateurs ayant déboursé des fonds (au moins US \$100 000) pour l'assainissement et l'eau potable en 2010. De nombreux pays bénéficiaires disposent de plateformes de coordination et d'harmonisation ; ces plateformes revêtent une importance cruciale, étant donné la relative rareté de l'appui budgétaire sectoriel.

La coordination et l'harmonisation des donateurs sont essentielles, surtout dans les pays où opèrent un grand nombre de donateurs (tableau 6.2).

TABEAU 6.2 Coordination des donateurs/des organismes, en matière d'assainissement et d'eau potable (pays du *Rapport GLAAS*)

Pays bénéficiaire	Nombre de donateurs ¹	Donateurs ayant un rôle de coordinateur	Donateurs actifs dans les plateformes nationales de de coordination ou d'harmonisation	Autres donateurs ayant déboursé plus d'US \$ 1 million d'aide ²
Afghanistan	15	—	Allemagne, FICR	États-Unis (21), Allemagne (17), institutions de l'UE (4), UNICEF (4), Canada (2), IDA (2), Norvège (2), fonds spéciaux de la BASD (1), Japon (1), Pays-Bas (1), Royaume-Uni (1)
Bangladesh	15	BASD, Pays-Bas	BASD, Australie, FICR, Pays-Bas, WaterAid	Danemark (50), fonds spéciaux de la BASD (39), Pays-Bas (30), Japon (24), IDA (11), Royaume-Uni (10), Australie (3), UNICEF (2), OFID (1), Suisse (1)
Burkina Faso	17	—	BAfD, institutions de l'UE, Allemagne, FICR, Japon, Suède, WaterAid	Institutions de l'UE (10), Danemark (9), FAfD (8), France (7), Allemagne (7), Japon (6), Belgique (3), IDA (3), Suède (2), Luxembourg (1), UNICEF (1), Émirats arabes unis (1)
Éthiopie	20	—	BAfD, institutions de l'UE, FICR, Pays-Bas, Royaume-Uni, WaterAid	IDA (21), Royaume-Uni (20), FAfD (19), Japon (13), Finlande (11), Italie (5), institutions de l'UE (4), UNICEF (4), États-Unis (4), Espagne (3), France (1), Allemagne (1), Norvège (1)
Kenya	20	France, Allemagne	Allemagne, FICR, Pays-Bas, Suède, WaterAid	IDA (42), France (33), Allemagne (20), Japon (13), institutions de l'UE (7), FAfD (6), Pays-Bas (5), Finlande (4), Suède (2), Australie (1), UNICEF (1), États-Unis (1)
Mali	15	France, Allemagne, PNUD	BAfD, Allemagne, FICR, Suède, Suisse, WaterAid	Institutions de l'UE (12), Danemark (6), Japon (6), France (5), Allemagne (5), IDA (3), FAfD (2), Luxembourg (1), Pays-Bas (1)
Mozambique	18	BAfD, Pays-Bas, Suisse	BAfD, Fondation Bill et Melinda Gates, FICR, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni, WaterAid	Institutions de l'UE (25), Pays-Bas (21), Australie (17), FAfD (8), États-Unis (6), France (4), Suisse (2), Danemark (1), IDA (1), Japon (1), Espagne (1), UNICEF (1)
Sénégal	15	Institutions de l'UE, France	BAfD, institutions de l'UE, FICR, Japon	IDA (9), Pays-Bas (6), FAfD (5), France (5), Luxembourg (5), institutions de l'UE (4), Belgique (3), États-Unis (3), Japon (2), Allemagne (1)
Ouganda	17	—	BAfD, Allemagne, FICR, WaterAid	Danemark (20), IDA (10), Autriche (7), Allemagne (6), institutions de l'UE (5), UNICEF (2), Irlande (1), Japon (1), États-Unis (1)
Viet Nam	16	Australie, Allemagne, Danemark ³ et Royaume-Uni ³	Australie, Allemagne, FICR, Norvège, Royaume-Uni	IDA (86), Japon (64), fonds spéciaux de la BASD (30), Allemagne (21), Royaume-Uni (17), Australie (13), Danemark (12), Pays-Bas (10), République de Corée (7), France (6), Norvège (6), Belgique (5), Finlande (3)

BAfD : Banque africaine de développement ; BASD : Banque asiatique de développement ; FAfD : Fonds africain de développement (Banque africaine de développement) ; FICR : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; IDA : Association internationale de développement (Banque mondiale) ; OFID : Fonds OPEP pour le développement international ; OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; UE : Union européenne ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

¹ Donateurs déboursant au moins US \$100 000 d'aide.

² Les chiffres entre parenthèses indiquent les montants déboursés en 2010, en millions d'US \$.

³ Comme précisé par le pays bénéficiaire.

Note : L'annexe F donne une liste complète présentant la coordination des donateurs dans les pays ayant répondu à l'enquête GLAAS.

Sources : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure ; OCDE (2012)

La redevabilité et la transparence en matière d'utilisation des fonds sont de plus en plus importantes pour les agences d'aide extérieure, surtout dans le contexte de crise actuel.

Sous l'effet des pressions exercées par leurs électeurs/le public et parce qu'elles connaissent mieux les bonnes pratiques de développement, les agences d'aide extérieure sont de plus en plus conscientes de la nécessité d'être transparentes quant à ce qu'elles financent et à l'impact de leurs financements. Pour l'assainissement et l'eau potable, cette transparence porte sur différentes questions, notamment : à combien de personnes cette aide a-t-elle permis de bénéficier d'un service ? Cette aide bénéficie-t-elle à des personnes qui n'avaient pas du tout d'accès à un service ou vise-t-elle à améliorer les niveaux de service pour ceux qui y avaient déjà accès ? Cette aide s'attache-t-elle à pérenniser les avancées déjà réalisées ? L'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide qui est née du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Accra, en 2008, constitue une étape vers l'amélioration de l'ouverture et la transparence au sujet des dépenses et des allocations de l'aide.

L'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide

L'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide (IITA) vise l'instauration d'un standard mondial sur la transparence de l'aide. Elle entend faciliter l'accès à l'information relative aux dépenses d'aide, et la rendre plus simple à utiliser et à comprendre, grâce à la publication des flux financiers, de données sur les résultats, des budgets, des échéances, de descriptions de projets et de documentations, de codes d'activité et sectoriels et de données géographiques. Cette initiative a été conçue par des représentants des pays en développement, des donateurs, des ONG et des experts de l'information relative à l'aide, en vue de la publication en temps voulu de données ouvertes, comparables et réutilisables.

Quelque 2 000 délégués se sont rencontrés à Busan à l'occasion du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011, et sont convenus qu'il fallait :

- reconnaître l'importance grandissante de la coopération Sud-Sud pour le développement ;
- réaffirmer l'importance d'utiliser les systèmes des pays pour appuyer les activités du secteur public ;
- améliorer la disponibilité et l'accessibilité pour le grand public de l'information relative à la coopération pour le développement ;
- s'engager d'ici 2013 à améliorer la prévisibilité à moyen terme en fournissant des plans prospectifs et indicatifs de dépenses et/ou de mise en œuvre à horizon mobile sur trois à cinq ans ;
- promouvoir le développement durable dans les situations de conflit ou de fragilité.

Source : <http://www.aidtransparency.net/61>

6.6 CIBLES POUR DEMAIN

Les agences d'aide extérieure sont comptables devant leur parlement ou les instances gouvernantes (11 des agences d'aide extérieure ayant répondu ont confirmé qu'elles rendaient des comptes chaque année devant un parlement ou une instance gouvernante). La crise financière et les limitations qu'elle a induites sur les budgets incitent les agences d'aide extérieure à souhaiter de plus en plus rendre compte non seulement des ressources financières pour lesquelles elles s'engagent ou qu'elles déboursent, mais aussi de l'impact de celles-ci sur les pays concernant la réalisation des cibles des OMD ou la stimulation de la croissance ou du développement humain.

Malgré ces discours sur la nécessité de faire la preuve des résultats, on n'a observé aucune augmentation notable, depuis 2008, du nombre d'agences d'aide extérieure précisant les objectifs qu'elles visent grâce à leurs financements. Le tableau 6.3 synthétise les objectifs de 10 agences d'aide extérieure, qui, ensemble, entendent donner accès à l'assainissement et/ou à l'eau potable à l'équivalent de 90 millions de personnes par an.

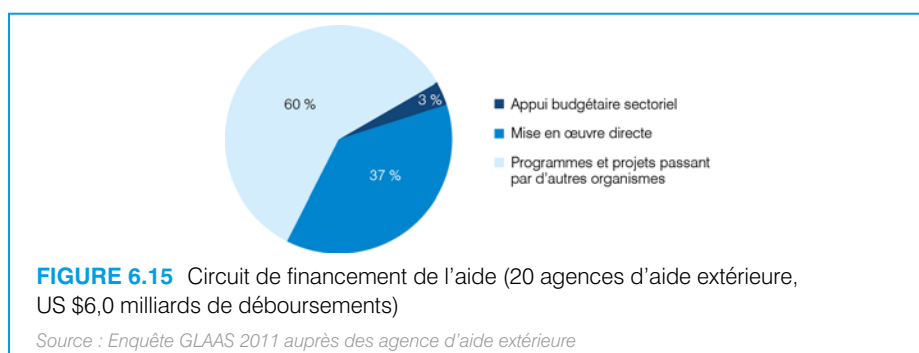
6.7 VOIES DE FINANCEMENT

Les agences d'aide extérieure peuvent utiliser une multitude de moyens pour déboursier leurs financements d'aide, notamment l'appui budgétaire général ou sectoriel, les programmes et projets passant par d'autres organismes (agences multilatérales, instituts universitaires, ONG, entre autres) et la mise en œuvre directe.

La mise à disposition des fonds par le biais de programmes et projets passant par d'autres organismes était l'option choisie pour 60 % des financements des agences d'aide extérieure ayant répondu en 2010 (US \$3,5 milliards), suivie par la mise en œuvre directe, retenue pour 37 % des financements (US \$2,2 milliards). L'appui budgétaire général et l'appui sectoriel sont les deux seuls modes de financement qui exploitent pleinement les systèmes nationaux et permettent aux pays bénéficiaires d'allouer les fonds suivant leur propre stratégie de développement du

secteur. L'appui budgétaire sectoriel est également positif pour l'efficacité de l'aide, puisqu'il induit des coûts de transaction moindres pour les bénéficiaires. Bien que seulement quatre agences d'aide extérieure aient donné des précisions sur leur appui budgétaire sectoriel en matière d'assainissement et d'eau potable dans leurs réponses à l'enquête, cette information fait l'objet d'un suivi dans le SNPC de l'OCDE. D'après ces données, parmi les donateurs bilatéraux, l'Allemagne est le principal pourvoyeur d'appui budgétaire sectoriel dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, tandis que, parmi les donateurs multilatéraux, c'est l'Union européenne, suivie par l'Association internationale de développement (la Banque mondiale). Les Pays-Bas ont déclaré que plus de 60 % de leur aide pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement était fournie sous forme d'appui budgétaire sectoriel ; toutefois, comme ils ne désagrègent pas leur aide sectorielle en fonction des secteurs, ils ne notifient pas à l'OCDE d'appui budgétaire sectoriel dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

L'appui budgétaire sectoriel des donateurs pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement représente 3 % du total de l'aide dans ce domaine en 2010 (figure 6.15).



TABEAU 6.3 Cibles spécifiques pour le renforcement de l'accès aux services d'eau potable et d'assainissement sur la planète

Agence d'aide extérieure	Région ou pays cible	Population bénéficiant de services accrus (eau potable)	Population bénéficiant de services accrus (assainissement)	Échéance
Allemagne	Afrique subsaharienne	25 millions de personnes	5 millions de personnes	2015
Banque africaine de développement	Afrique	271 millions de personnes	295 millions de personnes	2015 (Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural)
Banque asiatique de développement	—	200 millions de personnes		2006-2010 (Programme de financement de l'eau)
Banque interaméricaine de développement	Amérique latine	2,8 millions de personnes (services nouveaux ou améliorés)	3,6 millions de personnes (services nouveaux ou améliorés)	2012-2015
Coopération suisse au développement	—	1,5 million + traitement des eaux des ménages pour 0,4 million de ménages amélioration de l'assainissement et du lavage des mains dans 400 écoles		2011-2012
Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge	Partout dans le monde	10 millions		2005-2015
France	—	Nouvel accès : 0,8 million de personnes par an Amélioration des services : 2,5 millions de personnes	Nouvel accès : 0,5 million de personnes par an Amélioration des services : 1,5 million de personnes	Cibles annuelles
Japon	Afrique	6,5 millions de personnes	Engagements du TICAD IV, se montant à US \$340 millions supplémentaires pour le renforcement des capacités de 5 000 gestionnaires des ressources hydriques entre 2008 et 2012	
Royaume-Uni	—	15 millions de personnes	25 millions + 15 millions pour l'hygiène	2011-2012 / 2014-2015
WaterAid	—	25 millions de personnes acquièrent un accès à une eau salubre, amélioration de l'hygiène et de l'assainissement		2009-2015

TICAD IV : quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique

Source : Enquête GLAAS 2011 auprès des agences d'aide extérieure

Onze pays donateurs ont confirmé que l'appui budgétaire général était l'un des moyens de mise à disposition de l'aide qu'ils utilisaient, mais seuls les Pays-Bas ont déclaré analyser la proportion d'appui budgétaire général qui revenait à l'assainissement et à l'eau potable (2,5 % du total de l'appui budgétaire général). Un certain nombre de donateurs recourent à l'appui budgétaire sectoriel lorsque les conditions dans le pays bénéficiaire sont favorables.

La figure 6.16 montre que les engagements vis-à-vis de l'appui budgétaire général se montaient, globalement, à US \$4,4 milliards en 2010. L'allocation de l'appui budgétaire général à des secteurs spécifiques dépend des priorités nationales. C'est pourquoi, alors que dans de nombreux cas, l'appui budgétaire général constitue la modalité d'aide la plus durable, son ciblage vers tel ou tel secteur est fonction de la priorité relative desdits secteurs aux yeux du pays bénéficiaire. En outre, puisque le montant total de l'appui budgétaire général est inférieur à US \$5,0 milliards, le volume d'aide ciblant l'assainissement et l'eau potable issu de l'appui budgétaire général pourrait être relativement restreint par rapport à l'aide dirigée spécifiquement vers l'assainissement et l'eau.

Neuf donateurs répondants sur dix recourent aux systèmes d'achats nationaux.

Afin de limiter les coûts de transaction, les donateurs peuvent harmoniser leurs procédures d'achats sur celles du pays bénéficiaire. En 2010, 9 agences d'aide extérieure sur 10 ont indiqué utiliser les systèmes d'achats des pays partenaires. Le Royaume-Uni a fait savoir que la plupart de ses programmes étaient coordonnés au moyen de discussions avec le gouvernement, mais dans les États très fragiles, ce peut être par l'intermédiaire des ONG que le déploiement des programmes sera optimal. La Banque mondiale indique qu'elle décide de recourir ou non au système d'achats du pays sur la base d'une analyse documentée du risque associé aux achats. Le système d'adjudication qui sera effectivement utilisé sur un projet dépend alors de cette analyse des risques.

Malgré une hausse de l'APD totale, l'appui budgétaire général n'a pas progressé notablement (figure 6.16).

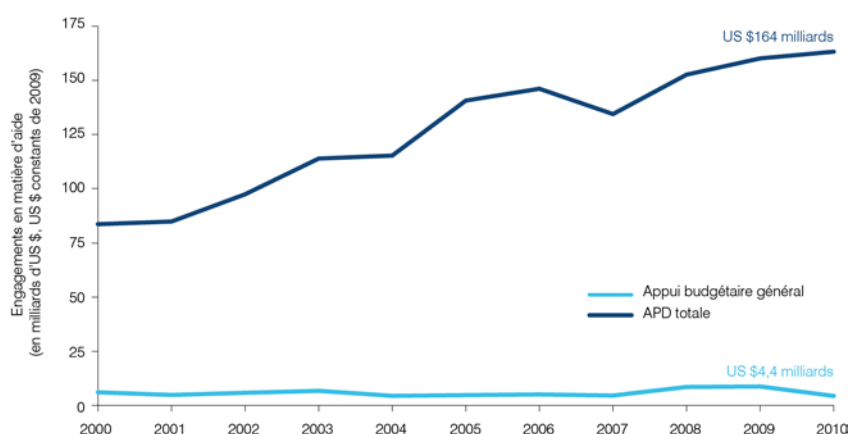


FIGURE 6.16 Évolution de l'aide sous forme d'appui budgétaire général, 2000-2010

Source : OCDE (2012)

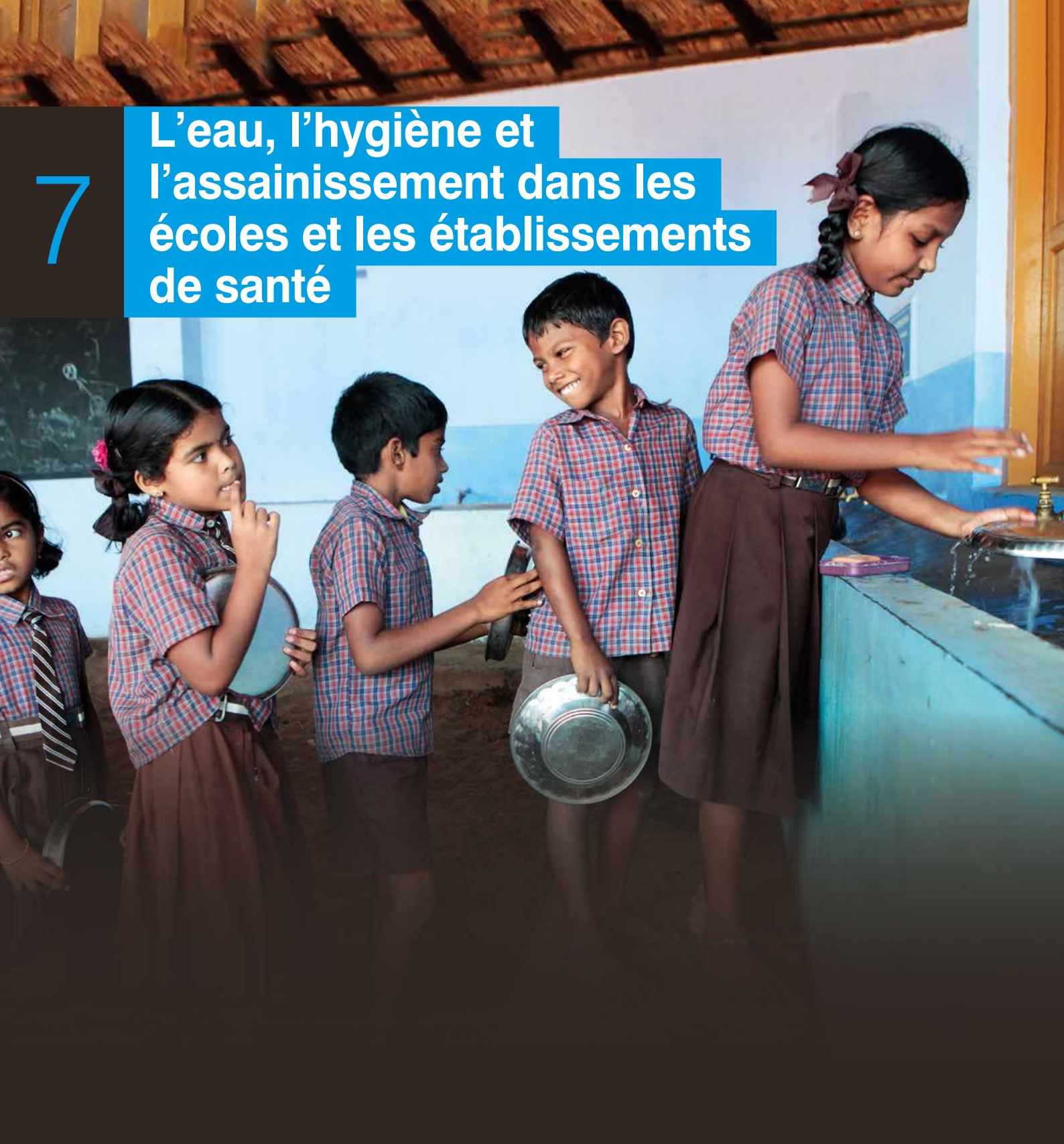
L'une des principales avancées mentionnées par les agences d'aide extérieure dans leurs réponses aux questions de l'enquête sur l'amélioration de l'alignement, de l'harmonisation et de la redevabilité est la mise en place du partenariat SWA (Sanitation and Water for All – Assainissement et eau pour tous). Les agences d'aide extérieure ont également souligné que l'année internationale de l'assainissement (2008) et la Déclaration eThekwinini sur l'assainissement, toujours en 2008, constituaient des événements importants, permettant de focaliser davantage l'attention sur l'assainissement. Des progrès sont également sensibles dans la mise en œuvre des principes sur l'efficacité de l'aide, comme en témoignent l'utilisation par les donateurs des systèmes nationaux d'achats et le développement de plans sectoriels nationaux.

6.8 PROCHAINES ÉTAPES

Cette section a confirmé l'importance d'un appui extérieur dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, soulignant que ce soutien était de plus en plus marqué, et fait état d'une amélioration du ciblage des ressources sur les services de base. Parallèlement, il a identifié des lacunes fondamentales dans la manière dont l'aide est allouée et a montré que les priorités des agences d'aide extérieure ne sont pas nécessairement alignées sur les besoins des pays. Il est préoccupant de constater que seulement 7 % de l'aide est consacrée à la pérennisation des services existants. Pour améliorer l'alignement sur les priorités nationales, les agences d'aide extérieure devraient envisager d'étoffer l'appui budgétaire sectoriel lorsque l'on peut anticiper que celui-ci renforcera la solidité des systèmes délivrant des services et améliorera la couverture. Il faudrait que davantage d'aide extérieure soutienne l'exploitation et la maintenance des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement existants. Enfin, il faudrait intensifier l'harmonisation et la collaboration entre les agences sectorielles nationales, entre les donateurs et entre les gouvernements nationaux et les organismes de financement.

7

L'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles et les établissements de santé



OBSERVATIONS CLÉS

- La moitié des pays n'ont pas donné d'informations sur l'accès à un assainissement adéquat dans leurs écoles ou leurs établissements de santé, ce qui témoigne d'un manque de systèmes et de capacités de suivi.
- En moyenne, 34 % des écoles primaires et 25 % des établissements de santé ruraux ne disposent pas d'installations d'assainissement améliorées.

7.1 ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE DANS LES ÉCOLES

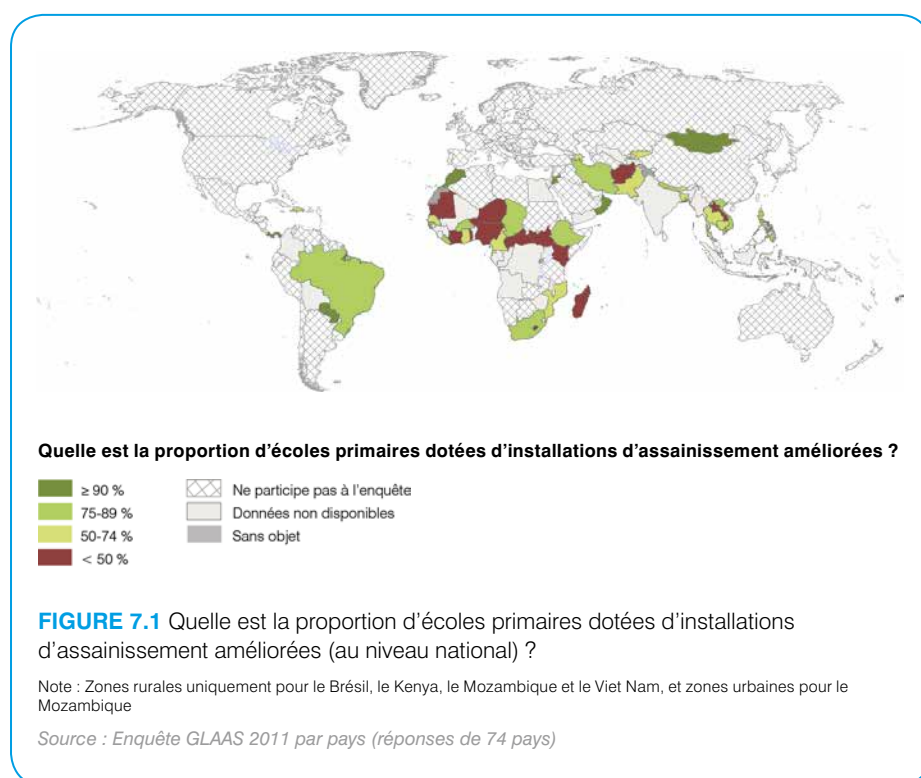
L'acquisition de connaissances par les enfants dépend d'un certain nombre de facteurs, mais les problèmes de santé liés à l'eau et à l'assainissement, tels que la déshydratation, la diarrhée ou les infections par des vers (helminthes) intestinaux, contribuent à l'absentéisme, restreignent les capacités cognitives et pèsent sur les performances. Les pays indiquent que, souvent, leurs écoles, surtout dans les zones rurales, ne disposent pas d'installations d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, ou que ces installations sont en mauvais état.

Environ un tiers des pays qui participent à l'enquête GLAAS n'ont pas pu communiquer de données sur la couverture par les moyens d'assainissement en milieu scolaire, et un cinquième font état d'une couverture inférieure à 50 % dans les écoles primaires (figure 7.1). Ces constats correspondent à un ensemble de données factuelles¹, principalement empiriques, qui laissent à penser soit que nombre d'écoles ne comportent aucune installation d'assainissement, soit que leurs installations d'assainissement sont dans un état effroyable.

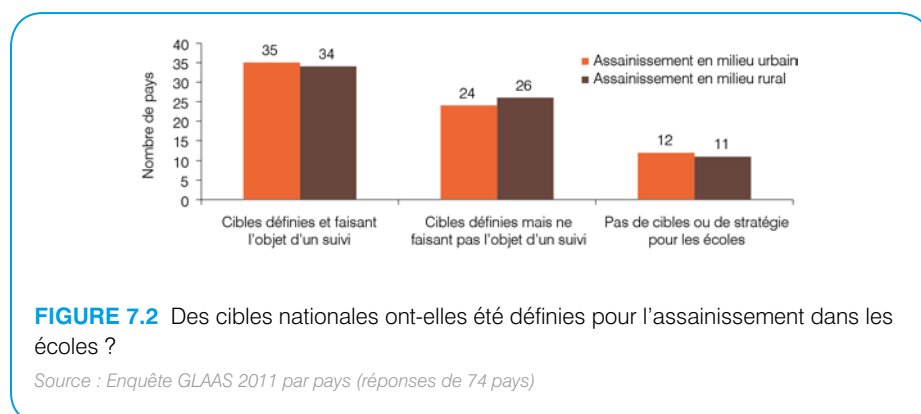
La plupart des pays ont défini des cibles nationales pour l'assainissement dans les écoles, mais beaucoup n'assurent pas un suivi des avancées en direction de ces cibles. Plus rares encore sont ceux qui sont à même de présenter des chiffres relatifs à la couverture d'assainissement en milieu scolaire. Pour que les cibles soient pertinentes, il faut de toute urgence concevoir et mettre en œuvre des systèmes de suivi nationaux. Plusieurs documents d'orientation sur le suivi dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène à l'école existent toutefois, notamment un kit pédagogique intitulé « *WASH in Schools Monitoring Package* » et publié (en anglais) par l'UNICEF en avril 2011 (UNICEF, 2011). L'investissement dans ce type de systèmes de suivi peut faciliter la réalisation des objectifs d'un programme et doit être considéré comme une contribution à un bien public commun.

Étant donné leurs lacunes et la probabilité d'un accès en réalité plus faible aux installations d'assainissement si l'on tient compte du nombre de pays qui n'ont pas répondu, les données indiquent une légère amélioration de la couverture en milieu scolaire dans les pays ayant communiqué des chiffres pour les rapports GLAAS 2010 et 2012.

En moyenne, les pays indiquent que 66 % de leurs écoles primaires sont dotées d'installations d'assainissement améliorées (figure 7.1).



La moitié des pays qui ont répondu n'assurent pas un suivi des avancées par rapport aux cibles fixées pour l'assainissement dans les écoles (figure 7.2).



« Dans les écoles situées en milieu urbain, seulement 14 % des systèmes d'assainissement sont implantés à l'intérieur des bâtiments. Dans la plupart des cas, les toilettes dont disposent les écoles sont anciennes, sales, faites de planches ou d'une dalle, elles sont insalubres et ne sont pas désinfectées. » — Une réponse à l'enquête GLAAS 2011 par pays

¹ Ces chiffres correspondent grosso modo à ceux des bureaux de pays de l'UNICEF (UNICEF, 2011), qui montrent qu'approximativement la moitié des pays de l'UNICEF (46 % en ce qui concerne l'assainissement) ne sont pas en mesure de donner des informations sur leurs installations d'alimentation en eau et d'assainissement.

Outre la mise à disposition d'installations adéquates dans les écoles, un programme de nettoyage et d'entretien est essentiel pour que ces installations restent utilisables et propres. Une ligne budgétaire distincte pour leur entretien pourrait largement contribuer à la pérennité de ces équipements. Or, elle n'existerait actuellement que dans 29 pays sur 70 (41 %).

On admet de plus en plus que des installations d'assainissement inadéquates à l'école nuisent à l'intimité et à la dignité des écolières en période de menstruation, ce qui pose problème : il arrive que des jeunes filles manquent des cours ou ne viennent pas à l'école lorsqu'elles ont leurs règles. Afin d'améliorer à plus long terme les conditions d'hygiène en période de menstruation, il faut intégrer la gestion de l'hygiène menstruelle dans les programmes relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi que dans les politiques et les stratégies éducatives (House, Mahon et Cavill, 2012).

Un tiers seulement des pays estiment que les programmes de sensibilisation à l'hygiène sont renforcés dans les écoles primaires (figure 7.3).

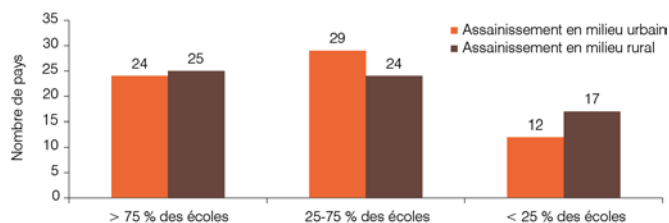


FIGURE 7.3 Des programmes de sensibilisation à l'hygiène sont-ils mis en œuvre à l'école primaire ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 66 pays)

Les pays indiquent que l'on peut largement améliorer l'élaboration de la politique publique pour qu'elle réponde mieux aux besoins des femmes et des jeunes filles (figure 7.4).

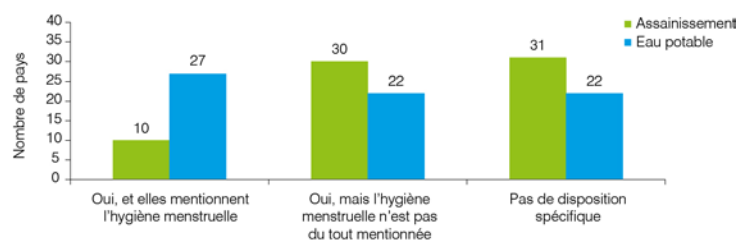


FIGURE 7.4 Les politiques/stratégies nationales relatives à l'assainissement et à l'eau potable comportent-elles des dispositions spécifiques pour les femmes, notamment pour la gestion de l'hygiène menstruelle ?

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Les bienfaits de la sensibilisation à l'hygiène dans les écoles

Dans des établissements comme les écoles primaires, le lavage des mains réduit l'incidence de la diarrhée de 30 % en moyenne (Ejemot-Nwadiaro *et al.*, 2009). Les écoles peuvent promouvoir de bons comportements en matière d'hygiène, par exemple en incluant des messages éducatifs dans leurs programmes et dans leurs installations sportives. Les enseignants peuvent également donner l'exemple aux élèves, qui, à leur tour, pourront sensibiliser à l'importance d'une amélioration de l'hygiène à la maison et dans leur communauté.

7.2 EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

Le manque d'eau potable et d'équipements d'assainissement et d'hygiène adéquats dans les centres de santé, les dispensaires et les hôpitaux est particulièrement inacceptable. En effet, les patients sont très sensibles aux infections et ont besoin d'un environnement salubre et propre. Ils s'attendent à ce que les prestataires de soins se conforment à un principe admis depuis longtemps : « D'abord, ne pas nuire ». Néanmoins, des millions d'infections évitables, dont des infections néonatales, surviennent chaque année dans les lieux de soins, en raison d'une attention insuffisante portée à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement (Rehfuess, Bruce et Bartram, 2009 ; Bartram et Cairncross, 2010).

Cette situation est principalement imputable à une mauvaise hygiène des mains, notamment au fait de ne pas ou de mal se laver les mains avant et après avoir été en contact avec un patient ou après être allé aux toilettes. Le lavage des mains avec du savon est la pratique la plus importante pour réduire la transmission des infections dans les établissements de santé. Cependant, cette consigne est peu respectée dans les structures de soins à travers le monde.

À l'évidence, l'insalubrité de l'eau constitue un problème, surtout au sein des établissements de santé situés dans des zones rurales reculées. Il n'est donc pas étonnant que, dans ces structures, les taux d'accès à l'eau potable indiqués par les pays soient inférieurs de près de 20 % à ceux constatés dans les hôpitaux urbains. Même dans le cas des établissements pour lesquels les pays font état d'une couverture quasiment universelle (hôpitaux urbains, par exemple), une vigilance constante s'impose afin de réduire le risque d'une mauvaise qualité de l'eau (voir la partie consacrée à la qualité sanitaire de l'eau dans la section 2.1). D'après le taux de non-réponse, de 60 %, il apparaît que la majorité des pays qui apportent des informations pour le *Rapport GLAAS* ne disposent pas de systèmes de suivi de l'assainissement et de l'eau potable dans les lieux de soins (figures 7.5 et 7.6).

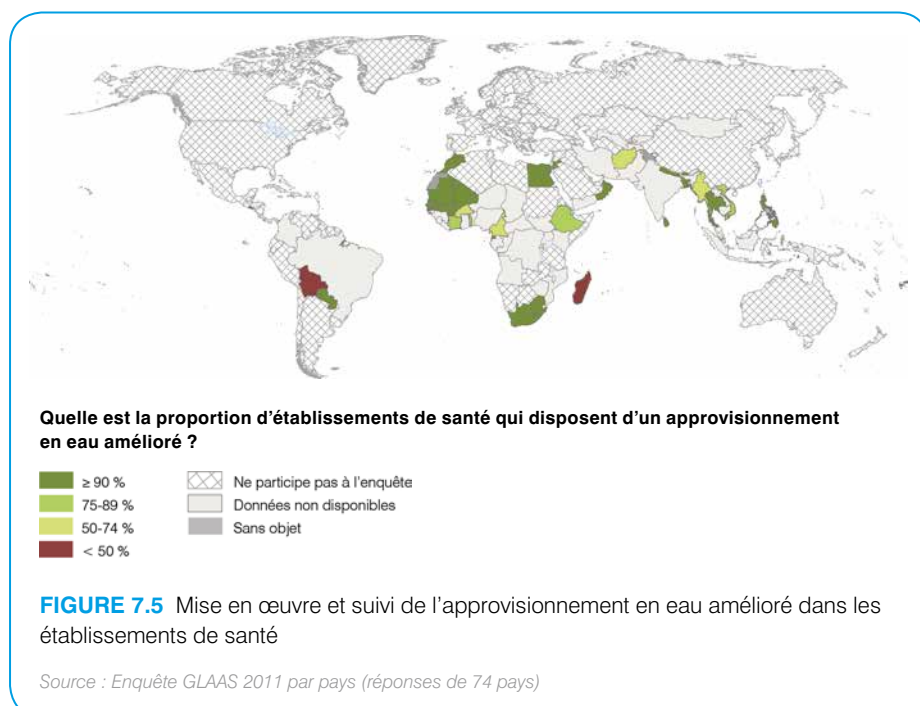
Le manque d'hygiène dans les établissements de santé semble plus préoccupant que le manque d'approvisionnement en eau. Les rares pays qui ont fourni des données considèrent que 25 % de leurs structures de soins implantées en zone rurale ne sont pas dotées d'installations d'assainissement améliorées. Près des deux tiers des pays n'ont pas pu donner des informations sur la couverture par les moyens d'assainissement dans leurs centres de santé. La situation est probablement bien pire si l'on inclut les pays qui n'ont pas répondu.

Le leadership exercé par le secteur de la santé dans ce domaine est crucial : une analyse recommande que les ministères de la Santé « imposent que tous les établissements de soins disposent d'installations adéquates et sûres concernant l'hygiène, l'assainissement et l'eau » et « assurent le suivi de la couverture et de l'entretien de ces installations dans les établissements de soins » (Cairncross *et al.*, 2010).

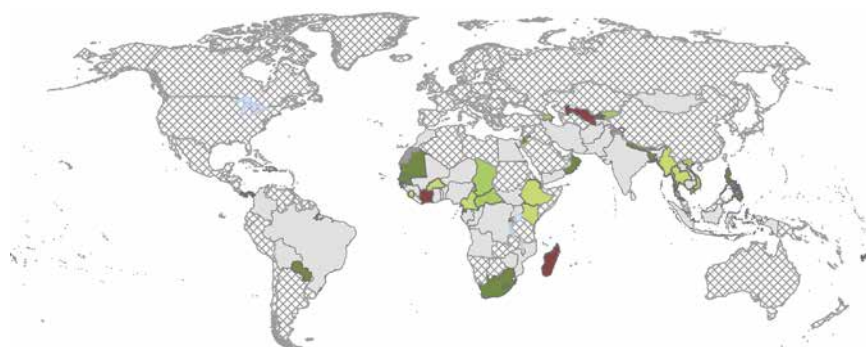
La prévention primaire forme un pilier essentiel de toute stratégie de santé publique efficace et doit être le premier aspect envisagé lors de la conception de l'infrastructure du secteur de la santé. Les arrêtés ministériels, les règlements intérieurs et le contrôle qualité indépendant contribuent grandement à l'amélioration rapide de ce que l'on peut considérer comme le problème ultime qui se pose dans le secteur de la santé : des patients venus se faire soigner tombent malades par manque d'accès à l'eau potable et à des moyens d'assainissement adéquats dans un lieu de soins.

Les professionnels de la santé sont bien placés pour donner l'exemple et pour montrer les pratiques appropriées en ce qui concerne les patients dont ils s'occupent, ainsi que pour diffuser des messages d'hygiène auprès de ces derniers (WaterAid, 2011b).

En moyenne, les pays indiquent que 13 % de leurs établissements de santé ne disposent pas d'un approvisionnement en eau amélioré (figure 7.5).



En moyenne, les pays indiquent que 25 % de leurs établissements de santé ruraux ne disposent pas d'installations d'assainissement (figure 7.6).



Quelle est la proportion d'établissements de santé qui disposent d'installations d'assainissement améliorées ?



FIGURE 7.6 Mise en œuvre et suivi de l'assainissement dans les établissements de santé ruraux

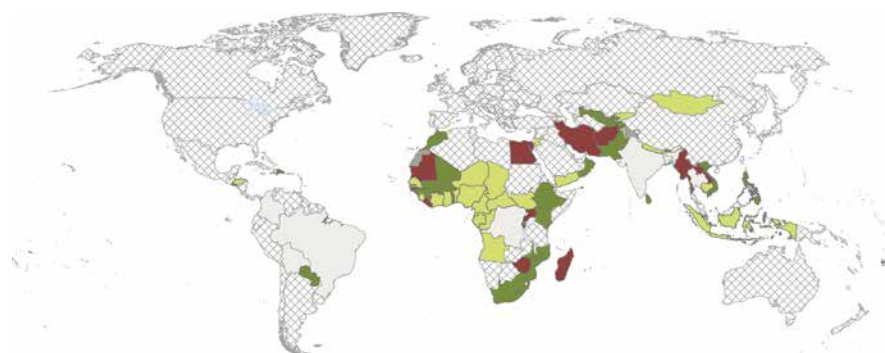
Note : Les chiffres pour le Cameroun, l'Éthiopie, Madagascar, le Rwanda, le Tchad et la Thaïlande reposent sur le taux de couverture national agrégé (zones rurales et urbaines confondues).

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

7.3 PROCHAINES ÉTAPES

Les fonctions essentielles des établissements publics tels que les écoles ou les centres de santé incluent la mise à disposition des services qui sont au cœur de leur mission principale, mais également la sensibilisation à un assainissement, un approvisionnement en eau potable et une hygiène adéquats. Malgré le rôle crucial de ces établissements, les données collectées sur l'assainissement, l'eau et l'hygiène ne sont pas suffisantes. Les pays qui assurent un suivi et qui apportent des informations pour le *Rapport GLAAS* indiquent qu'en moyenne, 34 % de leurs écoles primaires et 25 % de leurs centres de santé ruraux n'ont pas accès à des installations d'assainissement améliorées. Les pays doivent redoubler d'efforts pour instaurer un suivi de l'assainissement, de l'eau et de l'hygiène dans ces établissements publics, ainsi que pour relancer les efforts d'accroissement de la couverture.

Plus de 40 % des pays qui ont répondu font état d'une mise en œuvre à grande échelle des programmes nationaux de sensibilisation à l'hygiène dans les établissements de santé primaires (figure 7.7).



Les programmes de sensibilisation à l'hygiène sont-ils mis en œuvre dans les centres de santé primaires ?



FIGURE 7.7 Des programmes nationaux de sensibilisation à l'hygiène sont-ils mis en œuvre dans les centres de santé primaires, tels que les cabinets médicaux ou les dispensaires ? (milieu urbain)

Source : Enquête GLAAS 2011 par pays (réponses de 74 pays)

Références

APS Consultants. *Report on the assessment of the capacity of water actors to effectively participate in water sector reforms in Bondo District. KWAHO/UNDP initiative*. Nairobi, Alternative Programme Solutions, Humanitarian and Development Consultants (sans date) (http://www.watergovernance.org/documents/WGF/Kenya/KWAHO_UNDP_WACA_Report_final_Se.pdf, consulté le 26 janvier 2012).

Assemblée générale des Nations Unies. *Convention on the Rights of Persons with Disabilities*. Assemblée générale des Nations Unies, 2006 (<http://www.un.org/disabilities/convention/conventionfull.shtml>, consulté le 13 mars 2012).

Assemblée générale des Nations Unies. *Résolution adoptée par l'Assemblée générale 64/292: The human right to water and sanitation*. Assemblée générale des Nations Unies, 2010 (A/RES/64/292 ; <http://daccess-ods.un.org/TMP/5539215.80314636.html>, consulté le 13 mars 2012).

Association internationale de l'eau (IWA). *Mind the gap. Meeting the water and sanitation Millennium Development Goals. A study of human resource development requirements in five countries. Synthesis report*. Association internationale de l'eau, 2011 (<http://www.iwahq.org/contentsuite/upload/iwa/all/A%20Development/Documents/HR%20capacity%20gaps/Synthesis%20Report-2.pdf>, consulté le 14 janvier 2012).

Banque mondiale. *Diagnostics des infrastructures nationales en Afrique*. Washington, DC, Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, 2010a.

Banque mondiale. *Financing public infrastructure in sub-Saharan Africa: patterns and emerging issues*. Washington, DC, Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, 2008 (Africa Infrastructure Diagnostic Background Paper 15, http://infrastructureafrica.afdb.org/system/files/BP15_Fiscal_costs_maintxt_new.pdf, consulté le 13 mars 2012).

Banque mondiale. *Online indicators database*. Washington, DC, Banque mondiale, 2012 (<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur> , consulté le 8 janvier 2012).

Banque mondiale. *Quick reference tables*. Washington, DC, Banque mondiale, 2010b (<http://data.worldbank.org/data-catalog#Tables>, consulté le 13 mars 2012).

Banque mondiale. *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Conflits, sécurité et développement*. Washington, DC, Banque mondiale, 2011 (<http://wdr2011.worldbank.org/fulltext>, consulté le 13 mars 2012, résumé en français : wdronline.worldbank.org/worldbank/a/langtrans/3).

Bartram J. et Cairncross S. Hygiene, sanitation, and water: forgotten foundations of health, 2010. *PLoS Medicine*, 7(11): e1000367 (<http://www.plosmedicine.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pmed.1000367>, consulté le 26 janvier 2012).

Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies (UN-OHRLS). *Criteria for identification of LDCs*. New York, Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement des Nations Unies, 2010 (<http://www.unohrls.org/en/ldc/related/59/>, consulté le 13 mars 2012).

Cairncross S. *et al.* Hygiene, sanitation, and water: what needs to be done? 2010, *PLoS Medicine*, 7(11): e1000365 (<http://www.plosmedicine.org/article/info:doi/10.1371/journal.pmed.1000365>, consulté le 13 mars 2012).

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. *Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme 15/9: Human rights and access to safe drinking water and sanitation*. Assemblée générale des Nations Unies, 2010 (A/HRC/RES/15/9; <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G10/166/33/PDF/G1016633.pdf?OpenElement>, consulté le 13 mars 2012).

Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW). *Water supply and sanitation in Burkina Faso: turning finance into services for 2015 and beyond*. Conseil des ministres africains de l'eau, 2011 (<http://www.wsp.org/wsp/sites/wsp.org/files/publications/CSO-burkina-faso.pdf>, consulté le 26 janvier 2012).

Conseil économique et social des Nations Unies. *General Comment No. 15. The right to water (arts. 11 and 12 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights)*. Conseil économique et social des Nations Unies, Committee on Economic, Social and Cultural Rights, 2002 (http://www2.ohchr.org/english/issues/water/docs/cescr_gc_15.pdf, consulté le 13 mars 2012).

Ejemot-Nwadiaro R.I. *et al.* Hand washing for preventing diarrhea (Review). *The Cochrane Library*, Issue 3, 2009. <http://www.thecochranelibrary.com/userfiles/ccoch/file/Water%20safety/CD0004265.pdf>, consulté le 13 mars 2012).

Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF). *Water, sanitation & hygiene: strategy overview*. Fondation Bill et Melinda Gates, Global Development Program, 2011 (<http://www.gatesfoundation.org/watersanitationhygiene/Documents/wsh-strategy-overview.pdf>, consulté le 26 janvier 2012).

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). *WASH in schools monitoring package*. Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unissons-nous pour les enfants, 2011 (http://www.unicef.org/wash/schools/files/wash_in_schools_monitoringpackage_.pdf, consulté le 13 mars 2012).

Fonds des Nations Unies pour l'enfance/Organisation mondiale de la Santé. *Progress on drinking water and sanitation, 2012 update*. New York, UNICEF ; Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2012 (http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/2012/jmp_report/en/, consulté le 13 mars 2012).

Foster V. et Briceño-Garmendia C. (éd.). *Infrastructures africaines, Une transformation impérative* (publié conjointement par l'Agence française de développement et la Banque mondiale). Washington, DC, Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, 2010 (http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/aicd_overview_english_no-embargo.pdf, consulté le 10 février 2012).

Gouvernement de l'Éthiopie. *1st JTR for 2003 – EC Joint Technical Review V – Aide mémoire – Findings, recommendations and agreed actions*. Gouvernement de l'Éthiopie, National Water Supply, Sanitation and Hygiene Programme, 2011.

Gouvernement de l'Inde. *Evaluation study on Rajiv Gandhi National Drinking Water Mission (RGNDWM)*. New Delhi, Gouvernement de l'Inde, Planning Commission, Programme Evaluation Organization, 2010 (http://planningcommission.nic.in/reports/peoreport/peo/peo_rgndwm.pdf, consulté le 20 décembre 2011).

Gouvernement du Burkina Faso. *Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement, Horizon 2015 (PN-AEPA 2015). Rapport bilan annuel au 31 décembre 2010*. Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, 2011.

Gouvernement du Népal. *Water supply, sanitation and hygiene. Sector status report May 2011*. Gouvernement du Népal, Ministère de la Planification physique et des Travaux, Water Supply and Sanitation Division, Sector Efficiency Improvement Unit, 2011 (<http://www.moppw.gov.np/pdf/WASH-Sector-Status-Report-2011-for-WEB.pdf>, consulté le 20 décembre 2011).

Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD). *Pooled funding mechanisms*. New York, Groupe des Nations Unies pour le développement (<http://www.undg.org/index.cfm?P=152>, consulté le 20 mars 2012), 2010.

House S., Mahon T. et Cavill S. *Menstrual hygiene matters: a manual for improving menstrual hygiene management around the world*. WaterAid et SHARE, 2012.

Hutton G. et Bartram J. Global costs of attaining the Millennium Development Goal for water supply and sanitation. *Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé*, 86:13–19, 2008 (http://www.who.int/water_sanitation_health/economic/mdg_global_costing_summary.pdf, consulté le 21 janvier 2012).

Initiative européenne pour l'eau/ Organisation de coopération et de développement économiques (IEE/OCDE). *OECD DAC Creditor Reporting System: Guidance for the use of water supply and sanitation purpose codes*. Élaboré pour le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau par A. Cotton, Water, Engineering and Development Centre, Université de Loughborough, Angleterre, 2012 (<http://www.oecd.org/dataoecd/23/30/49819385.pdf>, consulté le 19 mars 2012).

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). *Creditor Reporting System* [base de données en ligne]. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2012 (<http://stats.oecd.org/Index.aspx?DatasetCode=CRSNEW>, consulté le 4 janvier 2012).

Organisation de coopération et de développement économiques. *Glossary of statistical terms* [base de données en ligne]. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2010 (<http://stats.oecd.org/glossary/index.htm>, consulté le 22 janvier 2010).

Organisation de coopération et de développement économiques. *Managing water for all – An OECD perspective on pricing and financing*. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2009a.

Organisation de coopération et de développement économiques. *Strategic financial planning for water supply and sanitation*. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2009b (<http://www.oecd.org/dataoecd/45/27/42811787.pdf>, consulté le 19 mars 2012).

Organisation de coopération et de développement économiques. *Systèmes de comptes de la santé : édition 2011*. Publications de l'OCDE pour l'Organisation de coopération et de développement économiques/Organisation mondiale de la Santé/Eurostat, 2011b.

Organisation de coopération et de développement économiques. *Un New Deal pour l'engagement dans les États fragiles*. Paris, Organisation de coopération et de développement économiques, 2011a (<http://www.oecd.org/international%20dialogue/49151953.pdf>, consulté le 19 mars 2012).

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). *Finance indicators by ISCED level*. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Institute for Statistics, 2012 (<http://stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=172>, consulté le 8 janvier 2012).

Organisation mondiale de la Santé (OMS). *Directives pour la qualité de l'eau de boisson*, 4^e édition. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2011 (http://www.who.int/water_sanitation_health/publications/2011/dwq_guidelines/en/, consulté le 13 mars 2012).

Organisation mondiale de la Santé. *Évaluation annuelle mondiale de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable : Cibler les ressources pour de meilleurs résultats*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2010 (http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas/en/index.html, consulté le 13 mars 2012).

Organisation mondiale de la Santé. *Principes et méthodes de gestion financière – Manuel*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, Groupe de travail sur le recouvrement des coûts, 1990 (OMS/CWS/90.10 ; http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/59732/1/WHO_CWS_90.10_fre.pdf, consulté le 13 mars 2012).

- Organisation mondiale de la Santé. *Tracking national financial flows into sanitation, hygiene and drinking water. Working paper*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2012.
- Organisation mondiale de la Santé. *UN-Water Global Annual Assessment of Sanitation and Drinking-water: 2008 pilot report – testing a new reporting approach*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2008 (http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas_2008_pilot_finalreport.pdf, consulté le 13 mars 2012).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Bondo villagers preserve water as a human right*. Stockholm, Water Governance Facility du Programme des Nations Unies pour le développement et Institut international de l'eau de Stockholm, 2010 (<http://www.undp.ro/download/WGF-Kenya-successtory%202010.pdf>, consulté le 13 mars 2012).
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Rapport mondial sur le développement humain 2006 – Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*. New York, Programme des Nations Unies pour le développement, 2006 (<http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2006/>, consulté le 13 mars 2012).
- Programme eau et assainissement -Afrique. *The Economics of Sanitation Initiative*, 2012 (www.wsp.org/wsp/content/economic-impacts-sanitation consulté le 12 mars 2012).
- Programme eau et assainissement -Afrique. *The eThekweni Declaration and AfricaSan action plan*. Water and Sanitation Program – Africa, 2008 (<http://www.africasan3.com/Images/eThekweniAfricaSan.pdf>, consulté le 13 mars 2012).
- Prüss-Üstün A. et al. *Safer water, better health – Costs, benefits and sustainability of interventions to protect and promote health*. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2008 (http://whqlibdoc.who.int/publications/2008/9789241596435_eng.pdf, consulté le 13 mars 2012).
- Randrianarisoa C. *Accessibility diagnostic: reviewing the accessibility of WASH facilities*. Note préparatoire de WaterAid, 2010 (http://www.wateraid.org/documents/plugin_documents/accessibility_diagnostics1.pdf, consulté le 13 mars 2012).
- Rehfuess E.Q., Bruce N. et Bartram J.K. More health for your buck: health sector functions to secure environmental health. *Bulletin de l'Organisation mondiale de la Santé*, 87, pp. 880–882, 2009 (<http://www.who.int/bulletin/volumes/87/11/08-059865/en/index.html>, consulté le 16 janvier 2012).
- Sumner A. *Global poverty and the new bottom billion: three-quarters of the world's poor live in middle-income countries*. Brighton, Institute of Development Studies (IDS Working Paper 349), 2010.
- Système de comptabilité nationale (SCN). *Système de comptabilité nationale 2008*. New York, Commission européenne, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, 2009 (<http://unstats.un.org/unsd/nationalaccount/sna2008.asp>, consulté le 20 mars 2012).
- Van den Berg C. et al. *Tanzania – public expenditure review of the water sector*. Washington, DC, Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, 2009 (http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSPContentServer/WDSP/IB/2009/10/06/000333037_20091006234617/Rendered/PDF/509050ESW0P0871Box342011B001PUBLIC1.pdf, consulté le 2 janvier 2012).
- Van den Berg C. et Danilenko A. *The IBNET water supply and sanitation performance blue book – The International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities databook*. Washington, DC, Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, 2011.
- Verhoeven J. et Fonseca C. *External support agencies survey results for the GLAAS report 2012*. Document de travail non publié rédigé pour l'Organisation mondiale de la Santé, Genève, 2012.
- WaterAid. *Off-track, off-target: why investment in water, sanitation and hygiene is not reaching those who need it most*, 2011a (<http://www.wateraid.org/documents/Off-track-off-target.pdf>, consulté le 13 mars 2012).
- WaterAid. *The sanitation problem: what can and should the health sector do?* 2011b (http://www.wateraid.org/documents/plugin_documents/the_sanitation_problem_what_can_and_should_the_health_sector_do_1.pdf, consulté le 13 mars 2012).

Annexe A : Méthodologie

Le *Rapport GLAAS* procure des informations essentielles sur l'assainissement et l'eau potable dans le monde en développement. Il s'appuie sur des données provenant de nombreuses sources, notamment celles recueillies par différents organismes, et les complète avec des données nouvelles émanant des pays et des agences d'aide extérieure. Le processus de recueil de données s'efforce d'être harmonisé avec celui des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation afin de produire et de valider des données sectorielles, ainsi que de renforcer la coordination entre les acteurs du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans les pays qui ont répondu.

A.1 UN RAPPORT BIENNAL

Le rapport pilote GLAAS (« validation du concept ») a été publié en septembre 2008 (OMS, 2008). Il a été suivi en 2010 par le premier *Rapport GLAAS : Évaluation annuelle mondiale de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable : Cibler les ressources pour de meilleurs résultats* (OMS, 2010). Le premier *Rapport GLAAS* a été examiné par le groupe consultatif stratégique JMP/GLAAS et évalué lors d'une réunion des représentants des pouvoirs publics et des ONG des pays en développement, des donateurs, ainsi que des bureaux de pays, des bureaux régionaux et du siège de l'OMS. Sur la base des recommandations du groupe consultatif stratégique et de la réunion d'évaluation, une stratégie GLAAS ONU-Eau pour 2010-2015 a été élaborée. Il a été décidé que le *Rapport GLAAS* serait biennal, mais que serait publié un rapport supplémentaire à l'échéance des OMD, en 2015. Par conséquent, le *Rapport GLAAS* a été rebaptisé : *Analyse et évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable*.

A.2 UTILISATION DE DONNÉES EXISTANTES

Le *Rapport GLAAS* continue de faire appel à différentes sources de données existantes : données mondiales sur la couverture des services d'assainissement et d'approvisionnement en eau (JMP), flux d'aide des donateurs (SNPC de

l'OCDE), indicateurs économiques et de développement (Indicateurs du développement dans le monde, de la Banque mondiale), données sur les indicateurs sanitaires (Statistiques sanitaires mondiales, de l'OMS) et données issues d'évaluations régionales.

A.3 PARTENARIATS

La constitution de partenariats regroupant tous les acteurs mondiaux et régionaux chargés du suivi du secteur de l'assainissement et de l'eau potable forme un élément essentiel du processus mondial d'évaluation qui vise à améliorer la qualité de l'information communiquée dans le *Rapport GLAAS* et à simplifier la tâche des pouvoirs publics. Par exemple, l'OMS et l'UNICEF collaborent étroitement à l'élaboration des informations qui étayent le *Rapport GLAAS* et sont utiles aux efforts déployés par l'initiative Sanitation and Water for All (Assainissement et eau pour tous) (faciliter la collecte de données au niveau national et suivre les avancées sur la voie des engagements pris lors de la Réunion de haut niveau).

A.4 COLLECTE DE DONNÉES PAR PAYS

L'étude pilote GLAAS comme le *Rapport GLAAS 2010* ont mis en évidence des lacunes critiques et montré l'importance d'une collecte ininterrompue de données sur l'assainissement et l'eau potable auprès des pays et des agences d'aide extérieure. S'appuyant sur les enseignements tirés de ce processus, le *Rapport GLAAS 2012* a continué d'utiliser deux questionnaires d'enquête pour collecter des informations auprès des agences d'aide extérieure et des pays en développement. Ces questionnaires sont accessibles au public et peuvent être consultés en ligne¹.

Le questionnaire destiné aux agences d'aide extérieure, qui a été légèrement modifié par rapport à la version précédente, demandait des renseignements sur l'ordre des priorités pour l'aide, les flux d'aide, la planification future, la coordination des donateurs et l'alignement avec les programmes nationaux. GLAAS a inclus dans le processus les

nombreuses agences d'aide extérieure qui ne sont pas membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE, cherchant ainsi à inciter les donateurs qui ne prennent pas part au système de notification de l'OCDE à participer.

Pour collecter des données au niveau des pays, GLAAS s'est servi d'une version modifiée du questionnaire d'enquête utilisé pour recueillir les données pour le *Rapport GLAAS 2010*². Après que les répondants, les évaluateurs et les conseillers régionaux de l'OMS ont fourni un retour d'information détaillé pendant une série de réunions en 2010-2011, le questionnaire original et le processus de consultation par pays proposé ont été modifiés afin de faciliter la collecte des données, de l'harmoniser avec les processus des pays et de renforcer l'appropriation des données par les pays. Une grande nouvelle section sur la sensibilisation à l'hygiène a été ajoutée, conformément à une recommandation, et la série de questions sur l'équité, le financement et d'autres aspects a elle aussi été étoffée.

Le questionnaire de l'enquête GLAAS 2011 comporte quatre sections : 1) la prestation de services d'assainissement, 2) la prestation de services d'eau potable, 3) la sensibilisation à l'hygiène et 4) le financement. Les trois premières sections du questionnaire appelaient des informations à la fois qualitatives et quantitatives afin de permettre d'évaluer les capacités institutionnelles, financières et en ressources humaines. Dans chaque section, certaines questions proposaient un choix entre trois réponses pour les environnements ruraux et urbains. Les répondants devaient choisir la réponse qui correspondait le mieux à leur situation. Ils devaient également détailler certaines réponses afin de mettre en évidence les réalisations et les obstacles aux progrès.

Les sections consacrées à l'eau potable et à l'assainissement comptent huit grands blocs :

1. Situation actuelle de l'accès
2. Politiques et institutions
3. Planification, suivi et évaluation
4. Budget et dépenses
5. Équité
6. Résultats
7. Durabilité
8. Ressources humaines

¹ Disponible à l'adresse http://www.who.int/water_sanitation_health/en/.

² Le questionnaire de l'enquête GLAAS 2009 par pays, sur lequel se sont appuyés le rapport GLAAS 2010 et le projet d'état des lieux par pays (Country Status Overview) du Conseil des ministres africains de l'eau, a été développé en collaboration avec le programme Eau et assainissement de la Banque mondiale.

La collecte de données pour le *Rapport GLAAS 2012* a débuté en août 2011.

Les questionnaires ont été envoyés aux instances dirigeantes des pays en développement (ministère de la Santé, ministère de l'Eau) par le biais des bureaux régionaux et des bureaux de pays de l'OMS. Quelque 74 pays en développement y ont répondu, dont 35 pays de la région OMS Afrique, 9 de la région Amériques, 10 de la région Asie du Sud-Est, 7 du Pacifique occidental, 9 de la Méditerranée orientale et 4 de l'Europe.

Il était entendu que les données requises pour remplir le questionnaire n'étaient pas forcément disponibles au sein d'un même département. Les pays qui ont répondu au questionnaire GLAAS devaient donc identifier un département central et un point focal national au sein de ce département chargé de coordonner la collecte de données, de compiler les réponses au questionnaire et de diriger le processus de validation des données (voir ci-dessous).

Le processus de collecte de données dans les pays est appuyé par un réseau de facilitateurs régionaux constitué à cet effet. Ces facilitateurs régionaux ont apporté un soutien technique aux représentants de l'État et aux institutions en les aidant à répondre au questionnaire GLAAS.

Les pays ont répondu selon un principe d'autoévaluation. Ils devaient donc estimer leur situation concernant les indicateurs du questionnaire et s'attribuer les scores correspondants. Cette méthode induit des problèmes d'interprétation, d'où une certaine variabilité dans les réponses : ainsi, certains pays peuvent s'attribuer un score inférieur à d'autres alors qu'ils se situent à un niveau analogue. C'est une difficulté

que les enquêtes ultérieures continueront de s'efforcer de résoudre. Pour le présent rapport, on a utilisé des données par pays pour repérer les tendances générales plutôt que des comparaisons entre régions ou pays.

A.5 VALIDATION

Tous les pays ont reçu les mêmes conseils pour répondre au questionnaire GLAAS par pays. On leur a notamment recommandé de faire valider leurs réponses par un atelier national faisant intervenir tout un éventail d'acteurs. Les pays devaient donner des informations sur les processus qu'ils utilisent pour collecter des données et valider leurs réponses grâce à un formulaire standardisé (tableau A.1). Sur les 74 pays qui ont répondu au questionnaire, 28 ont renvoyé ce formulaire. Les données montrent que ces 28 pays ont demandé aux intervenants d'examiner les réponses afin de les valider, mais les pays où la documentation qui étaye les réponses était de niveau moyen (voir définitions ci-dessous) sont aussi nombreux que ceux où elle était de niveau élevé, ce qui souligne le besoin de renforcer les systèmes d'information dans les pays.

On a, de surcroît, vérifié la cohérence interne des réponses aux questionnaires GLAAS et leur exhaustivité. En outre, un exercice de validation plus rigoureux et ciblé a été entrepris pour comparer les réponses GLAAS aux documents pays disponibles. Sur les 74 pays participants, 11 (3 pour la région Afrique, 2 pour les Amériques, 2 pour l'Asie du Sud-Est, 2 pour le Pacifique occidental, 1 pour la Méditerranée orientale et 1 pour l'Europe) ont été sélectionnés pour validation. Les réponses GLAAS ont été analysées au regard de divers documents pays, comme par exemple, des analyses

sectorielles, des plans de développement sectoriels, des rapports sur l'état des lieux par pays (*Country Status Overview*), des évaluations sectorielles de pays GoAL WaSH (gouvernance, plaidoyer et leadership en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène) du PNUD ainsi que des rapports des instances de réglementation sectorielles, remontant jusqu'à 2009. Les principaux constats de l'exercice de validation sont les suivants :

1. Dans tous les pays examinés, le département central chargé de coordonner les réponses était le même que celui identifié comme étant l'acteur principal du secteur dans les documents pays. Sur les onze pays, six ont compilé les réponses de plusieurs ministères.
2. Dans 3 des 11 pays examinés, la différence entre l'assainissement en milieu urbain et en milieu rural n'a pas été bien nuancée, le rapport sur l'état des lieux par pays (*Country Status Overview*) ou l'évaluation sectorielle de pays réalisée par le PNUD ont attribué une note plus élevée à un sous-secteur qu'à l'autre, alors que la réponse GLAAS reçue du pays a attribué des scores identiques aux deux secteurs pour chaque indicateur. Sur les 11 pays examinés, dans au moins 4 pays (Bangladesh, Tadjikistan, Éthiopie, Ghana) les documents pays indiquent que l'auto-provisionnement constitue un élément important de l'approvisionnement en eau potable, alors que seules les réponses de l'Éthiopie et du Ghana en font mention.
3. En général, les documents pays ont apporté des informations insuffisantes pour valider les réponses GLAAS sur les ressources humaines. Il s'agit là d'un manque d'information critique.

TABLEAU A.1 Niveaux de la documentation et de la validation

Niveau de la documentation		Niveau de la validation par les parties prenantes	
Élevé	Une majorité de réponses reposant sur des faits s'appuyant sur des documents officiels ou sur des documents cités en sources de références.	Élevé	Un examen faisant intervenir de nombreuses parties prenantes, y compris des représentants de l'État, est effectué.
Moyen	Quelques documents sont disponibles pour étayer les réponses reposant sur des faits, mais la documentation est incomplète.	Moyen	Un examen par les parties prenantes est réalisé, même si tous les partenaires n'y participent pas.
Faible	Très peu de documents ou de références sont fournis.	Faible	Aucun examen par les parties prenantes n'est réalisé.

A.6 AGENCES D'AIDE EXTÉRIEURE

L'OMS a invité 65 agences bilatérales et multilatérales, des fondations privées et autres ONG qui interviennent dans l'aide au développement, la recherche ou fournissent un appui autre dans le domaine de l'assainissement et de l'eau potable à participer à l'enquête GLAAS pour les agences d'aide extérieure.

Vingt-quatre agences d'aide extérieure ont répondu au questionnaire : l'Allemagne, l'Australie, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale, la Commission européenne, les États-Unis, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Fondation Bill et Melinda Gates, la France, l'Irlande, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le PNUD, le Portugal, le Royaume-Uni, le Secours islamique mondial, la Suède, la Suisse, l'UNICEF et WaterAid. D'après la base de données du SNPC de l'OCDE concernant les engagements pour le secteur de l'eau et de l'assainissement pour 2009, ces agences d'aide extérieure représentent ensemble 82 % de l'APD bilatérale et 97 % de l'APD multilatérale pour l'eau et l'assainissement.

A.7 RETOUR D'INFORMATION DES PAYS ET DES AGENCES D'AIDE EXTÉRIEURE

Les pays et les agences d'aide extérieure devaient fournir des commentaires sur divers facteurs associés à la collecte de données GLAAS. Ces réponses font l'objet d'un examen minutieux qui permettra d'informer la prochaine phase de GLAAS.

Annexe B : Suivi des flux financiers nationaux vers le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement

OBSERVATIONS CLÉS

- On observe actuellement des lacunes substantielles dans la maîtrise et le suivi des flux financiers en direction du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au niveau mondial et national.
- Il n'existe aucune méthodologie standard pour le suivi de ces flux financiers, dont l'ampleur est pourtant analogue à celle du financement de la santé et de l'éducation.
- Ce document propose une méthode de suivi de ces flux financiers laquelle sera appliquée, à titre de projet pilote, dans plusieurs pays.

Un financement efficace du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement est indispensable si l'on veut accélérer et pérenniser des services qui pourraient, à terme, sauver 2 millions de vies par an. Cependant, les carences du suivi et la disponibilité limitée des données financières empêchent les pays d'évaluer leurs avancées et d'améliorer leurs performances. Il n'existe à ce jour aucune méthodologie standard reconnue à l'échelle internationale pour le suivi des flux financiers consacrés à ce secteur.

Un examen d'experts commandité pour l'initiative GLAAS a conclu qu'il était nécessaire, et possible, d'élaborer une telle méthodologie (OMS, 2012). La présente annexe synthétise les principales conclusions et recommandations de cet examen d'experts, tout en intégrant de nouvelles données GLAAS issues des questionnaires adressés aux pays et des interviews de suivi. Elle commence par expliquer pourquoi cette approche standard est impérative, avant d'en décrire les éléments principaux, et d'énoncer des recommandations en vue d'une expérimentation pilote dans un petit nombre de pays. À la suite de cet essai, une méthodologie acceptée par tous pourra être appliquée pour la collecte des données du *Rapport GLAAS 2014* et des rapports suivants.



B.1 POURQUOI AMÉLIORER LE SUIVI DES FLUX FINANCIERS DU SECTEUR DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT ?

Si l'on veut délivrer des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement à tous de manière durable, il convient de mobiliser les flux financiers en direction de ce secteur. Il est essentiel de bien cerner la nature de ces flux (finançant tant les dépenses récurrentes que les investissements) afin de pouvoir déterminer si les fonds existants sont utilisés de manière efficiente et comment il serait possible de les augmenter pour étendre l'accès aux services et le pérenniser. Ces données peuvent faciliter le suivi des avancées vers la réalisation des objectifs, la comparaison des performances sur la durée et entre les pays, l'estimation des besoins à venir, la mobilisation de ressources financières supplémentaires (si nécessaire) et l'obtention d'un bon rapport coût/efficacité.

Malgré les améliorations significatives réalisées ces dernières années, des lacunes non négligeables demeurent dans la compréhension et le suivi des flux finançant le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, tant à l'échelon national qu'international. Les tentatives de suivi et d'information au niveau mondial (y compris via les *Rapports GLAAS 2008 et 2010*) ne fournissent pas de données assez solides pour étayer les politiques publiques à l'échelon national, ni pour éclairer une analyse systématique à l'échelle mondiale.

Sur les 74 pays qui ont répondu à l'enquête pour le *Rapport GLAAS 2012*, seulement 4 ont communiqué des informations complètes sur le suivi des flux financiers, et 27 des informations financières partielles. De nombreux pays n'ont pu présenter des données que sur les dépenses de l'État central et sont restés silencieux sur les autres sources de revenus du secteur, particulièrement sur celles provenant des ménages. Pour les besoins de la présente annexe, nous avons consulté les responsables qui ont répondu au questionnaire dans trois pays afin de mieux comprendre comment ils avaient rempli le tableau d'information financière du questionnaire GLAAS, ainsi que les problèmes méthodologiques qu'ils ont rencontrés pour ce faire. Les pays retenus (Bangladesh, Burkina Faso et Jordanie) ont tous les trois communiqué des informations financières assez complètes.

B.2 D'OÙ VIENT LE FINANCEMENT DU SECTEUR ?

Le financement du secteur peut provenir de trois sources principales : les tarifs, les taxes et les transferts. On a l'habitude d'appeler ces trois sources de financement les « 3T » du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

Étant donné la nature des investissements dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement (investissements relativement importants et actifs d'une durée de vie longue), il est rarement possible de financer en une seule fois tous les investissements nécessaires. Si l'on ne peut

pas lever des financements supplémentaires, soit en réduisant les coûts soit en augmentant les 3T, le besoin de financement restant doit être comblé par plusieurs sources de financement remboursables. Au niveau le plus élémentaire, ce financement passera par des prêts (commerciaux ou concessionnels) et par des investissements en actions effectués par des investisseurs privés. Si le financement remboursable n'est pas disponible (soit parce que le coût de l'emprunt est trop élevé soit parce que les flux de revenus attendus ne suffisent pas à assurer le remboursement), le besoin de financement pourrait se transformer en un besoin d'investissement, ce qui signifie que les investissements nécessaires ne seront pas effectués faute de moyens. La figure B.1 montre comment on peut combiner ces sources de financement.

Définir les 3T

Les « tarifs » correspondent au prix payé par les usagers des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement pour obtenir ces services. Les usagers paient généralement les prestataires pour avoir accès au service et pouvoir l'utiliser. Lorsque les usagers assurent eux-mêmes le service (par exemple lorsqu'un ménage construit et utilise ses propres latrines), le capital investi par le ménage (sous forme d'argent, de matériel ou de temps/d'efforts) entre également en ligne de compte dans les « tarifs ».

Les « taxes » sont les fonds provenant de la fiscalité intérieure qui sont acheminés vers le secteur via des transferts depuis tous les niveaux de l'État (national, régional et local). Ces fonds revêtent habituellement la forme de subventions pour des investissements ou le fonctionnement de l'infrastructure. Les allègements fiscaux, les prêts à conditions préférentielles (à taux d'intérêt subventionné) ou les services subventionnés (par exemple l'électricité subventionnée) peuvent constituer des subventions « cachées ».

Les « transferts » correspondent aux fonds versés par les donateurs internationaux et par les organisations caritatives (ONG, organisations de coopération décentralisée ou de la société civile locale) qui proviennent généralement d'autres pays. Ces fonds peuvent être mis à disposition sous la forme de dons, de prêts concessionnels (c'est-à-dire comportant un élément de « libéralité » sous la forme d'un taux d'intérêt subventionné ou d'un délai de grâce) ou de garanties.

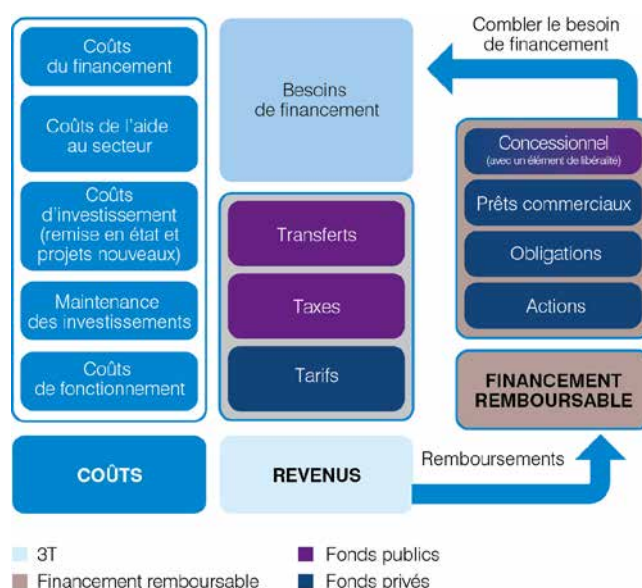


FIGURE B.1 Sources de financement pour le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement

Source : OMS (2012)

B.3 QUE SAVONS-NOUS DE CES FLUX FINANCIERS ?

Les informations sur les flux de financement du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au niveau national sont approximatives et partielles. Dans la plupart des pays, il n'est pas possible de répondre à des questions élémentaires telles que « Combien consacre-t-on actuellement aux services d'eau, d'hygiène et d'assainissement ? » Cette maîtrise approximative et partielle des flux de financement s'explique en partie par la complexité du secteur, qui se décompose habituellement en quatre grands sous-secteurs (eau et assainissement/hygiène en milieu urbain et en milieu rural) présentant une structure institutionnelle différente, des sources et des voies de financement différentes, et tout un ensemble de prestataires publics et privés. Les données disponibles au niveau national se révèlent donc souvent incomplètes, ce qui complique les comparaisons entre pays.

Si l'on peut retracer les transferts des donateurs membres de l'OCDE avec une certaine précision, les données sur les dépenses publiques et les dépenses privées à l'échelle nationale (provenant essentiellement des ménages *via* les tarifs ou les investissements directs) sont soit incomplètes soit peu fiables. On a donc tendance à s'appuyer sur « ce que nous connaissons le mieux » lors de la compilation des données agrégées, ce qui peut fausser notre vision du financement et induire des décisions de politique publique qui ne vont pas dans le bon sens.

CE QUE NOUS SAVONS DES TARIFS

Selon le principe de récupération des coûts, la majorité du financement du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement doit être assurée par les ménages *via* les tarifs et les honoraires payés aux prestataires de services, ou leurs propres investissements (par exemple pour l'assainissement individuel). Cependant, en général, les pouvoirs publics ne tiennent pas de registre de ces flux financiers. L'information sur les tarifs acquittés aux prestataires existe habituellement, mais pour recueillir cette information, il est nécessaire d'étudier minutieusement les états financiers et les grilles tarifaires de ces derniers. Cette opération peut se révéler difficile et prendre beaucoup de temps lorsque les services sont décentralisés et qu'il n'existe pas de mécanisme collectant ces données (par exemple une instance de réglementation). L'information sur les autres types de tarifs, par exemple ceux payés aux prestataires informels ou les investissements effectués

directement par les ménages, n'est généralement pas consignée, bien que des travaux de recherche isolés aient tenté d'estimer ces données. Par exemple, le Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique (*Africa Infrastructure Country Diagnostic, AICD*) conduit par la Banque mondiale en Afrique subsaharienne (Banque mondiale, 2010a) a permis de constater que les ménages constituaient la principale source de financement des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans cette région, dépenses d'investissement comprises. Bien que n'étant pas enregistrés, les paiements aux prestataires informels peuvent également atteindre des niveaux substantiels, car les tarifs peuvent représenter plusieurs fois le montant des tarifs officiels.

Pour l'enquête GLAAS 2012, seuls le Bangladesh, la République islamique d'Iran, le Lesotho et la Thaïlande ont communiqué des estimations suffisamment solides des dépenses au niveau des ménages. Le Bangladesh n'a estimé que les dépenses de fonctionnement engagées par les ménages, en s'appuyant sur une compilation de tarifs et d'honoraires versés aux entreprises des eaux opérant dans le pays. Le Bangladesh compte 208 entreprises des eaux de taille variable, et les données recueillies par le département de l'ingénierie de la santé publique couvrent 90 % d'entre elles. Même si le Bangladesh a également cherché à estimer les dépenses d'investissement (surtout pour l'assainissement individuel, sur la base des données relatives au nombre de latrines construites chaque année ainsi que de leur coût estimé), les pouvoirs publics n'ont pas jugé ces chiffres assez solides pour être publiés. De son côté, le Burkina Faso n'a communiqué aucune information sur les dépenses des ménages, alors même qu'il a donné des informations satisfaisantes sur d'autres sources. Cette lacune s'explique en partie par les difficultés d'accès aux données sur les tarifs (surtout auprès des petits opérateurs ruraux) et par le fait que les questionnaires d'enquête adressés aux ménages ne comprenaient aucune question sur les dépenses d'eau et d'assainissement.

CE QUE NOUS SAVONS DES TAXES

En théorie, il est possible de se procurer des informations sur les taxes qui alimentent le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement auprès des autorités budgétaires. Cependant, la compilation d'un tableau complet de ces flux budgétaires pose habituellement un certain nombre de difficultés :

- Dans la majorité des pays, la prestation des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement a été décentralisée. Pour se renseigner sur la part des budgets publics allouée à ce secteur,

il faut donc demander des données à un nombre d'autorités locales potentiellement élevé.

- Les autorités locales sont généralement financées par une multitude de sources, dont leurs propres recettes fiscales, mais aussi par des transferts depuis l'État central. Ces transferts peuvent émaner de différents ministères, ou, dans certains cas, de fonds verticaux ou d'autres formes de financement commun.
- Certains pays ont adopté une approche sectorielle dans le but de mutualiser le financement du secteur. Cependant, un pourcentage considérable des fonds continue de contourner ce mécanisme sectoriel, et il demeure difficile d'en suivre la trace.
- Certains pays ont instauré des mécanismes qui suivent la trace des ressources financières à un niveau agrégé. Cependant, ces systèmes restent relativement rares, et seuls les pays les plus développés sur le plan administratif s'en sont dotés.

CE QUE NOUS SAVONS DES TRANSFERTS

La plupart des transferts correspondant à de l'APD provenant des pays donateurs et des organisations internationales (coopération bilatérale et multilatérale) sont compilés dans la base de données du SNPC de l'OCDE. Bien que ce soit le meilleur système disponible, l'utilisation de cette base de données pose certains problèmes pour l'élaboration des politiques publiques au niveau national :

- L'information n'est pas assez désagrégée pour permettre de faire la différence entre les dépenses d'investissement et les dépenses récurrentes ou pour déterminer si les fonds sont attribués aux zones rurales ou aux zones urbaines.
- Une proportion importante (et croissante) des flux d'APD revêt la forme de prêts concessionnels (c'est-à-dire intégrant un élément de libéralité d'au moins 25 %). Si le prêt satisfait aux critères de l'APD, c'est l'intégralité du montant qui est comptabilisé au titre de l'APD. Du point de vue du pays bénéficiaire, toutefois, il devrait être considéré comme un financement remboursable plutôt que comme un transfert à strictement parler.
- Les transferts des donateurs non membres de l'OCDE, tels que la Chine ou les pays producteurs de pétrole, ne font pas l'objet d'un suivi alors qu'il apparaît que ces flux destinés au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement ont significativement augmenté.
- Les flux de transfert du secteur « non public », par exemple depuis les ONG ou les fondations ou les envois de fonds

des migrants, ne sont pas non plus enregistrés, alors qu'ils peuvent être substantiels dans certains pays. Les tentatives pour obtenir des données sur ces flux au niveau national sont souvent vouées à l'échec.

Certains pays ont également élaboré des systèmes qui suivent la trace des flux de transfert au niveau national. Ainsi, le Bangladesh enregistre les transferts internationaux et le financement apporté par les ONG via le budget national (les flux provenant des ONG sont enregistrés au niveau des autorités locales puis agrégés). De son côté, la Jordanie a mis en place le *Jordan Aid Information Management System* (système de gestion de l'information sur l'aide), accessible sur le site Web de son ministère de la Planification et de la Coopération internationale. Ce système renseigne sur les projets et programmes de développement en cours qui sont mis en œuvre en Jordanie et financés par l'aide étrangère (dons, prêts à conditions préférentielles et assistance technique), ainsi que par les institutions financières et les organisations internationales opérant dans différents secteurs. Cependant, les tentatives de comparer les données mondiales de la base de données du SNPC de l'OCDE avec les informations sur les flux d'aide peuvent faire apparaître certaines disparités.

Enfin, outre les informations contenues dans la base de données de l'OCDE sur les prêts concessionnels, les informations sur le financement du secteur qui doit être remboursé sont très limitées, et les prêts commerciaux ne font l'objet d'aucun enregistrement.

B.4 QUELLES INITIATIVES ONT ÉTÉ PRISES POUR AMÉLIORER NOTRE CONNAISSANCE DU FINANCEMENT DU SECTEUR DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT ?

Divers acteurs (l'OMS, l'OCDE, le programme Eau et assainissement de la Banque mondiale et WaterAid) ont engagé plusieurs initiatives pour assurer le suivi des flux finançant le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement. Ces initiatives améliorent considérablement notre connaissance des flux financiers dans les pays où de tels exercices ont été menés, mais jusqu'ici, personne n'a cherché à faire

passer ces initiatives à l'échelle supérieure. La plupart d'entre elles visaient à déterminer si les cibles fixées pour le secteur avaient des chances d'être atteintes et à repérer des éventuels besoins de financement, ce qui a amené à s'attacher surtout aux dépenses d'investissement, et donc à négliger les flux financiers consacrés au fonctionnement et à la maintenance des systèmes existants. Ces initiatives se sont toutes heurtées à des difficultés analogues en termes d'accès à des données complètes et fiables. De manière générale, elles ont requis une contribution extérieure considérable, au lieu que les pays se les soient « appropriés ». Par conséquent, elles ont souvent été mises en œuvre dans un nombre limité de pays à titre d'exercices « ponctuels » plutôt que d'être institutionnalisées.

Au niveau plus large du « secteur de l'eau », la division Statistique des Nations Unies a élaboré le Système de comptabilité environnementale et économique de l'eau (SEEAW), lequel constitue une bonne base pour le développement d'une méthodologie commune de suivi des flux financiers. Ce système forme un cadre conceptuel permettant d'organiser l'information hydrologique et économique de manière complète, cohérente et comparable, sur la base du Système de comptabilité nationale (SCN) 1993, qui est le système international normalisé pour la compilation des statistiques économiques. En 2007, la commission Statistiques des Nations Unies a adopté le cadre du SEEAW, et elle a également encouragé les pays à le mettre en œuvre. À ce jour, plus de 50 pays se sont dits intéressés par la compilation des statistiques nationales suivant le cadre du SEEAW. Cependant, cette méthodologie n'est pas encore appliquée à grande échelle, et il conviendrait de l'affiner si l'on veut saisir plus précisément la réalité des flux finançant le secteur, et aussi l'expliquer aux professionnels du secteur.

En revanche, une méthode largement acceptée de suivi des flux financiers est utilisée dans les secteurs de la santé et de l'éducation, qui sont pourtant deux secteurs complexes, comptant un large éventail de prestataires, délivrant une multiplicité de services, et se caractérisant par un ensemble de dépenses récurrentes et d'investissement et diverses sources de financement (les paiements effectués par les ménages tiennent une très grande place dans le secteur de la santé, même s'ils ne sont pas encore suivis correctement). Dans le secteur de la santé, par exemple, des comptes nationaux de la santé ont été élaborés pour plus de 100 pays (en plusieurs exemplaires dans certains pays) sur la base d'une méthodologie acceptée par tous,

fondée sur une définition claire des limites du secteur, sur une classification des coûts, sur des matrices sectorielles, ainsi que sur des guides d'élaboration publiés par des organisations internationales telles que l'OMS et l'OCDE. Des données comparables sont produites à partir de ces comptes et sont ensuite rassemblées dans des rapports annuels élaborés par l'OMS, disponibles sur Internet.¹

Il est urgent d'instaurer un cadre méthodologique commun pour le suivi des flux finançant le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au niveau national.

Comme dans le secteur de la santé, une meilleure connaissance des flux financiers au niveau national jouerait un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, car il serait possible d'opérer des choix sur la base de données solides, de comparer les dépenses aux cibles et d'attirer des financements supplémentaires dans le secteur, surtout à l'heure où ce dernier doit rivaliser avec d'autres pour obtenir des ressources. Il s'agit là d'une mission difficile et exigeante, compte tenu des lacunes actuelles des données financières dans le secteur. Cependant, elle est réaliste dans la mesure où la méthodologie est développée progressivement et intégrée au fil du temps dans les systèmes nationaux.

B.5 PRÉSENTATION DE LA MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

Dans un premier temps, il est proposé d'élaborer une méthodologie permettant d'améliorer notre connaissance des dépenses courantes du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement de manière à répondre à quatre grandes questions sur une base cohérente, fiable et comparable :

1. À combien se montent les dépenses totales du secteur ?
2. Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services et alloués aux différentes catégories de dépenses ?
3. Qui paie pour les services d'eau, d'hygiène et d'assainissement, et combien ?
4. Quelles entités forment les principales voies de financement du secteur ?

Si l'on obtient des données solides et fiables pour répondre à ces questions, il sera possible de tester certaines cibles qui sont exprimées en termes financiers plutôt que physiques.

¹ Voir <http://www.who.int/nha/fr/index.html> pour de plus amples informations.

Par exemple, en 2008, dans la Déclaration d'eThekwini, les pays d'Afrique subsaharienne se sont engagés à consacrer 0,5 % de leur PIB à l'assainissement. Faute de méthodologie acceptée par tous pour la compilation de ces chiffres, la capacité de surveiller si un engagement aussi important est honoré reste toutefois très limitée.

La méthodologie qui est proposée dans les paragraphes qui suivent s'inspire de celle des comptes nationaux de la santé ainsi que du système SEEAW. Cette méthodologie devra être développée et déployée au fil du temps, de préférence par les principales organisations internationales du secteur, en partenariat avec les ministères de l'eau et les départements de la statistique au niveau international et national (division Statistique des Nations Unies et services statistiques nationaux). À mesure qu'elle se développera, cette méthodologie pourra chercher à répondre à des questions plus ambitieuses, et par exemple à estimer le rapport coût/efficacité d'autres interventions possibles (voir le tableau B.1 pour les prochaines étapes potentielles de cette évolution méthodologique).

La méthodologie proposée consiste pour l'essentiel en un processus destiné à aider les pays à garder la trace des flux financiers dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et à analyser cette information de manière systématique et cohérente par des comparaisons entre pays. La figure B.2 en présente les principales étapes, qui devront dans une certaine mesure être adaptées à la situation particulière de chaque pays.

Les paragraphes suivants donnent des explications supplémentaires sur chaque étape du processus, et l'application de la méthodologie y est désignée par le terme d'« exercice de suivi ».

DÉLIMITER LE SECTEUR DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Tout d'abord, il est essentiel de définir les « limites » du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, c'est-à-dire de dresser la liste des services dont il faudra suivre les coûts. La définition du secteur (c'est-à-dire du type de services qui y sont inclus) varie souvent d'un pays à l'autre, et il est donc essentiel de faire le point sur ce qu'englobe le secteur dans chaque pays dans lequel cette analyse est effectuée. Par exemple, en Jordanie, le secteur de l'eau est resté très centralisé, et les services sont assurés par un nombre restreint d'autorités publiques placées sous la responsabilité du ministère de l'Eau et de l'Irrigation. Les données communiquées pour le

questionnaire GLAAS 2012 comprennent les dépenses publiques du ministère de l'Eau et de l'Irrigation, de l'autorité jordanienne des eaux (*Water Authority of Jordan*) ainsi que des entreprises publiques détenues par l'autorité jordanienne des eaux et par l'autorité de la vallée du Jourdain (*Jordan Valley Authority*). Cependant, l'autorité de la vallée du Jourdain est responsable des grands programmes d'investissement pour l'irrigation dans la vallée du Jourdain, qui sont considérables, étant donné la forte dépendance de l'agriculture vis-à-vis de l'irrigation dans cette région. Les chiffres communiqués englobent donc des investissements qui vont au-delà de la fourniture des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement, contrairement à ceux des autres pays, ce qui en amoindrit la comparabilité.

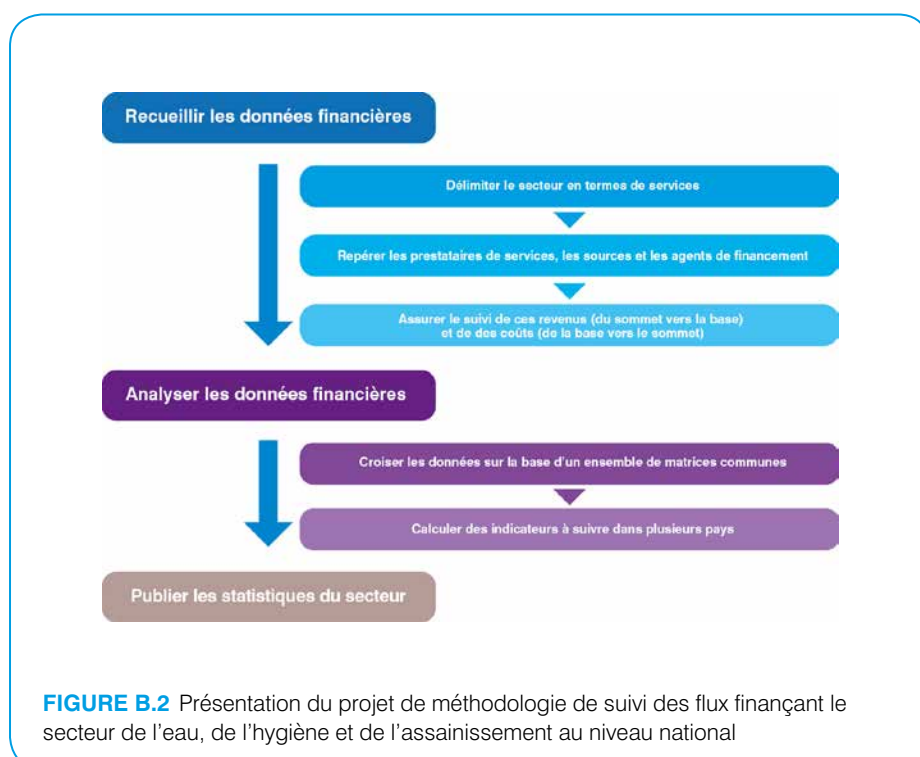
Pour définir les limites du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, il est possible de s'appuyer sur plusieurs classifications des activités économiques utilisées au niveau international et national, y compris celles qui ont été élaborées par la division Statistique des Nations Unies, comme la Classification internationale type, par industrie (CITI) de toutes les activités économiques dans le cadre général du Système de comptabilité nationale des Nations Unies (SCN, 2009). Les initiatives existantes pilotées par le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement qui cherchent à s'appuyer sur ces classifications (c'est par exemple le cas du Diagnostic des infrastructures nationales en Afrique ou des études sectorielles par pays menées par

le programme Eau et assainissement de la Banque mondiale) ont toutefois constaté que la classification CITI était rarement appropriée, car elle ne permet pas de désagrégation par source de financement et ne reflète pas l'intégralité des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement.²

Il serait possible de remédier à ce problème si le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement s'entendait sur une classification internationale plus désagrégée de ses fonctions et services, qu'il serait alors possible d'agréger pour parvenir à la classification CITI actuelle.³ L'OMS (2012) propose une liste détaillée de ces services comme base de discussion.

IDENTIFIER LES PRESTATAIRES DE SERVICES, LES SOURCES DE FINANCEMENT ET LES AGENTS DE FINANCEMENT DU SECTEUR DE L'EAU, DE L'HYGIÈNE ET DE L'ASSAINISSEMENT

Deuxièmement, il est vital de cartographier la circulation des fonds dans le secteur afin de déterminer l'ampleur de cet exercice de suivi. Cette cartographie suppose d'identifier les prestataires de services, les sources de financement (généralement les ménages, l'État et les pays donateurs) ainsi que les voies de financement. La figure B.3 donne une représentation schématique d'un secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement décentralisé typique. Les cases en bleu foncé présentent les sources de financement et celles en bleu clair les agents (ou voies) de financement pour le financement public



² Par exemple, l'hygiène n'entre pas dans les catégories CITI 36 et 37 telles qu'elles sont actuellement définies. De plus, CITI 36 est définie comme l'activité liée à la collecte, au traitement et à la distribution de l'eau (pas nécessairement potable et pas nécessairement aux ménages). En outre, la CITI ne permet pas d'opérer de distinction en fonction du type de secteur institutionnel qui possède les services ou de la source de financement (État, donateur, entreprise privée ou ménages).

³ Dans le secteur de la santé, l'OCDE a élaboré la Classification internationale des comptes de la santé, présentée dans le Système de comptes de la santé publié en 2000, édition de 2011 (OCDE, 2011b).

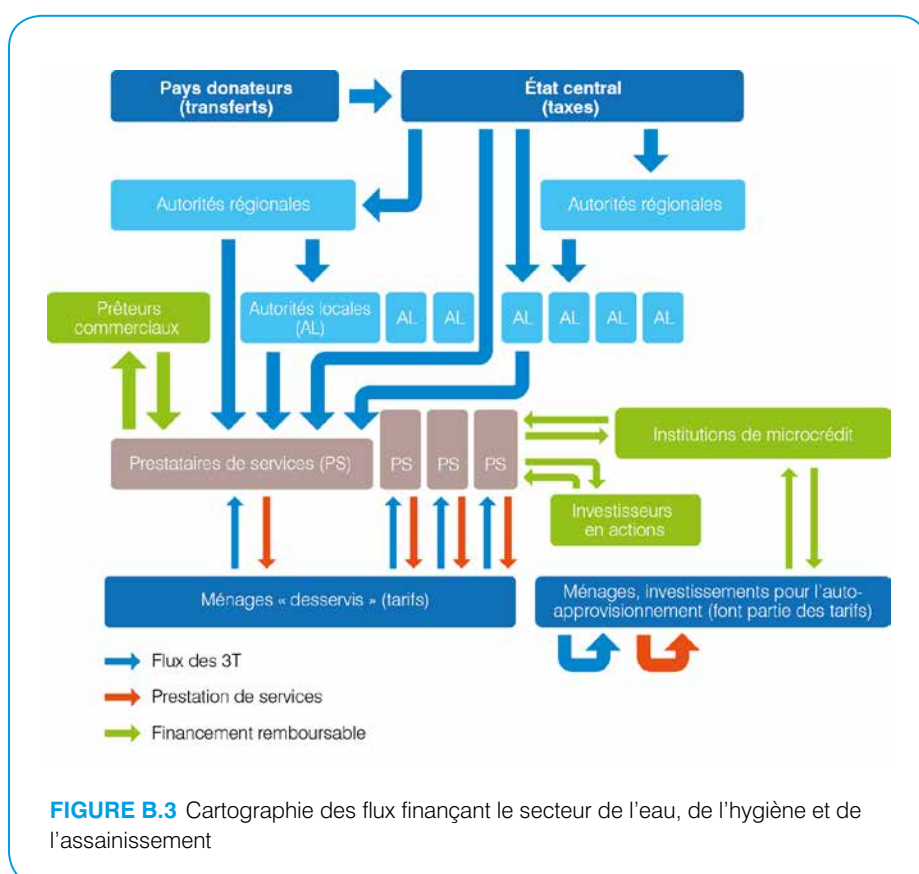
(il convient de noter que l'État central ou ses agences peuvent jouer simultanément un rôle en qualité de source de financement et d'agence de financement).

IDENTIFIER LES PRESTATAIRES DE SERVICES

L'organisation du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement varie considérablement d'un pays à l'autre, en fonction de facteurs tels que la disponibilité des ressources hydriques, l'héritage historique, la couverture officielle des services du secteur ou le degré de décentralisation de ces services. Par exemple, au Burkina Faso, une entreprise publique urbaine, ONEA, a pour mission de délivrer des services des eaux dans les principaux centres urbains (ainsi que des services d'assainissement dans les grandes villes). En revanche, la prestation des services est décentralisée dans les zones rurales, et ce sont les collectivités rurales qui sont responsables de la prestation des services des eaux. Tandis que les trous de forage sont gérés par des comités locaux de l'eau ou des associations d'usagers, les communes rurales disposant d'un réseau d'eau sont censées conclure des contrats avec des opérateurs privés. À ce jour, environ 70 communes (30 %) ont conclu des contrats avec quatre prestataires privés agréés. Dans les communes restantes, le réseau est géré par une association communautaire agréée (20 %), par la municipalité elle-même ou par un prestataire informel. Les prestataires informels opèrent aussi dans les zones périurbaines. En milieu rural, les services d'assainissement sont habituellement assurés par les ménages eux-mêmes. Dans d'autres pays, comme le Bangladesh, la prestation des services est décentralisée, si bien qu'un grand nombre de prestataires proposent des services des eaux en zone urbaine.

Les services d'assainissement peuvent être délivrés conjointement avec les services des eaux ou séparément. Dans un grand nombre de cas, il n'existe pas de prestataire officiel pour les services d'assainissement. Les ménages investissent donc dans des solutions d'assainissement individuelles et les entretiennent eux-mêmes (assainissement sur site).

Malgré ces variantes, il est possible de repérer des schémas récurrents dans la prestation des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Il devrait donc être possible d'instaurer une classification acceptée par tous pour les prestataires de ces services, comme ce fut le cas dans le secteur de la santé. Déterminer qui est chargé de délivrer le service permettrait alors de savoir comment suivre les revenus et les coûts.



CONNAÎTRE LES SOURCES DE FINANCEMENT

Bien que leurs sources de financement soient souvent analogues, tous les pays ne les surveillent pas de la même manière. Lorsque l'on entend suivre les flux financiers au niveau national, il est essentiel de s'appuyer sur des données qui sont déjà disponibles, comme les informations que l'on peut se procurer auprès des bureaux nationaux des statistiques, complétées par les informations communiquées par les sources budgétaires à l'intention des autorités nationales et locales, les états financiers des entreprises des eaux, les enquêtes auprès des ménages, les rapports de suivi des flux financiers et des interviews avec les principales sources d'information.

Dans certains cas, il sera nécessaire de recueillir des données d'enquête, particulièrement sur les flux financiers de certains prestataires de services (par exemple les prestataires informels) ou sur certaines sources de financement (par exemple les investissements des ménages dans l'assainissement individuel), qui n'ont pas encore été collectées. Lorsque ces enquêtes ne sont pas réalisables ou coûteraient trop cher, il est nécessaire de formuler des hypothèses afin d'en tirer des estimations approximatives.

Lors du suivi des sources de financement, il importe de veiller à éviter les doubles comptages. Par exemple, il arrive que les

fonds publics proviennent de transferts extérieurs ; dans ce cas, il faut éviter de compter ces flux deux fois, au titre des taxes et au titre des transferts. Certains pays sont très attentifs à éviter cet écueil, alors que d'autres ne s'en soucient pas. Pour éviter un double comptage, il convient donc de prendre plusieurs précautions d'ordre méthodologique.

IDENTIFIER LES AGENTS DE FINANCEMENT

On peut définir les agents de financement comme « ceux qui tiennent les cordons de la bourse », c'est-à-dire les entités qui reçoivent les fonds des sources de financement et prennent les décisions de dépense. Il peut s'agir des autorités nationales, régionales ou locales, ainsi que des donateurs internationaux ou des ONG et, dans certains cas, des entreprises des eaux. Dans le secteur de l'eau, il arrive que ces agents de financement soient également des prestataires de services, mais ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, un fonds de développement du secteur de l'eau ne procurera pas tel ou tel service, et se contentera d'acheminer le financement vers des destinataires dans le secteur. Chaque pays doit identifier les agents de financement concernés, qui pourront ultérieurement être rattachés à des catégories précises si une classification commune des agents de financement est jugée nécessaire à des fins de comparaison internationale.

COLLECTE DES DONNÉES : SUIVRE LES COÛTS ET LES REVENUS

Une fois que les flux de financement sont cartographiés, il existe globalement deux méthodes pour recueillir l'information sur ces flux :

1. L'approche « descendante », qui consiste à suivre les revenus provenant de chaque source de financement (c'est-à-dire à estimer combien d'argent est alloué au secteur) et à agréger ces estimations.
2. L'approche « ascendante », qui consiste à suivre les coûts des différents services (c'est-à-dire ce qui est dépensé) et à agréger ces charges de manière à obtenir un chiffre pour les dépenses totales.

L'approche descendante est plus simple pour le suivi des flux de fonds publics, car la plupart des entités publiques définissent une dotation budgétaire pour le secteur et sont en principe en mesure de la communiquer. Cette approche ne suffit en revanche pas lorsqu'il s'agit de suivre toutes les sources de financement. Par exemple, il n'existe pas de données agrégées facilement disponibles sur le volume des dépenses des ménages consacrées aux services en auto-alimentation, même si l'on sait que ces montants peuvent être considérables. De plus, les prestataires de services reçoivent des financements provenant de plusieurs sources, et suivre les informations sur leurs revenus ne permet pas d'analyser la manière dont les fonds sont dépensés.

L'approche « ascendante » consiste à évaluer les coûts de la prestation des services. Il convient pour ce faire d'adopter une typologie des coûts acceptée par tous, qui opère au moins une distinction entre les dépenses d'investissement (y compris les coûts de maintenance importants), les coûts de fonctionnement et les dépenses de maintenance légère. Dans l'idéal, il faudrait collecter les données sur ces coûts par prestataire. Cependant, dans les pays comptant un grand nombre de prestataires, il convient parfois de partir d'un échantillon et d'extrapoler.

Il faudra procéder au recueil des données en combinant les approches ascendante et descendante, de manière à pouvoir répondre à deux questions essentielles : « Qu'est-ce que l'on dépense ? » et « Qui sont les principaux financiers du secteur ? » Le rapprochement de ces deux ensembles de données permettrait également de repérer tout écart entre les deux séries de chiffres.

S'agissant des dépenses d'investissement, nous recommandons d'effectuer le suivi sur la base des stocks et des flux de capitaux.

Jusqu'ici, la plupart des initiatives de suivi financier existantes dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement se concentrent sur les flux d'investissement, c'est-à-dire sur le montant des nouveaux investissements réalisés chaque année. S'attacher exclusivement aux flux financiers risque de donner des résultats trompeurs, car ces flux peuvent varier considérablement d'une année sur l'autre, et certains ne font actuellement l'objet d'aucun suivi. En revanche, estimer les stocks d'investissement existants et leur évolution au fil du temps permettrait de suivre toutes les sources d'investissement sur une base comparable. Sachant que ce type d'estimation n'a encore jamais été réalisé sur une base agrégée, il faudra toutefois affiner la méthodologie de manière à pouvoir estimer la valeur de ces actifs et à déterminer si une telle approche peut être appliquée à l'échelle requise.

ANALYSER LES DONNÉES FINANCIÈRES

Il convient ensuite d'analyser l'information recueillie en se fondant sur un ensemble de matrices et d'indicateurs acceptés par tous⁴. Des matrices bidimensionnelles permettent de suivre la distribution des dépenses dans le secteur par source de financement, prestataire de services, agent de financement ou type de service délivré. De plus, il est possible d'utiliser les données pour estimer des indicateurs génériques communs, par exemple :

- les dépenses totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement au niveau national (et les dépenses totales pour chaque sous-secteur considéré séparément ;
- les dépenses totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement par habitant ;
- le stock total d'actifs du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement par habitant ;
- les dépenses totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en pourcentage du PIB ;
- les dépenses totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en pourcentage des dépenses publiques totales ;
- les dépenses récurrentes et les dépenses d'investissement en pourcentage des dépenses totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement ;
- les dépenses d'assainissement en pourcentage des dépenses totales consacrées au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

Ces indicateurs communs peuvent servir à des comparaisons entre plusieurs périodes ou entre plusieurs pays. Il serait préférable de définir un ensemble restreint d'indicateurs communs de manière harmonisée dans tous les pays et de laisser chaque pays définir sa propre série d'indicateurs en fonction de ce qu'il juge le plus pertinent pour l'élaboration de ses politiques publiques.

B.6 PROCHAINES ÉTAPES

En 2012, la méthodologie proposée sera testée dans le cadre d'une étude portant sur plusieurs pays, sous la tutelle et la direction d'un panel d'experts du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, ainsi que d'experts des statistiques et de la comptabilité nationale. Cette méthodologie sera exposée dans un manuel d'aide au suivi des flux financiers et d'investissement dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, qui apportera en outre des conseils pratiques de mise en œuvre à l'intention des pays. Cette méthodologie sera ensuite déployée dans davantage de pays en vue du *Rapport GLAAS 2014*. Au-delà de cette date, elle pourrait encore être développée, comme le montre le tableau B.1.

Pour pouvoir dégager un consensus sur une méthode commune et son déploiement dans un grand nombre de pays, il faudra solliciter les acteurs du secteur et les bureaux nationaux des statistiques dans le monde entier. Dans chaque pays, une institution d'envergure nationale devra prendre la direction des opérations pour gérer la collecte des données et leur communication sur la base du cadre commun, avec une aide extérieure limitée de la part des organisations internationales et de leurs consultants. Cette institution pourrait être soit une institution sectorielle (par exemple le ministère de l'Eau ou le ministère de l'Environnement), soit le bureau national des statistiques, soit les deux travaillant en coopération. Une grande partie de l'information requise est recueillie en continu par les pays via le système local de comptabilité nationale. Cependant, cette information est habituellement publiée sous forme agrégée avec d'autres domaines, peut-être parce que les bureaux nationaux des statistiques ne sont pas bien informés des besoins. Il importe donc de préciser clairement les besoins concernant les statistiques spécifiquement relatives au secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement.

À mesure que ce type d'exercice s'institutionnalisera, il sera recommandé de procéder à la collecte des données et à leur

⁴ Les comptes nationaux de la santé ont défini un ensemble de matrices agréées par tous, qui facilitent les comparaisons entre les pays.

analyse tous les 2 à 4 ans dans les différents pays, afin de disposer d'informations actualisées en vue des comparaisons entre pays. Le choix du moment précis pour ces exercices devra tenir compte des processus d'élaboration des politiques publiques dans chaque pays. Il convient d'encourager la coordination avec la collecte des données relatives aux indicateurs physiques, comme avec les données recueillies pour le *Rapport GLAAS* ou pour le JMP (*Joint Monitoring Programme*), afin de favoriser les économies d'échelle dans le recueil des données et le calcul éventuel des indicateurs du rapport coût/efficacité.

TABEAU B.1 Présentation de l'extension progressive de la méthodologie proposée

	Couverture immédiate (GLAAS 2014)	Évolutions à venir potentielles
Objectifs proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des dépenses effectives dans le secteur sur un petit nombre d'années (2–3) • Évaluation du stock de capital investi dans le secteur à une date donnée (valeur des actifs existants) 	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des dépenses effectives sur une période plus longue • Définition et suivi d'indicateurs du rapport « qualité/prix » • Pour les taxes et les transferts, comparaison des dépenses (ou des engagements) planifiées avec les dépenses effectives
Étendue proposée	<ul style="list-style-type: none"> • Financement pour toutes les activités procurant des services WASH durables • Tous les coûts (dépenses d'investissement, dépenses de fonctionnement, maintenance de l'infrastructure et coûts de l'aide) • Toutes les sources de financement (tarifs, y compris la contribution des ménages, taxes et transferts) • Formulation d'hypothèses transparentes et utilisation d'enquêtes fondées sur des échantillons en l'absence de données fiables 	<ul style="list-style-type: none"> • Étendue identique à celle de la couverture immédiate • Amélioration des méthodologies et de la couverture du recueil des données lors des exercices ultérieurs

Annexe C : Glossaire

Aide publique au développement

L'aide publique au développement (APD) consiste en des dons et des prêts aux pays et territoires figurant dans la première partie de la liste des bénéficiaires de l'aide (pays en développement) établie par le Comité d'aide au développement, ces dons et prêts 1) étant accordés par le secteur public, 2) ayant pour principal objectif de faciliter le développement économique et la prospérité et 3) étant assortis de conditions financières avantageuses (à savoir, en cas de prêt, un élément de libéralité d'au moins 25 %) (OCDE, 2012).

Approvisionnement amélioré en eau potable

Un approvisionnement amélioré en eau potable est un approvisionnement par des sources qui sont, de par leur construction ou du fait d'une intervention active, protégées d'une contamination extérieure, en particulier d'une contamination par des matières fécales. Il inclut notamment l'eau courante au niveau d'une habitation, d'une parcelle de terre ou d'une cour, et d'autres sources améliorées telles que des robinets publics ou des bornes-fontaines, des puits tubés ou des forages, des puits ordinaires protégés, des sources protégées ou des systèmes de collecte des eaux pluviales.

Approvisionnement en eau potable – services de base

Les services d'approvisionnement en eau potable de base comprennent les dispositifs ruraux d'approvisionnement en eau reposant sur des pompes manuelles, des captages de sources, des systèmes par gravité, la collecte des eaux de pluie et de brouillard, des citernes, des systèmes simplifiés de distribution avec points d'eau collectifs/branchements partagés, ai si que les services urbains utilisant des pompes manuelles et mini-réseaux, y compris ceux avec branchements partagés et bornes-fontaines (IEE/OCDE, 2012).

Approvisionnement en eau – systèmes à grande échelle

Les systèmes d'approvisionnement en eau à grande échelle comprennent les usines de traitement d'eau potable, les ouvrages d'adduction, le stockage, les stations de pompage pour l'approvisionnement en eau, les réseaux d'adduction et de distribution à grande échelle (IEE/OCDE, 2012).

Assainissement amélioré

L'assainissement amélioré est fondé sur des systèmes hygiéniques excluant le contact humain avec les excréta humains. Il s'agit notamment des systèmes suivants : 1) toilettes/latrines à chasse d'eau ou à chasse d'eau rudimentaire reliées à des conduites d'égout, fosses septiques ou latrines à fosse ; 2) latrines à fosse à ventilation améliorée ; 3) latrines à fosse surmontées d'une dalle ou 4) toilettes à compostage.

Assainissement – services de base

Les services d'assainissement de base se composent de latrines, de dispositifs d'assainissement autonomes et de systèmes alternatifs, y compris la promotion d'investissements de la part des ménages et des communautés locales dans la construction d'équipements de ce type (IEE/OCDE, 2012).

Assainissement – systèmes à grande échelle

Les systèmes d'assainissement à grande échelle comprennent les égouts et stations de pompage des eaux d'égouts, ainsi que les usines de traitement des eaux usées domestiques et industrielles (IEE/OCDE, 2012).

Association internationale de développement

Créée en 1960, l'Association internationale de développement (IDA) est une institution de la Banque mondiale dont l'objectif est de faire reculer la pauvreté en accordant des dons et des prêts sans intérêts destinés à financer des programmes de nature à stimuler la croissance économique des pays les plus pauvres de la planète.

Autres apports du secteur public

Les autres apports du secteur public désignent les apports financés par le secteur public au profit de pays figurant sur la liste des bénéficiaires d'APD qui ne répondent pas aux critères de définition de l'aide publique au développement, soit parce que leur objectif principal n'est pas le développement, soit parce qu'ils comportent un élément de libéralité inférieur à 25 % (OCDE, 2012).

Autres pays à faible revenu

La Banque mondiale classe les pays en quatre catégories selon leur revenu : pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et pays à revenu élevé. Les pays à faible revenu sont définis comme les pays dont le revenu national brut par habitant était inférieur ou égal à US \$1 005 en 2010. Les autres pays à faible revenu sont définis comme les pays à faible revenu qui ne remplissent pas tous les critères pour être classés dans la catégorie des « pays les moins avancés » (Banque mondiale, 2012).

Banque interaméricaine de développement

La Banque interaméricaine de développement (BID) a été créée en 1959 pour soutenir le processus de développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Groupe BID apporte sa contribution aux enjeux du développement par des partenariats avec les gouvernements, le secteur privé et les organisations de la société civile. La BID accorde des subventions et des prêts à taux compétitifs à ses clients (gouvernements, autorités municipales, entreprises) dans ses 26 pays membres emprunteurs.

Pacte ou compact

Un pacte avec un pays est un accord pluriannuel entre un donateur et un pays bénéficiaire en vue du financement de programmes spécifiques visant un objectif tel que la réduction de la pauvreté ou la stimulation de la croissance économique. Cet accord peut être élaboré en concertation avec les acteurs nationaux, peut comporter un accès facilité à des fonds, définit en principe des objectifs de programmes et des actions spécifiques à mettre en œuvre, et peut inclure des mécanismes de suivi des résultats.

Déboursements

Les déboursements renvoient à l'exécution des projets/programmes et aux transferts réels de fonds. Les déboursements rendent compte des transferts réels de ressources financières, de biens et de services. Un projet ou un programme n'étant généralement pas réalisé en une année, il n'y a pas de relation directe entre le niveau des engagements et le niveau des déboursements sur une même période (OCDE, 2010).

Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide

Adoptée le 2 mars 2005, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide est un accord international qui a recueilli l'adhésion de plus de 100 ministres, directeurs d'agences et autres responsables, par lequel les signataires ont engagé leurs pays et organismes à intensifier leurs efforts d'harmonisation, d'alignement et de gestion de l'aide axée sur les résultats, avec une série d'actions et d'indicateurs de contrôle.

Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement comprennent les dépenses réalisées sur des immobilisations telles que les bâtiments, structures de traitement, pompes, canalisations, latrines, etc., coûts d'installation/de construction compris.

Eau non génératrice de revenu (ou eau non facturée)

L'eau non génératrice de revenu est calculée comme la différence entre l'eau produite et l'eau facturée par kilomètre de réseau d'adduction d'eau par jour. Cet indicateur tient compte des pertes physiques et commerciales (Banque mondiale, 2011).

Engagement

Un engagement est une obligation ferme et écrite, prise par un gouvernement ou une agence officielle et confirmée par l'affectation ou la disponibilité des fonds nécessaires, pour fournir un montant spécifié de ressources, dans des termes et conditions financières spécifiés et à des fins spécifiées, dans l'intérêt du pays bénéficiaire (OCDE, 2010).

Financement commun

Le financement commun est un mécanisme dans lequel les contributions de plusieurs donateurs sont combinées (mises en commun) et déboursées selon les instructions de l'instance décisionnelle du fonds par un agent administratif. Les fonds communs peuvent être créés pour apporter un soutien dans un domaine précis (eau et assainissement, par exemple), ou être spécifiques d'un pays ou d'une région et destinés à divers objectifs (GNUD, 2010).

Fonds africain de développement

Créé en 1972, le Fonds africain de développement (FAfD), administré par la Banque africaine de développement (BAfD), a pour objectif de réduire la pauvreté dans les pays africains membres en accordant des prêts et des subventions. Le FAfD contribue à la promotion du développement économique et social dans 38 pays africains les moins avancés, en apportant des financements concessionnels pour des projets et des programmes, ainsi qu'une assistance technique pour des études et des activités de développement des capacités.

Fonds asiatique de développement

Créé en 1973, le Fonds asiatique de développement (FAsD), administré par la Banque asiatique de développement (BAsD), est une source multilatérale d'assistance concessionnelle dédiée exclusivement aux besoins de la région. Ses ressources proviennent principalement de contributions des membres de la BAsD, négociées au moment des reconstitutions périodiques, et des produits de remboursements des prêts du FAsD.

Inscrit au budget

Les projets et ressources inscrits au budget sont des ressources (internes ou externes) qui sont allouées à des activités ou à des centres de coûts spécifiques présentés dans les documents budgétaires publics.

Pays à faible revenu

La Banque mondiale classe les pays en quatre catégories selon leur revenu : faible, intermédiaire de la tranche inférieure, intermédiaire de la tranche supérieure et élevé. Les pays à faible revenu sont définis comme les pays dont le revenu national brut par habitant était inférieur ou égal à US \$1 005 en 2010 (Banque mondiale, 2012).

Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

La Banque mondiale classe les pays en quatre catégories selon leur revenu : faible, intermédiaire de la tranche inférieure, intermédiaire de la tranche supérieure et élevé. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure sont définis comme les pays dont le revenu national brut par habitant était compris entre US \$1 005 et US \$3 975 en 2010 (Banque mondiale, 2012).

Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure

La Banque mondiale classe les pays en quatre catégories selon leur revenu : faible, intermédiaire de la tranche inférieure, intermédiaire de la tranche supérieure et élevé. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure sont définis comme les pays dont le revenu national brut par habitant était compris entre US \$3 976 et US \$12 275 en 2010 (Banque mondiale, 2012).

Pays les moins avancés

L'Assemblée générale de Nations Unies, sur recommandation du Comité pour la politique de développement, décide des pays à inclure dans la liste des pays les moins avancés (PMA). Le Comité pour la politique de développement s'appuie sur les trois critères suivants pour identifier les PMA :

1. Critère de faible revenu, calculé d'après une estimation moyenne sur trois ans du produit intérieur brut (PIB) par habitant, dont le seuil pour l'inclusion est de US \$905 et le seuil pour la radiation est de US \$1 086 ;
2. Critère d'indice du capital humain, calculé à l'aide des indicateurs suivants : (a) la nutrition : pourcentage de la population souffrant de malnutrition ; (b) la santé : taux de mortalité des enfants âgés de cinq ans ou moins ; (c) l'éducation : ratio brut de scolarisation au niveau secondaire ; (d) le taux d'alphabétisation des adultes ; et
3. Critère d'indice de vulnérabilité économique, comprenant un indice de vulnérabilité économique composée, calculé à partir de : (a) la taille de la population ; (b) le degré d'isolement ; (c) la concentration des exportations de marchandises ; (d) la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le produit intérieur brut ; (e) le nombre de sans-abris à la suite de catastrophes naturelles ; (f) l'instabilité de la production agricole et (g) l'instabilité des exportations de biens et de services.

Pour être ajouté à la liste des pays les moins avancés, un pays doit satisfaire à ces trois critères. En outre, comme la notion fondamentale de PMA (à savoir la reconnaissance de handicaps structurels) exclut les grandes économies, il ne doit pas compter plus de 75 millions d'habitants (UN-OHRLS, 2010).

Prêts concessionnels

Les prêts concessionnels sont des prêts consentis à des conditions nettement plus avantageuses que les conditions du marché. Il peut s'agir soit de taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché, soit de délais de paiement intéressants, soit d'une combinaison de ces deux éléments. Les prêts concessionnels sont généralement assortis d'importants délais de paiement (OCDE, 2010).

Produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB) est la somme des valeurs ajoutées des biens et des services produits dans un pays par l'ensemble des personnes qui y résident, plus toutes les taxes imposées sur les produits et services, moins toutes les subventions non incluses dans la valeur des produits. On le calcule sans déduire la dépréciation des immobilisations de capital, ni la diminution ou la dégradation des ressources naturelles (Banque mondiale, 2010b).

Ratio d'exploitation

Aux fins du *Rapport GLAAS*, le ratio d'exploitation est défini comme les recettes (redevances d'utilisation et subventions publiques) divisées par les charges. Le ratio d'exploitation peut également se définir comme étant les dépenses d'exploitation en pourcentage du revenu d'exploitation (OMS, 1990).

Revenu national brut

Le revenu national brut (RNB) est la somme des valeurs ajoutées des biens et des services produits dans un pays par l'ensemble des personnes qui y résident, plus toutes les taxes imposées sur les produits et services, moins toutes les subventions non incluses dans la valeur des produits, plus le solde des flux de revenus primaires (rémunération des salariés et revenus de la propriété) avec le reste du monde (Banque mondiale, 2010b).

Systèmes d'achats

Les systèmes d'achats sont utilisés pour la recherche et l'acquisition de biens ou de services.

Taux d'absorption (des fonds des donateurs)

Le taux d'absorption indique le pourcentage des engagements des donateurs publics utilisé sur une période de temps donnée. Le questionnaire GLAAS 2011 par pays fait référence à un pourcentage moyen sur trois ans des engagements des donateurs publics utilisés.

Annexe D : Synthèse des réponses aux enquêtes GLAAS 2011 par pays¹

SECTION A : ASSAINISSEMENT, ET SECTION B : APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

Question 1 : Cibles de couverture et couverture des écoles et des établissements de santé

Pays	Question 2b – Cible de couverture nationale ?		Question 2b – Année où la cible de couverture nationale sera atteinte ?		Question 2c – Quel pourcentage d'écoles primaires disposent d'installations améliorées pour l'eau potable/l'assainissement ?		Question 2c – Quel pourcentage d'écoles secondaires disposent d'installations améliorées pour l'eau potable/l'assainissement ?		Question 2c – Quel pourcentage d'hôpitaux disposent d'installations améliorées pour l'eau potable/l'assainissement ?		Question 2c – Quel pourcentage d'établissements de santé disposent d'installations améliorées pour l'eau potable/l'assainissement ?	
	Assainissement	Eau potable	Assainissement	Eau potable	Assainissement	Eau potable	Assainissement	Eau potable	Assainissement	Eau potable	Assainissement	Eau potable
Afghanistan	50	50	2014	2014	45	45	45	45	80	56	80	56
Afrique du Sud	81	94	—	2014	87	92	87	92	100	100	100	100
Angola	70	90	2015	2015	—	43	—	77	—	—	—	—
Azerbaïdjan	85	100	2014	2014	68	—	92	—	100	—	100	—
Bangladesh	100	100	2013	2011	65	81	85	100	85	100	90	100
Bénin	46	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bhoutan	100	100	—	2013	—	78	—	71	100	100	100	100
Bolivie (État plurinational de)	61	83	2015	2015	—	—	—	—	—	27	—	27
Brésil	75	93	2015	2015	90,7	91,3	94,5	98,9	—	—	—	—
Burkina Faso	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Burundi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cambodge	—	—	—	—	60	60	56	56	—	—	—	—
Cameroun	75	75	2020	2015	60	70	50	60	67	70	55	60
Colombie	—	—	2015	2015	—	—	—	—	—	—	—	—
Congo	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Côte d'Ivoire	60	82	2015	2015	44	54	—	—	99	99	77	77
Egypte	60	100	2013	2012	—	100	—	100	—	100	—	100
El Salvador	—	83	—	2015	—	100	—	100	—	100	—	100
Éthiopie	100	98	2015	2015	77	32	—	—	81	98	70	77
Fidji	—	—	—	—	95	100	95	100	100	100	100	100
Gabon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gambie	73	100	2015	2020	54	—	—	—	—	—	—	—
Ghana	54	78	2015	2015	52	59	79	97	—	—	—	—
Guinée	—	76	—	2015	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée équatoriale	80	80	2020	2020	55	55	35	35	100	100	100	100
Guinée-Bissau	61	45	2015	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Haïti	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Honduras	95	95	2015	—	—	—	—	—	100	—	—	—
Inde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Indonésie	75	67	2014	2014	—	—	—	—	—	100	—	—
Iran (République islamique d')	39	99	2015	2015	86	89	93	99	44	100	—	—
Jordanie	70	99	2015	2015	—	100	—	100	—	100	—	100
Kenya	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kirghizistan	—	—	—	—	69	—	69	—	87	—	87	—
Lesotho	100	100	2020	2020	40	50	80	80	100	100	100	100
Liban	100	100	2020	2020	—	—	—	—	100	100	—	—
Libéria	56	50	2017	2011	82	82	82	82	—	—	—	—
Madagascar	11	39	—	—	31	21	—	—	75	75	39	16
Malawi	—	74	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maldives	—	—	—	—	97	97	97	97	—	—	—	—
Mali	35	76	2011	2011	—	85	—	—	—	100	—	100
Maroc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mauritanie	64	50	2020	2008	7	—	—	—	100	100	100	100
Mongolie	40	48	2015	2015	95	—	95	—	43	—	—	—
Mozambique	45	62	2011	2015	—	69	—	69	—	—	—	—
Myanmar	90	90	2015	2015	—	—	—	—	100	80	70	70
Népal	100	100	2017	2017	85	65	85	65	100	100	100	90
Niger	53	—	2020	—	32	18	—	—	100	100	—	—
Nigéria	32	58	—	—	32	—	48	—	—	—	—	—
Oman	95	80	2015	2015	95	90	95	90	100	99	100	99
Ouganda	72	65	2012	2015	—	—	—	—	—	—	—	—
Ouzbékistan	15	—	2020	2020	—	—	18	—	28	—	—	—
Pakistan	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Panama	95	94	2015	2015	100	—	100	—	100	—	100	—
Paraguay	—	—	—	—	100	—	100	100	100	100	100	100
Philippines	86	87	2015	2015	77	58	51	63	100	100	100	100
République centrafricaine	50	63	2015	2015	43	—	66	—	—	—	—	—
République démocratique du Congo	—	49	—	2015	—	—	—	—	—	—	—	—
République démocratique populaire lao	60	80	2015	2015	49	29	—	—	—	—	—	—
République dominicaine	30	—	2015	2020	50	—	50	—	65	—	50	—
Rwanda	55	—	—	—	80	—	80	—	80	—	80	—
Samoa	94	88	2006	2010	—	95	—	95	—	95	—	95
Sénégal	70	90	2015	2015	61	53	42	84	100	100	100	100
Sierra Leone	57	62	2012	—	—	—	—	—	—	—	90	—
Soudan du Sud	20	41	2013	2013	48	61	76	79	—	—	—	—
Sri Lanka	100	100	2020	2020	—	—	—	—	—	100	—	100
Tadjikistan	—	80	—	2020	—	—	—	—	—	—	—	—
Tchad	35	63	2015	2015	80	—	50	—	60	—	80	—
Thaïlande	—	95	—	—	57	85	57	100	77	100	71	100
Timor-Leste	65	—	2015	—	74	—	—	—	—	—	—	—
Togo	—	66	2015	2015	48	34	52	50	—	100	—	80
Viet Nam	—	—	—	—	—	—	80	80	—	—	—	—
Yémen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zimbabwe	85	100	2015	2015	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Cette annexe présente une sélection de questions clés de l'enquête GLASS 2011, disponible en anglais à l'adresse : http://www.who.int/entity/water_sanitation_health/glaas/glaas2011/en/index.html. La numérotation originale des questions a été conservée afin que le lecteur puisse s'y reporter plus facilement.

Question 4 : Politiques publiques et institutions

Pays	Question 4a – Les cibles sont-elles inscrites dans le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté ou le Plan de développement national ?				Question 4b – Les parties prenantes ont-elles défini une politique publique, avalisée et publiée au journal officiel ?				Questions 4c et 4e – Y a-t-il une agence publique coordinateur (assainissement) ou les rôles institutionnels sont-ils clairement définis (eau potable) ?				Question 4f – Cibles pour l'accès au niveau des écoles ?		Questions 4n et 4i – Quel est le niveau de décentralisation atteint ?			
	Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Assainissement		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Afrique du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Angola	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Azerbaïdjan	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bangladesh	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Bénin	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	1,0
Bhoutan	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Bolivie (État plurinational de)	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Brésil	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Burkina Faso	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5
Burundi	1,0	1,0	—	1,0	0,5	0,5	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	0,5	0,5	—	—	—	1,0
Cambodge	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5
Cameroun	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Colombie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	1,0	1,0
Congo	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	1,0	—	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5
Égypte	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
El Salvador	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Éthiopie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Fidji	—	—	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Gabon	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	—	—
Gambie	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Ghana	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Guinée	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Guinée équatoriale	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Guinée-Bissau	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Haiti	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	—	—	—	—	0,0	0,0	—	—	—	—
Honduras	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	1,0
Inde	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	—
Indonésie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Iran (République islamique d')	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Jordanie	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Kenya	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Kirghizistan	0,5	—	1,0	1,0	0,5	—	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5
Lesotho	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5
Liban	—	—	—	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,5	—	0,0	—	0,5	—	0,5	—
Libéria	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Madagascar	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5
Malawi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0
Maldives	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5
Mali	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Maroc	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	1,0
Mauritanie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Mongolie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5
Mozambique	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Myanmar	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Népal	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Niger	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Nigéria	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Oman	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5
Ouganda	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Ouzbékistan	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Pakistan	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Panama	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0
Paraguay	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0
Philippines	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
République centrafricaine	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	—	—	0,5	0,5
République démocratique du Congo	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	1,0	0,5
République démocratique populaire lao	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0
République dominicaine	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,0	0,0	1,0	0,0
Rwanda	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Samoa	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	1,0	—	—
Sénégal	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,5
Sierra Leone	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Soudan du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Sri Lanka	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	—	0,5	1,0
Tadjikistan	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Tchad	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	0,5	0,5
Thaïlande	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0
Timor-Leste	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Togo	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0
Viet Nam	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	—	—
Yémen	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,0	1,0	0,5
Zimbabwe	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0

Les scores présentés dans cette annexe présentent les réponses des pays à des questions à choix multiple. « 0,0 » signale généralement qu'il y a eu peu ou pas de progrès ;

Question 5 : Planification, suivi et évaluation

Pays	Question 5a – Utilise-t-on un système d'information national ?				Question 5c – Un programme d'investissement national a-t-il été défini et publié ?				Questions 5d et 5f – Une revue annuelle ou biennale est-elle en place pour surveiller le secteur ?				Questions 5i et 5h – En quelle année la dernière évaluation nationale a-t-elle eu lieu ?			
	Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	0,5	0,5	0,0	1,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,5	0,0	0,5	0,0	2008	2008	2008	2008
Afrique du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2011	2011	2011	2011
Angola	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	2011	2011	2011
Azerbaïdjan	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2005	2005	2005	2005
Bangladesh	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	2009	2009	—	—
Bénin	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Bhoutan	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,5	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Bolivie (État plurinational de)	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2007	2007	2008	2008
Brésil	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Burkina Faso	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Burundi	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	2007	2007	2009	2007
Cambodge	0,5	0,5	0,5	1,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	1,0	0,0	0,0	2008	2008	2008	2008
Cameroon	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	—	—	2010	2011
Colombie	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	0,0	1,0	0,5	1,0	—	1,0	—	—	2002	—	—
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	2010	2010
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	2011	2011	2006	2006
Égypte	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
El Salvador	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	2007	2007	2011	2010
Éthiopie	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2011	2011	—	—
Fidji	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	2007	2007	—	—
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	—	—	2004	2004
Gambie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	2009	2009	2009	2009
Ghana	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2008	2008	2010	2010
Guinée	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	—	—	2010	2008
Guinée équatoriale	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	2002	2002	—	—
Guinée-Bissau	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2009	2009	2010	2010
Haïti	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	—	—	—	—	—	—
Honduras	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—
Inde	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	2009	—	2011
Indonésie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Iran (République islamique d')	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	2010	2010	2010	2010
Jordanie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	2010	2010	2010	2010
Kenya	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	2008	2008	2010	2010
Kirghizistan	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	—	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—
Lesotho	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	2006	2006	2006	2006
Liban	0,5	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	2007	—	2009	—
Libéria	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	2012	2012	2011	2011
Madagascar	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Malawi	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	2008	2008	—	—
Maldives	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	2009	2009	2009	2009
Mali	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2012	2012	2010	2010
Maroc	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	2009	2009	2010	2010
Mauritanie	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	2009	2009	2009	2009
Mongolie	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2009	2009	2011	2011
Mozambique	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2011	2011
Myanmar	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	2004	2004
Népal	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	2010	2010	2011	2011
Niger	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2006	2006	2011	2011
Nigéria	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	2008	2008	—	—
Oman	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	—	—	2010	—
Ouganda	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2011	2011
Ouzbékistan	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2011	—	—
Pakistan	—	—	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Panama	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	2010	2010	2010	2010
Paraguay	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2009	2009	2010	2010
Philippines	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	2010	2010	2010	2010
République centrafricaine	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	2010	2010
République démocratique du Congo	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,5	2010	2010	2010	2010
République démocratique populaire lao	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2007	2007	2007	2007
République dominicaine	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	—	—	—	—
Rwanda	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	2008	2008	2008	2008
Samoa	0,5	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Sénégal	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Sierra Leone	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	2010	2010	2010	2010
Soudan du Sud	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	2010	2010	2010	2010
Sri Lanka	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2007	2007
Tadjikistan	—	—	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Tchad	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	2011	2011	2010	2010
Thaïlande	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	1,0	—	—	2010	2010
Timor-Leste	1,0	1,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	2010	2010	—	—
Togo	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010
Viet Nam	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	1,0	0,0	2011	2010	2008	2010
Yémen	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0	2009	2009	2009	—
Zimbabwe	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2010	2010	2010	2010

Question 6 : Budgétisation et dépenses

Pays	Question 6a – Existe-t-il une ligne budgétaire distincte et définie pour l'assainissement ?		Question 6b et 6a – Les flux financiers sont-ils suffisants pour atteindre les cibles des OMD ?				Questions 6d et 6e – Quelle proportion des engagements de capitaux issus de l'aide publique est utilisée ?				Questions 6f et 6e – Quelle proportion des engagements de capitaux intérieurs est utilisée ?				Questions 6h et 6f – Quel est le pourcentage estimé du budget WASH qui cible les pauvres ?			
			Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5
Afrique du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Angola	1,0	0,5	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0
Azerbaïdjan	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	—	—	0,0	0,0
Bangladesh	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5
Bénin	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—
Bhoutan	0,5	0,5	0,5	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Bolivie (État plurinational de)	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Brésil	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Burkina Faso	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,0	—	1,0	1,0	0,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0
Burundi	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Cambodge	0,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	—	0,0	0,0	0,5	—	0,0	0,5	0,5	—
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	1,0
Colombie	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Congo	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	1,0	1,0	—	—	0,0	0,0	—	—
Côte d'Ivoire	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Égypte	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0
El Salvador	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	—	—	0,5	0,5	1,0	1,0	—	—
Éthiopie	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0
Fidji	1,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Gabon	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	1,0	1,0
Gambie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	—	—
Ghana	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Guinée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Guinée équatoriale	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	—	—	1,0	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Haiti	—	—	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Honduras	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,5	1,0
Inde	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—	—	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0
Indonésie	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Iran (République islamique d')	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Jordanie	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0
Kenya	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Kirghizistan	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	—	—	1,0	0,0	1,0	—	—	—	0,5	—
Lesotho	0,5	0,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	0,0	1,0
Liban	1,0	—	0,0	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,0	—	0,0	—	—	—	—	—
Libéria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Madagascar	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Malawi	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	—	—
Maldives	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Mali	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Maroc	1,0	—	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	0,0	—	0,0	0,0
Mauritanie	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Mongolie	1,0	1,0	0,5	0,0	0,5	0,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0
Mozambique	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,0
Myanmar	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Népal	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,5
Niger	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5
Nigéria	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—
Oman	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	—	—	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Ouganda	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—
Ouzbékistan	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	—	—	0,5	0,5	—	—	1,0	1,0	—	—
Panama	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0
Paraguay	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0
Philippines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
République centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
République démocratique du Congo	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République démocratique populaire lao	1,0	0,5	0,5	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	—	—	0,5	1,0
République dominicaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	—	—	1,0	1,0	1,0	0,0
Rwanda	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	1,0
Samoa	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,0	0,5	0,5
Sénégal	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Sierra Leone	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Soudan du Sud	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0
Sri Lanka	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	—	—	0,0	0,0
Tadjikistan	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Thaïlande	0,5	0,0	—	—	0,5	1,0	—	—	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5
Timor-Leste	0,5	—	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0
Togo	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5
Viet Nam	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Yémen	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5	—	—	0,0	0,0	—	—
Zimbabwe	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	0,0	0,5

Question 7 : Participation et équité

Pays	Question 7a – Existe-t-il des procédures visant à informer les citoyens/la population, à les consulter et à soutenir leur participation ?				Question 7c – A-t-on fixé des critères pour distribuer les financements de manière équitable entre les communautés et sont-ils appliqués ?				Question 7f – Les stratégies nationales incluent-elles des dispositions spécifiques pour les taudis et les établissements informels ?				Questions 7i – A-t-on mesuré l'impact des politiques relatives à l'équité ?			
	Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	0,0	0,5	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	1,0	0,0	0,5	0,5	0,5
Afrique du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Angola	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Azerbaïdjan	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Bangladesh	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Bénin	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bhoutan	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bolivie (État plurinational de)	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	1,0	0,0	0,0
Burkina Faso	1,0	0,5	0,5	1,0	0,0	0,5	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0
Burundi	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cambodge	0,5	1,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Colombie	0,5	0,5	0,5	0,0	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	—
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Égypte	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0
El Salvador	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	—	0,0
Éthiopie	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Fidji	0,0	1,0	0,5	0,5	0,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gambie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Guinée	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Haiti	—	—	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Honduras	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0
Indonésie	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Iran (République islamique d')	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Jordanie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	—	—
Kenya	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Kirghizistan	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—	0,0	—
Lesotho	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	0,0	—	0,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,0	—	0,0	—
Libéria	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Madagascar	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Malawi	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Maldives	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Mali	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0
Maroc	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	0,0	—	0,0	0,0
Mauritanie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Mongolie	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Mozambique	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Myanmar	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	0,0	0,0	0,5	—	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0
Népal	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Oman	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Ouganda	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ouzbékistan	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0
Pakistan	0,0	0,0	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	—	—
Panama	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Paraguay	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Philippines	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République centrafricaine	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
République démocratique du Congo	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0
République démocratique populaire lao	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	—	—	—	—	0,0	0,0	1,0	1,0
République dominicaine	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Rwanda	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Samoa	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Sierra Leone	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Soudan du Sud	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sri Lanka	1,0	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0
Tadjikistan	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Tchad	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5
Thaïlande	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Timor-Leste	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Togo	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Viet Nam	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5
Yémen	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Zimbabwe	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5

Question 8 : Résultats ; Questions 4 et 5 relatives aux droits de l'homme

Pays	Question 8a – L'amélioration annuelle de l'accès est-elle suffisante pour atteindre les cibles nationales ?				Question 8b – Suffisamment de financements nationaux sont-ils mis à la disposition de l'échelon local, conformément à la politique de décentralisation ?				Question 4d – Le droit à l'assainissement/à l'accès à l'eau potable est-il explicitement reconnu dans la politique publique ou dans le droit ?				Questions 5f et 5e – Les individus peuvent-ils faire valoir leur droit humain à l'assainissement ou à l'accès à l'eau potable devant un tribunal national ?			
	Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Afrique du Sud	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Angola	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Azerbaïdjan	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Bangladesh	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Bénin	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Bhoutan	1,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Bolivie (État plurinational de)	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0
Burkina Faso	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,0
Burundi	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Cambodge	0,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	1,0	0,5	—	0,5	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Colombie	—	—	—	—	1,0	—	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Congo	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Égypte	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
El Salvador	0,0	0,0	0,0	0,0	—	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Éthiopie	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Fidji	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Gambie	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—
Ghana	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Guinée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,0
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Haïti	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,5	0,5
Honduras	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Inde	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,0	—	0,5	—	0,0	—	0,5
Indonésie	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Iran (République islamique d')	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,0	0,5	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Jordanie	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Kenya	0,0	0,0	1,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Kirghizistan	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	—	0,5	—	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0
Lesotho	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Liban	0,5	—	0,5	—	0,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—
Libéria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Madagascar	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Malawi	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Maldives	—	—	—	—	0,5	0,5	—	—	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Mali	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0
Maroc	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0
Mauritanie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Mongolie	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Mozambique	0,0	0,0	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Myanmar	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Népal	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Niger	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Nigéria	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0
Oman	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Ouganda	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Ouzbékistan	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Pakistan	1,0	0,0	0,5	0,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	—	—
Panama	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Paraguay	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Philippines	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5
République centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
République démocratique du Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
République démocratique populaire lao	1,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	—	—
République dominicaine	1,0	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5
Rwanda	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Samoa	0,5	0,5	—	—	—	—	—	—	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Sénégal	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Sierra Leone	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Soudan du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sri Lanka	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0
Tadjikistan	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Tchad	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5
Thaïlande	0,5	—	1,0	1,0	0,0	—	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Timor-Leste	0,5	0,5	0,0	0,0	—	—	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Togo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0
Viet Nam	0,5	0,5	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5
Yémen	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Zimbabwe	0,5	0,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,0	1,0	0,5

Question 9 : Soutenabilité

Pays	Question 9a – Les équipements et produits permettent-ils de répondre à la demande et d'assurer l'accessibilité économique ?		Question 9c – Y a-t-il assez d'artisans/ de techniciens pour faire face aux besoins ?		Question 9d – Y a-t-il assez d'entreprises pour satisfaire à la demande d'installations d'assainissement ?		Question 9f – Les pouvoirs publics prévoient-ils d'étendre les services en tenant compte de l'urbanisation prévue ?		Question 9g – Existe-t-il un programme public visant à développer le secteur privé ?		Question 9a – Procède-t-on à un état des lieux de l'eau potable en milieu rural ?		Question 9b – Existe-t-il une chaîne d'approvisionnement efficace pour les pièces détachées ?	
	Assainissement		Assainissement		Assainissement		Assainissement		Assainissement		Eau potable		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	—	0,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
Afrique du Sud	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5
Angola	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,0
Azerbaïdjan	—	1,0	—	0,0	1,0	—	1,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	1,0
Bangladesh	—	0,5	—	1,0	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Bénin	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0
Bhoutan	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
Bolivie (État plurinational de)	—	0,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Brésil	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,5
Burkina Faso	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	1,0	0,5	—	1,0	—	1,0
Burundi	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	—	0,5
Cambodge	—	0,0	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,0	1,0	—	0,5	—	0,0
Cameroun	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0	0,0	—	1,0	—	0,0
Colombie	—	—	—	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—	—	0,0	—	0,0
Congo	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Côte d'Ivoire	—	0,0	—	1,0	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
Égypte	—	1,0	—	0,5	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
El Salvador	—	0,5	—	1,0	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Éthiopie	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
Fidji	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0
Gabon	—	0,0	—	0,5	0,0	—	0,5	0,0	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Gambie	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Ghana	—	0,0	—	1,0	0,5	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	0,5
Guinée	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0
Guinée équatoriale	—	0,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	0,0
Guinée-Bissau	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Haiti	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	—	—	—	—	—	0,0
Honduras	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Inde	—	0,5	—	1,0	—	—	—	—	—	0,5	—	1,0	—	0,5
Indonésie	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,0	—	0,5
Iran (République islamique d')	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5
Jordanie	—	0,0	—	0,0	1,0	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,5	—	0,5
Kenya	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0
Kirghizistan	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	—	—	0,0	—	1,0
Lesotho	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,5	—	1,0
Liban	—	—	—	—	1,0	—	1,0	—	0,0	—	—	—	—	—
Libéria	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Madagascar	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Malawi	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Maldives	—	0,0	—	0,0	1,0	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,0	—	0,0
Mali	—	0,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,5	—	1,0
Maroc	—	—	—	0,5	1,0	—	1,0	—	1,0	—	—	1,0	—	1,0
Mauritanie	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
Mongolie	—	0,0	—	0,5	1,0	—	1,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,5
Mozambique	—	0,0	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,0
Myanmar	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Népal	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,0
Niger	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,0	0,0	—	1,0	—	1,0
Nigéria	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	—	—	—
Oman	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0
Ouganda	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,0
Ouzbékistan	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	0,5
Pakistan	—	0,5	—	0,5	0,5	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,5
Panama	—	0,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,0	0,5	—	0,5	—	0,0
Paraguay	—	0,0	—	0,0	1,0	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Philippines	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
République centrafricaine	—	0,0	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,5
République démocratique du Congo	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	0,0	0,5	—	0,5	—	0,0
République démocratique populaire lao	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,5	—	1,0	0,5	—	0,0	—	0,0
République dominicaine	—	0,5	—	1,0	1,0	—	0,0	—	0,5	—	—	—	—	—
Rwanda	—	0,5	—	0,5	1,0	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,5	—	0,0
Samoa	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	1,0
Sénégal	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,0
Sierra Leone	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5
Soudan du Sud	—	0,0	—	0,5	0,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Sri Lanka	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Tadjikistan	—	0,0	—	0,0	0,5	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0
Tchad	—	0,5	—	1,0	0,5	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	0,5
Thaïlande	—	0,0	—	0,0	0,5	—	0,5	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0
Timor-Leste	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	1,0
Togo	—	0,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0
Viet Nam	—	0,5	—	0,5	1,0	—	1,0	—	1,0	0,5	—	1,0	—	1,0
Yémen	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0
Zimbabwe	—	0,5	—	0,5	1,0	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,5	—	0,0

Question 9 : Soutenabilité (suite)

Pays	Question 9c – Les services des petites villes sont-ils reconnus comme opérationnels ?		Question 9f – Y a-t-il des systèmes d'exploitation et de maintenance en place pour les points d'eau en milieu rural ?		Question 9g – Quel est le pourcentage moyen d'eau non génératrice de revenus ?		Question 9h – Les coûts d'exploitation et de maintenance des services collectifs sont-ils couverts par les redevances d'utilisation ?		Question 9i – Procède-t-on à un examen des tarifs et ceux-ci sont-ils ajustés et publiés ?		Question 9j – Les entreprises des eaux peuvent-elles prendre des décisions opérationnelles et budgétaires ?		Question 9o – A-t-on développé des plans opérationnels en cas de raréfaction de l'eau ?		Question 9p – Existe-t-il une politique publique nationale permettant de développer et de mettre en œuvre des PGSSE ?	
	Eau potable		Eau potable		Eau potable		Eau potable		Eau potable		Eau potable		Eau potable		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	—	0,5	—	1,0	0,0	—	0,0	—	0,5	—	0,0	—	0,0	1,0	0,5	0,5
Afrique du Sud	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Angola	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Azerbaïdjan	—	1,0	—	1,0	0,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	1,0	1,0
Bangladesh	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,0	—	0,5	—	0,0	—	0,0	0,0	0,5	0,5
Bénin	—	1,0	—	0,5	—	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Bhoutan	—	1,0	—	1,0	0,5	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Bolivie (État plurinational de)	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0	—	1,0	—	0,5	0,5	1,0	0,0
Brésil	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	—	—	—	—	0,5	0,0	0,5
Burkina Faso	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	—	1,0	0,5	0,5
Burundi	—	0,0	—	1,0	1,0	—	0,0	—	0,0	—	0,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Cambodge	—	0,0	—	0,5	1,0	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—	0,5	0,0	0,5	0,0
Cameroun	—	0,5	—	1,0	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,0	0,0	0,5	0,5
Colombie	—	0,5	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—
Congo	—	1,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,0	—	1,0	—	0,0	0,0	0,5	0,0
Côte d'Ivoire	—	0,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,0	—	0,5	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Égypte	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,0	—	0,5	—	1,0	—	0,5	0,5	0,5	0,5
El Salvador	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	1,0	1,0
Éthiopie	—	1,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Fidji	—	1,0	—	0,5	1,0	—	0,5	—	0,5	—	1,0	—	1,0	0,5	0,5	0,5
Gabon	—	0,5	—	0,0	0,5	—	0,5	—	1,0	—	—	—	—	—	1,0	1,0
Gambie	—	0,5	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ghana	—	1,0	—	1,0	0,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,0	1,0	1,0	1,0
Guinée	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,0	—	0,0	—	0,5	—	0,5	0,0	0,5	0,5
Guinée équatoriale	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	—	—	—	—
Guinée-Bissau	—	0,0	—	0,5	0,0	—	—	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Haïti	—	0,0	—	—	0,0	—	0,0	—	0,5	—	—	—	0,5	0,0	0,5	0,0
Honduras	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,5	0,5
Inde	—	1,0	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,5
Indonésie	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,0	0,5	0,0
Iran (République islamique d')	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	1,0	1,0	0,5	0,0
Jordanie	—	0,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Kenya	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,0	0,5	0,5
Kirghizistan	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—
Lesotho	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	1,0	0,0	0,5	0,0
Liban	—	—	—	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,0	—	0,0	—
Libéria	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,0	—	0,0	—	1,0	—	—	—	0,5	0,5
Madagascar	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,0	—	0,0	—	1,0	—	0,5	0,5	1,0	1,0
Malawi	—	0,5	—	0,5	0,5	—	—	—	1,0	—	0,5	—	0,5	0,0	0,0	0,0
Maldives	—	—	—	0,5	1,0	—	1,0	—	—	—	1,0	—	—	—	—	—
Mali	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	1,0	1,0	1,0	1,0
Maroc	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	1,0	0,5	0,5
Mauritanie	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,0	—	0,0	—	1,0	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Mongolie	—	0,5	—	0,0	1,0	—	0,0	—	1,0	—	0,5	—	1,0	0,0	0,5	0,0
Mozambique	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	1,0	0,0	0,5
Myanmar	—	1,0	—	0,5	0,5	—	—	—	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Népal	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,0	0,0	0,5	0,5
Niger	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,5	—	1,0	—	1,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	—	—	—	—	0,5	—	0,0	—	0,5	—	0,5	—	0,0	—	0,5	—
Oman	—	1,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,5	—	0,5	0,0	1,0	0,0
Ouganda	—	1,0	—	0,5	0,5	—	0,0	—	1,0	—	1,0	—	—	0,0	—	0,5
Ouzbékistan	—	0,5	—	1,0	0,5	—	0,0	—	1,0	—	0,5	—	1,0	1,0	1,0	1,0
Pakistan	—	0,5	—	0,5	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,0	—	—	—	—	—
Panama	—	1,0	—	0,5	0,0	—	0,0	—	0,0	—	1,0	—	0,0	—	0,5	—
Paraguay	—	0,0	—	0,0	0,5	—	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Philippines	—	1,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,0	0,5	0,5
République centrafricaine	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,0	—	0,5	—	1,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
République démocratique du Congo	—	0,5	—	0,0	0,0	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0
République démocratique populaire lao	—	0,5	—	1,0	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,0	0,0	1,0	0,5
République dominicaine	—	—	—	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,5	—	1,0	1,0	0,5	0,5
Rwanda	—	1,0	—	0,5	0,5	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	—	—	0,5	0,5
Samoa	—	1,0	—	1,0	0,0	—	0,0	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,5	1,0	1,0
Sénégal	—	0,0	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	1,0	0,5	1,0	0,0
Sierra Leone	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,0	—	0,5	—	0,5	—	0,0	0,0	0,5	0,5
Soudan du Sud	—	0,0	—	0,5	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Sri Lanka	—	0,5	—	0,5	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	0,5	0,5	0,5
Tadjikistan	—	0,5	—	0,5	1,0	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	1,0	1,0	1,0	1,0
Tchad	—	1,0	—	1,0	1,0	—	0,0	—	1,0	—	0,0	—	1,0	1,0	1,0	1,0
Thaïlande	—	1,0	—	1,0	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—
Timor-Leste	—	0,5	—	0,5	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,5	0,5	0,0	0,0
Togo	—	1,0	—	1,0	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0
Viet Nam	—	1,0	—	1,0	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5	—	0,5	0,5	1,0	0,5
Yémen	—	0,0	—	0,5	1,0	—	1,0	—	1,0	—	0,5	—	0,5	0,0	0,5	0,0
Zimbabwe	—	1,0	—	0,5	0,0	—	0,0	—	1,0	—	1,0	—	0,5	0,0	1,0	0,0

Question 10 : Capacités en ressources humaines

Pays	Question 10a – Les stratégies ou revues nationales s’attachent-elles aux ressources humaines ?				Question 10c – Existe-t-il des politiques d’évaluation des performances et des politiques d’incitation ?				Question 10d – Le personnel bénéficie-t-il d’une formation continue ?				Question 10f – Y a-t-il du personnel en place de vulgarisation (assainissement)/pour l’exploitation et la maintenance (eau potable) ?			
	Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable		Assainissement		Eau potable	
	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural
Afghanistan	0,5	0,5	0,0	1,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0
Afrique du Sud	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Angola	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Azerbaïdjan	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5	0,0	0,0
Bangladesh	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Bénin	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5
Bhoutan	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Bolivie (État plurinational de)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Brésil	0,5	0,5	0,5	0,0	—	0,0	—	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,5
Burkina Faso	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5
Burundi	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	0,5	0,5	—	—
Cambodge	0,5	1,0	0,5	—	0,0	0,0	1,0	—	0,0	0,5	0,5	—	0,5	0,0	1,0	—
Cameroun	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5
Colombie	1,0	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—
Congo	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Côte d’Ivoire	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	0,5
Égypte	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5
El Salvador	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0
Éthiopie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5
Fidji	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0
Gabon	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,5	0,5	0,5	—	0,5	0,5	1,0	0,0
Gambie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	—	—	—	1,0	1,0
Ghana	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Guinée	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0
Guinée équatoriale	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0
Haïti	—	—	1,0	1,0	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5
Honduras	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Inde	—	0,5	—	1,0	—	0,0	—	0,0	—	0,5	—	0,5	—	1,0	—	0,5
Indonésie	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	0,0
Iran (République islamique d’)	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Jordanie	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	1,0	1,0
Kenya	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	—	—	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Kirghizistan	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
Lesotho	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
Liban	1,0	—	1,0	—	0,0	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—
Libéria	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Madagascar	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Malawi	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,5
Maldives	1,0	1,0	—	—	—	—	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Mali	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0
Maroc	1,0	—	1,0	1,0	1,0	—	1,0	1,0	0,5	—	0,5	0,5	0,5	—	0,5	0,5
Mauritanie	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5
Mongolie	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Mozambique	0,5	0,5	0,5	1,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
Myanmar	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5
Népal	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Niger	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0
Nigéria	0,5	0,5	0,5	—	0,0	0,0	0,0	—	0,5	0,5	0,5	—	0,5	0,5	0,5	—
Oman	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	0,5
Ouganda	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Ouzbékistan	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Pakistan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Panama	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5
Paraguay	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5
Philippines	0,5	0,5	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5
République centrafricaine	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
République démocratique du Congo	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0
République démocratique populaire lao	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
République dominicaine	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
Rwanda	1,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5
Samoa	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Sénégal	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
Sierra Leone	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Soudan du Sud	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Sri Lanka	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	1,0	1,0
Tadjikistan	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	1,0	0,5
Tchad	—	—	1,0	1,0	—	—	0,0	0,0	—	—	0,0	0,0	—	—	1,0	1,0
Thaïlande	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	0,5
Timor-Leste	—	—	0,5	0,5	—	—	1,0	1,0	—	—	0,5	0,5	—	—	0,5	0,5
Togo	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5
Viet Nam	0,5	0,5	0,5	1,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0
Yémen	0,5	0,5	1,0	0,0	0,5	0,5	1,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,0
Zimbabwe	1,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

SECTION C : SENSIBILISATION À L'HYGIÈNE

Pays	Question 1a – Existe-t-il des programmes nationaux visant un changement dans les comportements qui soient fondés sur la recherche ?		Question 1b – La sensibilisation à l'hygiène est-elle intégrée dans la stratégie sanitaire nationale ?		Question 2 – Des programmes relatifs à l'hygiène sont-ils mis en œuvre dans :										Cible (%)
					Les écoles primaires ?		Les écoles secondaires ?		Les établissements de santé primaires ?		Les établissements de santé secondaires ?		Les services de santé tertiaires ?		
Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural	Milieu urbain	Milieu rural		
Afghanistan	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	—
Afrique du Sud	—	—	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Angola	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	70
Azerbaïdjan	Oui	Oui	Oui	Oui	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bangladesh	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	—
Bénin	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,0	—	69
Bhoutan	Non	Oui	Non	Non	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Bolivie (État plurinational de)	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—	—	—	—	—
Brésil	Non	Non	Oui	Oui	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	—	—	—	—	57
Burkina Faso	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	—	—	—	—	—
Burundi	Non	Non	Oui	Oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—
Cambodge	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	—
Cameroun	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	—
Colombie	Oui	—	Oui	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Congo	Oui	Oui	Oui	Oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	100
Côte d'Ivoire	Oui	Oui	Oui	Oui	0,0	—	—	—	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—
Égypte	Non	—	Oui	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	—
El Salvador	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Éthiopie	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	100
Fidji	—	—	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Gabon	Non	Non	Oui	Oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—
Gambie	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	60
Ghana	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	0,0	0,0	—
Guinée	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	0,5	0,5	—	—	—
Guinée équatoriale	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—	1,0	—	80
Guinée-Bissau	Oui	Oui	Oui	Oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	—
Haïti	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Honduras	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	—	0,0	—	—
Inde	—	Oui	—	Oui	—	1,0	—	1,0	—	—	—	—	—	—	—
Indonésie	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	70
Iran (République islamique d')	Non	Non	Oui	Oui	1,0	0,5	1,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—
Jordanie	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—
Kenya	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Kirghizistan	Oui	Oui	Non	Oui	0,5	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—
Lesotho	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Liban	Non	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,5	—	—
Libéria	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	35
Madagascar	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	—	1,0	—	60
Malawi	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Maldives	Non	Non	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mali	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,0	0,5	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	80
Maroc	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,0	0,5	0,0	1,0	0,5	0,5	—	0,5	—	—
Mauritanie	Non	Non	Oui	Oui	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	—
Mongolie	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	0,5	0,5	—	—	—
Mozambique	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	65
Myanmar	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	—	0,0	—	0,0	—	8
Népal	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	100
Niger	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	1,0	0,5	1,0	0,5	—
Nigéria	Non	—	Oui	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	—	1,0	—	1,0	—	—
Oman	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	100
Ouganda	Oui	Oui	Oui	Oui	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50
Ouzbékistan	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—	—	—
Pakistan	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	—
Panama	Non	Non	Non	Oui	0,5	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—	—	—
Paraguay	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Philippines	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
République centrafricaine	Non	Non	Non	Non	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—
République démocratique du Congo	Non	Non	Non	Oui	—	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République démocratique populaire lao	Oui	Oui	Oui	Oui	0,0	1,0	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
République dominicaine	Oui	—	Oui	—	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	0,5	—
Rwanda	Oui	Oui	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	90
Samoa	—	—	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—
Sénégal	Non	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,0	0,5	—	0,5	—	100
Sierra Leone	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	—
Soudan du Sud	Oui	Oui	Oui	Oui	0,0	0,0	—	0,0	0,5	0,5	0,5	0,5	—	0,0	18
Sri Lanka	Non	Non	Oui	Oui	1,0	0,5	1,0	0,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Tadjikistan	—	—	Oui	Oui	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Tchad	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	1,0	1,0	—	—	—
Thaïlande	Non	Non	Oui	Oui	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Timor-Leste	Oui	Non	Oui	Oui	0,5	0,5	—	—	—	—	—	—	1,0	1,0	—
Togo	Non	Non	Oui	Oui	0,0	0,5	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	—
Viet Nam	Oui	Oui	Oui	Oui	0,5	0,5	0,5	0,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,5	—
Yémen	Non	Non	Oui	Non	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0	—
Zimbabwe	Non	Non	Oui	Oui	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	1,0	0,0	0,0	—

Annexe E : Synthèse des réponses des agences d'aide extérieure à l'enquête GLAAS 2011

a) De Allemagne à France

	Allemagne*	Australie*	Banque africaine de développement*	Banque asiatique de développement ²	Banque interaméricaine de développement	Banque mondiale (IDA)*	BERD	Commission européenne*	États-Unis*	FICR	Fondation Bill et Melinda Gates	France*
Politiques d'aide												
L'assainissement figurait-il parmi les trois plus grandes priorités ? (O/N)	Non	Non	Oui	Non	Non			Non		Non	Non	Non
L'eau potable figurait-elle parmi les trois plus grandes priorités ? (O/N)	Non	Non	Oui	Non	Non			Non		Non	Non	Non
Utilise-t-on des critères pour sélectionner les pays bénéficiaires ? (O/N)	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Oui	Non		Oui	Non	Oui
Nombre de pays prioritaires pour l'eau potable en 2010-2011	27	3	9	12	11	8	7	13				9
Nombre de pays prioritaires pour l'hygiène et l'assainissement en 2010-2011	27	3	9	13	9		7	6				3
Cibles spécifiques d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui		Non			Non	
Montants des flux d'aide (Source : OCDE, 2012 pour les pays membres et les institutions qui rendent compte à l'OCDE, signalés par un * ; pays non membres de l'OCDE : données GLAAS 2010)												
Engagements, 2010, total (en millions d'US \$)	714	218	205	1 547	725	1 035			431		32	501
- Engagements, 2010, subventions (en millions d'US \$)	324	218	65	225	25	81			431		32	88
- Engagements, 2010, prêts (en millions d'US \$)	390		139	1 322	700	953			-			413
Déboursments, 2010, total (millions d'US \$)	595	176	177	155	459	717		502	397		44	277
Acheminement des fonds déboursés en 2010 (subventions et prêts)												
Appui budgétaire sectoriel aux pouvoirs publics (%)	6			3								
Programmes et projets via agences multilatérales (%)				94	100			7			18	
Programmes et projets via ONG (%)				0				7			43	0
Instituts universitaires et de formation (%)											34	
Mise en œuvre directe (%)	94			2		100	0			100		
Autre (%)			100				100	86			5	100
Déboursments 2010 par type de réalisation (subventions et prêts)												
Nouveaux services, assainissement (%)			60	21			22			100	41	53
Maintenance des services existants, assainissement (%)			20	30			38					
Amélioration des niveaux de service, assainissement (%)			20	49			40				59	47
Nouveaux services, eau potable (%)			60	19			25			100	12	35
Maintenance des services existants, eau potable (%)			20	26			39					
Amélioration des niveaux de service, eau potable (%)			20	54			36				88	64
Durée des engagements 2010												
Assainissement, moins de 3 ans (%)	1	35									14	
Assainissement, 3 à 5 ans (%)	14	65	20	11		100					86	70
Assainissement, plus de 5 ans (%)	85		80	89	100		100			100		30
Eau potable, moins de 3 ans (%)	1	35		0,01							50	
Eau potable, 3 à 5 ans (%)	14	65	20	23		100					50	70
Eau potable, plus de 5 ans (%)	85		80	77	100		100			100		30
Alignement, harmonisation, coordination												
Aide WASH coordonnée avec le pays (%)	100	85	100	73	100	100						100
Nombre de pays dont le système d'achats est utilisé	4	7	10	22	4			12				Tous

BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement ; FICR : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

¹ Les pays membres de l'OCDE et les institutions qui rendent compte à l'OCDE sont signalés au moyen d'un astérisque (*).

² Valeurs recueillies par de l'enquête GLAAS. L'OCDE (2012) donne les valeurs suivantes : Fonds spéciaux de la Banque asiatique de développement, total des engagements : US \$194 millions, engagements de subventions : US \$9 millions, engagements de prêts : US \$185 millions.

b) De l'Irlande à WaterAid (ONG)¹

	Irlande*	Japon*	Norvège*	Pays-Bas*	PNUD*	Portugal*	Royaume-Uni*	Secours islamique	Suède*	Suisse*	UNICEF*	WaterAid (ONG)
Politiques d'aide												
L'assainissement figurait-il parmi les trois plus grandes priorités ? (O/N)	Non		Non	Non	Non	Non	Non	Oui		Non	Non	Oui
L'eau potable figurait-elle parmi les trois plus grandes priorités ? (O/N)	Non		Non	Oui	Non	Non	Non	Oui		Non	Non	Oui
Utilise-t-on des critères pour sélectionner les pays bénéficiaires ? (O/N)	Oui	Non	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
Nombre de pays prioritaires pour l'eau potable en 2010-2011	6		2	13	3	5	14	14			60	26
Nombre de pays prioritaires pour l'hygiène et l'assainissement en 2010-2011	5		2	13	3	1	14	17			60	26
Cibles spécifiques d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement	Non	Oui		Oui		Oui	Oui		Non			Oui
Montants des flux d'aide (Source : OCDE, 2012 pour les pays membres et les institutions qui rendent compte à l'OCDE, signalés par un * ; pays non membres de l'OCDE : données GLAAS 2010)												
Engagements, 2010, total (en millions d'US \$)	10	1 933	47	123	3	1	56	17	55	50	49	61
- Engagements, 2010, subventions (en millions d'US \$)	10	465	47	123	3	1	56	17	55	50	49	61
- Engagements, 2010, prêts (en millions d'US \$)		1 468										
Déboursments, 2010, total (millions d'US \$)	10	1 649	51	195	3	1	157		45	48	49	87
Acheminement des fonds déboursés en 2010 (subventions et prêts)												
Appui budgétaire sectoriel aux pouvoirs publics (%)	77			64			8					
Programmes et projets via agences multilatérales (%)			56	20			77	14		45		
Programmes et projets via ONG (%)	23		53	15		35	3	39		9		
Instituts universitaires et de formation (%)			6	2								
Mise en œuvre directe (%)			15			7	5	46		46		100
Autre (%)						58	7	2			100	
Déboursments 2010 par type de réalisation (subventions et prêts)												
Nouveaux services, assainissement (%)				80		100		78		70	75	100
Maintenance des services existants, assainissement (%)								17		15	25	
Amélioration des niveaux de service, assainissement (%)				20				5		15		
Nouveaux services, eau potable (%)				80		94		81		60	80	100
Maintenance des services existants, eau potable (%)						6		15		20	20	
Amélioration des niveaux de service, eau potable (%)				20				4		20		
Durée des engagements 2010												
Assainissement, moins de 3 ans (%)	100				34	100		100	40	15	30	100
Assainissement, 3 à 5 ans (%)				100	28		100		60	25	70	
Assainissement, plus de 5 ans (%)										60		
Eau potable, moins de 3 ans (%)	100					100		100	40	15	30	100
Eau potable, 3 à 5 ans (%)				100			100		60	25	70	
Eau potable, plus de 5 ans (%)										60		
Alignement, harmonisation, coordination												
Aide WASH coordonnée avec le pays (%)	100			90	100	100			100	100	100	100
Nombre de pays dont le système d'achats est utilisé		6					14					

IDA : Association internationale de développement ; ONG : organisation non gouvernementale ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance

¹ Les pays membres de l'OCDE sont signalés au moyen d'un astérisque (*).

Annexe F : Informations supplémentaires sur la coordination donateurs/pays

Pays bénéficiaire	Nombre de donateurs	Donateurs ayant un rôle de coordinateur	Donateurs actifs dans les plateformes nationales de coordination ou d'harmonisation	Autres donateurs ayant déboursé plus d'US \$1 million d'aide ^{1, 2}
Afghanistan	15	—	Allemagne, FICR	États-Unis (21), Allemagne (17), institutions de l'UE (4), UNICEF (4), Canada (2), IDA (2), Norvège (2), fonds spéciaux de la BASD (1), Japon (1), Pays-Bas (1), Royaume-Uni (1)
Afrique du Sud	8	—	institutions de l'UE	institutions de l'UE (45), Irlande (1)
Angola	7	PNUD	FICR, WaterAid	Institutions de l'UE (3), IDA (2), États-Unis (1)
Azerbaïdjan	9	BASD	BASD	Fonds spéciaux de la BASD (4), IDA (4), Japon (1), République de Corée (1)
Bangladesh	15	BASD, Pays-Bas	BASD, Australie, FICR, Pays-Bas, WaterAid	Danemark (50), fonds spéciaux de la BASD (39), Pays-Bas (30), Japon (24), IDA (11), Royaume-Uni (10), Australie (3), UNICEF (2), OFID (1), Suisse (1)
Bénin	13	Pays-Bas	BAfD, Allemagne, Pays-Bas	IDA (18), Allemagne (11), Pays-Bas (9), institutions de l'UE (8), Danemark (6), Japon (5), FAfD (3), France (3), Belgique (1)
Bhoutan	2	BASD	BASD	
Bolivie (État plurinational de)	13	—	Allemagne	Japon (13), institutions de l'UE (8), Allemagne (6), fonds spéciaux de la BID (4), Espagne (4), IDA (3), Pays-Bas (3), Canada (1), Suède (1)
Brésil	6	—	—	Allemagne (5), Japon (5)
Burkina Faso	17	—	BAfD, institutions de l'UE, Allemagne, FICR, Japon, Suède, WaterAid	Institutions de l'UE (10), Danemark (9), FAfD (8), France (7), Allemagne (7), Japon (6), Belgique (3), IDA (3), Suède (2), Luxembourg (1), UNICEF (1), Émirats arabes unis (1)
Burundi	9	Allemagne	BAfD, Allemagne	Allemagne (17), FAfD (6), IDA (5)
Cambodge	11	—	FICR	Japon (10), République de Corée (8), France (4), Australie (1)
Cameroun	10	—	BAfD	FAfD (6), IDA (6), Belgique (1)
Colombie	7	—	—	—
Congo	3	—	FICR	IDA (7)
Côte d'Ivoire	4	—	FICR	IDA (24), institutions de l'UE (8), Allemagne (2)
Égypte	11	Institutions de l'UE, Allemagne	Institutions de l'UE, Allemagne	Allemagne (25), FADES (15), États-Unis (10), Koweït (8), Pays-Bas (4), Danemark (3), Suisse (2), Japon (1)
El Salvador	8	PNUD	—	Espagne (25), Japon (2), États-Unis (2), Luxembourg (1)
Éthiopie	20	—	BAfD, institutions de l'UE, FICR, Pays-Bas, Royaume-Uni, WaterAid	IDA (21), Royaume-Uni (20), FAfD (19), Japon (13), Finlande (11), Italie (5), institutions de l'UE (4), UNICEF (4), États-Unis (4), Espagne (3), France (1), Allemagne (1), Norvège (1)
Fidji	4	—	—	Japon (1)
Gabon	2	—	—	France (6), institutions de l'UE (2)
Gambie	3	—	FICR	Institutions de l'UE (1), Japon (1)
Ghana	14	France	BAfD, WaterAid	IDA (28), Belgique (26), institutions de l'UE (9), Canada (7), FAfD (6), France (3), Pays-Bas (2), Allemagne (1), États-Unis (1)
Guinée	5	—	—	Institutions de l'UE (4), Allemagne (3)
Guinée-Bissau	4	—	FICR	—
Haïti	11	—	FICR	Fonds spéciaux de la BID (13), Canada (3), Danemark (3), institutions de l'UE (2), France (2), IDA (1), Espagne (1), Suisse (1)
Honduras	9	Suisse	institutions de l'UE, Suisse	Espagne (41), fonds spéciaux de la BID (6), IDA (5), Japon (4), Canada (1), Suisse (1)
Inde	13	BASD	BASD, Fondation Bill et Melinda Gates, Allemagne, WaterAid	Japon (311), IDA (64), Royaume-Uni (9), Allemagne (4), États-Unis (4), UNICEF (3), Australie (2), institutions de l'UE (2)
Indonésie	12	Pays-Bas	Fondation Bill et Melinda Gates, Allemagne, FICR, Pays-Bas	Japon (54), Australie (47), IDA (39), France (15), Pays-Bas (15), fonds spéciaux de la BASD (4), institutions de l'UE (3), Allemagne (3), États-Unis (3), République de Corée (1), Suède (1)
Iran (République islamique d')	1	—	—	Japon (1)
Jordanie	8	Allemagne	Institutions de l'UE, Allemagne	Allemagne (41), États-Unis (35), Japon (18), Italie (2), République de Corée (2)
Kenya	20	France, Allemagne	Allemagne, FICR, Pays-Bas, Suède, WaterAid	IDA (42), France (33), Allemagne (20), Japon (13), institutions de l'UE (7), FAfD (6), Pays-Bas (5), Finlande (4), Suède (2), Australie (1), UNICEF (1), États-Unis (1)
Kirghizistan	6	BASD, Suisse	BASD, Suisse	Suisse (3), fonds spéciaux de la BASD (1), IDA (1), Royaume-Uni (1)
Lesotho	7	—	WaterAid	États-Unis (14), institutions de l'UE (12), IDA (4), Irlande (2), Koweït (1)
Liban	10	Allemagne	Allemagne	Japon (10), France (9), institutions de l'UE (6), Italie (5), États-Unis (5), Allemagne (4), Koweït (4), Émirats arabes unis (4), Espagne (1)
Libéria	4	PNUD	BAfD, FICR, WaterAid	Royaume-Uni (3), États-Unis (2)
Madagascar	7	PNUD	BAfD, FICR, WaterAid	FAfD (4), France (1), États-Unis (1)
Malawi	11	BAfD, Royaume-Uni	BAfD, Australie, Pays-Bas, Royaume-Uni, WaterAid	IDA (11), FAfD (3), OFID (2), Belgique (1), Japon (1)
Maldives	3	BASD	BASD	BASD (20), FICR (26), UNICEF (8), USAID (9)
Mali	15	France, Allemagne, PNUD	BAfD, Allemagne, FICR, Suède, Suisse, WaterAid	Institutions de l'UE (12), Danemark (6), Japon (6), France (5), Allemagne (5), IDA (3), FAfD (2), Luxembourg (1), Pays-Bas (1)
Maroc	10	France	BAfD, Allemagne	France (35), Allemagne (34), institutions de l'UE (30), Japon (16), FADES (15), Belgique (8), Italie (1), OFID (1), Espagne (1)
Mauritanie	8	—	BAfD	FADES (35), Koweït (17), FAfD (9), OFID (7), France (3), IDA (3), institutions de l'UE (1)
Mongolie	7	PNUD	FICR	Japon (10), Allemagne (3), IDA (3), République de Corée (3), France (2), Pays-Bas (2)

Pays bénéficiaire	Nombre de donateurs	Donateurs ayant un rôle de coordinateur	Donateurs actifs dans les plateformes nationales de coordination ou d'harmonisation	Autres donateurs ayant déboursé plus d'US \$1 million d'aide ^{1, 2}
Mozambique	18	BAfD, Pays-Bas, Suisse	BAfD, Fondation Bill et Melinda Gates, FICR, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni, WaterAid	Institutions de l'UE (25), Pays-Bas (21), Australie (17), FAfD (8), États-Unis (6), France (4), Suisse (2), Danemark (1), IDA (1), Japon (1), Espagne (1), UNICEF (1)
Myanmar	6	—	FICR	Australie (9), Japon (1), UNICEF (1)
Népal	9	BAfD	BAfD, FICR, WaterAid	Fonds spéciaux de la BAfD (20), IDA (11), Finlande (5), Australie (3), Japon (1), Royaume-Uni (1)
Niger	12	France, Suisse	BAfD, FICR, Suisse, WaterAid	Belgique (14), France (8), institutions de l'UE (3), IDA (3), Japon (3), Danemark (1)
Nigéria	7	Institutions de l'UE	Institutions de l'UE, FICR, Royaume-Uni, WaterAid	IDA (77), institutions de l'UE (18), Royaume-Uni (8), UNICEF (2), Japon (1)
Oman	1	—	—	Émirats arabes unis (<1)
Ouganda	17	—	BAfD, Allemagne, FICR, WaterAid	Danemark (20), IDA (10), Autriche (7), Allemagne (6), institutions de l'UE (5), UNICEF (2), Irlande (1), Japon (1), États-Unis (1)
Ouzbékistan	7	BAfD	BAfD	Fonds spéciaux de la BAfD (14), IDA (3), OFID (1), République de Corée (1)
Pakistan	14	BAfD	BAfD, FICR, WaterAid	Japon (22), Norvège (12), IDA (7), Allemagne (6), UNICEF (3), États-Unis (3), Pays-Bas (2), OFID (2), Belgique (1), institutions de l'UE (1)
Panama	1	—	—	Japon (104)
Paraguay	3	PNUD	—	Japon (1)
Pays bénéficiaire	Nombre de donateurs	Donateurs ayant un rôle de coordinateur	Donateurs actifs dans les plateformes nationales de coordination ou d'harmonisation	Autres donateurs ayant déboursé plus d'US \$1 million d'aide ^{1, 2}
Philippines	11	PNUD	FICR	Japon (14), Espagne (3), Australie (2), Belgique (1), Allemagne (1), États-Unis (1)
République centrafricaine	4	—	BAfD, FICR	Institutions de l'UE (3), IDA (1)
République démocratique du Congo	13	Allemagne	—	FAfD (24), institutions de l'UE (24), Royaume-Uni (19), IDA (12), Allemagne (5), États-Unis (4), Belgique (3), Japon (2), UNICEF (2)
République démocratique populaire lao	7	—	FICR, WaterAid	République de Corée (9), fonds spéciaux de la BAfD (3), Australie (2), OFID (2), France (1), Japon (1)
République dominicaine	6	—	FICR	Espagne (13), Japon (2), institutions de l'UE (1)
Rwanda	11	Institutions de l'UE	BAfD, institutions de l'UE, Pays-Bas, WaterAid	IDA (21), FAfD (4), Belgique (3), institutions de l'UE (2), Japon (1)
Samoa	3	BAfD	BAfD	Institutions de l'UE (10), fonds spéciaux de la BAfD (4)
Sénégal	15	Institutions de l'UE, France	BAfD, institutions de l'UE, FICR, Japon	IDA (9), Pays-Bas (6), FAfD (5), France (5), Luxembourg (5), institutions de l'UE (4), Belgique (3), États-Unis (3), Japon (2), Allemagne (1)
Sierra Leone	7	Royaume-Uni	Institutions de l'UE, FICR, Royaume-Uni, WaterAid	Royaume-Uni (5), IDA (2), UNICEF (1)
Tadjikistan	7	BERD, Suisse, PNUD	BERD, FICR, Suisse	IDA (3), Suisse (2)
Tchad	8	—	BAfD, FICR	Institutions de l'UE (16), France (11), FAfD (4)
Thaïlande	3	—	FICR	Japon (7)
Timor-Leste	5	Australie	Australie, FICR, WaterAid	Australie (10), Japon (4), États-Unis (2)
Togo	5	France	FICR	France (3)
Viet Nam	16	Australie, Allemagne	Australie, Allemagne, FICR, Norvège, Royaume-Uni	IDA (86), Japon (64), fonds spéciaux de la BAfD (30), Allemagne (21), Royaume-Uni (17), Australie (13), Danemark (12), Pays-Bas (10), République de Corée (7), France (6), Norvège (6), Belgique (5), Finlande (3)
Yémen	8	Pays-Bas	Allemagne, FICR, Pays-Bas	IDA (17), Allemagne (14), FADES (4), Pays-Bas (4), Japon (1), Émirats arabes unis (1)
Zimbabwe	8	—	Allemagne, FICR	Australie (9), Allemagne (2), Danemark (1)

BAfD : Banque asiatique de développement ; BAfD : Banque africaine de développement ; BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement ; BID : Banque interaméricaine de développement ; OFID : Fonds OPEP pour le développement international ; FADES : Fonds arabe pour le développement économique et social ; FAfD : Fonds africain de développement ; FICR : Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ; IDA : Association internationale de développement (Banque mondiale) ; OPEP : Organisation des pays exportateurs de pétrole ; UE : Union européenne.

¹ Données OCDE, sauf pour les Maldives.

² Les chiffres entre parenthèses correspondent aux sommes déboursées en 2010, en millions d'US \$.

Sources : Enquête GLAAS 2011 ; OCDE (2012)

Annexe G : Liste des contributeurs

L'équipe du *Rapport GLAAS* à l'OMS (Genève), à savoir Bruce Gordon, Mark Hoeke, Federico Properzi (jusqu'en août 2011), Peregrine Swann et Cathy Jung, a coordonné l'ensemble du processus d'élaboration de ce rapport. Robert Bos, coordonnateur de l'équipe Eau, assainissement, hygiène et santé, a impulsé l'orientation stratégique tout au long du processus. Son soutien, avec celui de Maria Neira, Directeur du Programme Santé publique et environnement, a joué un rôle fondamental dans la réalisation de ce rapport. Elizabeth Woolnough a su apporter avec promptitude un soutien administratif efficace. C'est Marla Sheffer, du Canada, qui a fourni l'appui éditorial.

L'équipe a bénéficié des contributions techniques de fond de plusieurs consultants : Clarissa Brocklehurst, Sophie Tremolet et Martina Rama, Sue Cavill, Nathalie André, Debashree Mukherjee et Madhu Bharti, ainsi que Catarina Fonseca et Jeske Verhoeven du Centre International de l'Eau et de l'Assainissement (IRC), aux Pays-Bas.

L'ONU-eau et l'OMS expriment leur reconnaissance aux personnes qui ont apporté des conseils techniques ou des commentaires : Jon Lane, Carolien van der Voorden et Amanda Marlin, Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ; Adeel Zafar, Université des Nations Unies ; Joachim von Braun, Université de Bonn (Allemagne) ; Andrew Cotton, Loughborough University (Royaume-Uni) ; Carol Chouchani Cherfane, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale ; Piers Cross, Afrique du Sud ; Richard Franceys, Royaume-Uni ; Guy Hutton, Suisse ; Richard Johnston, Eawag (Institut de recherche de l'eau du domaine des EPF), Sandec (département eau et assainissement dans les pays en développement) ; Meera Mehta, Centre for environmental Planning and Technology University (Inde) ; Christoph Merdes, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de l'Allemagne ; Sara Rogge, Fondation Bill et Melinda Gates ; Tom Slaymaker, WaterAid ; Kazuhiko Yokochi, ministère des Affaires étrangères du Japon ; Cindy Kushner et Sanjay Wijesekera, UNICEF ; Jamie Bartram, Université de Caroline du Nord ; Didier Allély-Fermé, Jennifer De France, Rifat Hossain,

Dominique Maison, Maggie Montgomery et Abdou Savadogo, OMS, Genève ; Juan Ballon Postigo, État plurinational de Bolivie ; Pom Chreay, Cambodge ; Amadou Diallo, Sénégal ; Janique Étienne, France ; Johan Gély, Suisse ; Johan Kuylenstierna, Suède ; Vishwa Mani Jyawali, Népal ; Nina Odenwälder, Allemagne ; Koen Overkamp, Pays-Bas ; Darren Saywell, États-Unis ; Erma Uytewaal et Dick van Ginhoven, Pays-Bas ; Kirsten de Vette, Pays-Bas, et Jacqueline Zoungrana, Burkina Faso.

Les membres du groupe consultatif stratégique JMP/GLAAS ont apporté à la fois orientation stratégique et conseils techniques : Catarina de Albuquerque, Rapporteuse spéciale des Nations unies pour le droit à l'eau et à l'assainissement ; David Bradley, London School of Hygiene and Tropical Medicine (Royaume-Uni) ; Clarissa Brocklehurst, Canada ; Barbara Evans, Water engineering and environment, School of civil engineering, Université de Leeds, Institute of Pathogen Control Engineering, Royaume-Uni ; Gareth Jones, Canada ; Letitia Obeng, secrétariat du Partenariat mondial pour l'eau ; Kepha Ombacho, ministère de la Santé publique et de l'Assainissement du Kenya ; Gérard Payen, Fédération internationale des opérateurs privés de services d'eau (AquaFed), France, et Joachim von Braun, Université de Bonn (Allemagne).

Nous remercions aussi pour leurs efforts les membres du personnel de l'OMS qui ont facilité la coordination de l'initiative GLAAS dans les régions : Lucien Manga, Bureau régional de l'Afrique ; Paulo Teixeira, Bureau régional des Amériques/Organisation panaméricaine de la Santé, en collaboration avec Johnny Rojas, Cinara Institute, Universidad del Valle ; Hamed Bakir et Susan Kilani, Centre pour les Activités d'Hygiène de l'Environnement, Bureau régional de la Méditerranée orientale ; Roger Aertgeerts et Enkhsetseg Shinee, Bureau régional de l'Europe ; Mme Payden, Bureau régional de l'Asie du Sud-Est ; et Mohammed Nasir Hassan et Mien Ling Chong, Bureau régional du Pacifique occidental. Le Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA, aujourd'hui connu sous le nom de Eau et assainissement pour l'Afrique, EAA) a joué un rôle crucial dans la coordination des réponses par pays pour nombre des pays d'Afrique. Nous saluons avec reconnaissance

les efforts déployés par Idrissa Doucouré et Lucia Henry, ainsi que les coordonnateurs pays suivants : Jean Malomon Yadouleton, Adama Kone, Thadée Nkeshimana, Salomé Onana, Karim Savadogo, Ami Cisse, Georgette Ingani, Théophile Gnagne, Félicité Vodounhessi, Destina Samani, Binta Barry, Bernadino Dos Santos, Youssouf Cisse, Hbib Sidi Ali, Yacouba Zabeirou, James Gasarasi, Ndiougou Niang, Viviane Tepe, Jean-Marc Yofe, Ronaldo Inguane, Felismina Antia, Richard Bahumwire, Mamadou Ouattara, Amah Klutse et Lincoln Opio.

Les membres suivants du personnel de l'OMS dans les régions et les pays ont apporté une contribution cruciale : Magaran Bagayoko, Areej Alomari, Basel Al-Yousfi, Lin Aung, Artur Buiuklianov, Dechen Choden, Tito de Aquino, Thinlay Dorji, Luis Dos Reis, Kamran Garakhanov, Elkhan Gasimov, Arunachalam Gunasekar, Mohammed Nasir Hassan, Mohlakola Hlabana, Steven Iddings, Safo Kalandarov, Tigest Ketsela, Nam Raj Khatri, Kamal Khatri, Giorgia Knechtlin, Roberto Lima Morra, Oyuntogos Ikhasuren, Mohamoud Magan, Bonifacio Magtibay, Shamsul Gafur Mahmud, Long Malis, Kate Medlicott, Abdi Mohamed, Osconbek Moldokulov, Miguel Montoya, Fatoumata Nafo-Traoré, Nani Nair, Wilfred Ndegwa, Hisashi Ogawa, Mara Oliveira, Eduardo Ortiz, Dinar Pandan Sari, Graham Peter, Himanshu Pradhan, Thebe Pule, Adisak Sattam, Susha Sreedharan, David Sutherland, Boukari Tare, Terrence Thompson, Tuan Nghia Ton, Ricardo Torres, Alvaro Vadillo, Temalesi Vakaoitia, Pieter van Maaren, Waltaji Terfa et Liu Yunguo.

Les pays qui ont répondu au questionnaire GLAAS méritent qu'on les mentionne tout particulièrement, car sans eux, ce rapport ne pourrait pas exister : Afghanistan (Ali Akbari, Mari Ebadi, Najeebullah, Naqibullah Taib), Afrique du Sud (Cyprian Mazubane, Fred van Zyl), Angola (Lucrecio Costa, Antonio Menezes, Antonio Quaresma), Azerbaïdjan (Leilakhanum Taguizade), Bangladesh (Shudhir Kumar Ghosh, Khairul Islam), Bénin (Ibrahim Adam Soule), Bhoutan (Dechen Yangden, Karma, Pema Tenzin, Sangay Phuntsho, Ugyen Rinzin, Yangki), Bolivie (État plurinational de) (Marcial Berdeja, Edwin Laruta, Bety Silva, Enrique Torrico), Brésil (Hélcio Miranda Magalhães Júnior, Leodegar Tiscoski), Burkina Faso (Siaka Banon, Hamadou Cisse, Moussitafa Dao,

P. Saidou Kolga, Safiata Nana, Juliette Sanou/Bicaba, Maxime Somda, Arthur Vokouma, Julie Biba Yameogo), Burundi (Anicet Cunamiro, Prosper Muyuku, Innocent Nkurunziza, Protails Ntirampeba, Juma Saidi), Cambodge (Kol Hero, Ketvesna, Chea Samnang, Mao Saray, Tang Sochettra), Cameroun (Alain Awona, Daniel Bandji, Didier Mbouda, Sylvanus Shulika Binla, Alain Tientcheu), Colombie (Johnny Rojas), Congo (Philippe Kombo, Bernard Massamba, André Pecko, Jerome Toulani), Côte d'Ivoire (Roger Diaba), Égypte (Tarek Ali, Ehab Attia, Badr Awwad, Ahmad Moawadh), El Salvador (Julio Alvarado, Alfonso Goitia, Milton Portillo López, Leonardo Quiroa, Vivian Saade), Éthiopie (Tariku Manaye, Yohannes G. Medhen), Fidji (Cava Joe, Chandra Kirti, Kubunavanua Eferemo, Singh Sher), Gabon (Jocelyn Bouyou Mavoungou, Sidney Boris Mambari Tsende, Olivier Mouckocko, Joël Nkegna, Nicolas Pémé Missogny), Gambie (Alagi Dibba, Sana Jawara, Moro Jobarteh, Pa Ousman Jarju), Ghana (Theodora Adomako-Adjei, Harold Clotey, Asumani Nyarko, Enoch Ofosu, Kweku Quansah, Veronica Sacke, Christian Siawor), Guinée (Elhadj Mamadou Barry, Pépé Bilivogui, Elhadj Ismael Dia, Fatoumata Keita, Mohamed V. Sankhon), Guinée-Bissau (Inussa Balde, Carfa Embalo, Issis Julieta Pina Ferreira Gomes), Guinée équatoriale (Juliana Mangué Esimi, Celesdonio Mba Asumu, José Micha Nsue, Nicolas Otondji Akapo), Haïti (Hugues Bien-Aimé, Paul André Biron), Honduras (Ciria Casho Gil, Victor Cuevas, Nelly Franco, Walter Pavon, Luis Romero), Inde (Sujoy Mojumdar, Vijay Mittal), Iran (République islamique d') (Ardeshir Khosravi, Gholamali Memari, Fateme Rakhshani, Gholamreza Shaghghi, Koshir Azam Vaghefi, Mojtaba Zainali), Jordanie (Rania Abdel Khaleq, Salah Al hiyari, Ebaa Al-Eysaa), Kenya (John G. Kariuki, Kimanthi Kyengo, Kepha Ombacho), Kirghizistan (L.N. Davydova, Vladinir Gennadievich Ignatenko, K.D. Koichumanova, J.M. Sultanova, B.K. Toktorbaeva), Lesotho (Fusi Lekhoaba, Emmanuel Lesoma, Motsamai Mahahabisa, Felix Malachamela, Palesa Monongoaha), Liban (Christine Chidiac Jbeily, Assem Fidawi, Hassan Jaafar, Farid Karam, Farah Shoucair), Libéria (Abdul Hafiz Koroma, George Yarngo, Omarly Yeabah), Madagascar (Alain Randriamaherisoa, Dominique Randriamamory, Andrianina S. Raelina, Olivier Razafindranovona, Venance Tata), Malawi (Boniface Gondwe, Richard Malata, Sandram Maweru, McLawrence Mpasa), Maldives (Shaheeda Adam), Mali (Boubacar Abida Maïga, Tiécoro Coulibaly, Housseini Guindo, Alhassane Ag Hamadahamane, Drissa Traoré), Maroc (Samira Aadil, Khalid Bribri, Abdslam Elissami, Mokhtar Jaait), Mauritanie (Mohamed Yahya Ould Mohamed Abdellahi, Mohamed Yahya Ould Mohamed Elmoustapha, Sidi Ould Radhi, Ahmed Weddady, Weddady Ould Boilil), Mongolie

(Bolormaa. I, Ganzorig. L, Yagmar J., Oyunchimeg B., Oyunchimeg M., Tsedenbaljir Ya, Tsegmed Ts), Mozambique (Ana Paula Cardoso, Manuela de Abreu, Amélia Mabote, Rufina Macie, Messias Macie, Rostina Massingue, Raul Mutemuvuio, Suzana Saranga), Myanmar (Aung Tun, Daw Khin Than Shew, Daw New New Win U Kyaw Htay, Than Tun Aung, Than Win, Thein Htay, U Kyaw Swe, U Shin Zar Nan), Népal (Anu Paudel, Kiran Darnal, Deepak Puri, Himalaya Panthi, Kabindra Bikram Karki, Kamal Adhikari, Lok Nath Regmi, Nanda Bahadur Khanal, Sharad Pendey), Niger (Rabé Amani, Khamada Baye, Saminou Hamza, Issiya Souley, Chaibou Tankari), Nigéria (O.A. Agada, Benson Ajisegiri, Olanrewaju Opanubi, F.T. Oyeyipo, L.A. Salihu), Oman (Shamsa Al Hosni, Salim Said Al Wahibi, Said Al-Alawi, Hamed Said Al-Hasani), Ouganda (Julian Kyomuhangi, Disan Ssozi), Ouzbékistan (U.A. Khalmukhamedov, A.U. Kholmatov, Olga Pavlovna Mirshina, G. Tsai), Pakistan (Jawed Ali Khan, Irfan Tariq), Panama (Ramses Abrego, Félix Adames, Luis Broce, Helmut De Puy, Karen Holder), Paraguay (Roger Monte Domecq), Philippines (Joselito Riego De Dios), République centrafricaine (Barnabé Falibai, Marie-Claude Gounindji, Sylvain François Mandapyth, Abdraman Ndekomisso, Noël Ndoma), République démocratique du Congo (Benjamin Mavard Kwengani), République démocratique populaire lao (Khanthone Vorachith, Noupheuk Virabouth, Soutsakhone Chantaphone, Tayphasavanh Fengthong), République dominicaine (Luis Emilio Feliz Roa), Rwanda (Lambert Karangwa, Joseph Theodomily Katabarwa, Simon Ndukiye, James Sano, Albert Yaramba), Samoa (Frances B. Reupena, Palantina T. Toelupe, Tainau Titimaea IWSA, Taulealeausumai T.F.L. Malua, Tupa' imatuna I. Lavea), Sénégal (Ahmadou Diallo, Laty Gaye Sylla, Fodé Oumar Gueye, Kaoussou Kaba), Sierra Leone (Al Hassan Sesay, Thomas Amara, Helmore Sahr, Lamina Souma), Tadjikistan (S.H. Berdiev, R. Muminov, G. Sharipov, P. Shodmonov), Tchad (Djamal Abdel-Nassir Cherif, Nguetoraa), Timor-Leste (Carlito Correia Freitas, Ivo Cornelio Guterres, Joao P. Jeronimo, Martinus Nahak Lino, Joao Piedade, Joaquim Soares, Agapito Soares de Silva), Thaïlande (Chokwinyu Parlyada, Guaythong Wilaiwan, Guaythong Wilaiwan, Kuplokin Peyawan, Wongplyachon Sree), Togo (Senyo Apaloo, Bawa Djatoz, Napo Sapol Ouadja, Amidou Sani, Melousiba Essomana Tchekpi), Viet Nam (Nguyen Hong Khanh, Tran Dac Phu, Tran Dac Phyl), Yémen (Nasseb Al Molgem, Salem Baquhaizel, Ahmmed Milkat) et Zimbabwe (G.T. Magwadu, H.R. Mashingaidze, Tinayeshe Mutazu, F. Ngorora).

Les personnes suivantes, membres du personnel des agences d'aide extérieure, ont répondu au questionnaire GLAAS auprès des agences d'aide extérieure :

Agence australienne pour le développement international (AusAID ; Felicity Miller, Rohan Nandan), Agence des États-Unis pour le développement international (USAID ; John Borazzo, Dan Deely, Merri Weinger), Agence française de développement (AFD ; Stéphanie Oudot), Agence suédoise de coopération internationale au développement, Suède (SIDA ; Therese Sjömander Magnusson), Banque africaine de développement (BAfD ; Sering Jallow), Banque asiatique de développement (BASD ; Amy Leung, Alan Baird, Theresa Audrey O. Esteban), Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD ; Susan Goeransson), Banque interaméricaine de développement (IDB ; Federico Basañes, Jorge Ducci), Banque mondiale (Jehan Khaleeli, Alex McPhail), Commission européenne (CE ; André Liebaert), Département d'État, États-Unis (DoS ; Nathan Hernandez), Direction générale du Trésor, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France (Estelle Sandre-Chardonnel), Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR ; Robert Fraser), Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF ; Frank Rijsberman, Sara Rogge, Jenelle Van Eynde), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF ; Paul Edwards), Institut portugais d'aide au développement (IPAD ; Maria do Carmo Fernandes), Irish Aid, ministère des Affaires étrangères, Irlande (Elisa Cavacece), ministère des Affaires étrangères et Agence japonaise de coopération internationale, Japon (MOFA/ JICA ; Kazuhiko Yokochi), ministère des Affaires étrangères et Norwegian Agency for Development Cooperation, Norvège (NorAD ; Gabriella Kossmann, Einar Telnes, Paul S. Tharaldsen), ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas (DGIS ; Gerlinde Buit, Dick van Ginhoven), ministère des Affaires étrangères et européennes, France (MAEE ; Véronique Verdeil), ministère du Développement international, Royaume-Uni (DfID/UKAid ; Ian Belshaw), ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Allemagne (BMZ ; Christoph Merdes), Programme Eau et assainissement, Banque mondiale (WSP ; Jae So, Dominick de Waal), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD ; Lotten Hubendick, Alastair Morrison), Secours islamique mondial (Lokuju Peter), et WaterAid (Margaret Batty, Barbara Frost, John Garrett, Tom Slaymaker).

Nous adressons toutes nos excuses aux éventuels contributeurs que nous aurions, par inadvertance, omis de citer.

Crédits photos

Couverture : WaterAid/Marco Betti
Page 9 : WaterAid/Zute Lightfoot
Page 10 : WaterAid/Aubrey Wade
Page 10 : WaterAid/Layton Thompson
Page 12 : WaterAid/Abir Abdullah
Page 13 : WaterAid/Rajesh Gurung
Page 21 : WaterAid/Tom Van Cakenberghe
Page 23 : WaterAid/Chloe Bayram
Page 25 : OMS/Jennifer de France
Page 37 : WaterAid/Abir Abdullah
Page 43 : WaterAid/Jon Spaul
Page 49 : OMS/Christopher Black
Page 51 : Kevin Arnold Photography/Kevin Arnold
Page 59 : WaterAid/Abir Abdullah
Page 63 : WaterAid/Dieter Telemans
Page 74 : Kevin Arnold Photography/Kevin Arnold

Quelles sont les mesures efficaces pour élargir et pérenniser la prestation des services dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement ?

Dans un environnement mondial très changeant, il devient de plus en plus difficile de répondre à cette question. Les carences ou l'absence d'informations sur les politiques nationales pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement, les cadres institutionnels, les investissements de chaque pays, les ressources humaines et le ciblage de l'aide extérieure nuisent à une prise de décisions éclairée.

L'Analyse et l'évaluation mondiales de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS) 2012 contribue à remédier à ce déficit d'informations en présentant une synthèse des efforts et des approches que déploient 74 pays à revenu faible ou intermédiaire ainsi que 24 agences d'aide extérieure. Du texte, des graphiques, des cartes et des annexes complètes, pays par pays, illustrent les avancées et mettent en lumière les tendances planétaires.

Avec en toile de fond les progrès remarquables accomplis à l'échelle du globe dans l'élargissement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le présent rapport :

- sensibilise au risque considérable de retours en arrière dans ce domaine, à moins que l'on ne s'attache davantage à pérenniser les services et les actifs concernés ;
- admet que, malgré la grave crise financière qui sévit dans nombre de pays à revenu élevé, l'aide consacrée à l'assainissement et à l'eau potable continue de croître, parallèlement à un meilleur ciblage sur les services de base qui correspondent aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ;
- montre que certains pays rendent compte de progrès satisfaisants en direction des cibles nationales définies dans le secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, et avance que, pour la majorité des pays, l'insuffisance des ressources humaines et financières, surtout de celles dévolues à l'assainissement, compromet nettement les progrès.

Ce rapport constituera une référence essentielle pour tous les acteurs qui cherchent à améliorer les services liés à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement dans le monde.

20 avenue Appia
1211 Genève 27
Suisse